«L'Economie»: un contrat pour l'agriculture

MARDI 23 FÉVRIER 1993

BOURSE

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



CINQUANTIÈME ANNÉE - Nº 14953 - 7 F

'EFFONDREMENT des meours du poisson et le mou-vement ds colère qui en résulte chez les pêcheurs vient aggraver un sentimant de crise générali-sée. Une fols de plus, ces événe-ments mettent an évidence les défis auxquels est confrontée le construction communautaire.

conte

Le marasma actuel est dû à la combinelson da cauaes multiples, notamment la désordre monétaire au sein de la Communauté et l'entrée sur les marchés d'Europe occidentale des producteurs d'Europe de l'Est.

Les débarquements massifs par les navires russes, dans des ports da la CEE, de Norvège ou d'Islanda, de cabillauds et de lieus noirs, vendus autour de 5 F la kilo, alors que le prix normal se situe entre 10 F et 15 F, na peu-vent être freinés par l'application d'un simple droit de douana da

A ces attaques extérieures a'ajnutent celles qui unt leur origine dans la Communauté même. La dévaluation de la livre sterling de près de 20 % depuis septembre rend le poisson britannique beaucoup plus compétitif sur les marchés fran-cais. Celles de le peseta et de la lire menacent les exportations ses vers l'Espagne et l'Ita-

La Communauté cherche à se mobiliser pour juguler una crise qui, si elle frappe plus durement le France, affecte l'ensemble des Delors, président de la Commis-sion de Bruxelles, qui se trouvait lundi 22 févriar à Loriant, pourrait déjà ennoncer un premiar

Celles-ci, qui seront en prin-cipe décidées par un « comité de gestinn » (où aiégant des représentants de la Commission et des Etats membres) convoqué le 25 février, consisteront probablement à fixer des prix minima à pays ou armements extérieurs à la Communauté. Les experts des Douze, qui se sont déjà réunia dimanche à Bruxelles, s'efforcent de rassembler les données statis-tiques (concernant la progression des débarquements, le chute des cours...) qui leur parmettront de justifier, eux yaux du GATT, da telles mesurés de sauvegarde.

PROLONGEMENT de ces mesures défanaives, la Communauté s'afforcera de Communaute s'armireara de convainere ceux qui, tels les Russes, par leurs pratiques anarchiques, désorgenisent le marché, d'agir avec elle de manière concertée. Que ce soit pour l'acler, les textiles, la viande ou l'acler, les textiles aviande ou l'acler, les textiles aviande ou l'acler. le poisson, l'accès eux marchés des Douze, revendiqué per les enciens peys cammunistes comme le moyen le plus sûr de les aider à redresser leur écono-mie, doit avoir comme contrepartie la respect de disciplines, indispensables si l'on veut éviter

Sur le plen interne, l'épisode ectuel illustre la difficulté de vivre en marche unique sens stabilité monétaire. Pour inévitables qu'elles étalent, les évaluations auxquelles se sont livrés an sep-tembre les Britanniques et las Italiens ont atteint, surtout en ce qui concerne le livre, des niveaux injustifiés qui génent le fonctionnament harmonieux du grand marché. La dégringulada des cours du poisson n'est malheureusement pas un exempla unique : ainsi la crise qui frappe les producteurs français de moutons, submergéa par les Importations en provenance d'Angleterre, est

tout sussi grave. Lire nos informations page 18



Les difficultés de Boeing

M. Clinton accuse Airbus de « concurrence déloyale »

A Seattle (Etat de Washington), où se trouve le siège de Boeing et où il commence lundi 22 février sa tournée de soutien à son programme économique, le président des Etats-Unis e une nouvelle fois accusé Airbus de « concurrence déloyale». En s'adressant aux employés de l'avionneur américain, M. Bill Clinton pourrait leur ennoncer des mesures de représailles à l'encontre du consortium européen.



Souhaitant un congrès du PS en juin

M. Rocard veut accélérer la rénovation de la gauche

M. Rocard souhaita l'avancement au mois de juin prochain du congrès ordinaire du PS, dastiné à assurer sa « rénovation ». S'exprimant dimanche 21 février sur TF1, l'encien premier ministre e précisé qu'il envisage une forme « fédérale » pour le rassemblement qu'il avait appelé de ses vœux le 17 février. M. Fabius a indiqué, lundi matin, sur RTL, qu'il juge «intéressante» la proposition d'avancer la dete du congrès.

Les habits neufs du candidat

par Jean-Marie Colombani

Michel Rocard veut danc aller vite, obtenir au plus tôt - il parle d'un congrès au mois de juin que ses amis socialistes ratificat non pas une évolution souhaitable, mais une véritable mutatinn de leur propre parti. C'est eux yeux de leur «candidat naturel» la pre-mière condition de la réussite d'une campagne présidentielle. Il a raison. Car il y eveit, et il y a toujours, péril en la demoure. Michel Rocard devait done sortir firait pas, après la défaite législative, de compter sur la seule force du président, avec pour seul slogan

la défense des acquis sociaux; mais qu'il faudrait aussi s'organiser, préparer une recompositinn politique qui en soit une, et dont chacun sail - Raymand Barre le rappelle opportunément dans un entretien au Point - qu'elle n'a de chance de sorgir qu'à la faveur d'une élection présidentielle. Le problème de Michel Rocard était donc de revendiquer et de s'assurer un leadership à gauche pour l'après-mars 1993.

Cette démarche a évidemment eu l'immense mérite de redonner à la gauche une perspective d'espoir. Lire la suite page 10

et nos informations page 24

Jean Lecanuet est mort

Symbole de l'opposition de la droita modérée au gaullisme depuis sa candidature à l'élection présidentielle de 1965, Jean Lecanuet, qui vient da maurir à l'âge da soixante-douze ans, aura enntribué, snus le saptennat da M. Valéry Giscard d'Estaing, à unifier les daux grandes familes de la droita non gaulista – libéraux et centristes – par la création de l'UDF, dont il fut le président pendant dix ans. La construction da l'Europe fut son principal combat politique.

Lire page 8 les articles d'ETIENNE BANZET et de PIERRE SERVENT

L'ÉCONOMIE

Un contrat pour l'agriculture

Disparition des exploitations, baisse des revenus, réforme de la politique agricole européenne, négocietions du GATT accentuent la malaise paysan en France. Avant les élections, les partis politiques cherchent le répunse dens l'aménagement rural.

Lire aussi : l'effondrement du KIO en Espagne, les pages Actualité, Mode d'emploi, Conjoncture, Opi-Paul Fabra et l'Interview de Lord Skidelsky, le biographe de Keynes.

Pages 25 à 34

La guerre du Rif

Le roi du Maroc entend employer les grands moyens pour éliminer la culture et le trafic du cannabis

CHEFCHAQUEN

Ouverture

au Sénégal

L'aide à la Bosnie

de M. Christopher

au Proche-Orient

Le terrorisme

au Nicaragua

La tournée

en Afrique du Sud Deux Métis et un Indien vont

entrer au gouvamement Lire page 4 l'article de GEORGES MARION

L'élection présidentielle

Des vinlancea nnt fait

28 morts en Casamance Lire page 4 l'article de MARIE-PIERRE SUBTIL

Repries des apérations

Lire nos informations page 6

De premiers résultats encou-

Un entretien avec le chef des

Lire page 7 l'article de BERTRAND DE LA GRANGE

«escadrone de la mort»

Lire page 3 l'article de FRANÇOISE CHIPAUX

de notre envoyé spécial

Voyageurs sans bagages, ils evaient pris le chemin de Chefchanuen et de Kétama an cœur dn Rif, comme d'autres, avant eux, celui, plus périlleux et plus lointain, de Pokhara et de Katmandou, au pied de l'Hi-malaya. C'était autour de 1975. Les rudes montagnards du cru avaient observé, d'un ceil à la fois moqueur et amusé, ces drôles

de touristes goûter, parmi les produits du terroir, ce fameux kif - mélange de tabac et de cannabis - dont eux bourraient, depuis toujours, leur pipe de bois.

Le pittoresque de la chose, très vite, s'estompa. Accrochés à des bouts de terres pauvres et pentues, les paysans rifains compri-rent le profit qu'ils pouvaient tirer de cette

Les cadres déçus par l'entreprise

Aucune catégorie n'échappant désormais au chômage, un divorce s'esquisse entre les gestionnaires et l'opinion

par Alain Lebaube

Il était jusqu'à présent de bon tan de créditer les socialistes d'un succès paradoxal. Dans les années 80, ils étaient parvenus, disait-on, à réconcilier les Français et l'entreprise. Ironie du sort! Au mmment même où ils s'apprêtent à quitter le pouvnir, vnilà que tnus les signes s'accumulent qui laissent à muveau présager un Lire la suite page 5 divnrce possible. Comme si une paren-

these devait être refermée, et une boucle bouelée... Bien entendu, l'augmentation irrépressible du chômage serait la cause première de cette désaffectinn, vnire de cette suspicion, aujourd'hui renfarcée dans l'opininn publique. Vivre avec trois millions de chômeurs, et craindre d'en vnir le numbre s'accroître sans limite, ne pouvait qu'aboutir à la menace d'une séparatinn qui plane désormais sur les esprits.

JACQUES DE BARRIN

La vitrine du monde arabe

Cinq ans après sa création le rôle de l'IMA reste toujours aussi flou

par Michel Guerrin

« Eléphant blane », « bel écrin vide», « coquille déserte», « Titanie», «psquebnt ensablé», «vaisseau fantôme». L'Institut du monde arabe (IMA) vient de fêter son cinquième anniversaire et on ne compte plus les métaphnres assassines – souvent navales – qui ont accompagné la croissance difficile du majestueux édifice situé en bordure de Seine, an bout du boulevard Saint-Germain. A se demander comment la façade de verre et d'acier, avec ses fameuses fenètres en forme de mnucharabiebs, tient encore

Rarement bâtiment aura été autant admiré. Rarement centre culturel aura été și critiqué. Le enntraste est saisissant. En ce sens, l'IMA est bien une construction des années 80, la décennie qui a promu « le geste architectural » sans toujours maîtriser les programmes. Le res-taurant qui «coiffe» le navire, au neuvième étage, est exemplaire : le cadre a de l'allure, la vue est imprenable, la décoration raffinée, le service de qualité. Mais la cuisine n'est pas à la hauteur.

En d'autres termes, vnilà un-bâtiment de 26 900 mètres car-rés, qui a coûté 500 millions de francs (financé pour un tiers par les Étets arabes) et qui soulève les mêmes questions que le jour de son ouverture : un Institut du mnnde arabe est-il opportun quand l'« unité srabe » est une farmale aussi généreuse que creuse? Quelle est sa place à côté des centres culturels des pays membres? Quel projet doit-il porter? Avec quels moyens financiers peut-on le faire finnctinn-

M. Edgard Pisani vient, à l'âge de soixante-quinze ans, d'être prolongé pour trois ans à la présidence de l'Institut. D'aucun pensent que cet ancien ministre de l'agriculture du général de Gaulle e su remettre sur les rails une machine qui faisait fausse route.

Lire la suite page 16

Le mythe de l'Etat

par

ERNST CASSIRER

Traduit de l'anglais par Bertrand Vergely

PHILOSOPHIR

. L'ÉTRANGER : Algéria, 4,50 DA; Merce, 8 DM; Tuniela, 760 m.; Allemagna, 2,50 DM; Autricha, 25 ATS; Balgiqua, 40 FB; Carada, 2,25 \$ CAN : Amilles-Réumon, 9 F : Côta-d'houre, 465 F CFA : Danemark, 14 KRD ; Espagna, 190 PTA, 9. S. n.: Gribca, 220 DR; Intende, 1,20 £; Imilia, 2 200 £; Luxambourg, 42 F, Norvège, 14 KRD; Paya-Bias, 2,75 FL; Portugal, 170 ESC; Sónégal, 450 F CFA; Subde, 15 KRS; Subsex, 1,90 FS : USA (NY), 2 S; USA fothers), 2,50 \$

Un entretien avec Elie Cohen

« Mondialisation de l'économie et crispation identitaire vont de pair »

« En France, la réussite de grands groupes comme Alcatel ou Thomson doit beaucoup à la main de l'État. Cette spécificité nam de l'Etat. Cette specmette va de peir avec un patriotisme industriel, que la mondialisation de l'économie bet de plus en plus souvent en brêche. Cette évolu-tion est souvent perçue comme une atteinte inquiétante à la sou-veraineté nationale...

- Il y a effectivement un malaise sur le pouvoir des gouvernants. Un bouc émissaire est désigné, l'Europe, dont le développement échapperait à tout contrôle et dont la logique purement juridique amplifierait le rôle du marché, acbevant ainsi de rôle du marché, acbevant ainsi de déposséder les gouvernements de la maîtrise de leurs économies nationales. Une confusion s'est ainsi progressivement installée entre intégration européenne, effets de la mondialisation et crise de l'Etat-nation. Or, comme l'ont montré Ernest Gellner, Alain Touraine ou Paul Thibaut, la nation comme entité unitaire réalisant l'adéquation entre un territoire, un espace public, une société, une économie, une culture, n'est plus, Les aires perticulture, n'est plus, Les aires perti-nentes d'action, de délibération et d'identification sont désaccordées.

» Cette évolution est parfaitement illustree par l'épuisement du modèle français d'intervention dans l'industric. La croissance industrielle fran-caise d'après-guerre (1954-1974) – on ne le répétera jamais assez – n'est pas le produit du despotisme éclaire de l'Etat (le Plan, l'économie concertée, les nationalisations). Elle est le résultat d'un environnement international porteur (énergie bon marché, technologie cédée par les Etats-Unis) engendrant un dévelop-pement extensif de l'industrie (production de masse, main-d'œuvre sous-qualifiée, mobilité externe, faible recherche et développement privé). Cette croissance est aussi le fruit d'un projet d'indépendance nationale partagé par les élites poli-tico-administratives, source de déve-loppement du complexe stato-indus-triel. Elle est enfin le fait d'une double. stratégie étatique, celle de l'économie de financement adminis-tré et du compromis social inflatré et du compromis social infla-tionniste dont la forme institutionnelle à été l'Etat nationalrationnel-équitable.

» Le «colbertisme industriel» est la forme historique qu'a prise l'in-tervention de l'Etat-nation, arme du monopole de l'intérêt général dans sa relation aux industries dites de pointe, de l'après-guerre à nos jours. Les grands projets nucléaire, spatial, petrolier, ferroviaire, de télécommunication, d'aéronautique civile et militaire illustrent cette modalité particulière d'intégration des politi-ques industrielles, technologiques, de la concurrence et de la com-mande publique. C'est ce caractère d'attribut de souveraineté de l'ind'attribut de souveraineté de l'in-dustrie natiunale qui lui a permis de bénéficier du soutien constant de la droite étatiste (de de Gaulle à Chi-rac en passant par Debré, Barre et Giscard d'Estaing) ainsi que de celui de la gauche productiviste (de Mar-chais à Mitterrand en passant par Chevenement et Fahius).

- Le grend projet e été le modèle d'intervention étatique privilégié... - Precisement, et il est d'abord

LE MONDE —

diplomatique

Moldavie. pays baltes. Caucase...).

1

Directeur de recherche au CNRS. économiste et sociologue, Elie Cohen, quarante-deux ans. réfléchit depuis plus d'une décennie eux résultets et à la signification des politiques industrielles. Auteur de plusieurs livres, dont l'Etat brancardier (Calmenn-Lévy, 1989) et le Colbertisme « high tech » (Hachette, 1992), il est de ceux qui pensent que l'Etat doit réviser ses modes d'intervention si la France veut rester une grande puissance industrielle.

Mondialisation de l'économie et intégration européenne : une certeine forme de colbertisme a vécu, à laquelle ont longtemps sacrifié la droite et la gauche. Pour eutant, explique Elie Cohen, la puissance publique a encore un rôle à jouer, ne serait-ce que pour inciter les entreprises créetrices de veleur ejoutée à choisir de s'installer en France ou à y rester.



par une agence (Centre national d'études spaliales, Centre national d'études des télécommunications, Commissariat à l'énergie atomique, Bureau de recberche pétrolière...). Sa réalisation n'est pleinement fruc-tueuse que parce que l'Etat pratique le protectionnisme offensif, préfinance le développement industriel, transfère les résullats de la recherche publique, assure les débouchés par la commande publique, permet l'amortissement des investissements par les longues séries, facilite le développement en mettant les moyens de l'Etat viera. mettant les moyens de l'Etat réga-lien au service du champion national public ou privé. !

«Les entreprises globales: une ère nouvelle»

» Le grand projet ne réussit que lorsqu'une élite homogène (souvent issue des grands corps et cumulant les fonctions d'expertise, de contrôle et de direction) est capable de mobi-liser un salariat pourvu d'un statut autour des valeurs du progrès, de l'Etat entrepreneur et de l'indépendance nationale. Mais la consécration ultime est conférée par le marché international. Ce modèle a fait son temps pour des raisons qui tien-nent au succès et à l'épuisement du projet initial marqué par la fin des grands plans d'équipement; qui tiennent aussi à la croissance, à la mondialisation et à l'émancipation des ebampions nationaux eomme Alcatel ou Thomson ainsi qu'aux

Dix-septième volume

de la collection

« Manière de voir »

limites déjà évoquées de l'espace national comme champ privilégié des grandes aventures technologi-

» Le succès d'Alcatel, pour ne prendre qu'un exemple, incite à la réflexion : voilà une entreprise franrenexion: voia une entreprise tran-çaise nourrie de technologies, de financements et de commandes publiques qui, aujourd'hui, après avoir racheté ITT Telecom Europe, développe la technologie ITT en Allemagne (le central téléphonique SI2), fabrique lesdits centraux dans l'ensemble des pays européens mais réserve à la France la technologie initiale en voie d'obsolescence.

- Le colbertisme est-il pratica-le à l'échelle de l'Europe faute ole à l'ectelle de l'Europe taute de l'être, désognais, en France? Les Français ne doivent-ils pas, plutôt, se faire à l'idée qu'une certaine forme d'intervention-nisme industriel a vécu?

- Le modéle à l'œuvre dans la construction européenne, dont l'acte majeur de la décennie qui vient de s'écouler est le marché unique, est s'écouler est le marché unique, est 'libre-échangiste dans son inspira-tion. Il privilégie l'échange et la satisfaction du consommateur plutôt que la création d'une base industrielle européenne. Il est davantage fondé sur les catégories du droit que sur l'expression d'une volonté de la puissance publique. Il crée un espace formellement homo-gène mais où les particularismes réglementaires nationaux biaisent la concurrence. Enfin, pour la Com-mission de Bruxelles, la politique mission de Bruxelles, la politique industrielle, c'est le marché unique plus la recherche précompétiule, la politique des champions nationaux étant le contre-modèle absolu. Un exemple permet de voir ce dispositif à l'œuvre : le projet communautaire de télévision à haute définitition.

» La volonté de maîtriser des » La volonte de maîtriser des technologies duales dans les compo-sants, les écrans plats, le traitement du signal, de résister à l'bégémonie industrielle japonaise, de préserver les chances de l'électronique grand public européenne et de promouvoir les industries culturelles ont conduit à mettre, en place des dispositifé mettre en place des dispositifs a mettre en place des dispositifs d'intervention permettant le contrôle de la chaîne de l'image du futur. L'Europe a réussi à défaire les Japonais dans la bataille des normes, elle a été capable de faire coopérer les industriels dans le cada de point Europe 3 selle e cadre du projet Eurêka 95, elle a même décidé de rendre obligatoire une norme de diffusion et de pré-voir des fonds pour la production

» Et pourtant, à l'arrivée, l'échec est patent, la Communauté a abandonné en catimini tous ses objectifs initiaux. Les raisons sont variées. Le Conseil européen n'est capable que d'une volonté politique épisodique, la fragmentation du processus décisionnel dans la Commission et noranment les ouverelles entre les sionnel dans la Commission et notamment les querelles entre les directions chargées de l'industrie, de la concurrence, de la recherche, de l'information, des technologies de l'information interdisent toute démarche intégrée, enfin la faible expertise de la Commission en fait la proie rêvée pour les lobbies de toute nature. Une conjonction d'intérêts hétéroclite entre Américains, Luxembourgeois et Canal Plus a fait avorter la télévision à haute définition européenne. Après haute définition européenne. Après avoit disparu de la scène nationale, les grands projets ne sont pas près d'émerger sur la scène européenne. Détail caricatural : la Commission a engagé, en vertu de l'article 85 du traité de Rome, une enquête sur la

construction d'une usine d'écrans plats commune à Philips, Sagem et Thoruson, alors que les Japonais jouissent d'un quasi-monopole!

- L'evenir de l'industrie francaise est-il en Europe ou bien la globalisation de l'économie va-t-elle faire éclater les ensembles régionaux – CEE, Amériques et Japon - en cours de structura-tion? - Dans sa version nippo-améri-ine, je pense à Kenichi Ohmae et

à Robert Reich, la globalisation signifie que l'ère du monde fini a commencé et que l'idée même d'économic nationale ou euro-péenne n'a plus de sens car les flux mondiaux de connaissances, de capitaux, de biens sont tels que seule la firme triadique globale, présente sur les trois grands marchés américain, européen et japonais, est capable d'inlégrer les facteurs de production et d'une gestion opti-mnm. Cette approche est contesta-ble à un double titre, elle comporte toutefois une part de vérité. D'abord les Etats-nations n'ont pas disparu et l'expérience montre qu'aucun pays développé ne se dés-intéresse de l'évolution des activités sur son sol, ni de l'action des entre-prises autochtones. La position de Susent Strange, qui parle d'entre-prises et d'Etats en concurrence

dans le système international des échanges, me semble plus juste.

» Ensuite, il n'est pas prouvé que la stratégie de globalisation s'impose dans tous les secteurs. Elle est assu-rément indispensable dans l'électronique et l'aéronautique, certaine-ment pas dans l'agro-alimentaire. Mais une ère nouvelle a bien com-mencé avec les entreprises globales.

» Pour bien comprendre la nou-veauté, il faut partir de l'exemple des firmes multinationales. Dans les années 60, le mouvement d'interna-tionalisation de la firme obeissait au cycle du produit. Un objet nouveau apparaissait dans la métropole du capitalisme, là où était concentrés le savoir et le pouvoir d'achat. Il était, dans un premier temps, exporté en Europe, puis, dans un deuxième Europe, puis, dans un deuxième temps, dans les pays de la périphérie. Entre ces deux phases, commençait un autre cycle, celui des investissements directs, d'abord en Europe puis dans la périphérie. La diffusion d'un bien nouveau pouvait prendre dix ans. Aujourd'hui, on assiste à un triple mouvement; d'une part le temps de passage du laboratoire au marché a été considérablement racconrei, d'autre part une innovation est commercialisée simultanément sur les trois grands marchés et enfin le processus de production est éclaté au niveau mondial.

mondial.

* L'Europe n'est done pas nécessairement le cadre le plus adéquat
pour le déploiement d'une stratégie
de firme. Il reste que l'Europe est à
la bonne taille pour la coordination
des politiques macro-économiques
et pour penser aux infrastructures, à
l'effort de recherche, à la formation.
L'Europe est irremplaçable pour les
négociations commerciales interoationales, elle peut constituer une
zone de stabilité monétaire, elle est
notre meilleure garantie contre une notre meilleure garantie contre une ementation sociale brutale.

» Ma conviction est que plus l'économie mondiale s'intégrera, plus les firmes se détacheront de leur espace national d'origine et plus on assistera à des réveils de souveraineté en même temps qu'à des crispations localistes. Pour limi-ter la dérive, il faut poursuivre trois

politiques apparemment contradic-toires: réussir les négociations du GATT car le libre échange est nécessaire et fragile, développer les zones régionales type CEE ou NAFTA [North American Free Trade Agreement (accord de libre échange nord-américain)] car elles créent plus de commerce qu'elles créent plus de commerce qu'elles n'en détournent, et mener des poli-tiques de consolidation de la base industrielle car elles préparent à une économie ouverte. Une Europe qui se déliterail face à une Amérique effaible ferait resurgir les vieux

affaiblie ferait resurgit les vieux démons du commerce administré et

du protectionnisme en uni

hard hod/ministration nationalisations ont été un échec idéologique et une réussite capitaliste»

- S'il est trop tard pour défen-dre une industrie netionele, peut-on, eu moins, miser sur l'in-dustrialisation du territoire fran-

- Entendons-nous bien. Ce n'est pas l'industrie nationale qui est condamnée mais une forme d'inter-vention. La contrainte budgétaire vention. La contrainte budgétaire grandissante, l'Europe qui interdit les aides dissimulées par le biais des augmentations de capital d'entreprises publiques et les stratégies des firmes ont rendu disolètes ces interventions. On pourrait done passer d'une défense de l'industrie nationale à une défense de l'industrie sur le territoire national. La nationalité du capital, du management, des technologies ne serait nius décisive. du capital, du management, des technologies ne serait plus décisive. Seule la localisation de la valeur ajoutée le serait. Une telle orientation passerait par la mise en valeur du tissu industriel, des politiques de diffusion technologique, une moindre concentration des aides sur les seuls secteurs de l'électronique et de l'aéronautique et de l'électronique et de seuls secteurs de l'électronique et de l'aéronautique, un Etat moins initia-teur et plus catalyseur.

» Mais si l'attractivité d'un territoire passe par la qualité des infra-structures et du capital humain, ce qui est le cas de la France, elle passe aussi par la performance comparée des administrations, des réglementa-tions et des fiscalités.

» Le choix de l'attractivité peut se justifier aisément dans le contexte européen, encore faut-il en tirer toutes les conséquences. En refusant l'implantation d'une usine automo-bile japonaise en France ponr ne pas chagriner Renault et Peugeot, tout en autorisant l'importation de voitures nipponnes fabriquées au Royaume-Uni, sos gouvernants ont, en fait, importé du chômage. A l'in-verse, les politiques de délocalisa-tion des autorises en signales l'aution des entreprises nationales n'ont pas à être encouragées par l'Etat actionnaire. Est-il indispensable que, pour ses téléviseurs. Thomson fasse ses recherches aux Étals-Unis, développe ses technologies en Alle-magne, fabrique ses produits haut de gamme en Italie et bas de gamme en Asie du Sud-Est? - Peut-on, pour autant, renoncer totalement à l'idée d'une industria nationale en faisant l'impasse sur la question des secteurs dits stragégiques?

- Si l'Europe venait à se faire, il serait raisonnable de viser en com-mun la maîtrise des technologies de l'information (matériaux, réseaux bard et soft). Pour nos industries militaires, cela significati le dur apprentissage du choix, du partage et de la coresponsabilité. Maîtriser une technologie ne signific pas nécessairement produire mais être capable de le faire. La production, au besoin à perte, ne s'impose que lorsqu'il y a risque de monopole. Pour le reste, on peut établir des listes de technologies critiques ou génériques à maîtriser mais on ne peut atteindre partout la taille critique dans l'industrie civile, même en nouant des alliances. L'important, là aussi, est de favoriser la concurrence sur les marchés plutôt que de rechercher une chimérique autosuf-

» Mais le débat ne se situe guère sur ce terrain, l'opinion publique est apparemment plus sensible au sort des Caves de Roquefort qu'aux impasses de nos industries de défense et à la crise des sociétés de services informatiques. Jy vois la manifestation du retour de la ques-tion de l'identité, de cette crispation localiste que j'évoquais et de l'inca-pacité de nos dirigeants à se forger une nouvelle doctrine stratégique et

 La perspective des élections législatives e eccentué le débat sur les privatisations. Qu'y e-t-il à défendre des nationalisations et comment privatiser intelligemment?

- La nationalisation a été un chec idéologique et une réussite capitaliste. Dans le capitalisme sans capitaux à la française, la nationalisation a permis de socialiser les pertes et les coûts de la reconversions de la conversion de la conve sion, elle a offert une protection anti-OPA efficace, elle a préservé la France des effets, rayageurs de la spéculation et elle a même favorisé une stragégie audacieuse d'investis-sements français à l'étraguer.

sements français à l'étranger.

» La privatisation est dans la logique de la modernisation capitaliste réussie par les socialistes. Elle s'impose car les groupes concurrentiels n'ont plus besoin de béquilles et que l'Etat est un très mauvais action-naire par temps calme. Du reste, les engagements européens et la crise des finances publiques à venir ne nous laissent guère le choix. Com-ment done réussir les privatisations, et éviter qu'on substitue à un capi-talisme sans capitaux un capitalisme politiquement orienté (modèle Havas)? Il faut renoncer à la techni-que des noyaux durs friables, à la privatisation administrée, à la res-tauration des anciens dirigeants. Il faut tenir compte de la faible capacité d'absorption de la Bourse de Paris, se doter d'un cadre juridique adapté permettant la sanction des dirigeants et conférant des droits aux minoritaires, bref prohiber la filière inversée du capitalisme fran-çais où le dirigeant nomme le conseil d'administration qui, à son tour, choisit les actionnaires.

* Tant que l'Europe sera ce qu'elle est encore, une mosaique de réglementations et une collection d'arrangements spécifiques banque-industrie, patronat-syndicats, Etatindustrie, patronat-syndicats, Etatcapital, il ne faut pas craindre d'affirmer que les boldings de tête du
capitalisme français - l'UAP, les
AGF, la BNP, Suez, etc. - doivent
rester sous contrôle national. Une
solution permet d'atteindre ces
objectifs: le Fonds de garantle des
retraites. Il permet d'écrêter la bosse
de l'année 2005, de geler des participations publiques dans les boldings de tête, de faire des retraités
potentiels, dûment représentés, des
garants de l'indépendance et de la
bonne gestion des entreprises.
Michel Rocard a lancé l'idée du
Fonds de garantie, Pierre Bérégovoy
a prévu d'y affecter des actifs
publics, Alain Madelin y est favorable, l'espoir est permis.» ble, l'espoir est permis.»

Propos recueillis par BERTRAND LE GENDRE



NIPPON LE JAPON DEPUIS 1945 William Horsley,

Roger Buckley EN VENTE EN LIBRAIRIE

NATIONALISMES: LA TRAGÉDIE YOUGOSLAVE

UNE MENACE PLANE SUR L'EUROPE

Sarajevo, où out coexisté harmonieusement durant des centaines d'années trois communautés - musulmane, serbe, croate. - est devenue malgré elle le symbole de

l'intolérance et de la folie raciste dont la menace plane

sur l'Europe en cette fin de siècle. Imposé par la terreur, le partage ethnique de la Bosnie-Herzégovine risque

d'établir un l'uneste précédent qui sera invoqué dans d'autres poudrières (Kosovo, Macédoine, Vojvodine,

Comment comprendre cette résurgence du nationalisme

dans l'ex-Yougoslavie? Le démembrement de la fédération était-il incluctable ? L'ordre qui remplace en

Europe la guerre l'roide sera-t-il fondé sur des Etats

« Manière de voir » aide à comprendre les raisons pro-fondes de ce malaise général qui s'empare de l'Europe et se traduit par l'exaltation des « vertus identitaires ».

ethniques et sur des guerres civiles sans fin?

EN VENTE DANS LES KIOSQUES - 42 F

La relance du processus de paix au Proche-Orient

Les premiers résultats de la tournée de M. Christopher sont encourageants

il était attendu lundi 22 février. le eecrétaira d'Etat américain. M. Warren Christopher, qui doit eusei rencontrer les négocie-teurs palestiniens, devrait pou-voir ee faire une idée définitive sur les chences de relancer assez rapidement le processus de paix. A ce stade, sa tournée lui a permis de constater que l'Egypte, la Jordanie et le Syrie ne faisaient pas du règlement de l'affaire des Palestiniens expulsés par Israel une condition sine qua non de le reprise de ces pourpariers.

de notre envoyée spéciale

A l'issue de ses étapes égyptienne, jordanienne et syrienne, le secrétaire d'Etat américain, M. Warren Christopber, a eu la réponse qu'il attendait, c'est-à-dire « le ferme engagement (des parties) aussi tôt que possible», e Le princi-pal message que je retire de mes conversations, a-t-il déclaré au cours d'une conférence de presse commune avec son bomologue syrien, dimanche à Damas, est l'opinion partagée par toutes les parties que le temps est venu de reprendre le processus de paix.»

M. Christopher, qui venait de

M. Christopher, qui venait de s'entretenir pendant trois beures et demie avec le président Hafez El Assad, a'est déclaré « encouragé » par le « désir » de ce dernier « de voir le processus de paix avancer ». Selon M. Christopher, M. Assad n'a pas fait du règlement immédiat de l'affaire des déportés la condition de la reprise des négociations biletérales de paix « Le la condition de la reprise des négo-ciations biletérales de paix. « Le processus de paix a été dissocié des autres questions », a-t-il dit, ajon-tant : « Le président Assad et moi-même sommes d'accord sur le fait que l'importance du processus de paix l'emporte sur les autres ques-tions ».

voyons aucune contradiction » entre la reprise des conversations de paix et l'affaire des expulsés. « Nous et l'altaire des expulses. « Nous voulons que tous les déportés rentrent chez eux et que les négociations de paix reprennent le plus tôt possible », a-t-il dit, ajnutant en substance que le processus de paix, « qui changero la face de toute la région », était beauenup plus important que l'alfaire des déportés. Sans en révêler les détails, le chef de la diplomatie syrienne a chef de la diplomatic syrienne a ajonte que la Syrie avait formule es «propositions» pour le retour

> La situation des bannis

Lors de son étape à Amman, où il aveit tenn une conférence de presse avec le roi Hussein, M. Christopher evait elairement laissé entendre que, dans le cadre de l'accord conclu le le février Le ministre syrien des effaires était possible d'accélérer le retour étrangères, M. Farouk Ai Charah, a d'un plus grand nombre de bannis

que les cent un déjà acceptés par l'Elat juif (le Monde du 3 février) et que d'autres pourraient revenir avant la période de bannissement qui expire le 1ª décembre.

Mais si l'OLP a fait savoir qu'elle pourrait accepter un retnur qu'elle pourrait accepter un retnur échelonné sur un maximum de six mnis, il ne semble pas en être de même pour les déportés de ten-dance islamique, qui continuent d'exiger un retour en bloc et immé-diat, à moins qu'Israël ne s'engage à cesser définitivement « sa politi-que de déportotion ». Or, comme nnus l'affirmait un proche de M Vaser à rait e il ne nous certi-M. Yasser Arafat, «il ne nous servi-ralt à rien de gagner sur lo scène internationale en reprenant les négociations, si nous devans perdre (la confiance de) notre peuple o l'intérieur des territoires occupes».

D'ores et déjà, toutefnis, il paraît clair que les Inrdaniers, les Syriens et les Libanais - que M. Christopher n'e pas encore rencontrés -sont disposés à se satisfaire du enmpromis en enurs d'élaboration sur le problème des déportés pour reprendre les négnetations de

Washington. Qualifiant d'a obstacle » la situation des ban-nis, le roi Hussein a mis en garde nes, le foi russein à mis en gatue contre le danger d'une « trop lon-gue suspension » des négociations, soulignant que « les conséquences d'un échec du processus seraient dévastatrices pour la région ».

On laisse entendre à Damas que l'affaire des bannis peut, au enntraire, être utilisée dans les négociations comme une nouvelle preuve du refus d'Israël de faire la paix et qu'en tout état de cause les Arabes ne doivent pas donner à l'Etat juif le bénéfice d'une rupture

Les Etats-Unis partenaires à part entière

Pour son premier voyage dans la réginn, M. Christopher semble avoir rassuré ses interlocuteurs sur la détermination de la nonvelle administration américaine à poursuivre sur la voie tracée par MM. Bush et Baker. Dès son arrivée à Damas, le secrétaire d'Etat a satisfait la Syrie en réaffirmant « la

tes parties à parvenir à un règle-ment pacifique juste et global base sur les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU : Ce rappel était attendu à Damas, où la Syrie voulait voir réaffirmée la validité de la «lettre d'assurance» reçue du président Bush pour amorcer le processus de Madrid.

Autre satisfaction pour les Arabes: le désir de Washington, souligne par M. Christopher, « de jouer le rôle d'un partenaire à part entière dans le processus de pux», le secrétaire d'Etat ajoutant que « les Etats l'ais pourment être plus actifs que par le passe ».

M. Christopher a exprimé satisfaction quant aux progrès réa-lisés par la Jordanie sur la voie de la démocratisation. A Damas, il s'est contenté de dire que le pro-blème des droits de l'homme et celui du maintien de la Syrie sur la liste des pays soutenant le terrorisme avaient été abordés. Le secrétaire d'Etat s'est également rendu à Ryad et à Koweit.

FRANÇOISE CHIPAUX

Pendant son séjour en Israël

Le secrétaire d'Etat américain tentera de convaincre les Palestiniens de reprendre les négociations

1.00

de notre correspondant

Pour les Israéliens, on est bien loin du «voyage d'étude» destiné à «écouter», annonce avant le départ de M. Warren Christopher de Washing-ton le 17 février. Au fur et à mesure d'Etat, on est de plus en plus convaincu que ce demier est bel et bien venu « mettre de l'ordre » dans la région. En cinq jours, il e apparemment réussi à obtenir l'accord des pays arabes pour la reprise des négociations (voir l'article de Françoise Chipaux). Il aura sans conteste besoin des prochaines soixante doitée Chipaux). Il aura sans conteste besoin des prochaines somante doitée heures prévues pour son séjour en de donner le ton en rejetant «tout

Israel, pour informer les Israétiens du prix à payer et pour tenter de convaincre les Palestiniess de se joindre aux autres négociateurs.

Car les habitants de Cisjordanie et de Gaza resteut, à ce jour, irrédocti-bles. Aux prises avec une répression particulièrement dure, ils ont entent-, en deux mois, trente-cinq des leurs tombés sous les balles israéliennes, trois fois plus que l'année dernière à la même période. Ils sont les dernièrs à martelet leur refus de reprendre les discussions aussi longtemps que tous les Palestiniens expulsés par l'Etat juif n'auront pas été rapatriés.

compromis» dans cette affaire. Quel-ques heures avant l'arrivée du secrétaire d'Etat, M. Abdel Chafi, dont l'entorité est reconnue par les différentes factions des territoires occupés, e fait savoir qu'il ne prendrait part «à aucune discussion tont qu'Irrael n'appliqueroit pas la résolution 799 » du Conseil de sécu-rité des Nations unies qui ordonne le

Aussi, les délégués palestiniens remethoni-is au secrétaire d'Etat un document enjoignant les Etats-Unis à fight pression sur latael pour améliorer les conditions de vie dans les territoires, cesser la répression et surtont rapatrier les expulsés. Et c'est justement ce qui préoccupe les Israé-

fiens. Le premier ministre, M. Itzhak Rabin, qui considère que l'affaire des expulsés est «close», n'envisage pas, officiellement, de nouveaux gestes de « bonne volonté ». Officieusement, cependant, le ton est plus mesuré. Une source proche de la présidence du conseil laisse entendre que M. Rabin pourrait aller au-delà de son acceptation de laisser rentrer immédiatement cent un des bannis et d'échelonner le retour des autres dans le courant de l'année. Il serait ainsi question d'autoriser le retour d'une-seconde transhe d'une centaine d'expulsés, et de libérer parallèlement près d'un milier de détenus palesti-niens à l'occasion du jefine du rama-dan. — (Intérim.)

ISRAEL : Jérusalem critique la Commission des droits de l'homme de l'ONU. - Israel a catégoriquement rejeté, samedi 20 février, la condamnatinn de sa politique dans les territoires occupés par la Com-missinn des droits de l'homme de l'ONU (le Monde daté 21-22 février). La Commission de l'ONU « encourage la violence » dans ces territoires en proclamant « le droit du peuple palestirien de résister par tour les mayens » à l'occupation, a déciaré un porte-parole du minis-tère des affaires étrangères. — (AFP.)

ci Les deux grands rabbins d'Israël aut été ébus. — Les deux grands rab-bins des communautés juives ashké-naze (juifs d'Europe) et sépharade (orientaux) d'Israël ont été élus dimanche 21 février à Jérusalem Les deux élus sont M. Israel Lau cinquante-six ans, pour les ashké-nazes, et M. Eliahou Bakshi Doron, ALEXANORE BUCCIANTI rades. - (AFP.)

BIBLIOGRAPHIE

Un itinéraire fiévreux

PASSION D'ORIENT de Jean-Pierre Thieck (Michel forrère).

Edition étable et présentée par Gdes Kepel. Ed., konthalo, 240 pages, 150 F.

Les clichés ayant la vie dure, nn oppose snuvent la ngueur stere de l'universitaire à la hâta imprécise du journaliste. Il est powtant, d'un metier à l'autra, des convarsions réussies. On peut âtre agrégé d'histoire at regarder la monde àvac l'ecuité fiévrausa du reportar. Ainsi fut Jean-Pierre Thieck — siaa Michel Farrère — mort en 1990 enrès evoir assuré peu-1990 eprès evoir essuré pen-dant quatra ans la correspondance du Monde an Turquia.

Passion d'Orient: on ne pou-vait trouver ture plus juste pour un livre ragroupent les travaux de rechercha et les articles d'un homme qui passa l'essentiel de sa trop brèva vie d'edulte à découvrir at aimer la monde arabe et musulman, du Caire à Damas, de Beyrouth - où il fut l'ami de Miehal Seurat - aux rivaa du Bosphora. Una étude sur un livra du Palaatinian Edouard Sald donne d'ailleurs à Jean-Pierre Thieck l'occasion de réhabiliter avec équité l'orientalisma, trop dénigré à son goût par ceux qu'il soupçonne de ne pas croire par principe à la posaibilité pour une cultura « d'en excentibre des reserves de la contra del la contra del la contra del la contra de la contra del la contra de la contra de la contra del la c appréhender une autre».

Attiré par les minorités - des communistas d'Egypta, aux-quala il evait consacré son

mémoire de maîtrisa, aux travestis du quartier de Taksim, -Jaan-Piarre Thieck s'intéressa beaucoup aux Kurdes de Turquia. Caux-cl, observa-t-il, entretiennant souvent des rapports ambigus avae un Etat national encore jeuna at soucieux de renforcer son unité. Ils vivent une contradiction entre la désir d'affirmer laur idantité an développent notemmen l'usage de leur langua - et l'espiration à la modamité qua peut, seul, promouvoir un Etat fort et centralisé, Le Etat-papa ». comme on dit là-bas.

Jean-Pierre Thieck décrit avec bonheur la méternorphose d'Istanbui, terme et enjeu de cette cruée vers l'Ouest » qui vide les campagnas d'Anatolia, at où voisinent - non sans heurts par-fois - les élites anciennes et les nouveaux migrants. Peu enclins aux axtrémismes, le majorité des Turcs restent attachés à la laicité qui, loin d'organises la séparation da l'Egliaa at da l'Etat, esservit la pramière eu second. Moins d'un sur dix sourite voir instaurer la charia – la loi islamique - dans un pays où l'on est bon musulman tout en sirotant le raki, l'anisette natio-

Qui e connu Jaan-Piatre Thieck l'imagine aisément dans ses arrancaa nocturnea à travars una villa qui n'aveit pes cessé de l'étonner et dont il fit pertegar quelquea secrate eux lecteurs du Monde.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

EGYPTE : après le vote de la nouvelle loi sur les syndicats

Epreuve de force entre le gouvernement et l'opposition

de notre correspondant

Désordre, retards et parfois même paralysie, ont frappé une bonne par-tie des tribunaux, dimanche 21 février, à la suite de l'appel à la 21 février, à la suite de l'appet à la grève lancé par l'ordre des avocats. De leur côté, beaucoup d'ingénieurs ont observé deux beures d'arrêt de travail en réponse à un appet similaire lancé par leur syndicat. Ces grèves font partie des divers mouvements de protestation lancés contre la pouvelle loi générale sur les syndiments de professation lances contre la nouvelle loi générale sur les syndi-cats qui, à l'image de ceux des anciens pays de l'Est, détiennent un monopole dans chaque profession. La loi votée mardi 16 février par le

Parlement vise « à empêcher la dicta-ture de la minorité dans les syndicuts». En clair : faire en sorte que les islamistes ne contrôlent pas la direction des syndicats, comme cela était le cas pour les avocats, les ingénieurs et les médecins. Les islamistes mobilisés et motivés ont en effet remporté les élections lors du dernier scrutin, grâce à l'absentéisme des électeurs qui, selon le gouvernement, avait parfois dépassé les 90 %. La nouvelle loi stipule done que 50 % au moins des électeurs inscrits doivent participer au vote pour que les élections soient valides. En cas d'échec, les élections reprennent avec cette fois une obligation minimale du tiers des inscrits. En cas d'échecs répétés, la

direction du syndicat est confée aux magistrats. La nouvelle lni, qui concerne près de trois millions de professionnels, a provoqué une violente réaction de la part de la direction des syndicats, dominée par les islamistes, et de l'opposition en général. La polémique a pris une ampleur telle que le président Moubarak est personnellement intervenu. «Pas personnellement intervenu. «Pas question de faire marche arrière sur la loi des syndicats, qui sen l'intérêt général», a affirmé dimanche le rais.

La nouvelle loi sera mise à l'épreuve des urnes vendredi 26 février, date à laquelle des élections partielles sont prévues au syndicat des ingénieurs.

ASIE

CORÉE DU SUD: trois jours avant son entrée en fonctions

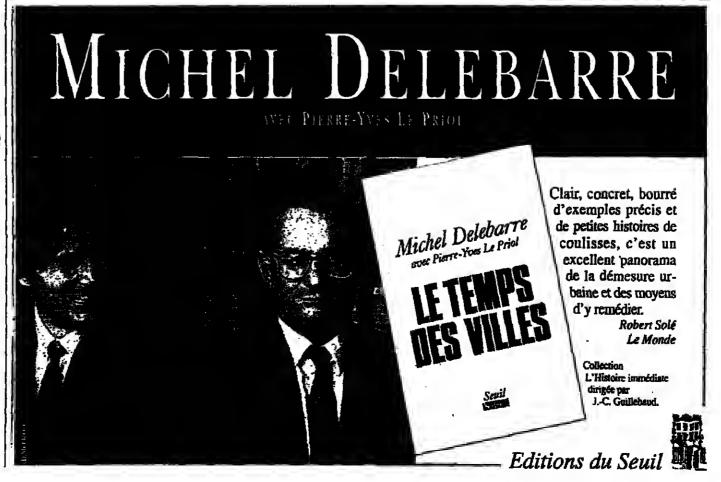
M. Kim Young-sam a choisi l'ex-général Hwang In-sung comme premier ministre

Kim Young-sam, qui doit prendre ses fonctions le 25 février, a désigné, lundi 22 février, l'ancien général Hwang In-sung pour diri-ger son gouvernement. M. Hwang, agé de soixante-sept ans, qui fut ministre des transports puis de l'agriculture du président Chun Doo-bwan dans les années 30, était le stratège du Parti démocratique libéral (PDL) depuis le début de l'ennée; il devra consti-tuer son équipe avent le départ du président sortant Roh Tac-

Il aura pour mission de mettre en œuvre le programme de M. Kim afin de feire redémarrer l'économie, a déciare à la presse un porte-parole du nouveau chef de l'Etat. « M. Hwang a été chois! porce qu'il a une très bonne connaissance des offaires économiques. Il s'agit de mettre l'accent sur la tache la plus urgente à

Le président élu sud-coréen muler l'économie », a ajouté le porte-parole. La principale formation d'opposition, le Parti démo-crate (DP), a qualifié le premier ministre désigné d'e homme du passé», incapable de condoire le pays vers une nouvelle ère de prospérité et vers la démocratie. « [Nous] doutons que le président étu Lim ait la volonté de tenir ses promesses de construire une nou-velle Corée et de réformer la nation», a dit un porte-parole du DP, Par aillenrs, la seconde formation d'opposition, le Perti national pour l'unification, est en pleine déconfiture dopnis la démission de son chef, M. Chung Ju-yung, fondateur du conglomérat industriel Hyundai, arrivé troisième à la présidentielle.

> Avec le départ, samedi, de sept de ses députés, le parti ne compte plus que dix-sept élus à l'Assem-blée alors qu'il en faut un minimum de vingt pour former un groupe parlementaire. - (Reuter.)



Le président Frederik De Klerk a annoncé, samedi 20 février au Cap, l'entrée prochaîne dans le gouvernement de trois ministres « non blancs », deux Métis et un Indien, qui devraient prendre leurs fonctions le 1" avril. Cette décision a été dénoncée par le Congrès national africain (ANC). qui la juge « vide de sens ».

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Ce n'est pas la première fois que des ministres « non blancs» entrent au gouvernement puisque, dans le milieu des années 80, un Métis et un Indien avaient déjà fait partie de l'équipe gouvernementale de M. P. W. Botha. Mais ils étaient alors ministres sans portefeuille, ce qui n'est pas le cas de MM. Jae Rabie, Abe Williams et Bhadra Ranebod, nommés respectivement ministre de la population, du sport

et du tourisme.

«Il s'agit de domaines de la plus haute importance, tant du point de vue économique que de la réconci
kation nationale n, a estimé M. De Klerk en présentant les nouveaux venus. Ce n'est pas l'avis de l'ANC, qul a jugé cette initiative « vide de sens ». Qualifiant les trois ministres d'« individus discrédités », elle a souligné que les trois hommes prendraient leurs fonctions le le avril, « ce qui suffit à définir l'importance de l'évènement ».

Cinq ministres quittent le gouvernement, parmi lesquels le géné-ral Magnus Malan, qui avait manifesté, fin janvler, son désir de retraite. Puissant ministre de la

CAMEROUN

L'opposition dénonce

la nomination

de Français à la tête

d'organismes d'Etat

Pour la première fois depuis

'élection présidentielle d'octobre

1992, l'opposant anglopbone John

Fru Ndi, président du Social Democratic Front (SDF), a pu s'adresser à la population de Yaoundé, lors d'un rassemblement public, samedi 20 février, sur l'esplanade du stade omnisport, de la

capitale. Devant quelque cinq mille personnes, M. Fru Ndi, évoquant

les nominations de ressortissants français à la tête d'organismes

d'Etat, les a qualifiées d' « Insulte

decolonisation » du pays.

défense dans les années 80, le général Malan s'était sait connaître comme le théoricien de la «guerre totale » contre l'ANC et le commu-nisme. En 1991, alors que l'Afrique du Sud changeait de politique, le général Malan abandonnait le por-tefeuille de la défense et devenait ministre des eaux et forêts.

Son départ définitif confirme la Son départ définitif confirme la perte d'influence de l'armée, dont les affaires seront désormais réglées par le ministre de la justice, M. Kobie Coetsee, lequel devient également ministre de la défense. Significativement, M. De Klerk se réapproprie la responsabilité des services secrets, souvent accusés de vouloir torpiller le nouveau cours

Par souci d'efficacité, la nouvelle équipe comptera sept ministres de moins que la précédente. Outre qu'il répond aux exigences de la réorganisation gouvernementale, consécutive à la disparition des structures héritées de l'apartbeid, ce «dégraissage» permet à M. De Klerk de reverser dans l'appareil de sa formation, le Parti national (NP), plusieurs cadres qui dirigeront sa prochaine campagne électo-

En tout état de cause, le nouveau gouvernement n'aura qu'une durée de vie assez brève. Dans quelques mois, il devrait en effet être assisté d'un Conseil exécutif transitoire (TEC), où seront représentés tous les autres partis. Ce nouvel organisme aura son mot à dire, tant sur l'organisation des élections que sur la gestion du pays. Dès cet instant, le gnuvernement de M. De Klerk ne sera plus seul à diriger l'Afrique du Sud.

GEORGES MARION

SOMALIE

La prise de commandement des troupes de l'ONU est retardée

Le général turc Cevik Bir, fotur commandant des troupes de l'ONU en Somalie, n'est pas arrivé, lundi 22 février, à Mogadiscio, comme cela était prévu. Ce retard n'a pas été commeoté ni expliqué par les responsables des Nations unies, présents dans la capitale somalienne. En revanche, il a été vive-ment critiqué par l'ambassadeur américain à Mogadiscio, M. Robert Oakley, qui a dressé, devant la l'action de l'ONU en Somalie.

au peuple camerounais» - qu'il a exhorté à «lutter pour la seconde Ce contretemps survient alors que les Amèricains, qui forment le plus important contingent de la « Les Français, les Américains, force multinationale, manifestent les Allemonds, les Britanniques et de plus en plus d'impatience outres sont les bienvenus au Camedevant les lenteurs de la procedure roun, mois pas comme nos maîtres », a-t-il souligné. Après la qui les autorisera à passer le relais aux Nations unies. Le général amé-ricain Robert Johnston, qui dirige l'opération «Rendre l'espoir», a nomination, fin 1990, d'un Francais au poste de directeur général de la Cameroon Airlines, un autre Français a été désigné, en janvier estime, samedi, que sa « mission » était « occomplie » et qu'il ne voyait plus de raison à ce que les dernier, comme directeur du Trésor au ministère des finances, rap-pelle-t-on à Yaoundé. – (AFP.) « marines » demeurent plus longtemps en Somalie.

SÉNÉGAL : le premier tour de l'élection présidentielle

Des violences ont fait vingt-huit morts en Casamance

Le premier tour de l'élection présidentiella a été merqué, dimanche 21 février, par das violences en Casamance, faisant, au total, vingt-huit morts. Lundi matin, des résultats très fragmentaires indiquaient que la président sortant, M. Abdou Diouf, dirigeant du Parti socialiste, arrivait en tête an milieu rural, tandis que son principal adversaire, M. Abdoulaye Wade, dirigeant du Parti démocratique sénégalais, l'emportait à Dakar et à Thiès.

DAKAR

de notre envoyée spéciale

Une camionnette, transportant des sympathisants du Parti socialiste qui se rendaient aux urnes, a explosé sur une mine, dimanehe 21 février dans l'après-midi, à une trentaine de kilomètres au sud-est de Ziguinchor, capitale régionale de la province de Casamance, dans le sud du pays. Vingt personnes ont été tuées et deux blessées lors de cet incident – qui n'est pas le premier du genre. Le 26 janvier déjà, un véhicule avait sauté sur une mine dans cette même récion quadrillée dans cette même région, quadrillée par l'armée en raison de la rébellion indépendantiste. Six passagers, des

ZATRE :

un voyage surprise en France

«Les maux de dents»

du président Mobutu

Le présidant Mobutu, qui

« souffre périodiquemant de

maux de dents assez aigūs»,

selon son entourage, est arrivé en France, vendredi 19 février,

pour «un court séjour privé».

a-t-on indiqué, samedi, au minis-

tère français des affaires étran-gères. Arrivé à Nice, dans la soirée de vendredi, M. Mobutu

s'est aussitôt rendu, en hélicop-

tère, jusqu'à sa résidenca de

Roquebrune-Cap-Martin, a-t-on

Le président zaīrois devait

être soigné « par un spécialiste français », a précisé son entou-

rage, avant da regagner son

pays, lundi ou mardi. Ce

voyage-surprise intervient alors que les Etats-Unis, la Belgiqua et la France sont censés travail-

r da conserve, pour exerce

des pressions renforcées sur le

ehef da l'Etat zaīrois at la

convaincre de laisser le pouvoir

au gouvernament de transition

de M. Etienne Tshisekedi. Parmi

les mesures envisagées, figure, selon les informations publiées

par la Naw York Times dans

son édition de samedi, «la sai-

sie des biens personnels (avion,

yacht at résidences) », celle-ci

pouvant constituer «un signal

clair à son encontre, qui ne tou-

eherait pas à l'économia zaī-

roise». - (AFP, Reuter.)

Indiqué, de source locale.

secouristes da la Croix-Rouge, avaient trouvé la mort. Des sources sures avaient alors indiqué qu'il s'agissait d'une «bavure» de l'ar-

D'autre part, huit personnes ont été tuées, samedi et dimanche, tou-jours en Casamance, lors de deux attaques perpétrées par les indépendantistes contre un camion et un antobus. Toutes ces violences ont eu lieu à proximité de Ziguinchor, non loin de la Guinée-Bissau, où les séparatistes du Mouvement des forces démocratiques de Casamance (MFDC), hostiles à l'élection, ont établi leur sanctuaire.

A Dakar, en revanche, le scrutin s'est déroulé dans le calme, après quelques heures de flottement. Les opérations de vote ont dil, en effet, être momentanément suspendues dans de nombreux bureaux, après que des électeurs se furent... lavé les mains : l'encre indélébile – qui évite les doubles votes – disparaissait sous un filet d'eau. Il s'avéra, après moult polèmiques, que les fla-cons devaient être agités avant emploi. Ces joutes verbales, anecdo-tiques en apparence, sont révélatrices de l'attention portée par l'op-position à la régularité du scrutin.

Bien que des défaillances aient été dénoncées par les partis d'oppo-sition (absence d'isoloirs ou de bulletins de vote dans certains bureaux, etc.), les formations bos-tiles au président sortant, M. Abdou

Diouf, se sont gardées de hurler à la fraude, attendant prudemment qu'une tendance se degage. Les dif-férents dirigeants politiques s'accor-dent d'ailleurs à reconnaître que la mise en place d'un code électoral, élaboré par l'ensemble des partis, a garanti une transparence jusqu'alors inconnue au Sénégal.

> « Mettre au travail tous les fils du pays»

« Il serait incompréhensible qu'il y oit des troubles après le scrutin, puisque le code électoral a réglé tout ce qui pouvait naurrir un contentieux électoral», a prévenu le ministre des affaires étrangères, M. Djibo Ka. Evoquant d'éventuelles réactions violentes, le ministre de l'intérieur, M. Madieng Khary Dieng, avait déjà lancé un avertissement, une semaine avant le serutin. une semaine avant le serutin.

«Nous frapperons vite et fort, très fort même», avait-il averti, prometant de faire face «de lo monière la plus vigoureuse ». Ces propos avaient été, évidemment, très mal percus par l'opposition.

C'est avec une certaine anxiété que les Sénégalais attendent, en tout cas, les résultats de l'élection. A Dakar, beaucoup ont fait des provisions pour plusieurs jours et pris leurs dispositions au cas où ils seraient immobilisés. Echaudés par les pillages de 1988 (consécutifs à la précédente élection présidentielle) et de 1989 (à l'occasion des affrongalais), les commerçants ont rem-placé leurs rideaux de fer per des portes métalliques et out évité, et derniers temps, de rénouveler leurs

Si les tendances que révèlent les premiers résultats se confirment M. Abdou Diouf devrait l'emporter, dès le premier tour. Selon le Partisocialiste, le président sortant arrive largement en tête dans les zones rurales et en Casamance, il obtienrurales et en Casamanec, il obten-drait, sur la base du résultat de sopt des dix régions, environ 57 % des suffrages. Lundi matin, au siège du Parti démocratique sénégalais, on jugeait néanmoins « impantible qu'Abdou Diouf soit récht au pre-mier tour». La tension risque done d'être vive dans les villes qui, visid'être vive dans les villes qui visi-blement, se sont prononcées pour

« Je souhaiterais élargir le rassem-blement, car il faut mettre au travail tous les fils du pays ». a déciaré M. Diouf, dimanche, après avoir voté. Le président inissait-il entenvoté. Le président inissait-il enten-dre que, en cas de victoire, il senit prêt à faire à nouveau appet à M. Wade au sein d'un gouverne-ment d'union nationale, comme en 1991? Et si tel était le cas, celui-ci accepterait-il la proposition? Bien que M. Wade se soit, pour l'instant, refusé à répondre à cette question, l'hypothèse ne peut cependant être exche.

MARIE-PIERRE SURTIL

Après le bornage de leur frontière commune

Tunis et Alger vont coopérer pour « combattre le phénomène terroriste »

de notre correspondant

Le bornage de la frontière tuniso-aigérienne de l'extrême Sud à la côte méditerranéenne, dont le dos-sier était ouvert depuis l'indépendance de l'Algérie en 1962, est ter-miné. Il a été officialisé par un échange de lettres signées par les deux ministres des affaires étrangères, lors de la visite « de frater-nité et de travail » que M. Ali Kafi, président du Haut Comité d'Etat algérien, a effectuée samedi 20 et dimanche 21 février à Tuois.

Le problème de la délimitation de la frontière a sonvent pesé sur les relations entre Tunis et Alger jusqu'à la signature, en 1983, d'une convention délimitant sur le papier le tracé complet. Plus tard, une commission technique mixte a été chargée de la matérialiser sur le terrain : un long travail, émaillé de quelques frictions dues davantage à des difficultés techniques – nées de la nécessité de garantir les droits des ressortissants des deux pays déjà installés dans ces zones, qu'à des revendications d'ordre ter-

Le règlement qui vient d'interve-nir a été qualifié d'« historique » par MM. Ben Ali et Kafi, qui ont exprimé leur « volonté de faire des zones frontalières des ponts de fraternité et des espaces fovorisant davantage d'interaction, de coopèra-tion et de co-dèveloppement ».

Depuis l'agitation islamiste qu'a connue la Tunisic en 1990-1991 et le déclenebement en Algérie des actes de terrorisme des fanatiques religieux. la frontière est déjà étroitement surveillée. Le bornage définitif des quelque 1 000 kilomètres de cette zone permettra-t-il de renforcer et de mleux coordonner les contrôles? Les deux présidents ont, en tout cas, souligné leur intention de coopérer « pour combottre le phénomène terroriste», et ont exprimé leur «souci de renforcer la marche des deux pays sur la voie de lo démocrotle et des droits de

MICHEL DEURÉ

□ TOGO: tentative de médiation délégation pontificale de médiation, conduite par le cardinal Roger Etchégaray, poursuivait, lundi 22 février, une série d'entretiens avec les principales personnalités politiques du Togo pour tenter de trouver une solution à la violente erise actuelle. Le cardinal Etebégaray, président du Conseil pontifical pour la justice et la paix, avait célébré, la veille, la messe à Lomé avant de rencontrer les res-ponsables de la Commission togoaise des droits de l'homme. Il est porteur d'un message du pape à la classe politique-togolaise. - (AFP.)

ALGÉRIE : tandis que le couvre-feu

Les cours spéciales ont commencé à siéger

ALGER

de notre correspondant

Le premier procès aotiterroristes devant une cour speciale s'est ouvert dimanche 21 février, à Oran. Les douze prévenus sont accusés de « crimes, assassinis, complot contre la surete de l'Etat et constitution de bandes de malfoiteurs ».

Parmi eux figurent les assassins présumés d'un gendarme, d'un soldat et d'uo policier. Ce groupe d'islamistes, démantelé dans la région oranaise (Ouest algérien), aurait, selon des sources poli-cières, des ramifications dans l'Algérois. Les inculpés risquent la peine capitale.

Trois cours spéciales ont été rèces dans le cadre de la loi antiterroriste promulguée le 30 sep-tembre 1992. Ces juridictions d'exception qui siègent à Alger, Constantine et Oran prennent le relais de la cour de sûreté de l'Etat de Médéa, supprimée es 1989. En un an, les tribunaux algériens, notamment militaires, ont prononcé quarante-sept condamnations à mort, dont six ont été appliquees.

> «Actes subversifs »

Les cours spéciales ont à traiter des « actes subversifs et terroristes » au sens le plus large du terme. Les juges et leurs assesseurs sont nommés par décret présidentiel ou par arrêté ministériel non publiable. La divulgation de leur identité expose ses anteurs à des peines de deux à cino aus à des peines de deux à cino aus à des peines de deux à cinq ans

Par ailleurs, le couvre-feu, qui a été instauré le 5 décembre 1992 sur l'Algérois et les six départements limitrophes, a été repoussé d'une demi-heure en raison du mois de ramadan, qui doit commois de ramadan, qui doit commencer mardi en Algérie.

mencer mardi en Algérie.

Ce léger aménagement du couvre-feu risque d'être fraîchement accueilli par une population qui espérait sinon sa suppression, du moins son report à une heure plus avancée de la nuit. Le mois de jeûne rituel est en effet traditionnellement l'occasion de longues veillées nocturnes et de visites familiales. - (Intérim.) familiales. - (Intérim.)

□ KENYA: vingt-sept personnes tuées par des volents de bétail. → Vingt-sept personnes, dont douze enfants, ont été tuées par des volcurs de bétail, samedi 20 février, dans le district de Pokot (ouest du Kenya). Deux voleurs ont été abattus par un gardien, mais le reste du groupe a pris la fuite avec mille têtes. D'autre part, un organisme bumanitaire français, Action Nord-Sud, a suspendu ses opérations en faveur des victimes de la famine à Garissa (nord-est) après l'agression et le vol dont ont été victimes ses représentants dans cette région. - (AFP, Reuter.)



ALFA 155 TROFEO 300 EXEMPLAIRES DE SPORTIVITÉ.

300 exemploires e'est peu et e'est beaucoup ò la fois. Peu parce qu'il n'y oura que 300 privilégiés. Beaucoup parce que les Alfa

155 Trafeo sont suréquipées. Moteur Twin Spork 1.8 de 129 eh. Jantes ollioge. Sacquet. Phores onlibrouillord. Fermature centrolisáe des portes. Volont réglobla en houteur. Vitres électriques avant. Direction ossistée. Et ce qui est rore n'est pas forcement cher: 111 500 Francs.

Modèle présentir. Alla 155 Trafea. Année modèle 93. Con: UTAC: 6.6 t à 90 km/k; \$5 L à 120 km/k; 9.6 L en cycle orbain. Prix dis en estin au 08/02/93. Alla Romen précanies autilité

VOTRE CONCESSIONNAIRE AU 36 15 ALFA ROMEO.

MGHANISTAN m 1. 2 2 ...

 W_{∞}

la (1), 1/2

<u>a</u>

em et ...

de la carrer.

Watter

bals on:

nementa a r

Un stilling a second

Minestà a i

des made engineers common years = Ooster 1 area.

Les Nation

partes how are a

ar heures com.

ande perment.

ge dreich -

Soidant i

Ords ain;

About 195

CANADA

e 19 january

45 000 ments

M. Joe Cark 12 Section

de la vie pe : c...

gut hour

londar-serv

E 14.

and that popular w seem or to STATE OF THE PERSON NAMED IN 107 40 100 100 - w jugared his LAPSON DE the 18 county Link by means and he is in the second M Jack and COLUMN NO.

> INDE direction. ALKE UPP A au Pars me iles parage

فينعيه سيزداء ايزاري

in the same and the same of th

Section 1988

maria September il

Total Control of the

wall with the same of

......

。 连角航性 伊

Right steel - High

- 14 PM - - 18.

desine b TO THE PARTY collared annual The factors and with a Property of the second parties specific lin matstides . Academia a Anterior Agency of the Park of the of and the second

· has steel I'd of courses ! ---Jus ben ben THE ISL WA CON SHORT

La France a envoyé deux compagnies militaires supplémentaires

Deux eompagnies supplémentaires de soldats français ont été envoyées « d'urgence » au Rwanda, « pour assurer lo sécurité des ressortissants français et des nutres étrangers », a annoncé, samedi 20 février, à Paris, le ministère des affaires étrangères.

Ces quelque deux cent quarante militaires (une compagnie du 6 bataillon d'infanterie de marine, basée à Libreville, au Gabon; une compagnie des Eléments français d'assistance opérationnelle, installée à Bangui, en République centrafricaine) ont rejoint, dès samedi, les deux compagnies déjà présentes dans ce petit pays de l'Afrique des grands lacs, où les ressortissants français sont environ quafre cents.

Rumeurs alarmistes

Cette décision est survenue alors que les combats se poursuivaient, vendredi, dans le oord du pays, opposant les rebelles dn Front patriotique rwandais (FPR) et les troupes gouvernementales. La récente offensive du FPR, lancée le 8 février contre plusieurs villes du Nord, a poussé des milliers de paysans à fuir leurs villages pour trouver refuge autour de Kigali ou hors de leur pays. Ces déplacements de population, qui ont commencé dès novembre 1990, au lendemaio du début de la guerre civile, affecteraient, au lotal, près de trois cent cinquante mille personnes.

tyde yr 🦠

ins outs se

ani cenne

a sieger

....

. . .

1.

 $(+, s)^{i}$

Si elles ont été prises au sérieux par la France, les rumeurs alarmistes scion lesquelles les troupes du FPR étaient, vendredi soir, sur le point d'attaquer la capitale rwandaise o'ont pas été confirmees, à ce jour, par le gouvernemeot rwandais. Le FPR a même, pour la deuxième fois en moins de quinze jours, annoncé, dimaoche après-midi, de Bruxelles, la proclamation d'un e cessez-le-feu immédiat » et demandé aux « forces du gouvernement rwandais » de hâter la reprise des négocietions de paix. ~ (Reuter)

Maroc : la nouvelle guerre du Rif

Suite de la première page

Ils le comprirent d'autant mieux qu'à l'époque la sécheresse mettait à mal les cultures traditionnelles. Les trafiquants entrèrent alors dans la danse pour organiser par tous les moyens – de la bête de somme à l'avion-taxi – la collecte du cannahis (nutrement dit, du chanvre indien), «valoriser» cette herbe sous forme de pâte, le chira, et accessoirement d'hnile, puis commercialiser le produit fini sur les marchés extérienrs, notamment européens. «A partir de 1980, les gens ne nous ont plus écontés », avoue M. Ahmed Chbicheb, directeur dn Développement économique rural du Rif occidental (DERRO), qui avait reçu mission, dès 1961, de s'intéresser au sort de ces provinces du Nurd trop longtemps oubliées.

Politique de Gribouille: pendant

que M. Chbicheb et les siens s'employaient à reboiser la région, à y planter des arbres fruitiers, à y ouvrir des pistes, à y réintroduire le petit élevage, d'autres esprits moins avisés s'activaient à mettre en place, autour du cannahis, les structures d'un « développement sale» à tel point que les surfaces consacrées à la culture du chanvre indien sautèrent de 5 000 à 50 000 hectares, souvent pris sur la forêt. Pourtant mal rémunéré par ses clients, le paysan rifain trouvait son compte dans ce « business » – comme on dit du côté de Kétama – puisque cette spéculation agricole lui rapportait, sans grand effort, au bas mot, dix fois plus de dirhams que le blé et l'orge, l'amandier et l'olivier.

Le seul commerce du cannabis eo gerbe, avant toute transformation, avait fini par représenter un
chiffre d'affaires de quelque
18 milliards de dirhams par an,
soit environ 11 milliards de francs.
L'équivalent des transferts des travaillents marocains à l'étranger ou
le tiers des recettes d'exportation
du pays! L'importance du défi
lance par les seigneurs de la drogne
et leurs acolytes n'était plus à la
mesure des maigres moyens dont
disposait le DERRO et des quelques « projets bonne conscience »,
comme celui d'Issaguen, près de
Kétama, imaginés pour gommer,
du paysage rifain, les ehamps de

cannabis. D'nn pays qui négocie son amarrage à l'Europe, ce commerce clandestin lié au cannahis donnaît une image très négative

donnalt une image très négative.

Et, pour l'effacer, Hassan II eomprit l'urgenee d'y mettre bon ordre, d'autant plus vite que le Merce était en train de devenir une plaque tournante pour la drogue dure – la cocaîne – qui, entre l'Amériqne du Sud et l'Europe, transitait vin Casablanca et Tanger.

Cette situation « précolnmhienne » commençait, en outre, à
avoir des effets dévastateurs sur les
structures de la société et, davantage encore, sur celles du pouvoir.
La jennesse dorée en venait à prendre goût aux stupéfiants. Des rixes
mentrières commençaient à opposer des bandes rivales de trafiquants. « Les voleurs ovoient
chongé dons le muvals sens,
raconte un Tangérois. Les barons
de lo drogue avaient réussi à se
faire admirer et envier de certains.
Ils savaient se donner le beau rôle,
juuer les bienfolteurs, par exemple
parrrainer des équipes de football,
construire des mosquées, offrir à
leurs obligés des pèlerinages à La
Mecone...»

«C'est bien beau de nous montrer du doigt»

Aux élections communales du 16 octobre 1992, l'argent de la drogue avait coulé à flots, notamment dans les provinces «contaminées» du Nord. Quatre cent quarante candidats an comportement douteux, pour l'essentiel membres de partis de la majorité gouvernementale, avaient dû être recalés par l'administration. Ce qui n'avait pas empêché une dizaine d'eotre eux de se présenter et... d'être élus.

Hassan II ordonna alors qu'une « lutte sans merci » soit menée contre le trafie de la drogue, « ne prenant en considération que l'intérêt général ». Trois 'mille horimes, assistés par quatorze vedettes, deux avions monomoteurs, deux hélicopteres, et im dispositif radar «boudelèrent » la côte, de Larache à Al Hoceima. Un permia de sortie en mer fut mis en place et le vol heb-

dnmadaire Rio-de-Janeiro-Casahlanca, suspendu. Facilitée par le limogeage de plusieurs hauts fonctionnaires, cette première offensive aboutit à des saisies-records de chira: 8,8 tonnes en un seul mois (47,6 tonnes en 1991) et à l'arrestatinn de quelques dizaines de dea-

a L'action répressive doit avoir un accompagnement économique », souligne M. Ahmed Midaoui, gouverneur de Tunger. Le souverain chérifien vient ainsi de dévoiler les grandes lignes d'un programme quinquennal de développement du Rif, qui compensera le manque à gagner du cannabis et de ses dérivés. Terres d'émigration et de contrebande, à quelques encablures des oôtes espagnoles, les provinces du Nord devraient done se voir offrir les moyens de vivre hoanêtement, l'objectif étant de les désenelaver, de les reboiser, d'y construire des barrages, d'y relancer les cultures traditionnelles et l'élevage, d'y tisser un résesu de petites et moyennes entreprises. Coût de l'opératinn, aux dires de Hassan II : «Au minimum 2 milliards de dollars.»

« C'est bien beou de nous montrer du doigt, mais cette bataille, nous ne pouvons pas la gagner seuls. La balle est maintenant dans votre camps, lancent les responsables marocains à l'edresse de la communauté internationale, singulièrement des pays européens, dont ils sollicitent le concours financier. Pour ce faire, ils n'hésitent pas – c'est de bonne guerre – à se présenter en victimes innocentes d'un drame doot ils ne sont pas les autenrs puisque, à les en croire, consommateurs et trafiquants sont quasiment tous de oationalité étrangère.

«La bataille ne se gagnera pas au lance-flammes»

Sans nier le sérieux de ces arguments – plus du quart du cannabis marocain est consommé en Europe – et des mesures répressives déjà prises, les bailleurs de fonds, au nombre desquels la Communauté économique européenne, entendent discuter la facture fourre-tout qui leur est présentée, et s'assurer le contrôle du suivi. Hassan II a besoin de ce parminage international pour convaincre les siens que cette opération spectaculaire relève non pas d'un simple caprice de sa

part mais d'une volonté d'aller au bout de ses ambitions.

De tempérament frondeur, les Rifains, qui ont toujours entretenu avec le pouvoir central, sons l'oceupation espagnole comme après l'indépendance, des relations peu amènes – ils n'ont pas oublié la féroce répression que Hassan les les prince hérities conduirir en

amènes – ils n'ont pas oublié la féroce répression que Hassan II, alors prince héritier, conduisit, en 1959, chez eux, en compagnic de fen le général félon Mohamed Oufkir, – ne sont pas prêts à relàcher lenr méliance. « Les gens d'ici en nnt assez des discours, nvouc un responsable local. Ils veulent du concret. Ce programme de développement économique n'a de chance de réussir que si les ordres ne tombent pas d'en haut, que si l'on sair gagner lo confiance des intéressés et les associer très étroitement à ln mise en valeur de leur terroir. La bataille ne se gagnera pas au lance-flammmes. »

Pour l'heure, au pays d'Abd el-Krim, on ne voit encore que le mauvais côté des choses. Les paysans vivent sur l'argent du cannabis, mais leur bas de laine se rétrécit. Déjà, dans les soules villageois, entour de Chefchaouen, les transactions se font plus rares et les marchendages plus âpres. Des criées ont été faites sur les marchés et des réunions de sensihilisation organisées à l'intention des élns locaux pour annoncer à tous que les temps evaient changé. Mais les planteurs de chanvre indien se laisseront-ils convaincre d'abandonner si vite la culture de cette herbe-miracle alors qu'approche la saison des semailles?

Dans les provinces du Nord, l'activité économique pâtit du coup d'arrêt qui a été porté au trafic de la drogue. N'estime-t-on pas qu'au moios un quart des faramineuses recettes tirées de ce commerce illicite demeurent au Maroc? A Tétouan comme à Tanger, des banques souffreot d'un manque de liquidités, les dealers ayant pru-demment vidé leurs comptes. Le secteur de l'immobilier dans lequel se hlanchissait cet argent sale, connaît des jours difficiles et, du coup, le carnet de commandes des artisans se dégonfle. Le marché de l'occasion des voitures de luxe bat de l'aîle. Même les agences de voyages se plaignent d'une conjoncture maussade. « Nos fournisseurs de kif pour l'Europe ont sorti beaucoup de gens de lo misère et je suis obligé de les applaudir, osait récemment écrire un lecteur à l'hebdomadaire tangérois, les Nouvelles du Nord. L'Etat n'o jamais

« Ils vont se lasser », ricanent snus enpe les trafiquents qui, aujourd'hui, finnt le dos rond. « Nous les nvons maté », se vantent les nutorités locales. A les en croire, dans les provinces du Nord, il n'y a pas eu de saisies importantes de stupéfiants depuis le début de l'ennée, et il n'y aurait même plus de stocks à écnuler. Certains colporteurs de cannabis se seraient-ils reconvertis dans la banale contrebunde? Parole de douanier: « Mieux vant un trafic

de fromages et de petite électroni-

que que de drogue.»

Cette partie de hras de fer sera-telle aussi facile à gagner qu'on le prétend en haut tieu? En désespoir de cause, certains trafiquants tenteraient, peut-être avec la complicité d'ngents d'autorité ehichement payés, d'écouler les plaquettes de chira, à travers la montagne et à dos de mulet, vers les enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla, D'autres, comme l'ont montré les importantes saisies faites, au début du mois de février, dans le port de Casahlanca, testent des surties, moins éclairées que celles du Nord par les projecteurs de l'actualité.

Où est passé le «roi du chocolat»?

Les «gros bonnets» de la drogue marocains se tireront-ils d'affaire? C'est un secret de Polichinelle; cette mafia dispose de protecteurs hauts placés dans les structures du ponvoir, «Pas de pitié pour les nctes répréhensibles, affirme M. Midaoui, mais pas question d'agir sur la base de rumeurs.» Pourtaot, de Taoger à Tétouan, tont le monde coonaît l'ideotité des gros trafiquants – de Dib, «le loup», à Abdelouhed Meziane, «le roi du chocolat» – et feint de s'étonner qu'ils soient passés à travers les mailles de la justice.

Des trafiquants – et leurs complices – arrêtés, loculpés et durement condamnés, il y en a eu, bien sûr. Mais beaucoup de Marocains demandent à un pouvoir qui, selon eux, «ne peut rien ignorer du monde de lo drogue, de cesser de choisir ses victimes». Afin que soient hrouillées, à jamais, les pistes qui menent à Chefchaouen et à Kétama.

JACQUES DE BARRIN

A TRAVERS LE MONDE

AFGHANISTAN Menaces sur la trêve à Kaboul

Le trâve eppliquéa dapuin le 16 février à Kaboul par les forces du président Rahbani at daux groupan reballas a été rompua, dimancha 21. Des affrontemente ont eu lieu dans les quartiers ouest de la capitala, contrôtés par la Wahdat, una alliance da factiona chittes. Au sud de la ville, les combats ont aussi repris entre gouvernementaux et Hezb-i-Islami, la parti fondamentaliste de M. Hekmatyar. Un soldat a été blessé, aalon la ministère da la défense. Le chef des miliciens ouzbeks naguère proenmmuniates, la général Rachid Dostom, n nnnoncé qu'il tentait de négocier un cessez-le-feu durabla. Les Nations unies, da leur côté, ont demandé aux factions d'interrompre les hostilités pendant quarante-huit heures consécutives au moins, nfin da permettra una évacuation des quelque mille blessés actuelle-mant snignés dana les hôpiteux civils, einsi que celle des derniers étrangars as trouvent ancore à Kaboul. Les combats commencés le 19 janvier euraient fait de 3 000 à 5 000 morts. - (AFP, AP.)

CANADA

M. Joe Clark va se retirer de la vie politique

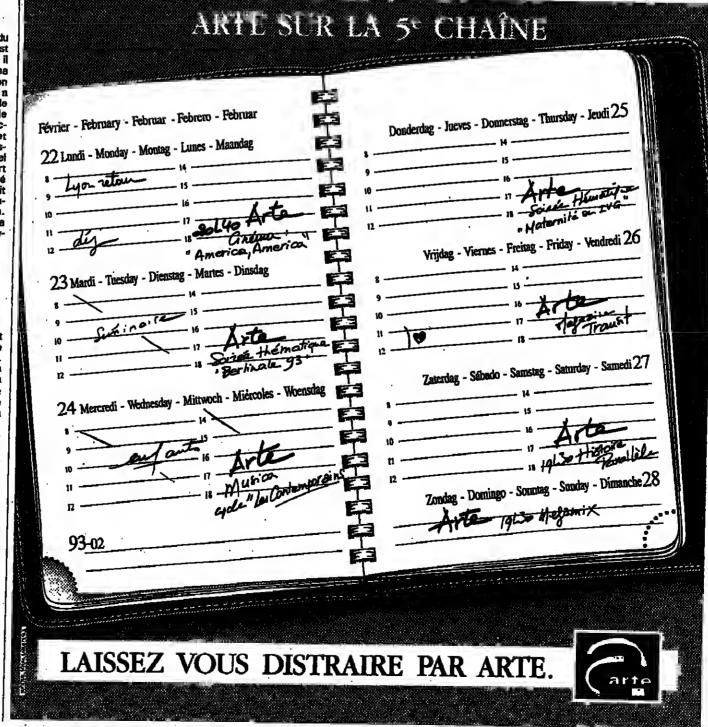
L'ancien premier ministra canadian et ancien ministre des affaires étrangères Joa Clark a annoncé samedi 20 févriur qu'il se retirait de la via politique à partir des prochaines élactions législatives, qui doivent se dérouler d'ici novembre prochain. M. Clark, leader du Parti conservataur, éteit devanu an 1979 le plus jeuna premier ministre de l'histoire du Canada, à l'âga de querante ans, aprèn la défaite surprise des libéraux de M. Pierre Trudaau. Il ne devait toutefols conserver ce poste que neuf moia.

Sa rivalité ancienne avec la premier ministre actuel, M. Brian Mulroney, qui lui a ravi la direction du Parti conservateur en 1983, a est ravivée quand son nom à circulé il y a qualques aemaines comma candidat possible à la auceassion da celui-ci. Le premiar ministre n cependant affirmé son intention de rastar en placa at de tantar de mener les conservateurs à la victoira pour un troisième mandet consécutif. Depuis l'échec retentissamt du référendum constitutionnel du 26 octobra damiar, la départ da M. Clark, qui avait consacré toute son énergie pendant dix-huit mois à la réforma de la Constitution canadianne, éteit attendu. M. Clark est âgé aujourd'hui da cinquante-trola ans. – (AFP, Reuter.)

INDE

Arrestations massives avant une manifestation du Parti nationaliste Hindou

Des centaines da personnes ont été errêtées en inda, dimanche févriar, annonca l'agance UPt. Le gouvarnemant da M. Ren antend einsi contanir in granda manifestation annoncée pour le 25 février par la pard nationaliste hindou BJP. Catte formation, in plus importante de l'opposition, entend obtenir des électiona anticipées après les graves événements consécutifs à la destruction de la monquée d'Ayodhya, déhut décembre, par des éléments hin-douistes fanatisés. M. Rao, qui est la chaf du Perti du Congrès, a interdit cette manifestation, et des ordres stricts, incluant la passihi-Inté d'ouvrir le feu, ont été donnés aux policiers. Le semaine pourrait être très agitée dana la capitala de l'inde, où un discours du chaf de l'Etat devait ouvrir, lundi, la aession budgétaire. Le BJP a annoncé non intantion de boyeotter le séance. La politique d'ouverture sur le marché à laquelle M. Rao a attaché son nom est menacée par la convergence de l'opposition du BJP, des partis da gaucha at du Front national (cantre-gauche), ces damiars contestent la remise an cause da l'économia dirigée pratiquée durant près d'un demi-siècle.



ROFEO

\$ 18 TO 25

#

à Maastricht

59 % des Danois voteraient en faveur du traité modifié de Maastricht sur l'Union européenne lors du prochain référendum prévu le 18 mai. C'est le résultat d'un sondage Vilstrup publié dimanche 21 février par le quotidien libéral Politiken (il a été réalisé du 14 an 16 février auprès de 983 personoes). 27 % des Danois voteraient contre, 11 % se montrent encore indécis et 3 % penchent pour l'abstention. Au dernier som met européen d'Edimbourg, le Danemark avait ohtenu d'importantes dérogations, notamment sur

D'autre part, le secrétaire au Foreign office, M. Douglas Hurd, a mis en garde, samedi 20 février, les « eurorebelles » britanniques tentés par un rejet du traité de Maastricht. Il a dressé le liste des conséquences d'un tel « sabotage ». Cela « snperalt irrémédiablement l'influence de la Grande-Bretagne au sein de la CEE, a-t-il déclaré au cours d'une réunion tenue par le Parti conservateur. Il a également estimé qu'un tel rejet « serait Interprêté par les investisseurs internatiomux comme une marginalisa-tion de la Grande-Bretagne au sein de l'Europe». – (AFP, Reuter.)

O GRANDE-BRETAGNE : Salman Rushdie demande à reacoutrer M. John Major. - L'écrivain hritanoique Salman Rushdie a dénoncé, dimanche 21 février, le « terrorisme international finance par l'Iran» dont il est victime, en ajoutant : « Ce que je vnudrais vraltre afficielle avec le premier minis-tre britannique John Major pour montrer à l'Iran que la Grande-Bretagne ne plaisante pas et protège ses ressortissants. » Par ailleurs, scion l'agence officielle IRNA, le président iranien, M. Abkar Ashemi Rafsandjani, a réaffirmé, dans une lettre adressée à la CEE, que l'arrêt de mort cootre l'auteur des Versets sataniques ne peut pas être levé. – (AFP, Reuter.) ITALIE: pour renforcer l'autorité de son gouvernement

M. Giuliano Amato a procédé un remaniement ministériel limité

de notre correspondante

Après la démission, vendredi 19 février, de deux ministres, tout était possible : crise de gouveroe ment, ouverture, changement radi-cal. L'affaire s'est soldée en un cal. L'affaire s'est soldée en un temps record pour que tout soit prêt lundi, à l'ouverture du marché boursier, et éviter à la lire de nouveaux aventars par un simple replâtrage. Un rimpasto, un remaniement très limité, qui n permis, dimanche en fin de matinée, nu representation de matinée, nu representation de l'occupant de l'occupant de la constitute de la constitute de la constitute de l'occupant de la constitute de la const gouvernement Amato d'accoucher, non sans douleur, d'un gouveroenon sans douleur, d'un gouveroement «Amato bis». L'essentiel des ministres reste en place. Le socialiste Franco Reviglio, jusqu'ici ministre du bndget, passe aux finances, retrouvant au passage un poste qu'il a déjà occupé précèdemment durant trois gonveroements. Il remplace le ministre démissionnaire Giovanni Goria. De même, à la santé, portefeuille laissé vacant vendredi par le libéral Francesco De Lorenzo, est nommé un autre libéral, avocat spécialisé dans les questions de jurisprudence. Raffaele Costa, qui, jusque-là ministre sans portefeuille, traitait le dossier des politiques communautaires et des régions.

Un ministère des privatisations

Trois nouveaux visages font leur npparitiou dans l'équipe gouverne-mentale : le démocrate-chrétien Beniamino Andreatta, qui fut le eonseiller économique d'Aldo Moro avant d'être celui de l'actuel grésident de la démocratie-chrétienne, M. Martinazzoli, Brillant économiste, M. Andreatta veillera sur le hudget – poste qu'il occupa déjà il y a pratiquement quatorze ans – ainsi que sur le dossier du

Deuxième nouvean venu : un autre libéral, spécialiste de droit constitutionnel, le professeur Gian-

franco Ciaurro, qui reprend le poste de ministre sans portefeuille des politiques communautaires et des régions. Enfin, grande et seule nouveauté, est crét de toutes pièces un desire surérie consecté sur reiun dossier spécial consacré aux pri-vatisations et confié à Paolo Baratta, un technicien des banques

et de la finance, proche des milieux socialistes, qui devient ainsi ministre sans portefeuille, chargé des privatisations. Spécialisé de sureroît dans les problèmes du Mezzogiorno, M. Baratta fut, entre autres, le président du consortium de crédit pour les travaux publics, le CREDIOP. A l'origine, au cours des discus-sions qui ont duré une bonne par-tie de la nuit de samedi à dimanche, M. Amato s'était décidé à profiter de l'occasion pour reu-forcer et donner plus de cohésion à son équipe, en tentant d'écarter notamment le ministre de l'indus-trie, le démocrate-chrétien Giu-

tile an programme de privatisations qu'il n tout fait pour retarder; mais M. Guarino, refu-sant obstinément le portefeuille de l'éducation qu'on lui offrait « en compensation », pour se crampon-ner à son fauteuil, le président du conseil n'a eu d'autre ressource pour contourner l'obstacle que de lui enlever le dossier privatisations, un des plus brûlants, et de nommer à la bâte un ministre pour s'en

seppe Guarieo, ouvertement hos-

Pour le reste, aucun changement de ligne politique, seulement un changement d'hommes. A cela près que les « techniciens » proprement dits l'emportent sur les nominations politiques parmi les derniers arrivés, redonnant un peu pins de crédibilité à un gouvernement affaibli, lui nussi, par les scandales liés à la corruption, qui ont déjà eu raisco de trois mioistres. Pour faire bonne mesure et «nettover» encore davantage, M. Amato a déjà fait part de son intention de discu-ter du sort des cinq sous-secrétaires lundi après-midi, lorsqu'il devait rencontrer une nouvelle fois le chef

Le problème reste entier : même un peu plus crédible, le gouverne-ment ne bénéficie toujours pas d'une vraie majorité, et la peur du vide politique ne pourra peut être pas toujours tout justifier. Nom-breux sont ceux qui déplorent cette simple opération de survie et regrettent que M. Amato u'ait pes réussi à ouvrir, une fois encore, la porte nu PDS (ex-PCI) ou aux Républicains, voire à la Ligue, qui s'est prononcée pour un gouvernement de a techniciens à durée limitées pour faire la transition nvant de nonvelles élections. Parmi les commentaires les plus acérés, on remarquera celui de l'ex-président remarquera celui de l'ex-président de la République, M. Francesco Cossiga: « En dépit de la présence de personnalités éminentes, a-t-il déclaré, nous nvons affaire à un petit gouvernement d'hypocrisie nationale, aux objectifs de plus en plus confus, si ce n'est celui de défendes à tout prix le statu mu défendre à tout prix le statu quo. »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

Di Arrestation de directeur général des autorontes. - Le directeur général de la société des autoroutes italiennes (ANAS), Mariano Del Papn, a été arrêté, samedi 20 février à Milan, dans le cadre de la vaste enquête sur la corruptioo en Italie, a-t-on appris de source judiciaire. M. Del Papa est accusé de concussion aggravée et continue, a-t-on précisé de même source. Il aurait perçu d'importants dessous-de-table en échange de faveurs dans l'exercice de ses fonctions. Les magistrats le soupçon-naient de vouloir quitter clandesticement l'Italie pour se soustraire à l'enquête, après que son épouse eut retiré vendredi une importante somme d'argent dans une banque milanaise. – (AFP.) La situation en Bosnie-Herzégovine

Le HCR annonce la reprise de ses opérations humanitaires

GENÈVE

de notre correspondante

Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) a annoncé, dimanche 21 février, la reprise totale de ses opérations en Bosnie, après avoir reçu des trois helligérants l'assurance qu'ils n'eotraveraicot plus distribution. rance qu'ils n'eotraveraient plus l'acheminement et la distribulion de l'aide bumanitaire. Excédée par les barrages serbes qui empêchaient les secours destinés aux enclaves musulmanes de l'est de la Bosnie de passer, aussi hien que par l'entètement des autorités de Sarajevo à bloquer, par mesure de représailles, les vivres destinés à la population de la ville, la présidente du HCR, M= Sadako Ogata, avait décidé de renoncer, la semaine dernière, à presque toute activité humanitaire dans la région (le Mnnde du 19 février).

Mais les belligérants ont finalement cédé. Les Serbes ont assuré le HCR et la présidence de ln CEE qu'il n'y aurait plus de blocage de leur part pour la livraison d'aide humanitaire vers l'est de la Bosnie. Les Croates ont donné de leur côté, par écrit, leur soutien total au libre passage des convois humanitaires et demandé la reprise du

O GÉDRGIE : raid aérien sur russe a hombardé, samedi 20 février, un quartier de Sou-khoumi (capitale de l'Abkhazie, aux mains des forces géorgiennes qui affrontent les autonomistes abkhazes), faisant un mort et huit blessés, dont le journaliste Tenguiz Pachkoria, travaillant ootamment pour l'AFP. M. Chevardnadze s'est rendu, dimanche, sur place et a déclaré que la Géorgie ripostera « de façon appropriée». Le minis-tère de la défense russe a indiqué que son aviation avait a neutralisé des points de tir contre une zone de stationnement de parachutistes russes à Etchery», une localité voi-sine où sont aussi déployées des forces abkhazes. - (AFP)

ravitaillement. Eofin, le gouvernement bosniaque a recommandé la fin du boycottage des livraisons à Sarajevo et demandé la reprise de pont aérien aussitôt que possible, rappelle le HCR.

La décision unilatérale du HCR de suspendre l'oide humanitaire avait été fortement cootestée au siège de l'ONU à New-York, mais siège de l'ONU à New-York, mais cette querelle et les rumeurs de démission de Me Ogata ne semblent plus être qu'un mauvais souvenir. Dimanche, le haut-commissaire pour les réfugiés s'est entretenu par téléphone avec le secrétaire général des Nations unies, M. Bourros Boutros-Ghali. Le dialogue aurait été, dit-on, des plus amicaux, et le HCR a publié un communiqué pour annoucer qu'un convoi de dix camions transportant 72 tonnes de secours était parvenu dans l'enclave de Zepa, parvenu dans l'enclave de Zepa, ville de 35 000 habitants simée dans l'est de la Bosnic et assiégée depuis le 17 janvier. « Je suis son-lagée, a déclaré M= Ogata, que nous nyons pu reprendre nos activités après moins de quatre jours... Il semblerait que notre décision de les suspendre temporairement ait délà produit les résultats souhaités. »

n RUSSIE : nn Tupolev détourné vers la Suède. — Parce qu'il n'avait pas les «50 à 100 mois de salaires que coûte un billet pour les Etats-Unis, Tamerlan Mouassaev, un Azer-baïdjanais de vingt-sept ans, armé de deux grenades et accompagné de son épouse Marina et de leur bébé de huit mois, a détourné, samédi 20 février, un Tupolev-134 qui effec-tuel le son Timone Cibéral Circ 20 février, un Tupolev-134 qui effectuait le vol Tioumen (Sibérie)-Saim-Petersbourg avec 80 passagers à bord. Après nne escale à Tallina, en Estonie, on la pluport des passagers onl été libérés, le pirate de l'air s'est rendu aux autorités à Stockholm, où il a été inculpé. Des passagers, de retour dimanche à Saint-Petersbourg, ont déclaré que le pirate « avait fair malade et très malheureux » et qu'ils « comprenaient » les mobiles de son action. – (AFP)

Chaque jour ces quelques convois transportent 4000 tonnes de fret à travers l'Europe.

عكدامن الأجل

EUROPE

西福 有額

M. Turgut Ozal a offert une coopération économique à quatre pays de la région

M. Turgut Ozai, a achevé, dimanche 21 février, à Zagreb. une toumée d'une semaine dans quatre pays des Balkans (Bulgarie, Macédoine, Albanie et Croatie). Il a tenté de dissiper les malentendus sur le rôle de la Turquie dans la région et souligné qu'Ankara n'avait pas l'Intention de contrôler les Balkans. «La Turquie, e-t-il déclaré, n'est pas à la poursuite d'une mégalo-idée ottomane. »

Hell all monce la reprise

es operations humanitain

rtent

ISTANBUL

de notre correspondante

Les propos rassurants tenus par M. Ozal s'adressaient en particulier à la Bulgarie. Les relatinns entre Sofia et Ankara se sont réchauffées au enurs des denx dernières années, mais les Bulgares craignent l'influence grandissante des Turcs, d'autant que le position des destarts d'autant que la position des deux pays sur le conflit de Bosnie-Herzégovine differe. Contrairement à la Turquie, la Bulgarie est bostile à tunte intervention militaire en Bosnie. Ses dirigeants estiment que, si une telle action s'avérait néces-saire, les pays balkaaiques devraient s'abstenir d'y participer, alors que les Turcs ant à plusieurs reprises indiqué qu'ils étaient prêts à envoyer des troupes - si l'ONU le souhaitait.

La visite de M. Ozal en Macédoine, qui ne pouvait que compli-quer les relatinns déjà difficiles avec la Grèce, était naturellement controversée. M. Ozal, accompagné par de nombreux hommes d'af-faires, a lancé nn appel à la com-munanté internationale pour la reconnaissance de la Macédoine et promis aux dirigeants macédoniens l'aide de son pays en matière de

A Tirana, M. Ozal a promis de

Le président de la Turquie,
M. Turgut Ozal, a achevé.
dimanche 21 février, à Zagreb.
une tournée d'une semaine dans
quatre pays des Balkans (Buigarie, Macédoine, Albanie et Croadoine est très importante, pour vous comme pour nous, » a-t-il déclaré.

En Croatie, dernière érape de sa tournée, M. Ozal a visité un camp de réfugiés musulmans de Bosnie et rencontré son homologue croate, M. Franjo Tudjman. Affirmant que les Croates chrétiens et les Bosniaques musulmans sont des alliés naturels, le président ture a répété que le conflit de Bosnie-Herzégovine n'était pas une guerre de religion.

Le guerre en Bosnie a évidem-ment dominé les entretiens du pré-sident Ozal an coms de sa visite. a J'espère que le monde trouvera un moyen d'arrêter cette tragédie et punira les coupables, à a-t-il déclaré. Cependant cette tournée avait également des buts éconnmiques. M. Ozal a mentionné nn projet d'autoronte qui relierait la Turquie, la Bulgarie, la Macédoine et l'Albanie, dans le cadre d'nne constraine des le cadre d'nne coopération économique et politi-que à long terme avec les pays des Balkans.

NICOLE POPE

D MACÉDOINE: manifestations contre l'iastallation d'un camp de réingiés à Skople. — De nouveaux affrontements se sont produits, dimanche 21 février, entre la police et quelque trois mille habitants du quartier Djorce, situé à l'onest de Skopje, qui manifestaient pour la deuxième journée consécutive contre la construction dans leur zone d'un camp destiné à dans leur zone d'un camp destiné à des réfingiés de Bosnie-Herzégo-vine. Sept policiers ont été blessés, dont trois assez grièvement, ainsi que deux pompiers. Du côté des manifestants, six personnes ont été légèrement blessées. Un camera-man de la télévision de Skopje a

NICARAGUA: un entretien avec le lieutenant-colonel Frank Ibarra

Le chef des «escadrons de la mort» sandinistes annonce que des dirigeants politiques vont être « exécutés »

Les escadrons de la mort sandinistes, qui avaient revendiqué l'assassinat du principal animateur de la lutte pour la récupération des biens confisqués entre 1979 et 1990, Arges Sequeira, le 23 novembre, ont opté pour l'escalade de le violence en annonçant, dimanche 21 février, qu'ils « exécuteraient » les dirigeants politiques favorables à la restauration des « privilèges » en vigueur à l'époque de la dictature de la famille Somoza. C'est du moins ce que leur chef, Frank Ibarra, a affirmé au cours d'un entretien eu Monde.

> SANTA-CARMELA (Nord du-Nicaragua)

de notre envoyé spécial

On savait qu'ils existaient sous le nom inquiétant de Fnrees punitives de gauche (FPI, selon le sigle espagnol), mais ils n'avaient encore jamais montré leurs visages. C'est désormais chose faite à l'issue d'une rencontre inattendue dans les montagnes, du décartement de montagnes du département de Jinotega, à 150 kilomètres au nord de la capitale Managua.

L'homme officiellement le plus recherché du Nicaragua, le lieutenant-colonel Frank Ibarra, accusé d'avoir assassiné Arges Sequeira,
nous attend à quelques kilomètres
à peine de la route reliant les villes
de Matagalpa et de Jinotega. Une
vingtaine d'hnmmes en treillis,
équipés de kalachnikovs, de
mitrailleuses et d'un lance-roquettes russe RPG-7, assurent sa
sécurité sur la colline boisée, entre
les champs de mais et de haricots
noirs. Tous portent un soulard noir couvrant le visage. Seul Frank Ibarra se déconvre, mais il garde sa casquette noire décorée d'un por-

Marley. Cet ancien commandant de la Sécurité de l'Etat, âgé d'une quarantaine d'années, barbu, sur de lni et s'exprimant avec détermination, se présente comme le «chef d'état-major des FPI».

« Nous ne sommes pas des terro-ristes, dit-il, mais nous voulons en finir avec les bourreaux du peuple qui cherchent à lui enlever les terres, les usines et les maisons que la révolution lui n données. Le peu-ple n élu un gouvernement bour-geois (les sandinistes ont été baltus aux élections du 25 lévrier 1990), mais nous ne permettrons pas que les acquis de la révolution soit remis en question. » Frank Ibarra se veut le défenseur des lois 85 et 86, qui nnt permis aux sandinistes, avant de remettre le pouvoir à la présidente Violeta Chamorro, de se répartir les biens confisqués au secteur privé à partir de 1979. En préconisant le retour de ces biens à plus de cine mille necieur produit le retour de ces biens à plus de cine mille necieur produit le retour de ces biens à plus de cine mille necieur produit le retour de ces biens à plus de cine mille necieur produit le retour de ces biens à plus de cine mille necieur produit le retour de ces biens à le control de la c plus de cinq mille anciens proprié-taires, Arges Sequeira était donne devenu un ennemi mortel, d'autant qu'il avait obteau quelques succès dans ses démarches.

ans ses demarches.

a Contrairement à ce que dit lo police, ce n'est pas moi qui ai tué Sequeira », affirme le chef d'étatmajor des FPI, sans faire grand cas des nombreux témoignages et des preuves apportés par l'enquête, menée en collaboratinn avec des inspecteurs espagnols. Il dément que le capitaine Javier Espinoza, qui se tient derrière ini, soit également impliqué. Il reconnaît, en revanche, avoir ordonné a l'enlèvement de Sequeiro pour l'obliger à dire publiquement qu'il travaillait pour l'ombassade des Elais-Unis », a Malheureusement, il o réagi vio-Malheureusement, il o réagi violemment au moment de son inter-ception, et il a été tué», ajoute-t-il

sans grand regret. dit-il pnur justifier les antres « condamnotions à mort », que ses

mettre à exécution dès que possi-hie. Le premier sur la liste est un député démocrate-chrétien, Hum-berto Castilla, accusé d'avoir fait des déclarations en faveur des anciens rebelles de la Contra qui ont contribué à la défaite électorale des sandinistes et ont commencé à reprendre les acores pour assurer des sandinistes et ont commence à reprendre les armes pour assurer eux-mêmes lenr protection (selon l'Organisalinn des Etats américains, qui vérifie l'application des accords de paix, 173 ex-contras, y compris leur principal dirigeant, Enrique Bermndez, ont été assassinés depuis juillet 1990, en tnuie impunité, puisque la police et la justice, comme l'armée, sont loujours contrôlées par les sandinistes).

> Des liens avec l'armée?

Sans aller, « pour l'instant », jusqu'à les menacer de la peine de mort, Frank Ibarra met en garde le maire de Managua, Arnoldn Aleman, le vice-président de la République, Virgilio Godoy, et les « autres dirigeants de droue comme Alfredo Cesar », l'ancien président de l'Assemblée nationale. « lls veulent retourner à l'époque de Somoza en oppliquant une politique n'eò-libérale qui rend les pauvres de plus en plus pauvres et les riches de plus en plus pauvres et les riches de plus en plus riches.»

Ces «gardiens de la révolution», qui ressemblent beancoup aux sinistres escadrons de la mort du Salvador et du Guatemala, ont-ils un lien avec l'armée et son chef, le général Humberto Ortega, main-tenu dans ses fonctions par la présidente Chamorro au nom de la «réconciliation» nationale? Le lieutenant-coinnel Ibarra s'en défend, affirmant qu'il a quitté l'armée en juin 1992 et qu'il est en

taires, les structures des FPI wil y a deux ans y, alors qu'il était encore dans l'armée.

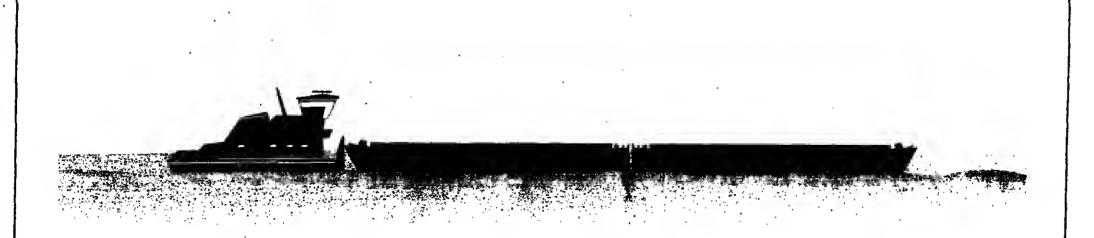
Comment expliquer qu'il se déplace avec tant de facilité à l'intérieur du pays, mais aussi à l'étranger? Trois semaines après l'estranger ; trais semaines après l'assassinat de Sequieira, il a voyage au Mexique, où il a passe près d'un mois, jusqu'au 9 janvier. C'imment est-il sorti du Nicaragua et y est-il entre de nouveau? « Par l'aéroport de Monngua, comme tout le monde », dit-il avec un sourire entende.

BERTRAND DE LA GRANGE

□ Nouveaux combais dans le nord dn pays - Quaire anciens contras nni été tués et quatre autres blessés à la fin de la semaine dernière dans le village d'El Guabo, à 160 km au nord de Managua, a-t-on appris, samedi 20 février, de source officielle. Des combats entre l'armée nicaraguayenne et des bandes armées d'anciens contras et d'anciens sandinistes, reprochant chacun au gouvernement d'être les laissés-pour-compte de sa politique de «réconciliation nationale», ont fait soixante-dix morts depuis la fin décembre dans le nord du Nicaragua, a-t-on ajnuté au minis-tère de l'intérieur. - (Reuter.)

d'ÉTATS-UNIS : le juge Gerhard Gesell est mort. - Le juge Gerhard Gesell, qui s'était rendu célèbre lors des affaires du Watergate et de l'Irangate, est mort vendredi 19 février d'un cancer du foie, à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Durant ses vingt-cinq ans d'activité, le juge Gesell a eu à traiter plusieurs dossiers très sensibles, nam, l'affaire du « Watergate», ct le proces du colonel Oliver North à

Chaque jour celui-ci transporte la page de gauche, en toute sécurité.



Le réseau fluvial européen existe. Aujourd'hui les voies navigables irriguent natureilement le cœur de l'Europe économique. Ainsi la part de marché du transport fluvial atteint déjà 25% en Allemagne et 55% aux Pays-Bas. Les voies navigables permettent des acheminements de grande capacité. à falbie coût, en toute sécurité et dans le respect de l'environnement. Elles constituent un mode moderne et complémentaire des autres moyens de transport de marchandises. Merci à ceux qui nous confient chaque année plus de soixante milions de tonnes de fret et blenvenue aux autres. Pour embarquer, demandez un dossier d'information - Voles Navigables de France - 2 boulevard de Latour Maubourg - 75343 Paris Cedex 07.







Bienvenue à bord

M. Jean Lecanuet, sénateur (Union centriste) de Seine-Maritime, maire de Rouen, est mort des suites d'un cancer dans la nuit du 21 au 22 février à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). Il aurait eu soixante-treize ans le 4 mars. Il avait été, en 1965, le candidat dea centristes d'opposition à la prásidence de la République contre le général de Gaulle et M. Mitterrand. 11 avait été ministre de la juatice dans le gouvernement de M. Chirac de 1974 à 1976, puis ministre du Plan et de l'emenagement du territoire dans celui de M. 8arre de 1976 à 1977. Président du Centre démocrate, puis du CDS de 1966 à 1982, il avait été président de l'UDF de 1978 à 1988.

M. Jean Lecanuet aura conau très tot - trop tot, pensaient certains de ses amis - son beure de gloire. Cétait face au général de Gaulle, lors de l'élection présideatielle de 1965, la première au suffrage universel la première au suffrage universel direct depuis la réforme constitutionnelle de 1962. Lors du premier tour, le 5 décembre 1965, il était arrivé en troisième position (derrière M. Mitterrand qui avait recueilli 32,23 % des suffrages exprimés), obtenant en métropale 3 767 404 voix, sait 15,85 % des suffrages exprimés. Plusieurs persannalités pressentles s'étant récusées, il s'était porté candidat, le 19 octobre, avee l'appui du MRP, dont il avait quitté le prési-MRP, dont il avait quitté le présidence pour être «au-dessus des por-tis». San succès fut inespéré. Avec lui, le centre semblait prendre corps.

Durant la campagne, il avait trans-formé en publicité ce qui n'étail encore que de la réclame politique... Ce que l'on n'appelait pas encore le «look», sourire éclatant et allure sportive, fut utilement mis en valeur par une télévision qui commençait à prendre sa place dans le débat politique français.

> Adversaire · du pouvoir gaulliste

Le général de Gaulle, délaissant dans un premier temps cet instru-ment, ne se risquera plus à le négli-ger, après avoir été mis en ballottage au premier tour. Après six ans de été sensibles au charme, à la vitalité, au style «américain» de ce sénateur centriste de quarante-cinq ans. Ses brochures de campagne vantaient alors cet «hamme de demain» qui sera parmi « les pilotes de lo nation »: « par l'àge, l'« étiquette » démocrate, l'humanisme chrétien, les idées et le regard pasé hecidement sur les affaires du monde, voilà bien le style Kennedy v. Les deux hommes pour lesquels il avousit alors uae admiratian sans borne sont Rabert Schuman, le père de l'Europe, et

Les Français avaient eu quelques semaines pour faire la connaissance de ce fils de représentaat de com-

merce, agrégé de l'Université à vingt-deux ens. En feuilletant ses tracts et plaquettes électorales, ils avaieat plaqueltes électorales, ils avaieat découvert les grands traits de sa carrière. Il avait fait partie de l'un des réseaux de sabotage de la Résistance. Arrêté par la Gestapo, il était parvenu à s'évader. Peu après la Libération, il était eppelé par M. Pierre-Henri Teitgen à l'état-major du MRP. De 1945 à 1951, il participait à buit cabinets ministériels, tous MRP. Elu de justesse député de Seine-Maritime, en 1951, grâce au système des «apparentemeats» qui evait tant desservi les gaullistes du RPF et le PCF, il était battu en 1956 et en 1958 malgré les désistements RPF et le PCF, il était battu en 1956 et en 1958 malgré les désistements des paujedistes et des radiceux. En 1939, il était entré au Sénet pour représenter le même département. Il devenait également premier adjoiar au maire de Rouen. Nommé maître des requêtes au Conseil d'Etat (tour extérieur), il sera chargé de mission de M. Pierre Pflimlin, qui fut ministre des finances en 1957-1958 puis président du conseil en mai 1958. Il demeurera son directeur de cabiaet dans le gouvernement de Gaulle, le dernier de la IV- République.

Dans les premières années de le Ve République, le sénateur de Seine-Maritime s'était essirmé comme un adversaire de plus en plus résolu du pouvair gaulliste, sans paur autant ménager ses flèches contre les com-munistes. De 1960 à 1963, il avait munistes. De 1960 à 1963, il avait été le président du groupe sénatorial du MRP (en mai 1963, il avait été lu président de ce mouvemeat). Il avait participé activement à l'action du «canel des non» qui s'opposait à la réforme constitutionelle de 1962, introduite par le biais référeadaire par le général de Gaulle afin de permettre l'électioa du président de la République eu suffrage universel direct. En 1964, il avait été étu à la présidence du «Comité des démocrates» qui regroupait les représencrates » qui regroupait les représen-tants du MRP, du Parti radical et des indépendants aaa gaullistes (CNI), Mais quand il se présenta à l'électiaa présidentielle, e était encore pour le grand public un inconou.

Le jeune sénateur de la Scine-Mantime proclamait gravement dans ses discours que « les paris actuels correspondent à des conflits périmés». Il chechera, en vain, à tracer une troisième voie entre le gaullisme, et le marxisme. Le rêve de création d'une grande fédération démocrate-socialiste associant le MRP et la SFIO fera long seu le 18 juia 1965, saute d'avoir obtena, comme le souhaitait Jean Lecanuet, que les socialistes rompent clarement avec les communistes et assouplissent leur attachement au principe de la lascité Le jeune sénateur de la Seine-Maattachement au principe de la laïcité la SFIO due à la rivalité entre Guy Mollet, le secrétaire général, et Gaston Defferre, candidat pour quelques jours encore à l'élection présidentielle de la fin de l'anoée, fera eo réalité l'affaire de Jesa Lecanuet et de Fran-cois Mitterrand, qui se trouveront en compétition six mois plus tard contre le général de Gaulle. Le président du MRP avouera, plus tard, son sceptieisme quant aux chances de faire bouger les frontières politiques tant carset des iostitutions de le V Republique - et le mode de scru-tin majoritaire - lui semblait trop étroit pour laisser un ceatre auto-

nome s'épanouir. Aux élections législatives de

mars 1967, la compagne des cen-tristes avait contribut à empêcher les gaullistes d'emporter la majorité absolue. Mais en quinze mois le cen-tre avait perdu près de 800 000 voix (les candidats du Centre démocrate n'étaient pas présents partout). Lors de l'élection présidentielle de 1969, provoquée par la démission du géné-ral de Gaulle, les farmatians cen-tristes se présentaient en ordre dis-persé : tandis que Jacques Duhamel, présideat du groupe Progrès et Démocratie moderne, soutemit l'an-eica premier miaistre du général, Georges Pompidou, Jean Lecanuet, Georges Pompidou, Jean Lecanuet, président du Ceatre démocrate, se retrouvait avec deux autres formations de «l'eateate ceatriste» (le Centre républicaia de M. André Morice et le Centre astional des indépendants de M. Camille Laurens) indépendants de M. Camille Laurens) dans le camp du candidat Alein Poher, président par intérim. Auparavant, il avait pris une part active à la campagne référendaire en appelant à dire «nan» au général de Gaulle. «Une fais de plus, le général de Gaulle interprète les événements à sa manière. Les problèmes auxquels sont confrontés les Français (...) sont présentés comme la canséquence d'une voste conjuration contre la nation et le règime. Il n'y a d'autres conjurations que celles des erreurs accumulées par le pouvoir ou cours des derlées par le pouvoir au cours des der-

Ministre de M. Giscard d'Estaine

Au début des années 70, il contiaue pourtant le même combat pour la constitutia a d'un centre solide qui o'ait à «compter ni sur lo majorité, ni sur les partis de gauche». Il se bat sur le terrain de la décentralisatia o et sur le terrain de la décentrainsatia o et de l'Europe. Le président du Centre démocrate proposait alors « l'alternative sans l'aventure». Ea 1968, lui, pourtant étranger à le bonce bourgeoisie rouennaise, devient le premier édile de Rouen. En novembre 1971, une partie de l'opposition se mobilise au sein, du Mouvement réformateur, tandis que socialistes et communistes prénarent leur approchement. Le préparent leur rapprochement. Le parti radical (elors dirigé par le député de Meurthe-et-Moselle, M. Jean-Jacques Servan-Schreiber), le Centre démocrate, le Centre républi-cain et le Parti de la démocratie socialiste se metteat d'escord, à Saiot-Germain-en-Laye, pour fancer ce nouveau mouvement. L'entreprise suscite, ici ou là, quolibets el souries. Le secrétaire général de l'UDR, M. René Tomasini, raille l'alliance des «deux rebouteux». MM. Lecades « deux reb nuet et Servan-Schreiber. Les radi-caux et les centristes figurent, à égalité, dans le bureau oational du Mouvement réformateur (décem-bre 1971).

En juin 1972, le maire de Rouen clamait, peul-être ua peu vite : a L'heure du centre orrivel » Mais dans le même temps, il prenait positioa à plusieurs reprises pour Georges Pompidou : en mars 1972, il reprochait même à certains gaullistes de ne pes soutenir la politique euro-pécane du chef de l'Etat; eu mois d'avril au grand dam des socialistes, il se prononçait pour le «oui» au référendum sur l'Europe et en septembre, il proposait, au gam des éformateurs, ua pacte de législature. Certains le suspectaient de préparer un rolliement à la majarité. Aux élec-tions législatives de mars 1973, il retrouvait les banes de l'Assemblée nationale (première eirconscription de Scine-Maritime).

Au lendemain du premier taur, il avait eu des conversations evec le premier ministre, M. Pierre Messmer. Certains de ses amis lui repro-chérent de chercher à sauver la majorité. Ua poste ministériel lui fut même proposé. Il le refusera, faisant taire les rumeurs sur son ralliement. Le débat sur «l'auvenure» à des ministres venus du centre evait, déjà, été amorcé à l'époque. Il tournera court. Un groupe réfarmateur, fart de trente-deux députés, sera eréé au Palais-Bourban. Mais l'entreprise « réfarmatrice » a du mel à mardre réellement sur le débat politique français. Des tensians apparaissent entre contristes et adieux. M. (exc. entre centristes et radicaux, M. Lecanuet refusant natamment la fusion nuet refusant natamment la fusion des deux partis. Il tenait à ce que le centre conserve son identité et ne soit pas fonda dans une entité multiforme. Les centristes étaieat agacés par la personnalité bouillante de M. Servan-Scheiber. Les radicaux suspectaient M. Lecanuet el ses amis de vouloir flirter avec la majorité. La situation des centristes était décidement toujours aussi inconfortable. Ils étaient obligés de faire de l'équilibrisme en pratiquant, à la fois, a l'opposition et le dialogue ». Difficulté que rencontrera, biea plus tard, M. Pierre Méhaignerie en fondant, en juin 1988, un groupe centriste ea juin 1988, un groupe centriste autonome à l'Assemblée natianale : l'Union du centre (UDC).

L'élection présidentielle de 1974. consécutive eu décès du président Pompidou, va faire basculer M. Lecanuet dans le camp de

M. Valéry Giscard d'Estaing, avec lequel il a de « très larges conver-gences de vues». Le 10 avril 1974, le gences de vues». Le 10 avril 1974, le président du Centre démocrate faisait entériner par le conseil politique de sa formațian sa décisioa de soutenir l'ancien ministre des finances. Avec Pierre Abelin, il participe à l'élaboration du programme social du candidat. « Je suis convaincu qu'une phase d'histoire entièrement nouvelle s ouvre de l'inous apparient de rechercher ce que nous gvons de commun pour et qu'il nous apparient de rechercher ce que nous avons de commun pour regarder ensemble l'avenir du pays », déclarait-il en accueillant le candidat Giscard d'Estaing à Rauco le 22 avril. Huit jaurs plus tard, dans les colonnes du Monde, il en appelait eu «changement»: «Valèry Giscard d'Estaing portera les espoirs d'une majonité nouvelle pour un renouveau politique de la France. La percèe de sa candidature, prélude à son succès, est certaine.» Il ne se trompait pas. Il avait fait « le bon choix». avait fait «le bon choix».

avait fait e le bon choix ».

Le premier gonvernement de M. Giscard d'Estaing comptera quatre ministres réformateurs: Jean Lecanuet, ministre de la justice, lean-Jacques Servan-Schreiber, éphémère ministre des réfarmes, Pierre Abelin, ministre de la coopération, et Michel Durafaur, ministre du travail e Nous sommes l'aile gauche de la majorité », proclamait-il. Neuf ans après sa spectaculaire percée présidentielle, lean Lecanuet avait enfia tronvé un point d'arrimage. Mais la Ve République n'evait-elle pas en raison du rêve d'indépendance du centre? Noél-Jean Bergeraux écrivait alors dans le Monde: « Au bout du compte, ce grand ennemi de la bipolarisation a tout de mème fini par plier devant la bipolarisation. (...) Reprochera-t-on à M. Lecanuet d'avoir enfin remoncé au rôle de gardien vigilant, mais sans avenir, de la pureté centriste?» centriste?»

Au mois de juin, le nouveau garde des sceaux faisait adapter l'abaisse-ment à dix-buil ans des majarités électorale et civile. Les difficultés commençaient avec les graves muti-oenes de Clairvaux au mois de juillet. Le nouveau ministre de la justice affirmait qu'il fallait tenir à l'opinion publique le double langue de l'ordre et des réformes. Dans la foutée, il créait des amissions d'urgences pour les prisons. La crise pénitentiaire se révélera particulièrement dure, fean rivélera particulièrement dure, fean Lecanuet tentera de l'enrayer en réformant notammeat la cooditian péniteotiaire (suppression de fait du casier jodiciaire, parités de salaires entre surveillants et policiers, remise ea cause des courtes peines de pri-son). Dans la bataille parlemeotaire sur le projet de loi concernant l'inter-ruption de grossesse, il se déclarait centièrement solidaire du gourenemen: la loi de 1920 n'est plus appli-cable: vollà lo dure vérité» dira-l-il, dans une ambiaace houleuse au Palais-Bourbon, à ceux qui tentaieo de le mettre en oppositian avec ses convictians de chrétien. Son passage place Vendôme sera également marqué par la réforme du divorce, votée à l'Assemblée natianale en juia 1975.

C'est également en juin de cette année que les centristes feront un pas important vers l'unité du centre. Les assises des réfarmateurs oat lieu à Paris les 14 et 15 juin en présence des formatians contractaates : le Centre démocrate, le Parti radical, le Centre républicaia, le Mauvement démocrate socialiste de France et le democrate socialiste de France et le Centre Démocratie et Progrès. Ea février 1976, le processus de fusion des deux plus importantes farmatians ceatristes (le Ceatre démocrate de M. Lecanuet, le Centre Démocratie et Progrès de Jecques Duhamel) est amorré. Le CDS est en voie de ceatristes. constitution.

Après le départ l'accassant de Mati-gnan de M. Jacques Chirae, en août 1976, Jean Lecanuet prend dans le premier gouvernement Barre le portefeuille du Plan et de l'aménage-meat du territoire. Il est l'un des trois «poids laurds» du gouverne-ment, miaistre d'Etat tout comme MM. Michel Paniatowski (RI) et Oli-vier Guiebard (UDR). Les tensions au sein de la majarité s'aggraveront, tout particulièrement après la créatian, eo décembre 1976, du RPR, percu comme une machine de guerre anti-giscardiente. Le premier minis-tre, M. Raymand Barre, qui souhai-tuit avoir les coudées franches, écartait en mars 1977 les trois ministres d'Etat.

La sortie du gouvernement de Jean Lecanuet relancera, au sein du CDS, le débat du positiannement du centre. Lors du conseil politique du CDS, le 14 mai 1977, il était accusé, à mots couvets, d'avoir trop étroitement lié le sort du centre à celui des RL Le CDS acceptera pourtant d'entrer dans le cartel électoral que représente l'UDF, dont M. Lecanuet deviendra le premier président (d le restera jusqu'en 1988). Les élus cen-tristes siégéroot dans uo groupe par-lementaire commun aux formations de l'UDF. Le président de l'UDF s'engageait résolument aux côtés de M. Giscard d'Estaing daas la campagne présideatielle, dénançant « les périls de lo politique aventureuse » de M. François Mitterrand. Après la viotoire du candidal de la gauche, il

tenlera avec M. Jacques Chirac de faire frant pour les élections législa-tives consécutives à la dissolution de l'Assemblée nationale, en regroupant l'Assemblée nationale, en regroupant le RPR et l'UDF, au sein d'une alliance baptisée « Unian pour une nouvelle majorité ». Dans la foulée du succès de M. Mitterrand, les socialistes obtiendront la majorité absolue à l'Assemblée, Jeao Lecanuet se consequeir une nouvelle [ais dans retrouvait une nouvelle fais dans l'opposition. Son scapicisme quant aux chances de modifier en profondeur les lignes de elivage de le vie politique française ne fera, eu fil des ans, que se renforcer.

«Celo me parati très difficile, pour ne pas dire impossible», répondait-il ea septembre 1985 à ceux qui l'inne pas dire impassible», repondati-il ea septembre 1985 à ceux qui l'interrogeaient sur les chances de «décrisper» la vie politique française comme M. Giscard d'Estaing avait souhaité le faire lars de son septemnat. Il se refusera à entrer dans le gouvernement Chirac de cohabitation, en 1986, jugeant que M. Mitterrand n'était pas « cohabitable» (il acceptera toutefois, comme d'autres persoanalités de l'oppositian, d'être l'un des envoyés du ebef de l'Etat lors des tensions dans le Golfe pour expliquer la positioa de la France (en lade et en Turquie, ea mois d'août 1990)). « Les socialistes n'ont pas changé, disait-il ea 1988 eprès la constitutian d'un gouvernement d'ouverture autour de M. Michel Rocard. Ils veulent simplement plumer la moisille cenuriste [pour fabriquer] un gras oiseau socialiste avec une petite aile communiste et une petite aile gras oiseau socialiste avec une petite aile communiste et une petite aile centriste... » Eternel dilemme! En 1982, au terme d'un bail de six ans, il abandonnait la présidence du CDS, qui reveoait à M. Pierre Méhaignerie, perçu, à l'époque, comme «l'homme de Giscard». Douloureuse séparation. Mais ce passioané de politique rêvait à une autre conquête: celle de la présidence du Sénat. Les mandats et foactians ne lui manguaieat pourtant pas, et il re lui manqueieat pourtant pas, et il ne cachait pas qu'il était très difficile pour un homme politique d'accepter

de « mourir un peu» en préparant sa succession. S'il quittait la direction du CDS, il restait toutefois patron de l'UDF (jusqu'en juin 1988, M. Giscard d'Estaing lui succédant alors après l'avoir poussé doucement vers la porte). La loi sur le cumul des mandats n'ayant pas encore frappé, il était alors maire de Rouen (avec les différentes présidences qui s'y rattachert, sénateur, président d'une importante commission, député euro-péen et président du conseil général de la Seine-Maritime. Il devra petit à petit ebandonuer certains de ses

En 1988, dans son vaste bureau sénatorial de président de la commissioa des effaires étrangères, de la défease et des farces armées, il coafiait qu'il lui avait sans donte manqué la rage de vaincre et l'obsesmanqué la rage de vaincre et l'obsession du pouvoir indispensables pour transformer son bel essai de 1965. Chez lui, le politique n'était jamais pervenu totalement à effacer le philosophe (il fut, en 1942, le plus jeune agrégé de France dans cette matière). D'où un léger décalage, une distance iotellectuelle que certains prenaient pour une forme de dilettantisme de bon aloi; un dilettantisme préjudicia-ble à qui veut gravir les marches du pouvoir suprême. Lors des traditionnelles rencontres d'été des jeunes centristes, il saveit, avec talent et verve, mèler l'analyse politique et les références littéraires. L'Europe - son grand combat - était souvent aa cœur de son propos. Il aimait séduire son auditoire. Il ne l'ignorait pas et ca jauait avec un plaisir aon dissimulé. Et pour tous, après plus de quarante ans de combat poinique, il faisait figure de père du centrisme, même s'il avait pris quelques dis tances avec le mouvement hui-même. ll aura disparu sans avoir vu son grand rêve d'un centre autonome se réaliser,

PIERRE SERVENT

1.

200

5. 7. ..

250

3.

AL. >

Cer.

15 (4. .).

ABOVE III

\$279

M Casella B.

Tan Bergerin

AND THE PERSON A

Des successions difficiles

ROUEN

de notre correspondant

Dirigeant politique tout-puissant d'una ville, d'un déperte-mant at d'una région, Jean Lecanuat n'eura pas su organi-ser sa succession. Si son siège au Sénat doit être occupé per dent du conseil régional, encien député RPR, qui était la premier non élu de la liste conduite par Jaan Lecanuet eux élections sénetorieles de 1986, la présidence du conseil général da Seine-Maritime et surtout le fautauil da meira da Rouan faisaient l'objet de tractations délicates avent même la décès de Au conseil général, que Jean Lecanuet présidait depuis 1974,

le situation serait presque lim-pide s'il n'y evait, pour les pré-tendents à le euccession, le handicep de l'âge. La place pourrait revenir à M. André Martin, soixenta-six ens, premier vice-président depuis que M. Antoine Rufenacht, député RPR, e abandonné, en evril 1992, l'assemblée départementale, pour la présidence du coneeil régional de Haute-Nor-mandie. Pour M. Mertin, ce serait l'evenement d'un encien de le SFIO, qui enime aujour-d'hui le Parti social-démocrete en Seine-Meritime, evec une bonne poignée d'élue municipaux, mairea, conseillers généraux et conseillers régionaux.

> La pression des « indépendants »

L'epproche des échéences cantaneles eccentue cependent le caractàra provieoira de le fonction et leisse une chance à M. Paul Caron, eoixante et onze ens, sénateur CDS, très proche de Jeen Lecanuet. Derrière MM. Martin et Caron, les candidats sont trop jeunes et déjà brisés par la « mécanique » Leca-nuet, comme M. Jean-Pierre Deneuva, énerque, conseiller général de Fécamp.

La bataille set encore plus vive pour le maine de Rouen. Jean Lecanuet evait pourtant multiplié les tantatives pour mettre en avent un successeur potentiel. Le dernier en dete était M. Claude Bébéar, patron d'Axa Assurances, second da le liste du maire sortant aux municipales de 1989. L'homme d'affaires e ebandonné la mairie un an plus tard, officiellement pour

des raisons da santé. Ces derniera mois, Jean Lecanuet avait raporté ses espérances sur M. François Geuthiar, CDS, énerque, adjoint chargé das finences, Meis ea dernier, élu conseiller régional de Haute-Normandle, n'e pas su occuper la devant de la scène publique à Rouen. Et surtout, il doit faire face au retour des «indépan dants » qui s'étaient fait voiar la place en avril 1968 par le jeune candidet centriste des présidentielles de 1965.

L'errivée à Rouan, au début da 1992, de M. Claude Heurteux, président-directeur général du groups immobilier Augusts Thouard, en éteit un signe, 8 vouleit l'investiture pour les égislatives. Meis malgré la soutien d'adjoints PR au maire, cet emi de M. Alain Madalin, membre du bureau politique du Parti républicain, e été hebilement contré par Jean Lecanuet.

C'ast einsi que M- Jeanina Bonvoisin, soinante-six ens, premier edjoint eu maire, milita fervente da le démocratie chrétienne, eet davanua l'héritièra désignée. Elue efficace chargée des affaires sociales, elle béné-ficie d'una image trae positive dans la ville. Investie personnellement par Jean Lecanuet, on la dit favorite aux législatives face eu sortent eoclaliste, Michal Bérégovoy, frare du premier

Le fauteuil du meira, elle reconnaissait peu de tampa avant le mort de son tituleira qu'alla en eppréhendeit la charge et souhaitait retrouver, si charge et souhaitait retrouver, si ella était élue député, un mandat de simple conseillère muni-cipale. Cette modestie pourrait être sa chance contre son gré. Conscients qu'ila ne cont pes encore en position de force, les cindépendants » d'hier la laisseraient volontiers occuper les lieux, retardant ainsi la réussite da M. Gauthier.

il restera enfin à la droite à se trouver un « patron » en Seine-Maritime. Le président RPR du conseil régional, M. Antoine Rufenecht, paraît tout désigné pour jouer ce rôle. Il lui faudra cependent convainere, at surtout réussir ce que le centriste Jean Lecanuet, partisan achamé de l'union de la droite, avait su faire avec le RPR dens son département : maintenir l'ordra eu sein de la famille UDF et la diriger à distance.

ÉTIENNE BANZET

Après de violentes émeutes

Le calme est revenu à Mayotte

SAINT-DENIS DE LA RÉUNION de notre correspondant

Après les violentes émeutes qui ont secoué, vendredi 19 février, la capitale Mamoudzou (le Monde daté 21-22 février), le calme était revenu à Mayotte, lundi 22 février. L'arrivée sur place de cent ciaquante gendarmes en provenance de la Réunion et d'une centaine de gardes mobiles de Montpellier a quelque peu rassuré les habitants encore sous le choc de cette explosian de violence, la plus grave qu'ait jamais connue cette col-lectivité territoriale de l'Océan Indien depuis le référendum de 1976, date à laquelle l'île a décidé de rester francaise alors que le reste de l'archipel des Comores avait opté pour l'indé-pendance des 1974. Une douzaine de membres de forces de l'ordre ont été blessés lors de ces troubles et les dégâts se chiffrent à plusieurs millions

Lundi matin, le travail avait repris dans la olupart des entreprises mahoraises, et les enfants ont pu rejoindre scolaires. Selon le député centriste de Mayotte, M. Henry Jean-Baptiste, « tout cela o été organisé et cible ». M. Jean-Baptiste souligne qu'ont été visés en priorité par les émeutiers «les instruments du progrès» sur la colleclivité locale : la société immobilière de Mayotte, la Caisse de prévoyance

sociale, la Chambre professionnelle et

l'Office du tourisme.

Selon M. Jean-Bantiste la présence « de nombreux Comoriens » parmi les manifestants montre bien qu'il y a eu «un ciblage» des opérations. Sur la collectivité territariale, le rumeur publique met en cause le Front démo-cratique comorien (FDC), mouvement indépendantiste miaoritaire ainsi que ns éléments du RPR local. «Ca se du dans le pays », indique le député

Pour sa part, dans un communiqué rendu public samedi à la Réunion. M. Mansour Kamardine, secrétaire du RPR à Mayotte, s'interroge « sur la responsabilité de ces actes de vio-lences ». « Dès le 10 février, indique M. Kamardine, j'ai demandé la tenue d'une réunion extraordinaire du conseil général. Les autorités ont répondu par un mur de silence. Pour-quoi le préfet n'a-t-il pas pris les mesures odéquates pour renforcer les dispositifs de sécurité dont il o lo charge? On a l'impression que Mayotte n'est plus administrée!» Candidat «iadépendant» aux élections legislatives contre M. Jean-Baptiste, iovesti par l'UPF, le secrétaire du RPR à Mayotte a reçu le soutien du journal indépendantiste Uhuru, qui signifie « indépendance » en swahili

AUX DUQUX

Moi, je veux PLUS de

MAKE THE PAPER OF THE

The State of the S

Haute-Normandie: retour annoncé à l'équilibre gauche-droite

Après l'étonnante razzia de 1988 — treize sièges sur dix-sept les socialistes espèrent conserver la moitié des circonscriptions

ROUEN

de notre envoyé spécial

Pour la première fois depuis plus de quarante ans, le maire de Rouen, M. Jean Lecanuet - décédé lundi 22 février (lire page 8) – n'aura pas assisté à la campagne des élections législatives. Le 28 mars pourtant, au soir du second tour, le retour à l'équilibre politique entre la droite et la gauche, en Scine-Maritime et dans l'ensemble de la Haute-Normandie, sera, de beaucoup, sa propre victoire. Dès l'été dernier, avant sa maladie, «le roi Jean», comme on eppelle parfois M. Lecanuet à Rouen, s'était entendu evec le nouveau président du conseil régional, M. Antoine Rufenacht (RPR), pour aboutir à une candidature unique et à un partage

A SHARE THE SECOND

parfait des douze circonscriptions de Seine-Maritime entre les deux grandes familles de l'actuelle opposi-tion. Et, en dépit des velléités des appareils parisiens du RPR et du Parti républicain pour le remettre en question, l'accord a résisté.

Question, l'accord a résisté.

Dans sa ville même, le maire de Rouen a dû tenir bon face à la véritable pré-campagne lancée, des evant les élections régionales, par le président du groupe immobilier Auguste-Thouard, M. Claude Heurteux, membre du bureau politique du Parti républicain et proche de M. Alain Madelin. « Vous n'êtes guêre connu», aurait dit, dans un premier temps. M. Lecanuet au prétendant. Le chef d'entreprise en tira spontanément la conclusion qu'il lui fallait donc se faire connaître. Mais lorsqu'il découvrit, pen après, les affiches de l'impa-

tient M. Heurteux sur les murs de Rouen, l'ancien président de l'UDF, qui avait fait lui-même une entrée fracassante sur la scène politico-mé-diatique lors de l'élection présiden-tielle de 1965, se dit que l'heure de sa succession n'avait pas encore sonné. Il commanda un sondage, réu-nit ses proches et fit promettre à chacua d'eux d'en respecter les ensei-

C'est ainsi qu'anjourd'hmi le roi de l'immobilier de bareau a dû céder le pas à une ancienne secrétaire des papeteries de la Chapelle-Darblay. Présidente de l'important office d'HLM de Rouen – eune fonction qui vous épuise un bonhomme », dit-elle, – puis premier adjoint au maire, M.— Jeanine Bonvoisin a été investie par EIDE dans le première circume.

voy, qu'elle a toujours battu depuis dix ans aux élections cantonales.

dix ans aux élections cantonales.

De tous les députés socialistes sortants, le frère du premier ministre est considéré, dans le département, comme le plus menacé. Elu pour la première fois en 1981, il avait été réélu en 1988 avec 51,25 % des suffrages seulement face à M. Jean Allard, le président-directeur général de Paris-Normandie, dont M= Boavoisin était alors la suppléante. Comme deux autres députés sortants, MM. Jean-Claude Bateux dans la cin quiéme circonscription (Maromme) et Paul Dhaille dans la sixième (Lillebonne) – élus l'un et l'autre, en 1988, evec près des deux tiers des suffrages, – M. Bérégovoy a été bettu en 1992 aux élections cantonales, à l'occasion, il est vrai, d'une tonales, à l'occasion, il est vrai, d'une triangulaire où le candidat des Verts ment pas de bon augure,

> Les tribunes de M= Bredin

Parmi les élus de 1988, deux autres socialistes sont engagés dans des combats à l'issue incertaine. Ministre de la jeunesse et des sports et maire de Fécamp, Mª Frédérique Bredin fait l'admiration de ses voisins du Havre, aussi bien M. Rufenacht que M. Daniel Colliard, premier adjoint su maire et candidat à la succession de M. André Duronéa la succession de M. André Duroméa, le scul député communiste sortant du département, qui, âgé de soixante-quinze ans, e décidé de ne pas se représenter. Le jeune ministre e enrôlé pour sa campagne nombre de sportifs et de membres du gouvernement. Elle distribue médailles et ballons et, bien sûr, l'autre jour, elle assistift, dans les tribunes, au match de football Le Havre-Marseille. « On paul dien grielle as députes. peut dire qu'elle se démène », com-peut dire qu'elle se démène », com-mente M. Colliard. «Mais elle en fait peut-être un peu trop pour les Cau-chois», ejoute un proche de M. Lau-rent Fabius. Elue en 1988 avec moins de neul cents voix d'avance sur M. Charles Revet, aines député (UDF-PR) sortant, M. Bredin va retrouver le même adversaire, mais dans un contexte évidemment moins

favorable à la gauche. Ancien président de l'université de Rouen, M. Dominique Gambier se trouve également dans une situation rendue plus difficile par le reflux socialiste. Après un échec aux élections municipales à Déville-lès-Rouen, il retrouvera son adversaire de 1988, M. Pierre Albertini, maire de 1988, M. Pierre Albertini, maire (UDF) de Mont-Saint-Aignan, qu'il n'avait battu que de 154 voix. Son atout principal réside dans les dégâts que pourrait causer la candidature «sauvage» de M. Gérard Simon, ancien secrétaire départemental du RPR et conseiller général de Mont-

Les autres députés socialistes sortants ne sont pas pour autant à l'abri d'une mauvaise surprise. Selon les pires prévisions de certains responsa-bles de la fédération de Seine-Mari-time du PS, le nombre de réélus convenir se limiter à castre le conpourrait se limiter à quatre : le pre-mier secrétaire, M. Laurent Fabius, pour lequel la seule incertitude serait

d'être mis ou non en ballottage à l'issue du premier tour de scrutin; M. Pierre Bourguignon, maire de Sotteville-lès-Rauen, qui avait éliminé le directeur de l'Humanité, M. Roland Leroy, en 1988; MM. Bateux et Dhaille qui, malgré leur échec aux dernières élections cantonales, sont élus dans des circonscriptions très à gauche, où M. François Mitterrand avait obtenu plus de 65 % des suffrages en 1988.

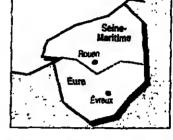
Confiant dans la bonne étoile de l'opposition, le président de la région, M. Rufenacht, se rappelle qu'il y a cinq ans, avec de meilleurs candi-dats, la droite n'eurait d'ailleurs dats, la droite n'eurait d'ailleurs jamais du perdre des circonscriptions qu'elle avait su conserver en 1981 au plus fort de la marée rose: la dixième, celle d'Yvetot, où M. Jean-Marie Leduc, maire de Tôtes, avait battu le président du conseil régional de l'époque, M. Roger Fossé (RPR), et la douzième, où, parachuté du Pebit-Quevilly, M. Alain Le Vern, aujourd'hui maire de Saint-Saëns, avait éliminé un autre député sortant avait éliminé un autre député sortant RPR, qui se refusait presque à faire

A Dieppe, dans la onzième cir-conscription, M. Rufenacht ne désconscription, M. Ruternacht he des-espère pas que, discrètement, le tan-dem formé par les deux maires communistes de Dieppe et du Tré-port vienne finalement donner « un pelit coup de main» à son candidat, M. Edouard Leveau (RPR), contre le socialiste sortant, M. Jean Beaufils, dans l'espoir de mieux se prémunir pour les prochaines élections munici-pales. Lui-même désireux d'entrer, un jour, par la grande porte à la mairie du Havre, l'ancien secrétaire d'Elat de M. Raymond Barre attend enfin, evec intérêt, les conséquences de la candidature de trois adjoints de de la candidature de trois adjoints de M. Duroméa, M. Colliard pour le PC, M. Joseph Menga, ancien député, pour le PS, et M. Bernard Despierre, consciller régional, pour Génération Ecologie, face à M. Agathe Cahierre (UDF-CDS), qui lui a succédé dans son propre

> Les quatre fils de l'Eure

Dans le département voisin de l'Eure, les deux députés sortants de l'Eure, les deux députés sortants de l'actuelle opposition, MM. Jean-Louis Debré (RPR) et Ladishas Poniatowski (UDF-PR), n'ont pas davantage de souts. Faisant référence à l'accident de voiture d'ortime, certains de ses adversaires se laissent même aller à douser: «Assuré d'être réélu, il lus suffit dans cette campagne de répon-dre aux centaines de messages de sympathie qu'il a reçus.» Il n'en va pas de même pour les socialistes, dans ce département où, curieuse-ment, deux d'entre eux ont préféré ne pas se représenter.

Dans le nord, le directeur du cabi-net de M. Delnrs à Bruxelles, M. Pascal Larry, tente ainsi de reprendre la succession de M. Freddy Deschaux-Beaume, face à M. Jean-Claude Aspite, maire (RPR) de Ver-non (lire l'encadré). A Evreux, le sup-pléant de M. François Loncie, secré-taire d'Etat eu plan, M. Alain



Bureau, a pu glisser d'une circons-cription à l'autre, grâce au retrait de M. Alfred Recours, il compte surrout sur l'imbrogio qui règne ici à droite. La deuxième circonscription de l'Eure est, en effet, la seule de la région à devoir arbitrer une primaire entre deux conseillers généraux de l'opposition: M. Bernard Blois (UDF-PR) et M= Catherine Nicolas

A ces deux candidatures, s'ajoutent encore celle de M™ Anne Mansoureh, qui avait déjà conduit une liste aux dernières élections régionales, et surtout celle de M. Victor-François de Broglie, conseiller général de Rugles - et « le quatrième fils » de l'Eure, après MM. Debré, Poniatowski et Bernard Tomasini, candidat suppléant de M. Asphe à Vernon

—, dont le nom conserve tout son prestige, notamment dans les zones rurales.

Dans la quatrième circonscription enfin, celle de Louviers, la plus à gauche du département, M. François Loncle a longtemps hésité, après son échec aux élections cantonales de 1992 à Pont-de-l'Arche. Il pouvait espérer, lui aussi, uoe division au sein de l'opposition, meis son concurrent de 1988, M= Odile Proust, maire (RPR) de Louviers, a préféré s'effacer au profit d'un chef d'entreprise du Vaudreuil, M. Bernard Leroy, premier vice-président (UDF) du conseil régional de Haute-

Dans les dix-sept circonscriptions de la région, l'élection devrait ainsi se résumer à un très classique affrontement droite-gauche. Le Front natio nal ne paraît en mesure de troubler le jeu que dans la cinquième circonscription de l'Eure, celle de Vernon, où il a devance le PS aux dernières élections régionales, Quant eux écolo-gistes, à moins d'une surprise à Rouen (1x) et au Havre (84), les étaismejors des Verts et de Généralion Ecologie n'ont recensé aucune circonscription de Haute-Normandie parmi la centaine de secteurs électoraux, dits « cent cibles », où leurs représentants seraient susceptibles de peser sur les résultats du second tour,

JEAN-LOUIS SAUX

► Naus avons déjà enalysé le préparation des élections légis-latives dens le Limouein, en Alsace, en Languedoc-Roussilion, en Bourgogne, en Auvergne, en Bretagne, dans le Centre, en Champagne-Ardenne et en Corse (le Monde des 3, 4, 5, 6, 10, 13, 16, 18 et 19 février).

Cette semaine, dialoguez avec **Alain** Juppé

Un « eurocrate » dans la campagne

pour lee sommets mondieux.

VERNON (EURE)

de notre envoyé spécial

«Chut!» Le candidat s'impetiente. Le directeur de cabinet du président de la Commission des Communautée européennes, M. Pescai Lamy, ne comprend plus comment on peut passer autant de temps sur le projet de la déviation voisine, tant attendue par cet ouvrier de Renault-Fline, qui ne cesse de l'interrompre. «De toute façon, le problème de la vitesse des polds lourds dans la descente du villege, ce n'est pes mai, qui voutrais le régien vo On l'interroge sur l'emplo? il répond par le crélé-travail », cette methode "d'event?" peut-etre encore un peu trop subtile, qui permettra, un jour, à bien des hebitants du Vexin normand - et à d'eutres - de travailler, eens être contrainta de perdre leur temps de vivre dans les trans-

Le député sortant, M. Freddy Deschaux-Beaume, e pourtant fait lee choses comme il faut, pour une réunion d'appartement. Sitôt paesée, sur le megnétoscopa famille!, la vidéo qui présente astucieusement son euccesseur potentiel, «Freddy», le pied-noir, offre l'epéritif, à la bonne franquette, façon Roger Hanin : «Tu l'ee vu, Jecqueline ? C'est une grosse tête, mais qui n'e pas la grosse tête. Mes amis, vous allez vérifier maintenant que l'original est bien conforme eu film. Sophie, tu veux pas aller nous chercher des verres; pour Jac-

Aprèe douze ens de mandat, M. Deschaux-Beeume e préféré raccrocher, pour voir enfin gran-dir sa peute dernière. Meie juequ'au 28 mers au moins, il fera tout ce qu'il faut pour transmettre le témoin à la « grosse tête » venue de Bruxelles, cet ancien arade de la section socialiste de Gisors, devenu depuis lors le esherpan de M. Jacques Delors

Après la campagna pour Masstricht, je me suis rendu compte que l'on avait peut-être perdu le que l'on avait peut-être perdu le contact, reconnaît M. Lamy. Et puis, devant la chronique de la défaite annoncée, je me suis dit qu'il faudrait un dernier carré, pour tenir. Ma candideture repose sur des raisons beaucoup plue pessionnelles que rationnelles. Elle s'explique un peu par

Après un temps de réflexion, à la fin du mois d'octobre dernier, c'est décidé : Pascal Lamy sera le candidat socialiste de la cinquième circonscription de l'Eure. Et la tranquille mécanique de ce brillant fonctionnaire, à l'ellure militaira, capitaine de corvette en réserve mais marathonien d'ective, que, partout, l'entreprise privée s'erracherait à prix d'or, se met en marche, pour le service public : campagne de notoriété par voie d'affiches, lencement d'un questionneire, réunions, chaque dimanche, dene la propriété familiale, du comité de priete l'aminie, du contre de pilotège pour éteblir le pro-gramme des jours à venir, accueil de neuf ministres de sa généra-tion – « pas un seul éléphant », précise-t-il. – eene compter M. Delors lui-même, finelément empêché de venir, à la mi-février, par une manifestation d'egricul-

> Soirée crêpes, soirée potée et bal

« lls représentent moins de 5 % des ectifs dans la circonscription. Mais ils occupent encore plus de la moitié des mairies. La France e le cul plombé par le découpage communal et sa tradi-tion rurales, note le candidat, un rien rageur. Ecrasée entre Rouen et l'Île-de-France, la circonscrip-tion e voté à 55 % pour le « non » à Masetricht : une manière d'evouer sa peur de l'Eu-rope. «Le seul atout d'un député

normal, ce sont ses reletions politiques. Dans un régime plus libéral, Pascal, lui, aura en plus les relations économiques. Notre circonscription sera connue à Washington, à Tokyo, à Berlin. » C'est Freddy Deschaux-Beaume qui l'assure, devant les électeurs.

Mais en attendant de devenir le député «efficace» qu'il promet d'être M. Lamy doit d'ebord emprunter l'itinéraire obligé d'un quelconque cendidet : soirée crèpes à Hecqueville, soirée potée à Châtaeu-sur-Epte, puie bal du 517- régiment du train à Vernon, dans le propre fief de son adverseire RPR, M. Jean-Claude Asphe, ardent défensaur de cnon à à Maestricht. Celui-ci ravient justement, ce soir-là, de bal de la Saint-Veientin, eux Andelvs, la commune de M. Deschaux-Beaume.

« Face à un grand personnage de l'Etat socialiste, je me consi-dèra comme l'outsider », dit cet encien boxeur, reconverti dans le commerce. Lui reproche-t-on de ratisser, en enmpagnia de son suppléant, M. Bernard Tomasiri, le plus à droite possible? « J'ei été le premier maire à prandre des sanctions - contre l'un de mes adjoints, beau-père de Carl Lang, quand il est passé du RPR eu Front national», se défend-il. Puia, tout eusaitôt eprès, M. Asphe ajoute cet autre titre de gloire : « J'ai été condamné bien avant M. Baudis, le maire de Toulouse, à marier une Algé-rienne en situation irrégulière. » A Evreux, pandant ce temps, dans le petit local da le fédéra-tion du PS, on se dit ravi des audaces du nouveau candidat de le cinquième. La lendemain, on se ravise : n'en ferait-il pas trop i On espère eurtout qu'entre la droite musclée et «l'eurocrate parfaits il y aura, fin mars, euffisamment de « déchets eu centre >, pour profiter à «l'ami Pas-

Moi, je veux de l'espace et une ville moins encombrée ! PLUS de transports en commun, c'est PLUS de trottoirs pour marcher.



La préparation des élections législatives

Les habits neufs du candidat Rocard

ELECTIONS

LEGISLATIVES

SUR

EUROPE 1

Les rendez-vous

au quotidien

7h20

"Toute la

campagne

en parle"

12h50

"Carnets de

campagne"

EURÖPE 1

uite de la première page

Dans un contexte où clie semhlait devoir chaque jour davantage courber l'échine sous le poids de la sanction électorale annoncée, la gauche était désemparée. Les socia-listes avaient besoin d'autre chose dernier carré de la garde outour de la citadelle présidentielle : les voilà sans doute rassurés. D'autant que Miehel Rocard e mis à profit sa prestation à «7 sur 7» pour lever es amhiguîtés nées de son discours de Montlouis-sur-Loire: non, il ne s'agit pas de liquider le PS, mais majorité présidentielle; non, il ne s'agissait pas de débaucher les états-majors centriste et écologiste, mnis hel et bien de s'adresser à leurs électeurs. Mais, ianlés, les socialistes ont d'abord besoin de s'assurer qu'ils seront la force dominante de la prochaine opposition. S'ils creusent l'écart avec les écologistes, il leur sera posible, dans la préparation de la présidentielle, de négocier evec eux en posi-tion de force. S'ils sont trop faibles, le congrès que Michel Rocard souhaite ne sera pes consacré à la rénovation, il sera celui des règlements de comptes, chacun se renvoyant ls responsabilité du désastre; et les écologistes seront ennfortés dans leur attitude « ni gauche, ni droite», qui n'est jamais que la justification d'une présence autonome, de démarches personnelles, en vue du scrutin présidentiel:

La condition majeure du rebond que Michel Rocard voudrait donc organiser sprès mars 1993 réside bien dans le résultat législatif du PS. Or, c'est là que le bât blesse. A ce jour, le maire de Conflans n'a pas encore su établir clairement un lien entre la recomposition, qu'il souhaite, et le vote socialiste des 21 et 28 mars. Laurent Fahius lui a cortes permis d'éviter que as démarche n'apparaisse comme une relance de la guerre des courants; là où François Mitterrand n'était pas loin de suggérer que Michel Rocard, une fois de plus, divisait les siens. Mais cet obstacle-là étant franchi, encore fallait-il montrer en



quoi le fait de voter socialiste dans un mnis peut aider à la constitution du vaste mouvement que l'ancien premier ministre sppelle de ses vœux. Avant que l'espnir, à gauche, se réincarne en Michel Rocard, avant de mettre sur pied un projet mobilisateur, il fallait, et il faut toujours, donner une raison simple et claire de voter socialiste, celle-ci étant la condition d'une recomposition ultérieure. A ce

L'impossible explosion

Or, si l'opération lancée à Montlouis-sur-Loire n'est pas un levier qui permette aux socialistes de se rapprocher, dans la meilleure des hypothèses, du seuil maximal fixé par François Mitterrand (25 %), Michel Rocard sera considéré lui eussi comme perdant. Et il perdra, en effet, le moyen de faire aboutir, son projet. A sa décharge, force est de reconnaître que les deux inter-ventions présidentielles ne lui ont été d'aucun seconrs : signe des temps, il y a peu de chance que les prestations télévisées du chef de Etat fassent progresser les intentions de vote en faveur des socialistes. Il convient eussi de ne pas oublier que nous vivons une situation inédite sous le Ve République ; celle d'une opinion stable dans sa détermination de sanction-ner un pouvoir depuis au moins un an ; celle aussi d'élections préparées par tout ce qui n'est pas la droite comme s'il é'agissait d'un scrutin proportionnel à un tour; si bien que seuls le RPR et l'UDF ont un comportement organisé qui s'ec-corde oux nécessités dn scrutin majoritaire, les autres allant à la bataille dispersés et isolés.

Pour redresser une opinion durablement hostile et pallier les inconvénients d'un tel éclatement de forces, il eût fallu, non pas l'annonce d'un «hig bang», mais bel et bien une explosion immédiete hors de portée de quelque acteur politique que ce soit.

En outre, si «l'uninn de le gauche» chère au président de la République ne représente plus, en France, que 30 % du corps électoral, ce n'est pas – pas sculement – parce que le PS tel qu'il est, comme d'ailleurs le PC, sont à ranger parmi les «oripeaux» énoncés par Brice Lalonde. C'est aussi et surtout parce que le pays condamne un bilan, celui des trois millions de chômeurs, et un système de pouvoir, celui qui e permis que nsissent tant d'«affaires». Dans ces conditions, il n'était pas inutile, pour Michel Rocard, de tenter de poser les fondations de la nouvelle maison qu'il veut bâtir, précisant son analyse de la société, en traçant les contours des nouvelles frontières de ls vie politique à partir desquelles celle-ci pourrait être organisée.

La nation et l'Etat

Les deux thèmes qu'il met en avant – la nation et l'Etat – sont de ce point de vue inégalement pertinents. La nation? Il fant qu'elle soit « ouverte » ou « fermée», dirait le sociologue Alain Touraiue: le débat sur la ratification du traité de l'union européenne e bien monré qu'il y svait en effet une nouvelle frontière politique, séparant deux visions de l'avenir du pays, et constituant, pour peu que les acteurs politiques mettent leurs actes en conformité avec leurs pensées, le levier de vraie recomposition. L'Etat? Celui que Michel Rocard voudrait restaurer continue en fait d'opposer de façon classique nne droite qui affirme que là où l'ou peut se dispenser d'Etat mieux cela fonctionne, et une gauche qui voudrait

bien ou contraire refaire de l'Etat

Pour la cohabitation qui vient et

la questinn urgente des acquis

sociaux, ce devrait là être l'occasion d'une bataille politique nrdinaire, nullement porteuse, eu contraire, de recomposition. Mais le mérite principal de Michel Rocard est d'evoir cette fois mis le doigt sur la plaie sociale. Ce qui s disparu dans ce pays, pour le plus grand numbre, e'est un espuir social. La gauche s'est contentée, notamment lorsque Michel Rocard était premier ministre, d'un «affiehage de gauche», selon des normes elassiques : on a frappé les riches, svec l'impôt sur la fortune, et protégé les exclus, avec le RML Moyennant quoi, on a pu faire tranquillement du libéralisme quand ce n'était pas du monétatisme : peu importe, croyait-on, dn moment que l'affichage de gauche était préservé l'Or le problème français, celui que Michel Rocard premier ministre a proposé, est bien celui de ces classes moyennes suhurbaines, de celles et ceux qui suhissent en cascade tous les problèmes de la société française largement concentrés dans les banlieues qu'elles habitent : qu'il s'agisse de la sécurité, des problèmes de transports, de logement, de l'école, etc.

Sachant que nous ne sommes dejà plus, comme le dit Michel Rocard, dans une société de lutte de classes, mais que nous glissons inexorablement vers une société de ségrégations, il n'est que temps, en effet, de s'en préoccuper, de tenter d'eccorder l'action publique et l'état réel de la société et d'inciter la gauche à forger l'idéologic « proessiste» des classes moyennes qui leur fait défaut. La première étape de ce très long parcours était sans doute que le candidat « naturel » des socialistes laisse au vestiaire son costume de technicien de l'action gouvernementale et remette des bebits nenfs : ceux d'un homme politique capable d'un diagnostic et d'une vnlonté. Pour co qui concerne au moins cette étape-là, cela semble chose faite.

JEAN-MARIE COLOMBANI

ci Alpes-Maritimes: MM. Pasqua et Séguin sontienneut M. Asso (RPR) contre le sortant UDF. – MM. Charles Pasqua et Philippe Séguin vicnnent d'epporter leur total soutien» à M. Bernard Asso, conseiller général (RPR), qui a décidé de maintenir sa candidature dans la troisième circonscription des Alpes-Meritimes contre le député sortant (UDF-PR), M. Ruddy Salles, conseiller municipal de Nice, anquel, pourtant, l'UPF a accordé son investiture. M. Jean-Marie Le Pen est lui-même candidat dans cette circonscription. « Pour participer à lo mojorité de demoin, estiment MM. Pasqua et Séguin, dans une lettre adressée à M. Asso, nous ovons besoin d'hommes de convicuon, courageux, déterminés, refusant la fatalité et profondément attachés aux valeurs républicaines. » — (Corresp. rég.)

3615 ELIR LÉGISLATIVES

Partez en campagne

3615 ELIR

PROPOS DE CAMPAGNE

M. DUMAS (PS)

«Les abus de la justice»

Au cours d'un meeting, samedi 20 février, dans la benlieue de Pétiqueux, a affirmé : « La justica en France est sortie de son lit. Il serait temps que l'on mette fin aux agissemente des juges politiques qui s'en prennent au pouvoir (...). Je respectais la justice, dont j'ai été l'suxiliaira pendent suffisamment inngtempe, pour pouvoir dénoncer aujourd'inui ses ebue, lorsqu'ils se passent au mépris de le préeomption d'innocsncs, du respect du secret de l'instruction et qu'à chaque fois cela atteint l'un des nôtres. Je die « oui » à le trensparence, « non » à la déviation de la justice devenue instrument de la vengeance politique. »

« Que restera-t-il, e souligné M. Dumas, d'un Etat républicain si demsin la justice est dévoyée, le police est complice, les rouages de l'Etat sont entre les maine de factions ou de factieux. » Le ministre des affaires étrangères e aussi dénoncé un climat, qu'il e qualifié de « préfasciste », « où l'on s'enprend aux personnes, à leur honneur, à leur réputetion. Un peucomme en 1934, en 1936 ».

M. LALONDE (GE)

«Le RPR dominant

et arrogant.)

«Nous evons connu le Perti socialiste dominant et errogent, nous risquons de conneître le RPR dominant et errogant.», a effirmé M. Brice Lalonde, invité, dimanche 21 février du « Fotum de Radio-J.», event de précieer que « maintenant, l'affaire du PS étant faite, il faut faire celle du RPR.». Le président de Génération Ecologie, tout en estimant que les récentes déclarations de M.—Roçard-constitueient « du miel pour un écologiste.», e jugé que « l'acteur principal de le restructure tion, totalement muet, ce sont les centristes, le CDS, l'UDF ou une partie de l'UDF.».

M. MAUROY (PS)

« Maccarthysme antisocialiste »

Lore d'une conférence de presse, samedi 20 févrler à Lille, M. Pierre Meuroy e déclaré : «La france mérite mieux qu'un maccarthysme entisocieiste. Personne n'y retrouvera son compte. » Affirment que les inculpations d'élus visaient eutent le droite que le geuche, le maîte de Lille e demendé : « Pourquoi le silence pour les uns et le tintamarre pour lee autres ? Arrêtons, cessons de pourrir le climet. » Il e ejouté, e propoe de l'affaire ORCEP : « C'est une diversion orgenisée per le droite, une orcheetration et une véritable machination. »

L'encien premier ministre e aussi annoncé qu'il était décidé à s'engager « dans la bataille pour diminuer le temps de travail à trentecinq heuree», essurent : « Nous devrions d'ailleurs reprendre ce qui fut l'un das plus beaux slogens eocielietes : changer le vie » Il e ejouté : « Nous devons défendre notre bilen eociel — meilleur qu'en 1936, — qui est bon, et un bilan économique que l'on n'ettendait pas de la part de la gauche », estiment que « le droite et le réforme constituent en fait un couple aussi bien essorti que Jacques Chirac et Veléry Giscard d'Estaing. »

M. MARCHAIS (PCF) Une force politique

pour se défendre

M. Georges Merchais e jugé, dimanche 21 février, à «L'heure de vérité», sur France 2. que les déclarations de M. Michel Rocard sur le nécessité d'un « big bang» politique constituent un « événement extrêmement important dans la campagne électorale». « Lee Français doivent se poser une question nouvelle, e précisé le secrétaire général du Parti communiete: si le Parti sociellste disparaît en tant que parti, renonce au terme socialiste, et s'engage dens le mouvement dont (M. Rocerd) a parlé, eur quelle force politique vale-je pnuvoir m'appuyer pour me défendre, face à la politique de la droite, qui sera extrêmement mauveise pour notre peuple et pour notre peys? » La eeule téponee poselble, eelon M. Marchais, est de voter pour le

Perti communista. Le secrétaire général du PC e capendant affirmé qu'eu second tout des élections légielatives son parti « fera barrage à la droite, sur le base de la réciprocité ».

M. LÉOTARD (UDF)

Ni juges de droite ni juges de gauche

Commentent dimenche 21 février, eu « Grend Jury RTL-le Monde », les propos de MM. Roland Dumas et Pierra Mauroy sur la justice et les « affaires » (lire par ailleurs), M. François Léotard e notemment décleré : « Ce n'est pes de la geuche que l'on peut sujourd'hui ettendre de leçon (...). L'espn't de la République était menacé quand on pariet de policiers de droite et de policiers de gauche ; il l'est quend on parle d'enseignants de droite et d'enseignants de gauche ; il l'est a fornion quand on parle de juges de droite et de juges de gauche. » Le meire de Fréjus e confirmé qu'il avait déposé un pourvoi en cassation contre le non-lieu partiel dom il e récemment bénéficlé, « Il est important pour moi d'avoir un non-lieu clair », e-t-il dit.

M. Léctard, qui e quelifié da « non-événement » l'initiative de M. Rocard, s estimé que le droite devreit elle-même « vérifier ees propres structures, sa composition, son organisation » efin de « redéfinir à l'intérieur de l'opposition d'aujourd'hui et de la majoiné de demain une force entraînant devantage les Français ». Evoquent le revendication écologiste, qui n'est ni « une mode » ni « un caprice », il e précisé : « il ne faudra pas que la future mejorité se referme sur elle-même. »

Enfin, M. Léotard e souhaité que le prochain gouvernement mette la réforme institutionnelle à son ordra du jour. Il s'est prononcé pour une évolution « vars un système un peu pour pour le constitution de la constitution de

M. LE PEN (FN)

Viol de la séparation des pouvoirs

Invité du Forum RMC-l'Express», dimenche 21 février, M. Jean-Marie Le Pen a accusé le président de le République et le gouvernement de violet « en permenence la séparetion des pou-voirs». Le président du Front M. Rolend Dumes, ministre des affaires étrengères, reproche à la Préconisant «une reconstruction institutionnelle et morele de l'Etat », M. Le Pen e estimé «indispenseble que les effairee soient purgées à fond et que suffisam ment de juges, pourquol pas un per département, puissent faire toute la clarté». Le chef de file de l'extrême droite e demendé au «premier ministre de la prochaine léaislature » de « prendre l'engagement solennel d'ouvrir toutes les possibilités eux megistrats de façon que l'on puisse vider l'abcès après l'evoir débridé».

Après avoir téaffirmé que « la droite ne devrait pas cohebiter », M. Le Pen l'e appelé à mettre fin à son ettitude d'« ostracisme » à l'égard du Front national. Interrogé sur le « big bang » politique prôné par M. Michel Rocard, il e déclaré « préférer Adam et Eva eu choc des neutrons ». « M. Rocard a profité du PS et il s'en va maintemant sur la pointe des pieds au moment où le navire coule, et où les rets e'en vont », e dit M. Le Pen.



The second secon

m a Toulous i commando l

La directrice du la le Berck-sur-Mer est in

The second secon

Le Comité.

هكذامن الأجل

M. LEOTARD (US)

S CE CIUM

- 10 Co Garde

33 160 160 34 160 160 35 28 160

1

500g

12.0

. 1

2.125

: Tier -rail

1.081

--(- s

M LE PEN (FN)

. . .

. .

. . .

薄制经济格 人名吉

Cité dans le rapport parlementaire sur la Mafia

Pagano a été remis à la police italienne

M. Giacomo Pagano, mis an cause par la commission d'enquête parlementaire sur les activités de la Mafia en France, a été interpellé samedi 20 fèvrier à Cagnes-sur-Mer (Alpes-Maritimes) sur ordre du ministère de l'intèrieur. Il a àté aussitôt reconduit à la frontière pour être remis aux autoritès italiennes. Depuis plusieurs mois, celles-ci souhaitaient l'entendre afin de le confronter à deux mafieux siciliens «repentis», Leonardo Messina et Antonio Calderone, qui l'ont accusé d'être le représentant de Cosa Nostra à

GRENOBLE

de notre correspondant

M. Giacomo Pagano avait souhaité, il y a quelques jours, prendre quelques distances avec le «milieu»

M. Michel Albarède, qui avait d'un des deux modestes apparte-déclaré le 2 février (1) avoir fair stop-per les enquêtes dès la publication du dont le loyer s'élève à 2 100 francs. M. Michel Albarède, qui avait déclaré le 2 février (1) avoir fait stopper les enquêtes dès la publication du nom de ce résident italien dans la presse, et très sollicité par les journalistes qui souhaitaient le rencontrer, M. Pagano s'était donc réfugié chez des amis installés sur la Côte d'Azur.

C'est là que les policiers l'ont interpellé, samedi 20 février, avant de le reconduire à la frontière francoitalienne. Depuis une condamnation pour proxenétisme et une autre pour proced de bijour desant de 1921 pour proxenentsme et une autre pour recel de bijonx datant de 1981, M. Pagano faisait l'objet d'un arrêté d'expulsion qui fitt à l'époque exécuté. Il avait alors abandonné le bar qu'il possédait à Grenoble et regagné sa ville natale de Sommatino en Sicile. Mais il était revenu vivre en France en 1991 auprès de son énouse. France en 1991 auprès de son épouse française, sans alors éveiller les soup-

L'bomme, âgé de cioquante-ocuf ans, qui semble vivre très modeste-ment, disait avoir été employé, jus-qu'à ces derniers mois, dans une quelques distances avec le «milieu» grenoblois qui l'incommodait. Toujours étroitement surveillé par la police malgré les affirmations du procureur général de Grenoble,

qu'u a ces dertites mois, dans une entreprise de déménagement. Aujourd'un au chômage, il prétendait vivre grâce à la pension d'invalidité versée a son épouse, d'un montaot de 3 400 francs, et des revenus issus préside M. François d'Aubert (UDF),

« Plaque tournante »

Lors des rares entretiens qu'il a accordés, M. Pagano, qui parle avec de grandes difficultés le français, a de grandes difficultés le français, a vigoureusement écarté les accusations portées contre lui. Il n'a, affirme-t-il, aucun lien avec la Mafia, même s'il recomnaît avoir fréquenté le chef présumé d'une des grandes familles mafieuses de son village, Calogero Pulci. « Sommatino est une petite ville [elle compte 8 000 habitants], il set donc naturel une tott le monde se est donc naturel que tout le monde se connaisse. Mais je suis convaincu que mon ami n'o rien à voir avec lo Mafia.» Les policiers italiens en doutent comme ils s'interrogent sur le rôle précis joué par M. Pagamo qui figure sur une liste de 267 personnes soupçonnées d'appartenir à cette organisation et dont 265 ont déjà été

Plus de cinq ans après l'attentat meurtrier du supermarché Hipercor

Arrestation à Toulouse d'un membre présumé du commando Barcelone d'ETA

Les enquêteurs de la police judiciaire ont arrâté samedi 20 février, dans un café du centre de Toulouse, M. Rafael Caride-Simon, quarante-sept ans, présenté comme un responsable de l'organisation clandestine basque ETA. Recherché dix ans, tant en Espagne qu'en France, il aurait dirigé plusieurs mois durant à la fin des années 80 un commando en Catalogne qui sarait l'autaur d'un des plus sanglants attentats perpetres outre-Pyrénáes.

> BAYONNE de notre correspondant

Vingt et un morts et quarantedeux blessés: l'engio qui explose le 19 juio 1987 dans le supermarché Hipercor de Barcelone secoue par sa gravité toute l'Espagne alors en pleine campagne pour les élections municipales. Cet attentat est rapidement attribué par les autorités à l'or-ganisation clandestine basque ETA et, plus précisément, à son commando Barcelone. Ce groupe avait pris pour cible des objectifs suscepti-bles, selon ses responsables, d'amener le gouvernement de Madrid à

Vivement condamoè de toutes parts, cet attentat avait même sus-cité la réprobation de la coalition indépendantiste basque Herri Bata-suna (Unité populaire), habituellement identifiée comme le bras poli-tique d'ETA. Celle-ci avait soutenu avoir prévenu la police suffisam-ment tôt avant l'explosion pour que le magasin pût être évacué. Toujours est-il qu'à la suite de cette opération le groupe armé était revenn à des actions dirigées presque uniquement courte la police, la guardia civil ou l'armée espagnoles.

Ainsi, ce même commando Barcelone de ETA aurait signé, en décembre 1990, dans la ville catalane de Sabadeil un attentat contre une fourgonnette de la guardio civil où six fonctionnaires avaient trouvé la mort. Puis, en mars 1991, une voiture piégée explosait cootre une caserne de la même guardia civil à Vie, à 80 kilomètres au pord de Vie, à 80 kilomètres au cord de Barcelone: neuf personnes avaient péri, dont quatre enfants. Finalement, les unités spéciales de la police avaient réussi à localiser le

commando et, après un assaut meurtrier, à le démanteler. M. Rafael Caride Simon avait jus-qu'à présent échappé aux recherches.

cations, en agissant notamment en Catalogne, région alors en pleine préparation des Jeux olympiques de 1992.

Les Jeux olympiques se sont déroulés dans le calme l'an passé en Catalogne, mais l'ombre de cet activiste encore en liberté hantait l'esprit de lés dans le calme l'an passé en Cata-logne, mais l'ombre de cet activiste encore en liberté hantait l'esprit de bien des responsables espagnols. Avec sa capture, c'est donc tout un pan de l'actualité récente de l'action d'ETA qui revient en pleine lumière avec l'un de ses épisodes les plus au supermarché Hipercor.

> Survenant après la découverte, le dimanche 14 février 1993, de la cache atelier de Bidart, en Pays basque français (le Monde des 17 et 18 février); l'arrestation de M. Rafael Caride Simon est saluée dans les médias espagnols comm un coup très dur porté à ETA. Celni un coup ires dur porte a ETA. Ceint que certains d'entre eux qualifient de «mercenaire naif de Galice» ne serait pas une figure de prone de l'organisation mais au moins le responsable d'un de ses commandos les plus déterminés.

Interpellé sur une commission rogatoire laocée par le juge d'instruction parisien Me Laureoce Le Vert, dans le cadre de l'enquête sur vert, dans le caure de Jenqueie sur la triple arrestation en mars 1992 à Bidart des chefs présumés d'ETA, M. Rafael Caride Simon a été trans-féré à l'antenne de la police judi-ciaire de Bayonne où il était encore en garde à vue lundi matin.

MICHEL GARICOIX

négocier avec l'ETA sur ses revendi-La découverte d'un déficit de 35 millions de francs

La directrice du centre héliomarin de Berck-sur-Mer est inculpée d'escroquerie

de notre correspondant

M. José Thorel, juge d'instruc-tion au tribunal de grande instance de Baulogne-sur-Mer, a inculpé, mercredi 17 février, d'escroquerie et abus de confiance, la directrice du centre héliomarin de Berek-sur-Mer, M= Micbèle Sadoulet. Celle-ci a été placée sous mandat de dépôt et écrouée à la maison d'arrêl de Valencienoes.

Cette inculpation est l'aboutissement d'une instruction, déclenchée en juillet dernier par le dépôt d'une plainte contre X, à l'initiative du préset du Pas-de-Calais, M. Jean-Claude Marzin. Cette plainte faisait suite à une enquête administrative menée par les direc-

tions régionale et départementale de l'action sanitaire et sociale, qui avaient mis en lumière une évasion de fonds au ceotre béliomarin pour un montant estimé alors à quelque 35 millions de francs.

Etablissement privé géré par une association. l'Union des établissements béliomarins de Berck, dont le siège est à Bordeaux, le centre a du déposer son bilan. En déficit depuis plusieurs années, il était régulièrement en désaccord avec son autorité de tutelle, la DDASS, sur le montant de son budget annuel. Il faisait d'ailleurs régulièrement appel depuis 1989 devant la commission interrégionale de tarifications sanitaires et sociales de Nancy et avait, explique-t-on au centre, obtenu satisfaction: 8 mil-

lioos supplémeotaires en 1989, onze en 1990. 16 millions étaient espérés pour 1991. Pour 1992, le préfet a, une nouvelle fois, refusé d'angmeoter le budget, recondoisant purement et simplement celni de l'année précédente, arguant des conclusions de l'enquête administrative et de son dépôt de plaime.

Notamment spécialisé dans l'accueil et lo rééducation des polytraumatisés de la route, le ceotre béliomario de Berck dispose de quatre cent quarante lits et emploie sept cent einquaote salories. Uo administrateur judiciaire devrait très rapidement être nommé par le tribunal de grande instaoce d'Ar-

JEAN-RENÉ LORE | ne sont pas en danger.

A la suite de plusieurs faits divers violents en Grande-Bretagne

M. Major appelle à une «croisade» contre la criminalité

se fonde sur des informations four-nies par la police italienne mettant en évidence le mle joué par M. Gia-Une succession de faits divers en évidence le rile joué par M. Gia-como Pagano, pour avancer plusieurs hypothèses. Ce dernier outre « un tra-vail mafieux notamment à base de racket sur le département de l'Isère » serait également « la plaque tournante entre l'Allemagne et l'Italie d'un trafic où il pourrait ètre question de vente d'armes, de circulotion d'argent sale et d'utilisation de la zone grenobloise comme base arrière logistique pour la Mafio italienne et notamment sici-lienne», déclare M. Galley. odieux impliquant des adolescents a provoqué una mobilisation des hommes politiques contre la violence. Le gouvernement britannique envisaga l'ouverture d'établissements de rééducation pour jeunes adolescents, et le premiar ministre appelle à une a croisade » contre le crime.

de notre correspondant

lienne», déclare M. Galley.

Cette dernière hypothèse avait été récemment avancée par certains magistrats du parquet de Grenoble.

L'un d'eux affirme, « Des sociétés comme la Cosa Nostra sonctionnent comme celles issues du grand banditisme avec des bases arrières où l'an se montre relativement discret. Grenoble, grâce à sa forte et très soudée communauté italienne, peut parsaitement exercer ce rôle. Des correspondants de « l'honorable société» ont pu investir certains milieux. » Depuis quelques jours, les policiers du SRPJ Le climat de violence engendre par une successioo d'affaires parti-culièrement odicuses et la psychose d'insécurité dans les grandes villes sont responsables d'une mobilisa-tion médiatique et politique en Grande-Bretagne. Le meurtre du petit James Bugler, âgé de deux ans, à Liverpool (le Monde date 21-22 février), sert de prétexte pour justifier une action plus ferme pour justifier une action plus ferme de la justice et davantage de répression. Deux enfants de dix ans devaient comparaître, lundi 22 février, devant uo tribunal de Liverpool, sous l'ioculpation d'en-lévement et de meurtre perpétrés sur la personne du petit James.

mobilier et la restauration dans lequels l'influence des représentants de la communauté italienne est forte. de la communauté italienne est forte.

M. Bertrand Galley s'est pour sa part étonné, dimanche 21 février, du peu d'empressement mis par la police et la justice grenobloise pour traiter les affaires relatives à la Mafia. « La véritable enquête confiée à la police judiciaire a commencé à la suite de notre rapport. On est en droit de s'interroger sur cette espèce de semi-impunité dont jouissoit, depuis un certain temps, Pagano. J'ai des doutes très sérieux sur le travail fait par lo police et la justice du département de l'Isère. Les déclarations tout à fait ahurissantes du procureur général montrent que cette affaire n'est pas claire. Il prétend qu'il y a des années que l'on fait des enquêtes. C'est faux. Si nous n'avions Que fera-t-on des jeunes inculpés s'ils sont coodamnés? C'est cette question, avant même que la jus-tice se soit prononcée, qui est au centre de la controverse actuelle sur la crimioalité. M. Mojor a fait dimanche des déclarations très fermes sur le sujet : « Je voudrals que le public lance une croisade contre le crime et change son atti-tude, passant de l'indulgence pour le crime à la considération pour lo victime. Je pense fortement que la société doit condamner un peu plus el «comprendre» un peu moins», a ajouté le premier ministre. Le mioistre de l'intérieur, M. Kenneth Clarke, a estimé souhaitable que les tribunaux aicot à l'avenir des pouvoirs « pour envoyer des petits délinquants juvéniles réellement mauvais et récidivistes, quelque part où ils seront mieux surveilles et où ils seront éduques ».

CLAUDE FRANCILLON

(1) Le Monde du 3 février. Actuellement, a-t-il iodiqué, il

quelques jours, les policiers du SRPJ Rhône-Alpes ont accru le nombre de leurs investigations dans la ville et son agglomération. Elles porteot notamment sur les secteurs de l'im-

existe un vide juridique, puisque les tribunaux pour enfants ne peuvent condamner à une quelconque forme d'incarecration les enfants de moins de quinze ans. Le gou-vernement envisage done la création de nouveaux etablissements de réeducation pouvant accueillir, recducatinn pouvant accueillir, pendant une période de six mais à deux ans, des enfants àgés de douze à quioze ans. Le Parii travailliste est également partisan de renforcer la législation dans ce domaine, tout en étant bostile aux établissements spécialisés. Dix ans est l'age minimum auquel un enfant pout être condemis aux un penfant pour être condemis aux un penfant pour être condemis pour le condemis de la condemis d enfant peut être condamné pour un délit en Grande-Brelagne. Avani cet age, la loi considère qu'il n'est pas responsable de ses actes. Entre dix et quaturze ans, on estime que l'enfant ne peut faire la différence entre le bien et le mal et, en cas de jugement, e'est à l'accusation de prouver que le jeune accusé a agi en pleine connaissance de cause.

Record européen de jeunes délinguants

A partir de quinze ans, en revanche, la loi est applicable dans loute sa rigueur : un adolescent de quinze ans, coupable de viol (avec circonstances aggravantes), a élé condamne, lundi 15 février, 3 une condamne, lundi 15 février, 3 une peine d'emprisonnement à vie. La Grande-Bretagne est le pays de la Communauté européenne qui incarcère le plus de jeunes délinquants : selon une récente étude, 20,7 % des prisonniers en Angleterre et au pays de Galles ont moins de vingt el un ans, contre 10,8 % en France, 7,8 % au Portugal et 5,6 % en Espagne. La plupart des experts dressent cependant un bilan crilique des établissements de bilan critique des établissements de rééducation pour enfants, estimant que leurs peosiconaires ont deux fois plus de risques de commettre un nouveau délit ou crime que les cofants placés en garde dans un cadre municipal. 65 % des adolescents qui ont fréquenté un tel établissemeol oot été de nouveau condamnés dans les cinq années suivant leur libération.

LAURENT ZECCHINI

Le juge Thierry Jean-Pierre continuera à instruire le dossier Heulin

La cour d'appel d'Angers a rejeté, vendredi 19 février, la requête du juge Thierry Jean-Pierre qui souhaitait être dessaisi du dossier des fausses factures qui l'a récemment M. François Mitterrand aveit de M. François Mitterrand aveit de l'appel d'Angers a rejeté, travaux publics Campenon-Bernard ou promoteur Christian Pellerin, à Roger-Patrice Pelat et au prêt sans intérêt que cet ami intime de M. François Mitterrand aveit conduit à s'intéresser au prêt sans ntérêt consenti par l'bomme d'affaires Roger-Patrice Pelat à M. Pierre Bérégovoy (le Monde daté 4-5 lévrier).

enquêtes. C'est faux. Si nous n'avions

pas sorti notre rapport, Pagano conti-nuerait à se pavaner à Grenoble.»

Le magistrat manecau continuera donc à instruire, contre son gre, l'affaire des fausses factures de l'entre-prise de travaux publics Heulin. Une ffaire dont les ramifications politicofinancières l'avaient successivement conduit à s'intéresser à l'entreprise de

□ Inculpation des agresseurs do délégné de France Plus en Corse. -Deux frères, Philippe et André Can-Deux frères, Philippe et Andre Can-nas, âgés respectivement de vingt-cinq et vingt-quatre ans, nut été inculpés et écroués samedi 20 février à Ajaccin (Corse-du-Sud) à la suite de l'agression commise le 15 février contre le délégué régional de France Plus en Corse, M. Mohamed Zoufr. Le chef d'inculpation n'a pas été précisé Salon les enquêteurs de la précisé. Seloo les enquêteurs de la gendarmerie, il ne s'agirait pas d'une agression raciste, mais d'une expédi-tion punitive liée à une dette que le responsable de France Plus refusait de payer. Sur son lit d'bôpital, M. Mohamed Zouïr avait expliqué aux enquêteurs avoir été pris en auto-stop par deux jeunes gens qui l'ovnient déposé sur une route déserte avant de tirer plusieurs coups de feu dans sa direction. Blessé au cou le jeune homme était parvenu à prendre la fuite. Il reste hospitalisé à Ajaccio mais on indi-

M. François Mitterrand avait consenti, en 1985, à M. Pierre Bérégovoy. Ce dernier aspect du dossicr cchappe désormais à la curiosité du magistrat manceau. Sur ordre du garde des sceaux, M. Michel Vauzelle, qui estimait que Thierry Jean-Pierre étah sorti des limites de sa saisine, le juge a été prié récemment de ne plus s'intéresser à la partie du dossier concernant les modalités du prêt consenti à M. Bérégovoy.

□ Coodamnatioo confirmée poor les parents du petit Yoann, - La cour d'appel de Rennes a confirmé. jendi 18 février, un jagement du tribunal correctionnel de Rennes, en date du 16 juillet 1992, qui avait condamné les parents du petit Yoann, adeptes de la secte Sahaya yoga, à trois mois de prison avec sursis. Les pareots maries dons la secte avaient eboisi, en ovril 1990, d'envayer leur fils dons une école internationale de la Mère divine (Shri Mataji, une Indienne de soixante-neuf ans, vénérée dans son pays), construite à Dharmsala. Il avait falla l'ioterventinn des grands-parents pour metire fin à cette éducation dont l'enfant se plaignait. Retenant. comme les premiers juges, les griefs de manque de directioo nécessaire et d'abandon du devnir éducatif, la cour d'appel a considéré que les parents avaient graveque de source médicale que ses jours ment compromis la santé et la sécurité de l'eofant. - (Corresp.)

L'affaire de Bruay-en-Artois

La plainte de la famille Dewèvre déclarée recevable

La plainte déposée le 4 février der-nier par la famille de Brigitte Dewè-vre, assassinée en avril 1972 à Bruay-en-Artois (Pas-de-Calais), a été décla-rée recevable par Mª Marie-Hélène Valensi, doyen des juges d'instruction de Béthune. Un arrêt de la Cour de cassation du 20 mars 1981 ayant ioterdit aux époux Dewèvre d'agir sculs, une nouvelle plainte ne pouvait sculs, une nouvelle plainte ne pouvait émaner que du ministère public. M' Gonzalez de Gaspard, l'avocat de la famille, a porté plaiote contre X... en écartant le notaire de Bruay et Jean-Pierre F., qui avaient bénéficié

M. et M™ Dewèvre avaient décidé de déposer une nouvelle plainte à la suite d'un courrier envoyé par un détenu de la maison d'arrêt d'Evreux. Ce dernier aurait enregistré des confidences recreillies à l'époque du meurire. La santé mentale du détenu ayant été mise en cause, une expertise psychiatrique a été demandée.

Votre emploi et vos droits Consultez, 24 h sur 24, par MINITEL code d'accès direct :

3629 1968

• Les CONVENTIONS COLLECTIVES

en texte intégral • Le code du travail La junsprudence

Les Presses de la République

Le Comité, c'est 150 villes en France, 150 réseaux, des institutions, des industriels du transport qui agissent ensemble pour développer et moderniser les transports en commun.

Groupement des Autorites Responsables de Transport, Union des Transports Publics, Syndicat des Transports Parisions, AET-IETIM, CGA, Cogifer, GEC Alsthom, Gruau, Heuliez Bus, J.C. Decaux, Kassbohrer Franço, Groupement des Autorites Responsables de Prinsport, Control de Versier de Ministère de l'Equipement, du Logement, des Transports et l'Agence de l'Environnement et de la Maitrise de l'Environnement et de l'Environnement

Après la publication d'un rapport parlementaire

M^{me} Royal lance un ultimatum aux professionnels de la santé pour l'élimination des déchets hospitaliers

A l'occasion de la publication du rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix ecientifiques eur lea déchets hospitaliers et médicaux, présenté le 19 février à Grenoble par M. Michel Dastot, député (PS) de l'leère, le ministre de l'environnement, M- Sagolène Royal, a lance un ultimatum aux professionnela de la santa et aux élus locaux pour qu'ils prennent mieux en compte le collecte et l'élimination de déchets qui peuvent être dangereux.

> GRENOBLE de notre correspondant

L'élimination des déchets produits par les hôpitaux, les laboratnires et les cabinets médicaux commence à mobiliser l'opinion et les pouvoirs

publics, notamment depuis la décou-

verte de l'importation illégale de

durant l'été 1992. Le problème a fait l'objet d'un rapport de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques qui vient d'être rendu

Les auteurs de ce document esti-ment à 700 000 tonnes la produc-tion annuelle des établissements bospitaliers ou pharmaceutiques français, dont la moitié est directe-ment liée aux activités de soins ou de recherche médicale. Sur cette maitié, 70 000 tonnes environ sont jugées « à risques », en mison de la présence de sang et de ses dérivés, de résidus des hlocs opératoires, de seringues et de tubes à essais...

Le volume des déchets médicaux et hospitaliers apparaît faible si on le compare aux ordures ménagères (20 millions de tonnes) et eux rés dus industriels (150 millions de tonnes dont 18 millions de déchets spéciaux). Les dangers que présen-tent les déchets issus des activités de soins sont difficiles à évaluer, mais ils évoquent pour le public le risque impaet psychologique certain, affirme le signataire du rapport, M. Michel Destot.

Celui-ci met en évidence l'insuffisance des recherches sur le com-portement de ces dechets dans l'environnement et sur la capacité de résistance des germes pathogènes. Les principaux risques de contamination résulteraient essentiellement des possibilités de hlessures. En revanche, il ne semble pas que l'on puisse craindre « en l'état actuel des connaissances, une épidémie provoquée par un épandage - illègal - de déchets contamines dans une décharge», note le rapporteur.

> Des incinérateurs vétustes

La réglementation en vigueur oblige aujourd'hui les établissements hospitaliers et assimilés à procéder à l'incinération de leurs déchets. Le repporteur qualifie celle-ci d' « ungrècise » et de « vieillotte ». Seion

lui, les incinérateurs hospitaliers sont souvent vétustes et poliuants. Ils ne parviendraient pas à détruire tous es germes. Cinq à dix pour cent d'entre eux demeureraient «actifs» dans les cendres, parce que le temps de chaufiage n'est pas suffisamment long ou que la température n'a pas été portée à plus de t 200°C, comme pour l'élimination des déchets industriels les plus toxiques. En outre, ces installations sont rare-ment équipées de filtres pour le trai-tement des fiumées et peuvent done relâcher dans l'atmosphère des pro-duits toxiques. Une douzaine d'usines de traitement des ordures ménagères sont aujourd'hui autori-sées à accepter des déchets hospitaliers. Mais elles ne disposent pas toujours des équipements nécessaires pour le traitement des fumées les plus taxiques, qui exigent de coûteux investissements, de l'ordre de 30 à 60 millions de francs (1).

Le rapport de l'Office parlementaire relève que d'antres techniques permettent d'éviter l'incinération : l'utilisation des produits désinfec-tants (les déchets médicaux peuvent d'élimination des ordures ména-gères); le bombardement électroni-que, la vitrification, l'utilisation de micro-ondes ou de torches à plasma. Le rapporteur s'interroge d'eutre part, sans pouvoir apporter de solu-tion définitive, sur la dissémination des déchets médicaux, en raison de la dispersion des praticiens dans les villes et les campagnes.

M. Destnt réclame, par ailleurs, une plus grande implication des col-lectivités locales dans la collecte et le traitement des déchets médicaux. Cela ne décharge nullement de leur responsabilité, juridique mais aussi morale, les producteurs (hôpitaux, pharmeciens, médecins, lebora-toires), qui devront supporter une partie de la charge financière qui en résuite.

Le ministre de l'environnement, M∞ Ségolène Royal, a donné un délai de dix mois à l'industrie pharmaceutique pour faire ses proposi-tions de financement, faute de quoi sera créée une faxe comparable à celle des ordures ménagères. Les régions, elles, ont dix-huit mois pour

L'Osservatore romano e réagi

vivement, samedi 20 février, à la

convocation par le ministre des

affaires étrangères des Pays-Bas

du nonce apostolique à La Haye,

Mgr Henri Lemaître. Cet incident

diplomatique fait suite au com-

mentaire d'un responsable de la

Curia romaine après le vote par

las députés néerlendais d'un

projet de loi autorisant, à des

conditions strictes, l'euthanasie

LA HAYE

de notre correspondent

nant officiellement un diplomate catholique : ce face-à-face devait

Un ministre protestant sermon-

(le Monde du 12 février).

mettre en place des plans d'élimina-CLAUDE FRANCILLON (t) Le prix du traitement des déchets asspituliers est d'environ 1 500 francs la

RELIGIONS

Livraison de drogue à domicile aux Pays-Bas

Le haschisch par coursier

de notre correspondant

Difficila de ne pas la voir l Imprimé en lettres vert criard sur fond jaune, l'autocollant est plaqué sur una boîte eux lettres rouge vif, à l'entrée de la zone commerciala piétonnière Le Sabot, à Zeist. Cette ville moyenne du centre des Pays-Bas est au milieu de la toile d'araignée que tisse alentour Softexpress. Une société de messageries? Le texte de l'autocollant est moins parlant que son logo : une feuille dentelée de cannabis. Softexpress fait du portage à domicile de has-

Les commandes se passent par téléphone « de midi à minuit du lundi au vendredi, de midi à 2 heures du matin le week-enda et le service est rapide : le télé-phone sonne dans la voiture du coursier. Son échoppe roulante est bien approvisionnée : de l'af-ghan, du wiet néarlandeis, du marocain, du spoutnik. Le poids des doses varie (de 1,5 gramme à 1,9 gramme), mais leur prix est immuebla : 25 florins (1). C'eat plus facile pour rendre la mon-

naie, et c'est le montant minimum

d'une commande, au prix du car-

Les « coursiers de l'herbe » sont de phis en plus nombreux et de moins en moins discrets. Un dépliant est demièrement tombé dans certaines boîtes eux lettres de La Haye. Son illustration grossière montre un homme à la coiffure rasta en train d'ellumer son cjoint» à la flamme qui jaillit d'una Harley-Davidson pétaradante : livreison des clients à domicile « sept jours sur sept, 24 heures sur 24».

Ces forains du haschisch sontils des petits entrepreneurs indépendants ou les VRP de commissionnaires bien organiséa? Quel est leur nombre? Le phénomène est encore trop récent pour être saisissable. Il a pris son essor après un procès original, en avril dernier, qui valut une belle publi-cité au fondateur d'un « taxi du haachisch » à Eindhoven (le Monde du 22 evril 1992). L'idé n'e visiblement pas tardé à faire

des émules. ell y avait un filon, l'esprit commerçant national e fait le reste», explique-t-on eu ministère da la justice, non sans grincet des dents. C'est en effet au moment même où les Pays-Bas ont entre-

Le nonce apostolique convoqué par le ministre néerlandais des affaires étrangères

Polémique entre La Haye et le Vatican

pris de lutter contre les excès de la tolérance dont jouissent depuis une quinzaine d'années les désormais célàbres coffee-shops (2) que leur version roulante se développe. Bien sûr, la loi prohibe ce type d'initiatives. Plus précisément, elle interdit que les services de livraison à domicile fassent de la publicité; d'ailleurs, la « taxi » d'Eindhoven avait reçu le feu vert da la juatice parce qua son numéro de téléphone circulait sous le manteau. De la nuence subtile à l'hypocrisie...

La culture du chanvre s'est développée

De quoi nounir les réflexions de l'assemblée des procureurs généraux qui présentera en avril un plan de répression des dérives de la politique des coffee-shops. Leur nombre aurait doublé sur le plan national, passant de 1 000 à 2 000, at parfois triplé, comme à Bois-le-Duc (de 5 à 15 en dix-huit mois). Cause ou effet? Le culture d'un chanvre national d'excellente qualité s'est en tout cas simul-tanément développéa, devenant même, evec quelque 25 tonnas per an, la sixième production maraîchère néerlanda

Après celui de la commission sénatoriala française Larcher en décembre dernier, un rapport de l'Organisme internationel da contrôla des stupéfients, dépen-dent de l'ONU, vient de dénoncer la situation aux Pays-Baa, qui seraiant en pesse da devenir le plus important producteur européen de cannabis. Piqué au vif, La Have e réagi en faisant valoir que la répression éteit déjà an marche : les descentes da police dans les coffee-shops se multiplient, de même que les mesures de fermeture administrative. Les agriculteurs du chasch » ne peuvent plus cultiver tranquillement leur jardin : 54 exploitations ont été démentelées en 1991, abou-tissant à la destruction de 68 000 pieds de cannebis et à la perte, pour les producteurs, de plus da 600 millions de francs.

CHRISTIAN CHARTIER

(1) Environ 75 francs.

(2) Cafés dans lesquels la vente du haschisch et de la marijuana est tolérée à certaines conditions : pas de drogues dures, pas de clients mineurs, des quantités limitées et pas d'affichage ostensible.

MÉDECINE

Le dépistage du sida

Une mise en garde contre le mélange des sérums sanguins

M. Bemard Kouchner, ministra de la santé et da l'action humanitaire, a rendu publique, le vendredi 19 fevrier, une étude réalisée par la Laboratoire nationel da la santa aur las conséquencee du « poolege » (mélange) des sérums senguins dea personnaa chez lesquellas on recherche les traces da l'infection per le virus du sida. L'association Act Up avait rėvėlė, fin jenvier, qu'un laboratoire perisien d'anelyses médicales avait recours à une telle pratique (le Monde du 2 février). Selon les conclusions du Laboratoire national de la santé. celle-ci est dangereuse, dans la mesure où elle fait courir le risque de ne pas diagnostiquer des cas de séropositivité.

La révélation de la pratique du «poolage» par le laboratoire d'Artois (XVI arrondissement de Paris) avait conduit M. Bernard Kouchner ministre de la santé et de l'action humanitaire, et M. René Teulade, ministre des affaires sociales, à demander, le 29 janvier, à la direction de l'action sanitaire et sociale de Paris un contrôle « de toute urgence. Le laboratoire faisait par ailleurs l'objet d'une « suspension temporaire » d'exercice d'une durée d'un mois par arrêté préfectoral (le Monde du 3 février). Entre autres questions soulevées par ceue affaire, figure au premier chef celle des conséquences d'une telle technique quant à la fiabilité des résultats four-

Philippe Tomheck, directeurs du laboretoire d'Artois, reconnaissent avoir recours, depuis 1991, à un «poolage» (pool de quatre sérums de quatre personnes différentes) et précisent également avoir recours, pour l'examen, à deux tests dits «repides», tests fournissant une réponse beaucoup plus repide que les tests habituels (1). «Les tests que nous employons sont parmi les plus performants de ceux utilisés sur le marche », expliquent-ils, fournissant par ailleurs une série de références scientifiques pour démontrer que la méthode du poolage a fréquemment établi son intérêt et son efficacité.

Pour les spécialistes internationaux de virologie, les arguments avancés par les responsables de ce laboratoire sont contestables. Ces spécialistes soulignent notamment que la plupart des références scientifiques concernent des tests dits de première génération qui impossient une dilution préalable des sérums, ce qui n'est plus le cas avec les techni-

faussement négatif

La publication de l'étude menée par le Laboratoire national de le santé mettra-t-elle un terme à ce débat (2)? Signée du docteur Alain Leblanc et de M= Laurence Mouilot, cette étude a porté ou total sur quatre cents tests. Il s'agissait là d'étudier l'influence du «poolage» des sérums sur la fiabilité des résul-tats obtenus dans la détection des anticorps dirigés contre les virus (HIV 1 et HIV 2) du sida. Le proto-cole de cette étude reproduisait la méthode mise en œuvre au sein du laboratoire d'Artois à partir des tests Abbott et Ortho. « Au terme de cette

Me Jeanne Calment, doyenne des Français

118 printemps

troia chiffres en nougetine qui ne permettent plus à Mr. Jeanne Calment de fêter les 21 février dans l'intimité : 118. Les journalistes se sont bousculés pour honorer cette Arlésienne de cent dix-huit ans qui, an 1991, e été sacrée doyenne mandiale par te Livre Guinness des records. Vaine quête du secret de longévité.

Le docteur Victor Làbre, le médecin traitant de « Manzane ». aumom que lui avait donné ann petit-fils, évoque une famille où l'on meurt vieux, mais parle aussi d'un humour et d'un mental solide qui lui ont permis de ne jamais sa laisser écraser per la stress et de surmonter au mieux les épreuves. Enfant de la hauta bourgeoisie, elle n'a jamais eu de gros soucis financiers, meis e tout de même connu des joure aombres : la mort accidentella de sa fille unique à trente-six ans, puis cella, avant la trentaine, du fils que cette dernière lui avait laissé à charga.

Depuis plusieurs mois, Mr Calmant perticipa à una recherche

Sur le gâteau d'anniversaire sur la mémoire menée par l'Institut necional de la santé at de la recherche médicale de Montpellier. Elle reconte ses souvenirs, sa rencontre avec Vincent Van Gogh elors qu'alle avait quatorze ans at que le peintre venait acheter ses pincesux dans la boutique de ses parents, son mariage... Mais inu-tile d'essayer de lui faire parler des sujets qu'elle estime inconvenants : «Ella commente volontiers la cérémonie de son mariage, mais refuse de parler de son accouchement (», explique la docteur Lèbre.

(Manzane) entend difficilement et une cataracte l'empâche de voir. Elle se déplaca en fauteuil roulant, mais son esprit demeurs vif, et la courtoisie qui la pousse à eccepter las photographes ne l'ampêcha paa d'avouar : «La photographie me fatique. » Quand l'assistance lui demande de chanter, elle y consent pour, l'esprit critiqua aidant, s'axclamar aussitôt : « Catte chanson est

étude, au cours de laquelle près de quaire cents tests rapides unitaires ont été effectués, il apparaît que l'uti-lisation de deux tests rapides pour la dètection des anticorps anti-HIV entraine une perte de sensibilité importante puisque, dès le mélange de deux sérions, on court le risque de rendre un résultat faussement néga-tif », concluent les responsables du Laboratoire national de la santé. En d'autres termes, le «poolage» des sérums peut conduire à affirmer qu'un sujet est séronésatif alors même qu'il est contaminé par le wirus du sids.

Les auteurs de l'étude estiment d'autre part que l'association d'un test «rapide» et d'un test «classi-que», «bien que conforme au libellé de la nomenclaume», n'est pas plus utilisable pour examiner des sérums eprès «poolage». Une conclusion qui pourrait avoir rapidement d'im-portantes conséquences, dans la mesure où elle sous-entend que les contraintes imposées par la nomen-elature aux laboratoires d'analyses biomédicales ne sont pas en adéqua-tion avec les intérêts de la santé

L'autre aspect de cette affaire concerne sa dimension financière. On indique, dans l'entourage de M. Kouchner, que le leboratoire d'Artois - ou, demain, d'eutres, convaincus d'avoir des comporte ments similaires - pourrait faire l'objet d'un déconventionnement par la Sécurité sociale.

(t) a Les tests rapides sont des tests unitaires qui n'ont pas été conçus pour êire des tests de laboratoire, souligaent les responsables du Laboratnire national de la santé. Ils n'ont ni la sensibilié ni la spécificité des tests classiques et les notices d'utilisation de ces produits précisent bien qu'ils ne doirent pas être utilisés seuls ni associés à un autre réactif du même type. »

(2) Dans une assignation en référé, délivrée le 17 février devant le tribunal de grande instance de Paris, les responsables du laboratoire d'Artois réclament la constitution d'un collège d'experts charges notamment d'évaluer la fiabilité des résultats fournis par ce laboratoire en matière de dépistage de l'infection par le virus du sida. Les deux médecins directeurs de ce laboratoire font d'autre part l'objet d'une procédure disciplinaire devant le conseil de l'ordre des médecins après plainte de la direction de l'action sinitaire et sociale.

SCIENCES

O Mort de Bernard Feld, l'un des pères de la bombe A. - Le chercheur américain Bernard Feld est mort à New-York, vendredi 19 février, à l'âge de soixante-treize ans. Collaborateur d'Enrico Fermi et de Leo Szilard à l'université de Chicago et au laboratoire de Los Alamos (Nouveau-Mexique), il avait participé, pendant la guerre, à la mise au point de la première bombe etomique. Devenu militant antinueléaire après les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki. il contribua eu lancement du mouvement Pugwash, fondé à l'initiative d'Albert Einstein et Bertrand Russell pour alerter les populations sur les dangers d'une guerre aucléaire. Professeur de physique au Massachusetts Institute of Technology (MIT) jusqu'en 1990. Bernard Feld s'était opposé publiquement, dans les ennées 80, eu programme militaire du président

U Japon : lancement d'un satellite d'observation astronomique. - Un satellite scientifique japonais destiné à étudier l'évolution de l'univers a été lancé, samedi 20 février, de la base spatiale de Kagoshima (île de Kyushu). D'une valeur de 10 millierds de yens (460 millinns de francs), Asuka - «Oiseau volant» est équipé de quatre télescopes conçus paur capter les rayons X émis dans l'espace. Mis au point en coopération avec les Etats-Unis, cet engin de 420 kilos est le quatrième du genre à être lancé par le Japon depuis 1979. Son prédécesseur, Ginga, avait functionné en nrbite de février 1987 à novembre 1991. -(UPI, AFP, AP.)

à propos de l'euthanasie La Haye, où le chef de la diploma-tie néerlandaise, M. Pieter Kooij-mans, a «invité» le nonce apostolione eux Pays-Bas, Mgr Henri Lemaître, à lui rendre visite. « Inviter. Comprenez: convoquer », e précisé le chef du gouvernement, M. Ruud Lubbers, en annonçant, vendredi 19 février, cette mesure sans précédent dans les relations matiques entre La Haye et le

> Les entorités des Peys-Bas ont très mal reçu les propos tenus, jeudi 18 février sur Radio-Vetican, par le secrétaire du conseil pontifi-cal pour la pastorale de la santé, Mgr Elio Sgreccia. Le prélat avait comparé la nonvelle législation sur l'euthenasie récemment aduptée par les députés néerlendais eux pratiques du Troisième Reich hitlérien. Ce genre de propos « dépasse les bornes», aveit commenté M. Lubbers, lui-même catholique convaincu. Le cardinal Simonis,

archevêque d'Utrech, avait lui-même qualifié de « douteux » la déclaration du prélat romains.

Au lendemain du vote parlementaire, déjà, le Saint-Siège evait été le seul État à dénoncer le projet de loi sur l'eutbanasie comme « une grave atteinte à la dignité de la personne humaine». Mais La Haye n'evait pas réagi. En revanche, Mgr Sgreccia e enfreint les limites de la tolérance néerlandeise : sa comparaison a été qualifiée de «choquante» par les ministères de le justice et de le aanté et d'«indigne» par le chef du gouver-

En réaction à la convocation du nonce, l'Osservatore romano a accusé, samedi 20 février, les Pays-Bas, « autrefois creuset de missionnaires et d'humanisme intégral», d'avoir emprunté «les chemins de la culture de la mort».

Début du ramadan au Proche-Orient dans le Maghreb et en France

Le remadan, mois de jeune pour les musulmans, a commencé lundi 22 février dans douze pays arebes du Proche-Orient : en Egypte, en Libye, en Jordanie, au Liben, en Arabie saoudite, en Irak, aux Emirats arabes unis, à Bahrein, au Qatar, dans le sultanat d'Oman, au Koweit et au Yémen. Les muaulmans d'Isreël et des territoires occupés sont logés à le même enseigne. En revanche, c'est seulement mardi que le jeune commencera en Tunisie, au Maroc et en Algérie

Le début du jeûne du ramadan, en France, a égatement été fixé au lundi 22 février par une commiaaion netionele, réunie, à la Grende Mosquée de Peris, à l'initiative du docteur Dali! Boubakeur, recteur. Cette commission, regroupant les principeux responsebles des organisations musulmanes et des scientifiques, s'était réunie à la Grande Mosquée, dimanche soir 21 février, pour la « nuit du doute » qui précède rituellement le début du jeune et consiste à observer l'epparition de la nouvelle lune.



• Le Monde • Mardi 23 février 1993 13

Industrialiser, moderniser, globaliser, informatiser, les entreprises ont déjà beaucoup fait pour leur organisation. Mais qu'ont-elles fait pour générer et fidéliser une clientèle...

a Have et le Vallet

Les ailes coupées du jeu français

L'équipa de France de rugby a bettu celle d'Irlande, 21-6, semedi 20 février e Dublin. Au cours d'une partie perturbée par un vent violent, les Français se sont imposés difficilement dans les dernières minutes de jeu, grâce à deux essais de Philippe Saint-André et Philippe Selle. Ils prennent ainsi la tête du classement du Tournoi des cinq nations à égelité avec les Ecossais, nets vainqueurs des Gallois à Edimbourg, 20-0, grace à le botte de leur capitaine Gevin Hestings. Le Quinze de France disputera la dernière rencontre du Tournoi contre les Gellois, le 20 mars eu Parc des Princes.

DUBLIN

de notre envoyé spécial

Le principal événement de la ren-contre venait d'avoir lieu. A la mitemps, comme prévu, Français et Irlandais avaient changé de côté. Dans la bourrasque de Lansdowne Road, cela devait largement suffire à faire basculer le cours d'une partie sans suspense. Adossé aux rafales, le french flair n'avail plus qu'à bouter le fighting spirit hors du lerrain. Tout occupe à souffler sur la flamme vacillante de son équipe, le publie irlandais s'est-il alors rendu comple qu'un jeu étrange naissait sous ses yeux? Une sorte de mouvement perpétuel dont le schéma tactique pourrait se résumer comme suit : toucbe en faveur des bleus; remise en jeu ratée d'Aubin Hueber; ballon récupéré par les verts qui le transmettent à leur demi d'ouverture; coup de pied en touche. Et

ainsi de suite pendani plus de trente minutes, avec quelques variantes, mèlées s cinq mètres ou attaques avortées, qui ne faisaient que retar-

der le coup de pied salvateur. Après svoir inventé le jeu alterna-tif contre les Ecossais - tout derrière puis tout devant, malheureusement pas toujours dans le bon ordre - le Quinze de France venait de créer le rugby en circuit fermé. Il fut un temps, pas si lointain, où les trico-lores n'avaient pas besoin de s'enfoncer si profondément ni de camper si longiemps en lerre hostile pour faire jaillir des étincelles. Un seul court-circuit inspiré pouvait suffire à électrocuter les défenses

Le panache de Saint-André

Il fut un temps où les pires condi-tions atmosphériques n'érodaient pas à ce point leurs honnes inten-tions, ne creusaient pas un tel gouf-fre entre les ambitions affichées et la re entre les ambinous antenes et la réalité de leur jeu. Depuis le début de ce Tournoi des cinq nations, les attaquants français peuvent certes se réfugier derrière les éléments pour justifier leur impuissance. Au Parc des Princes, la pelouse se transfor-mail en tapis roulant. A Twiekenham, le vent secouait les poteaux, et à Lansdowne Road il avait redoublé de violence. Mais tant que le rugby se pratiquera l'hiver, dans des contrées dont les eieux déclinent toules les nuances de gris, ces exeuses masqueront mal un vrai malaise.

"Le vent est un élément perturba-teur mais il fait partie du jeu», constatait Pierre Berbizier, qui ne se voulait pas dupe. Pour qualifier ces ballons tombés, ces erreurs de place-ment, ces mauvais éboix tactiques,

TENNIS : Open féminin de Paris

l'bomme de terrain de l'équipe de France emprunte volontiers un mot au jargon sportif: le «déchet». Samedi, quinze Verts ne pouvaient pas faire moins que de souligner les difficultés du jeu français à se débar-rasser de ces déchets encombrants. Face à un système défensif qui ne brillait guère par d'autres qualités que la vaillance, les trois-quarts fran-çais ne semblaient plus savoir à quel saint se vouer.

Heurensement, il leur reste un Heureusement, il leur reste un Saint-André. Pour bien signifier qu'il relevait quasiment à lui seul le panache de l'attaque, l'ailier mont-ferrandais avait poussé le zèle jusqu'à s'enturbanner de blanc. Et son sens du devoir l'a conduit à passer trois fois la ligne adverse pour s'assurer de marquer un essai. Il y a deux ans, à Twickenham, une seule tentative lui avait suffi pour conclure une cavalcade de cent dixmètres, le denier frisson offert par conclure nne cavalcade de cent dix-mètres, le dernier frisson offert par les Français aux esthètes. e Moi aussi j'aimerais continuer à faire rèver, expliquait-il, après son match contre l'Ecosse. Mais le jeu o évolué. Avant on créait le décalage et l'on ne revoyait plus d'adversaire. Aujour-d'hui, quand tu as franchi ton vis-à-vis, ce n'est pas fini. D'autres joueurs reviennent en travers mur le harrer reviennent en travers mur le harrer reviennent en travers pour te barrer

Comme lassé d'attendre que Didier Camberabero daigne donner son ballon, comme fatigué de voir ses partenaires s'emmêler dans des combinaisons impossibles, Philippe Saint-André semble donc avoir décidé de se débrouiller tout seul. Samedi, il s'est invenié ses meil-leures occasions en chipant la balle aux Irlandais, en flànant derrière ses avants. Ou en se livrant à sa nou-velle spécialité: la récupération de chandelles. L'ailier paraissait avoir fait son deuil des passes et du jeu de

son alter ego, à l'autre bout de l'ali-gnement tricolore, qui l'encouragera à compter sur ses camarades.

Au bout de huit sélections en équipe de France, Pierre Hontas symble toujours aussi surpris de recevoir un ballon que d'attirer l'at-tention d'un journaliste. Jadis, les lignes de trois-quarts français ressemblaient à une addition de vedettes. Avec l'ailier de Biarritz, elles sont entrées dans l'ère de l'ano samvn.

Samedi, l'ailier passe-partout, a démontré qu'il ne parvenait pas à jouer les perce-muraille au sein de la sélection. Comme tétanisé par l'héritage de ses glorieux aînés, il s'est encore fracassé avec constance sur le mur adverse. L'ailier ne manque mur adverse. L'ailler ne manque pourtant pas de défenseurs. Serge Blanco, son ancien coéquipier de Biarritz clame sinsi qu'il l'a vu réussir des courses foudroyantes, et même des cadrages-débordements, en championnat. C'est sans doute tont aussi véridique que le décalage qui existe entre la compétition nationale et un match du Tournoi. Et les sélectionneurs, qui se sont Et les sélectionneurs, qui se sont déjà penchés sur le cas Hontas après France-Ecosse, rechigneroni peut-être une nouvelle fois à lui faire payer les errements de l'attaque française, Après tout, en jouani la prudence à outrance et en s'obsti-nant à refuser d'envisager l'avenir, ne sont-ils pas en passe de s'imposer

dans le Tournoi des cinq nations? Les vraies questions sur les difficultés à joner de cette équipe de France peuvent être encore évacuées un moment. Jusqu'à ce que sa route croise celle d'une des vraies puissances du jeu, venue de l'hémisphère Sud.

JÉRÔME FENOGLIO

Les résultats

FOOTBALL

Championnat de France Première division -- (vingt-sioème journée)

"Marseille b. Lens... Paris-SG et Toulouse. Bordeaux b. "Strasbouro Saint-Etienne et Le Havre. "Life b. Auxerre Lyon b. "Montpelier." "Sochaux at Nimes.... Metz b. "Valenciennes Caen b. Toulon 2-1
Classement - 1. Marseille, 37 pts;
2. Paris-SG et Monaco, 35; 4. Nantes, 34;
5. Bordeeux, 33; 6. Seint-Etienne, 29;
7. Strasbourg, 28; 6. Auserra et Lyon, 27; 10. Sochsux, 26; 11. Montpelier, 25; 12. Metz et Toulouse, 24; 14. Ceen et Lens, 22; 16. Le Havre et Lille, 20; 18. Vellergennus, 19: 19. Mones 17: 20

	(vingt-quatritume journés) GROUPE A	
ı	*Valence b. Mulhouse	3-
İ	'Ales et Perpignan,	04
ı	*Créter b. Rodez	34
ı	"Cannes b. Louhens-Cuisesux	34
Į	Nice b. Martigues	2-
ł	Epinal b. 'Sedan	14
	*Bastia et Cherieville	
ı	*Annecy b. Ajaccio	14
ı	Classement - I Martiques 30	24
1	Classement - Mactiques 30	210

Clessement. — I. Martigues, 30 pts; 2. Nancy, 29; 3. Cannes, 26; 4. Seden, Bestie et Charleville, 27. GROUPE 8 'Gueugnon et Dunkerque
'Guingamp b. Red Star
'La Roche-sur-Yon b. Ancenis.
'Lavel b. Lorient.... "Angers b. Remies ...
"Niort b. Le Mans ... Amiens b. Resuvais. Bourges at Châteaurous Rouen b. Tours 4-0 Classement-1. Angers et Rouen, 34 pts; 3. Rennes, 31; 4. Beauvais at Nion, 30.

ATHLÉTISME

Nouveau record du monde pour Serguei Bubica

Serguei Bubka s battu son trente-quatrième record du monde du sant à le perche en franchissant 6,15 mètres, dimanche 21 février à Donetsk (Ukraine), sa ville 21 levrier à Donatsk (utraine), sa vine nettle, lots d'une réurion qu'il aveit organi-sée. L'Urainien améliore d'un centimère le record mondiel qu'il aveit porté à 6,14 m le 13 lévrier à Liévin. Egalement détenteur du record du monde en plein air avec 6,13 mètres depuis le 19 septembre 1992, il bet ainsi son dix-luitierne record mondi en salle contre seize en plein air.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde MÉDECINE

VOILE: Tour du monde en quatre-vingts jours

L'écueil des « quarantièmes rugissants »

Alors que six des sept concurrents encore en course dens le Vendée Globe, la course eutour du monde en solitaire eens escale, ont doublé le cap Horn et entamé leur régete finale dens l'Atlentique jusqu'aux Sables-d'Olonne, lee trois équipeges lencés dene le défi du Tour du monde en quatre-vingts jours quittent l'Atlentique et abordent les « quarantièmes rugissants ». Avant même d'entrer dans l'océan Indien, deux d'entre eux ont pu mesurer les dangers de cette navigation au milieu des icebergs et des trains de dépressions (voir l'encadré ci-dessous).

Charal a été le premier touché. Alors qu'il progressait, de nuit, à plus de 20 nœuds, à quelque 1 000 milles au sud-ouest du cap de Bonne Espérance, le grand trimaran d'Olivier de Kersauson a sans doute heurté un growler, un bloc de glace détaché d'un iceberg, indétectable au radar. Sous le choc, le flotteur tribord a été déchiré depuis l'étrave jusqu'au premier bras de liaison, sur près de neuf mètres. Après avoir essuyé une dépression avec des vents à plus de 50 nœuds et des ereux de huit mètres, l'équipage de Charal pro-fite d'une accalmie pour tenter de rallier l'Afrique du Sud.

Un remorqueur, affréié par l'équipe d'assistance, a déjà quitté Le Cap pour l'escorter. Si la mer défonçait d'autres eloisons d'étanchéité du flotteur, le trimaran ris-querait, en effet, de chavirer. Olivier de Kersauson n'avait pas écarté l'hypothèse d'une escale technique dans sa tentative. L'importance des travaux à effectuer condamne désormais son défi.

La dépression qui a malmené le trimaran d'Olivier de Kersauson aurait pu être fatale au catamaran de Bruno Peyron. Malgré ses réso-lutions de rester au nord des « quarantièmes rugissants », dans les-quels aucun catamaran ne s'était jamais aventuré, le skipper baulois n'a pas résisté à la tentation de gagner quelques milles en descen-dant dans le sud. Le 17 février, Commodore-Explorer était pointé par 42°12' de latitude sud. Dès le lendemain, son équipage vivait

l'enfer avec des coups de vent atteignant 60 et même 70 nœuds dans les grains et des vagues de près de vingt mètres.

Ces cooditions de navigation extremes ont, certes, dejà été vécues par les solitaires du Vendée Globe, qui ont traversé les océans Indien et Pacifique dans les «cin-quantièmes hurlants», et ont même pour certains, comme Philippe Poupon, Yves Parlier ou Jean-Yves Hasselin, dépassé le 60sud. Msis, si les monocoques pouvaient chavirer et se redresser grâce eu lest de leur quille, le chavirage d'un multicoque est sans recours. Comme il le racontait ensuite dans un télex, Bruno Peyron a eru vivre plusieurs fois cet incident au cours de quarante heures de chaos.

Revenir sains et sanfs

« Comme dans un cauchemat, la vague à une face attive. Pourquoi une face? Parce que, une fois orrive tout en haut, je vois avec effroi que cette montagne n'est en fait qu'un gigantesque tremplin et qu'il n'y o aucune pente à redescendre, mois bien dix à douze metres de vide. Le bateau bondit dans ce vide à près de 30 nœuds. La moitié ovant, soit près de treizze mètres, plonge ovec violence. La moitié arrière s'envolu el commence à monter, emportée par l'inertie et lo mousse de la déferiante. Dans un derniet sursaut, avant le crash, j'oi le temps de bas-culer à gauche avant que les safrans ne s'envolent, dans l'espoir qu'ou moins une des deux coques puisse ressortir et foire basculer le tout. C'est ce qui se passe... »

Impressionné par cette mésaven ture et par l'avarie de Charal, l'équipage de Commodore-Explorer a, semble-t-il, décidé de quitter les «quarantièmes rugissants» pour se rapprocher de la route suivie par Enza-New-Zealand, l'autre calamaran de ce défi, qui progresse par 38° de latitude sud. Un nouveau train de dépressions est, eo effet, annoncé pour mercredi 24 février. Or, plus que jamais, Bruno Peyron et ses quatre équipiers ont deux priorités : revenir sains et saufs et ne pas casser le bateau.

GÉRARD ALBOUY

L'inégalité des deux hémisphères

Les conditions très difficiles de la météorologie et de le navigation sont dues è la configuration très particulièrs de l'hémisphère Sud. Celui-ci est essentiellement maritime, puisque na s'y evancent - et encore pas très au sud - que la très grande Australie et la patite Nouvaile-Zélenda, les pointes de l'Afrique et de l'Amérique du Sud. En outre, la zone polairs est occupée par le continant anterctiqua, très grand (13 millions de kilomètres carrés), isolé des autres continents par de vastes étendues orégniques et recouvert sur 98 % de sa surface par une énorme calotte de glace, épaissa an moyanne de 2 000 mètres. Cette calotta glaciaire tombe directement dans la mar sur de très longues portions des côtes at donne einsi naissance sux innombrables icebargs qui infestent l'océan austral.

Ne jamais oublier la rotation de la Terre

Besuccup plus gros at plus nombreux que leurs confrères de l'Arctiqus, les icebergs da l'Anarctique peuvent être hauts de 200 mètres (dont 1/B aeul émerge): certains sont longs de 150 kilomètres al larges de 40 kilomètres i Rien d'étonnant donc è ce qua ces icebergs monatruaux, at auasi ceux qui sont moins gros au départ, mettent très longtemps à fondre et qu'on en voie, da tailla encore impo-sante, jusqu'sux alsntours st mêma sensiblement au nord du 50 peralièle sud.

Aux latitudes moyennes (du 40 au 60 parsilèla) des deux hémisphères, la rotation de la Terre impose à la circulation atmosphériqua de se fairs grossièrement d'ouest en est. Dans l'hémisphèra Sud, cette circuletion n'ast pss gênéa, puisqua l'océan Austral forme un anneau large et complet autour du continent antarctique. Ce continent, où se conjuguent les effets refroidissants da la latitude at de l'airituda, est surmonté d'un eir extrêmement froid, donc lourd. Il y e ainsi au-dessus du continent un anticyclona quasi permaneni dont l'air s'écoule forcément vers les basses pressions caractérisant les latitudes moyennes des deux hémisphères.

Maia la Terra tourne. Ce qui dévie tous les mouvemants des fluides (air et eau) vers le gauche dens l'hémisphère Sud (vers la droite dans l'hémisphère Nord). Il existe donc le long des côtes du continent antarctique (qui suivent grossièrement la 70- parallèla sud) un minos enneau de vent d'est at un courant côtiar allent lui aussi approximativament d'est an ouesi. Maia, trea vita, las masses d'air et d'eau, continuant leur chemin vers la nord, sont prises dans la « grande dériva » générale d'ouest en est des latitudas moyannas. D'où laa npêtas qui se succèdent entre les 60 et 40 perallèles sud. D'où les sobriquets inquiétants donnés à ces parages très difficilea par les premiers navigateurs qui e'v sont risqués : «Roaring Forties» (les « quarantièmes rugissants »), « Howling Fifties » (les « cinquantièmes hurlante »), « Screeching Sixties » (les « soixantièmaa stri

Blen entendu, la surface da l'océan Austral est entraînée par ces vents axtrémement violents. A ceci près que la direction des courants superficiels aat déviéa sur la gauche - toujours la rotation de la Terre - par rapport è celle des vents. Cette déviation, qui est de l'ordre de 45°, ne gêne en nan la formation da très grossea houlea quasi permanentes ni celle de vagues monstrueuses lors des tempêtes, très fréquentes et très violentes.

YVONNE REBEYROL

Monica Seles à plat

L'Américaine Martina Navratilova a gegné dimanche 21 février le premier Open féminin de Peris face à la numero 1 mondiele Monica Seles (6-3. 4-6, 7-6). A trente-six ens. l'Américaine enlève ainsi le 163tournoi de sa carrière et conforte son record absolu des victoiree, messieurs et demes

confondus. A l'issue de la partie, Martina Navratilova est fraîche comme une rose. A trente-six ans, l'Américaine semble revenir d'une promenade vivifiante dans les rues de Paris. Les épaules voûtées, Monica Seles, de dix-sept ans sa cadette, accuse en revanebe noe grosse fatigue. Les cernes qui lui mangent le visage ne sont pas à mettre sur le compte de sa défaite.

Certes, la partie a été éprouvante : deux heures quinze d'un tennis achamé où la numéro un mondiale n'a pas arrèté de courir vers le filet pour tenter de rattraper les amorties de sa n'vale, ou de reculer derrière la ligne de fond de court pour contrer, en vain, ses attaques profondes. Seles a été battue à son propre jeu, prise de vitesse quand elle est réputée pour sa tenacité. « Je suis crevée », explique la Yougoslave.

Monica Seles se livre depuis dix mois à un marathon quasi inhumain. Dimanche, elle disputait à Paris sa depuis se défaite en quarts de linale à Key Biscayne, en mars 1992. Au total, elle aura passé près de six mois sur les courts. Sur les trente-six compétitions qu'elle e disputées depuis deux ans, elle est parvenue trentecinq fois en finale, enlevant vingt-quatre titres. C'est la rançon de sa domination: perce qu'elle est numéro un, elle doit défendre son titre quand ses adversaires sont à ses trousses. Elle doit aussi se plier aux exigences de ses sponsors ou de son agent qui lui confectionne son calen-drier.

Après chaque rendez-vous, elle saute dans le premier avion, parcourt quelques milliers de kilomètres, franchit une poignée de fuseaux horaires pour aller chercher une autre victoire . Les programmes des deux finalistes parisiennes sont édifiants. Dimanche 14 février, Seles battait Nevratilova à Chicago avant de la retrouver à Auparavant, elle avait remporté les Internationaux d'Australie, le 30 janvier. Quarante-buit heures avant de visiter Chicago, Navratilova remportait elle la 162 victoire de sa camère à Tokyo.

« Je ne comprends pas comment Martina fait pour supporter aussi bien trois étapes oux climats et aux heures différents. Elle doit être plus résistante que moi », estime son adversaire. L'explication est plus simple. Aujour-d'hui, Martina Navratilova ménage ses artères. Depuis l'Open des Etats-Unis, en septembre, elle ne s'est ali-

quatorzième finale eonsécutive depuis sa défaite en quants de linale à Key Biscayne, en mars 1992. Au total, elle aura passé près de six mois contres y sont plus expéditives et elle peut espérer battre la nouvelle génération evant de s'essouffler.

Elle ne dispute plus que deux tour-nois du Grand Chelem. Elle ignore l'Australie, en début de saison. Cette année encore, elle ne s'alignera pas à Roland-Garros où elle n'est plus venue depuis 1988. La terre battue coupe les jambes et il lui faut désormais plusieurs semaines pour s'accoutumer ou gazon. Eo juillet, elle tentera de ravir son dixième bire

Yougoslave, dimanche, est donc une victoire de la Incidité sur la fatieue. Plus affiltée et détendue que de coutume, Martina Navratilova a su anticiper les cours-massues de son adversaire, mieux lire ses trajectoires. La vue brouillée, les nerfs à vif, Monica Seles n'a pu compter que sur la force de ses traits frappés à deux mains.

Après sa victoire parisienne, Martina Navratilova va accorder cinq semaines de vacances à ses evieus as ». Loin du tennis, elle va monter à cheval et perfectionner son ski. Mozica Seles, elle va prendre une petite semaine de repos. «Les joueuses sont trop sollicitées, s'est-elle insurgée. Même les numéros un ont besoin de répit.»

BÉNÉDICTE MATHIEU

FOOTBALL: à Sully-sur-Loire

Match en eau trouble

ORLÉANS

de notre correspondant

Le vice-président du club de football da Sully-sur-Loire (Loiret), Marcel Léveillé, quarante-sep t ans, a reconnu avoir contaminé les bouteilles d'eau déposées dans le ves-tiaire da l'équipe visiteuse de Sal-bris (Loir-et-Cher), lors d'un match de division d'honneur opposant les deux formations, le 14 février der-

Quelques minutes avant le coup d'envoi, les joueurs de l'AS Salbris, qui caracolant an tête de leur championnat et affrontaient à Sully l'équipe locale, étaient rentrés au vestieire aprèa leur échauffement pour se désaltérer et se mettre en tenue. Ouvrant uns bouteille d'eau minérale d'un pack qui se trouveit dans la local. l'entraîneur. Farid Boudebza, et un joueur, Jean-Marie llard, trouvaient au liquide un goût bizarre et remarquaient que les

percés. Après le match, les deux hommes se pleigneient de ne pas avoir été bien durant la rencontre qu'ils avaient néanmoins gagnée par deux buts è un - et, se sentant encore «dens le brouillard», étaient allés porter plainte en compagnia du président de leur club, suivis peu après par le président du club

Jeudi 18 février, Mercel Léveillé se présentait à la gandermerie at indiquait avoir injecté du Valium dans les bouteilles suspecies, mises è la disposition des joueurs de Salbris. Le résultat de nouvelles analyses et les suites éventuelles judiciaires devraient être connus ce début de semaine.

sulviois.

ell devait être trop amoureux du ctub. » A Sully, on semble ne pas en vouloir à «Marcel», qui a remis sa démission de son poste de viceprésident ainsi que de celui da conseiller municipal, tendis que la

lique de football du Centre le suspendait de toute fonction sportive. Habitant juste en face du stada, Marcel Léveillé était sans doute possédé par sa passion bénévole. «C'est une personne axcessivement dévouée, qui en feiseit beaucoup trop. Il était avec moi depuis la création du club. Je crois qu'il a disjonaté, plaide son président. Robert Beudet. Dans ce champion nat, nous sommes cinquième su douze, ce n'était pas la première place qui était en jeu at nous n'étions pas préoccupés per un maintien. Salbris, c'est un club emi, a connais son président depuis

angternos. a Le pelouse du stade Lionel-Jour-dain est restéa déserte ce weekend. a côté, è La coupe d'Or, où l'on vient boire un coup après les matches, la patronne se désole : «Le foot dans les petits pays, c'est plus ce que c'était dans le temps!»

RÉGIS GUYOTAT

... jusqu'à aujourd'hui?

L'ecueil

quarantiemes rugissa

EUSTO DENZE GERETENDETA ZE IN HEIT in the fire of the state of the second of th organisation d'une societe, afin de ers vere alatemente de ses elents et de la anneur a méme e en altirer de milligatif ______ de entreprise, exemple: éténdre tout le pouentiel de son-système informatique aux succursates, agences, bureaux de réservation et de façon générale à tout point de l'entreprise avec ses clients. 3. Ce que fait Unisys pour un nombre croissant de sociétés et d'organismes emoties dans de monde entier. syn: satisfaction chent, avantage concurrentiel, applications vitales, source le profits.

UNISYS
Nous voulons votre réussite.

Shakespeare et la sainte diablesse

De la guerre de Cent Ans à la guerre des Deux-Roses en passant par Jeanne d'Arc... et un dessin de Plantu

HENRY VI à Poiliers

La ville de Poitiers est le «théatre» d'un événement rare : la wheatres d'un evenement rare : la présentation des trois tragédies en cinq actes de Shakespeare qui forment la trilogie de Henry VI. Stuart Seide marqua ainsi, par un coup d'éclat, l'avenement du Centre dramatique Poitou-Charentes doct il matique Poitou-Charentes doot il est le directeur. Il y avait à Poitiers un organisme appelé Théâtre-scène nationale, dirigé par Denis Garnier, qui nrganisait, d'ailleurs au mieux, les venues de spectaeles créés à paris et dans les réginns. Il n'a pas disparu et jnue encore son rôle. Mais Poitiers ne disposait pas d'un lieu autnnnme de vraie création. C'est à présent chose faite, et les débuis du Centre dramatique Poitou-Charentes, cet Henry VI, resteront dans les mémoires des Poitevins : plus de buit heures de grand spectacle dans la version continue.

La trilogie Henry VI est la pre-mière œuvre dramatique de Shakesmère œuvre dramatique de Shakes-peare. Il avait vingt-sept ans. Cette pièce, d'un dynamisme et d'une ènergie qu'il n'a pas toujours atteints, a été l'objet d'un barrage en France, sous le prétente que Sha-kespeare y place sur la scène Jeanne d'Arc, et qu'il la présenterait comme une sorcière et une prosti-

tuée. Une soreière, oui en effet, parce que les soldats anglais, à Orléans, à Patay, virent en elle un suppôt de Satan : l'apparition de la Satan : l'appari Jeanne d'Arc sur son «palefroi» avec son étendard, même vue de loin, suscitait l'effroi dans les rangs anglais. Et le due de Bedfind luimême, lorsqu'il anoonça au roi Henry VI la mnrt de Salisbury le 24 octobre 1429 sur un rempart d'Orléans (épisode que raconte Sha-kespeare), annonça afficiellement les «incantations d'une femme dia-bollque nummée la Pucelle», et parla d'« un disciple et limier du Diable appelé la Pucelle, lequel use de faux enchantements et sorcelle-

Quant à une «Jeanne prosti-tuée», c'est faux : Shakespeare ne dit pas cela. Tout au plus imagine-t-il que Jeanne d'Arc, un moment, afin d'éviter le bûeber, essaie de faire croire qu'elle attend un enfant – seulement l'une des nombreuses inexactitudes bistoriques de cette pièce. Shakespeare inngle avec les dates, les lieux, invente une entrevue de Jeanne et du duc de Bour-gogne, un combat de Jeanne à Bor-deaux, ainsi de suite. Henry VI est une œuvre d'imagination, et c'est la contraction imaginaire des faits, l'enchaînement imaginaire des choses, qui font de ces huit heures

contenu des expositions. ell y a

une impression de désordre, c'est

vrai, reconnaît M. Edgard Pisani.

En venant ici, je savais que ce ne

Dès son arrivée, le président a créé un comité culturel consultatif

composé d'iotellectuels français et

arabes pour se protéger du lobby des ambassades. « Nous ovons été réunis une seule fais, déplore l'écri-vain Tahar Ben Jellnun, les ambas-

sadeurs ont du protester...» Cen-sure? Ryad a fait annuler une exposition de pontos historiques qui donnaient de l'Arabie saoudite

une image «trop rétrograde»... Uoe grosse manifestation sur le Maroe a

dû être annulée après la sortie de Notre omi le roi, l'oovrage de Gilles Perrault. Ce livre a d'ailleurs

été acheté pour la bibliothèque, mais après bien des « hésitations »,

reconnaît son responsable. Et nom-bre de ses collègnes admettent

qu'ils doivent « naviguer » entre les sensibilités. « Les hésitations de la

politique arabe de la France, depuis quelques années, unt compliqué notre tâche», dit-on à l'Institut.

Les mauvais

payeurs

que l'IMA est un acquis important et non un lieu d'opposition», note

et non un lieu d'opposition », note une personnalité proche de la Ligue arabe. Et, de l'hôtesse d'ac-cueil au président en passant par le directeur financier, trus affirment en chœur que « la crise est derrière nous ». Le public reprend le ebe-min de l'Institut: 800 000 per-sonnes l'unt visité en 1992 (chiffre difficile à apprécier car l'entrée est libre). « Pisani n sauvé le navire », indique même Pierre Bernard, le

indique même Pierre Bernard, le

directeur de Sindbad, une maison d'édition spécialisée dans la littéra-

Sauver l'IMA est une ebnse.

L'imposer comme un lieu vivant,

respecté et viable à long terme en est une autre. e Nous ne touchons

pas le grand public, encore mains les beurs des banlieues, résume une

hôtesse d'accueil. Les visiteurs sont

rares en semaine, en dehors des

habitués de la bibliothèque et des

groupes scolaires, surtoul quand

ture arabe.

Pourtant, «les Etats ont compris

serait pas une retraite dorée.»

Rencontre curieuse : cette présentation des trois Henry VI. fête rare, a lieu à Poitiers, ville qui fut le théâtre de l'un des événements majeurs de la «levée» de Jeanne majeurs de la «levée» de Jeanne d'Arc: «l'examen de Poitiers». Jeanne était apparoe le le mars 1429 é Chinon, et, evant de la mettre à l'œuvre à Orléans, Charles VII l'envoya passer trois semaines dans cette ville, nû elle fut interrogée, entre autres choses, sur ses apparitions et ses vnix, par des docteurs en théologie (Poitiers était alors la capitale judiciaire de la partie du royaume nnn occupée par les Anglais, et Charles VII y avait installé son Parlement). Le «trou» majeur de l'histoire de Jeanne d'Arc est que le compte rendu n'a pas été retrouvé.

Le propos des trois Henry VI est la célèbre guerre des Deux-Roses, la lutte des York et des Lancastre qui s'arrachent le pouvoir. Guerres fratricides de pères en fils, conduites pour une part par une « Française», l'épouse du roi Henry VI, Marguerite d'Anjou (étrangement, Shakespeare omet de nous dire que Henry VI se fait tenir pour roi de France.)

C'est l'accroissement brusque des guerres intérieures des Républiques

Milicieu Vengeant Son Beau-Frère Tué en 1917 SOLDAT VENGEAUT SA PETITE COUSINE BÉBÉ PENSANT à venger SON PÈRE EN 2023

de l'Est de l'Europe, lesquelles se rapprochaient des combats fratricides de Shakespeare, qui orienta Stuart Seide vers une réalisation de Henry VI. Puis c'est un dessin de Plantu, paru dans le Monde du mardi 19 novembre 1991, qui donna le vrai départ de l'eatreprise. Evoquant les combats en Slavonie,

le dessinateur présentait trois figures, un e milicien vengeant son beau-frère tué en 1917», un «soldat vengeant sa petite cousine violée en 1944», un «bébé pensant à venger son père en 2023».

PLANT

Stuart Seide a écrit une adaptation remarquable, vive, claire, chaude. L'appareil décoratif est léger: juste de quoi planter les lieux. Léger, mais beau (décorateur: Charles Marty). Le dynamisme de la mise en sense et le fait que l'assistance soit passionnée sans pause tiennent pour beau-coup à l'entente évidenle de tous les comédiens dans cette folle aventure. Ils sont vingt jeunes acteurs sur scène, à se partager tent quinze rôles. Citons Jeao-Quentin Chote-lain (le due d'Ynrk), Caroline Proust (Jeanne d'Arc), François Loriquet (Charles VII, puis le due de Cleange). Philippe Demarle de Clarence), Pbilippe Demarle (Henry VI), Pierre-Henri Puente (René d'Anjou, puis le si étrange Alexander Iden), Alain Rimoux (le cardinal Beaufart), Thierry Bosc (Gloucester), Cécile Garcia-Fogel (la reine Margaret), Dominique Char-pentier (la duebesse de Glnuces-

MICHEL COURNOT

'Henry VI aera repris au ► 'Henry VI aera repris au
Théâtre de Gennevilliere,
41, avenue des Grésillons,
mêtro Gebriel-Péri, à partir du
5 mers jusqu'au 10 evril. Les
mardis et vendredis à 20 h 30,
1° partie. Les mercredis et
samedis à 20 h 30, 2° partis,
Les dimanches à 16 heurea
1° partie; à 20 h 30 2° partie.
Tél.: 47-93-26-30.

PATRIMOINE

La vitrine du monde arabe

Suite de la première page

Mais on peut se demander si une personnalité plus jeune – et arabisante – oe pourrait pas, désormais, conduire l'IMA vers une nuvelle définition. Au départ, il y avait un coosensus entre les initiateurs du projet pour faire de l'Institut une «vitrine» des pays arabes. Or ces pays, recoonaît-on à la Ligue arabe, o'nnt jamais «digéré» que l'IMA solt une fondatinn de droit français, présidée par uo Français, et qu'il fallait alimenter chaque année en argent frais. D'où un problème financier récurrent qui pèse lourdemeot sur l'établissement depuis sa créatioo. Grosso modo, l'IMA devrait tourner avec 100 millions de francs par ao: 60 millions alloués par la France, 40 millions par les vingt et un pays arabes. S'appuyant sur le flou des statuts – les subventinns soot « consentles par les Etnts fondo-leurs», – ecs derniers n'ont versé en movenne que le ouart de leur teurs ». - ees derniers n'ont versé en moyenne que le quart de leur cotisation anouelle.

Aspbyxié par le manque d'argent, paralysé par les pressinns politiques, l'IMA a connu denx premières années pénibles. La com-pétence était lain d'être un critère prioritaire dans le recrutement du personnel (moitié français-maitié arabe). Les premières expositions ont laissé mains de souvenirs que les petits fours des vernissages eurs allègrement culture et relations publiques : comme l'Arabie saoudite, organisatrice de l'exposi-tion «Lieux saints», ou l'Irak, qui exigea qu'nn retire une caricature syrienne pouvant faire penser à Saddam Hussein...

« Les diplamates jouaient un rôle majeur, et non les gens de culture », reconnaît M. Edgard Pisani. Ce dernier a pris son bâton de pêlerin fait le tnur des capitales arabes. En pure perte. «Je voulais surtout les convaincre du bien-fondé de cette institution. J'ni été un peu noif. J'aurais dû aussi leur demander de l'argent. » Il a essayé de couper le cordon ambilical avec les ambasl'Egypte dans l'Institut (boycottée é cause des accords de Camp-David), cnnerétisée par l'expositinn «Egypte-Egypte» en 1989 qui a installé l'IMA sur la scène culturelle parisienne.

Etait-il en revanche judicieux de elnre cette exposition par une soirée de gala « qui n coûté 600 000 F à 700 000 F », selnn un aneien cadre de l'Institut, « alors que le trou financier s'aggraveit car les pays du Golfe payaient de moins en moins »? Pour résorber les 25 millions de francs de dettes, un plan de rigueur a été mis en place en 1990 et le personnel a été réduit de 187 à 155 personnes. L'année suivante, la guerre du Galfe n'a pas arrangé les choses : le bâtiment faisait l'objet de trois à quatre alertes à la bombe par jour. « La culture arabe n'n dejà pas bonne presse en France... », iodique M. Thierry Fabre, le responsable de la communicatioo. Résultat : l'Institut perd

nous sommes entre deux exposi-tions. » L'IMA, jusqu'ici, a fidélisé un publie de spécialistes. Reste le plus difficile: gagner « le public gaudois », selon l'expression de son président qui rappelle à sa façon l'objectif des statuts. Car on est loin de l'ambition initiale: celle loin de l'ambition initiale : celle d'être un « petit Beaubourg ». Le la moitié de ses visiteurs, 500 000 publie, très cultivé, « baut de gamme », est constitué pour moitié d'étudiants et d'intellectuels arabes. en 1991 contre 1 millinn en 1989. La faiblesse des cootributions «L'IMA est devenu un lieu de ren-contres interarabes comme il n'en existe nulle part ailleurs», explique arabes a au moins un avantage : l'IMA a pu gagner eo indépen-dance. Mais l'équilibre est fragile. « Nous sommes foits, pour vivre dans les tensions, explique M. Pisani. C'est l'arbre à palabres, nne personnalité syrienne. cette maison; on négocie constam-ment. » On négocie au conseil d'adment. » On négocie au conseil d'administratioo, au haut conseil, les deux instances dirigeantes où Français et Arabes se retrouvent à parité. Oo négocie entre le présideot (fraoçais) et le directeur (arabe, M. Mohamed Benoouna, un juriste marocain). Qui dirige? « Le premier est un visionnaire, il limpuise; le second gère », juge un responsable de l'Institut. Et de rappeler que « M. Pisonl a imposé M. Bennouna, les pays orabes n'ayant pas réussi à s'entendre sur un nom... » Oo négocie aussi le contenu des expositions. e Il y a

Pour déscoclaver l'iMA, MM. Edgard Pisani et Mohamed Bennouna doivent résoudre le double dossier financier et culturel. La dette des pays arabes s'élève aujonrd'hui à 155 millioos de francs. A l'Institut, no refuse de divulguer le oom des maovais payeurs. Mais comment «faire payers, Mais commen « tarte payers des pays qui ont également du mal à régler leurs contributios à l'ONU, à l'UNESCO et même à la Ligue arabe? Une modification des statuts est done à l'étude, « avec engagement précis de chaque Etat. Nous devrions aboutly cette année ». affirme M. Bennouna. Mais les pays accepteroot-lls de financer davantage une institution sans avoir un droit de regard sur son projet culturel? Conscients du danger, les gestionnaires captent désormais d'autres sources de revenus (mécénat, subventions eoropéennes, fonds propres), passés de 3 millinns de francs en 1990 à 3 millions en 1992.

Avec des moyens aussi modestes, le bilan culturel, après cinq ans d'activité, est contrasté. Point posi-

tif: quasiment plus personne ne remet en cause un centre culturel dont l'existence même était contesdont l'existence même était contes-tée. « Les progrès sant évidents », reconnaît Tahar Ben Jellnun qui affirme « venir ici surtout pour les expositions ». Pourtant, sur les 100 millions de francs de budget, la maison n'a pu en consacrer que 11 à la création, en 1992, et 15 cette année. En attendant les bypo-thétiques 20 millions supplémen-taires que M. Pisani espère réeu-pèrer chaque année des pays arabes, l'IMA doit d'abord entre-fenir sés deux secteurs clés; le

tenir ses deux secteurs clés; le musée et la bibliothèque. Le reste est distribué entre les expositions. le cinéfia, l'audiovisitel, les confé-reoces, l'éditinn, les spectacles vivants, les actions éducatives et quelques festivals. Cet activisme généreux oe cor-

respond pas aux maigres moyeos respond pas aux margres moyeos de l'Iostitut. Et ne s'articule sur aucun projet global rigoureux. Prenoos le musée qui occupe une place de choix dans l'IMA. Le visiteur peut s'offrir, pour 25 F, uoe belle promenade verticale, du septième au premier étage, le long de la façade nord avec vue plongeante sur la Seioe. Il peut également sur la Seioe. Il peut également essayer de voir les œuvres présentées en dépit des multiples reflets et contrejours. Mais comprendre le propos des responsables du musée relève de l'exploit tant la présentation est chaotique, les légendes her-métiques et réduites au strict minimum. Il a'existe même pas un dépliant pour accompagner la visite. Peu importe, d'ailleurs, puisque la majorité des cinq cents pièces présentées ici ne sont pas d'un intérêt majeur. Le Louvre, qui

va navrir, en novembre prochain, ses salles d'art islamique, a pour l'occasion récupéré les 215 piàces déposées à l'IMA, entre 1987 à 1990. Dans ces conditions, était-il raisonnable de vouloir créer une collection permanente de haut nivean? Le maigre budget d'acqui-sitions (de 200 000 F à 600 000 F par an) n'aurait-il pas été plus utile dans d'autres secteurs? Pourquoi l'IMA n'a-t-il pas npté pour un musée de civilisation (cartes, plans, décors) mieux adapté à cet espace spectaculaire et plus conforme à sa

spectaculaire et plus conforme à sa gvocation? Special Pour sa défense, l'IMA rappelle, textes à l'appul, que « M. Lang s'étnit engagé d'ête que les collections arabo-islamiques du Louvre restent à l'Institut ». A la direction des motelles de Fonce (DME) des musées de France (DMF), oo répond qu'il ne s'agissait que d'un prêt. Et on rappelle volontiers que ce musée n'en était pas un, puisqu'il o'avait pas à sa tête de conservateur agrée : « M. Pisani n refusé des noms de conservateurs que nous lul proposions.»

> Le secteur cinéma : peu de moyens

Derrière cette remarque transparaît uoe relation pour le moins glaciale entre l'IMA et le Louvre, ce dernier n'ayant pas admis qu'uoe partie de « ses biens » aient été présentés dans un lieu jugé « inadapté ». En attendant de règler est épineux problème, la DMF refuse même de prêter des cenvres pour des expositions tem-

Reste que l'idée même de ce musée n'est pas satisfaisante, et le tandem Pisani-Bennouna le sait

bien. D'où la proposition - séduisaote - que cet espace devieone « le musée des musées du mande arabe» en y présentant une sélec-tion des collections du Caire, de Ryad ou de Damas. « C'est une solution plus compliquée que chère », reconnaît M. Bennnuna, car la plupart des conservateurs arabes ne manifestent pas un enthousiasme débordant à l'idée de voir leurs riches collections quitter, momentanément, leurs établisse-

Autre secteur bancal, les exposi-tions temporaires. Tout le mande est convaince que sques des sloco-motives », attireroot le grand poblic. Mais on n'en compte qu'une seule en cinq ans, «Egypte-Egypte» – venant après vingt-trois expositions mineures – qui a ras-semblé 400 000 visiteurs en oeuf mois. Si le pire a côtoyé le meil-leur, la qualité s'est octtement améliorée depuis deux ans avec des sujets comme «Samarcaode», «Les mille et une bulles», «Kilims» ou «Les saint-simoniens en Egypte». « Nous ne sammes pas arrivés à un degré de programmation égal nux autres musées de Paris », tecoonaît M. Pisani. L'IMA compte bien renouer avec le succès en présentant « la Syrie ». eo juin prochaio. Même si les expositions de pays sont des « sujets à risque » car soumiscs aux « pressions » politiques.

La revue trimestrielle Qantara (8 500 exemplaires veodus) bésite elle aussi entre deux publics. Elle se veut plus qu'un simple journal d'information sur les activités de l'IMA mais, trop élitiste par son contenu, trop modesle par ses moyens, elle est loin d'être le grand magazine du mande arabe et de la Méditerranée. 800 000 F sont engloutis là, chaque année, alors que le secteur einéma, une des grandes réussites de l'IMA, a trop peu de moyens. Pourtant, grâce é l'imagination de son animatrice, Mª Magda Wassef, les séances hebdomadaires et la Biennale des cinémas arabes (en juin) marchent bien. Autre succès, le Salna euroarabe du livre, qui rassemble sur le parvis cent cinquante éditeurs de trente pays.

La biblinthèque, qui fait peu de bruit, a également trouvé sa place avec un roulement de 650 personnes par jour pour 150 places disponibles. Elle offre 60 000 titres (spécialisés dans le mande arabe contemporain), auxquels le lecteur peut accéder directement et gratuitement. « Nous visions le grand public et ce sont les étudiants et ercheurs qui sont venus, explique M. Farouk Mardam Bey, son resconsable.

Une enquête auprès des visiteurs, réalisée par l'IMA en mai 1992, mootre le chemin qui lui reste à parcourir : les deux lieux les plus visités soot la terrasse et la librairie, qui « n'entretiennent pas de liens directs avec le projet culturel»: 60 % des personnes qui sortent de l'IMA « ne connaissent toujours pas ses activités », et une grande majorité méconnaissent sa programmation.

MICHEL GUERRIN

Une Rolls-Royce lourde à manier

convient. e L'architecture a fortement contribué au lancament de l'IMA. » La vocation de ca nouvaau temple de le culture était floue? Pau importe. Les touristes pouvaient apprécier le mariage éussi entre le verre et l'acier, la epactaculaire facade and avec ses moucharebiehs, l'étannant ballet des ascenseurs qui rythmant la via de l'Institut. Si l'erchitecture est impreseinnnante, la vue sur Notre-Dame. depuie la tarrasse du neuvièma étage, est incomparable. Et peu importe si le visiteur sortait avec une étrange impression de vide. Le bâtiment imaginé per Jean Nouvel, Architecture Studin et consorts échappe à la critique.

Côté utilisateure, le jugement est plus contrasté. « Une Rolls-Royce, juga un cadre de l'Institut, mais lourde à manier. » Le carnet de doléances est en effet épais : circulationa compliquéaa (un vrai dédele entre les deux niveaux inférieura), signelétique peu claire, entrée inadaptée pour l'eccuail en nombre, paa assez d'aspaces polyvalants, placa perdua dans la salla hypostyle (1 000 mètras carrés da colonnaa), parvis sinistre, bureaux bruyants et exigus, plafonds trop bas en cartains

Sur place, tout le manda en endroits (2.05 ml. Les administreteurs jugent le bâtiment « rigide, fragile et d'un entretien coûteux ». Quant aux fameux diaphragmea des maucharebiehs, pas en fonctinn de l'intensité de la lumière, enmme prévu. «Ils e'ouvrent et se ferment toutes les demi-heures, pour les visiteurs, grâce à une commande élactronique », axpliqua la res-ponsable du bâtiment.

Improvisations nombreuses

Des travaux sont prévus dans le hall, dans le courent de l'année, pour eméliorer la circulation et l'accueil. Mais c'est surrout le erual menque da plees qui inquiéte la directinn. En particu-har pour la bibliothèque nu des projete d'extensinn ennt é l'étude : «Ce sera insoluble dans deux, trois ans, explique M. Mardam Bey. Nous achatnns 4 500 ouvrages par an et nous sommes abonnés à 900 périodiques. On vient du monde entier pour voir notre tour de Babel qui occupa sept étages, mais elle n'est vreiment pas pretique.»

Jean Nauvel récuse ces critiques : « J'avais imaginé un institut plus riche, avec une programmation plus luxueuse. L'IMA est

le seul grand chantiar qui n'a jamais été terminé, d'où les probièmes de parvis, de patio et de bureaux. Il devait eussi être éclairé la nuit, ce qui eurait constitué un formidable signa d'appel. Si le bâtiment est fragile, c'est qu'il est mal entretenu. Quant au problème de place, j'ai toujours dit qua c'était un bătiment bloqué, sans soupape. En fait, nous sommes en train de

payer les improvisations du pro-Improviestion dene l'auditorium, inadapté au spectacla

vivant (dee traveux cont en cours) et qui compte 365 places eu lleu de 600 à cauea du volume des sièges, confortables mais inadeptée. Improvisation dans la distribution des lieux : les axpasitlans da prestiga (le Knwelt an ce mament, la Syne en juin) sont confinées dans les sous-sols quand les plus beaux especes (premier et deuxième étagss) sont occupés par daa collections d'art contemporain qui intéressent moins. Comment accuaillir un public plus nambreux dans un bâtiment qui na sa prête guère aux foules? Le probième est quasi insolubla.

apparelle conven de l'Opèra d

ger variation a most r

961.04

1

AGENTS IN

pour Casses

sse

mi de de sin de Planty

Prope Done

Van Roma

MICHEL COURSE

1.5 25

1.000

10 ga 100.

12.

: <u>1</u>255 $\varphi \in \mathbb{C}^{1+2k(k)}$

. . . .

tera reput e Genrendien

Peri a pare e

of feet of the contract of

Terreine 20 2 pag

10 20 20 PME

in Trante

Ouverture en trio

Bric Martin, Herman Diephuis et Christian Bourigault: trois nouveaux venus dans la jeune chorégraphie

JEUNES CHORÉGRAPHES au Théâtre de la Bastille

Deux chorégraphes nouveau-nés?
On fonce au Théâtre de la Bastille
pour le baptème, des dragées plein
les poches et le cœur plein d'espoir.
Erie Martin et Herman Diephois
dansent tous les deux chez Philippe
Decoullé; ils l'ont aidé, notamment,
pour la préparation de la fameuse
soirée d'ouverture des Jeux olympiques d'Albertville. Avant? Le premier e brillé sur patins à glace, le
second, formé à l'école béjartienne
Mudra, est passé chez Régine Chopinot puis chez Mathilde Monnier.
Erie Martin intercrète lui-rême

Erie Martin interprète lui-même son Bonus. Davantage qu'à Decoullé, e'est à la Compagnie Castafiore et à ses parodies de feuilletons de science-fiction que fait penser cette pièce – en moins drôle. Autour d'une fusée découpée en rondelles que des «techniciens» vont agrémenter de bras articulés et d'hélices, s'affaire na cosmonente qui fait s'affaire un cosmonente qui fait tourner entour de son casqua un mini-avion. Lui-même, attaché à une laisse, décrit des cercles eutour de le fusée, s'assouplit à la façoo d'un boxeur, souffie dans son gilet gonfieble. Entre des bruits de moteur et du rock, la voix suave d'une hôtesse débite les consignes de sécurité. C'est gentil, cela peut amu-ser les enfants - d'eutant plus qu'ils y retrouvent leur chère chanson Pirouette, cacahuète – mais c'est un peu insuffisant pour qu'oo s'écrie,

MUSIQUES

Il n'y a pas non plus à ôter sa casquette devant le Trio à cordes d'Herman Diephuis, encore que la substance chorégraphique en soit moins ténue. Ces cordes ne sont pas celles d'instruments de musique mais des cordes lisses de gymnastes, qu'utilise le trio (Diephuis et deux filles) pour descendre de ses fautenils suspendus, y remonter, s'y pendre par les pieds, jouer à Tarzan sur sa liane, amortir assez joiment des sauts et des chutes. Entre ces acrobaties, il y e des dnos, pas très originaux, un petit trio enlecé, un peu folklorique. Flotte un parfum pas déplaisant de fête foraine on de cirque — qui rappelle cette fois cirque - qui rappelle cette fois Decoufié, dont le cirque fut la pro-

> Solitade des corps désirants

On peut voir ensuite, dans l'autre salle du même théâtre, Matériau-Désir, troisième pièce de Christian Bourigault. Il evait débuté par uo attachant Autoportrait de 1917, inspiré d'Egon Schiele, suivi d'une Apocalypse joyense, plus confuse. Détié à Domisique Bagouet, « qui m'a donné, dit Bourigault, le désir de
prendre le matériau chorégraphique
pour mélanger les couleurs », Matériau-Désir bénéficie du talent de la
costpuière fétiche de Bagouet. On peut voir ensuite, dans l'autre costumière fétiche de Bagouet, Dominique Fabrègue : elle e inventé

ment un accord de modulation du

des exigences du théâtre, avec garan-tie de compensations financières.

subventioo de l'Etat, qui était de

I 200 francs par spectateur du temps de Garnier se montait actuel-

Les problèmes liés à la rémuné-

ration due eux artistes lorsque les spectacles sont diffusés à la radio et/ou à la télévision n'out pas, faute de temps, encore été réglés avec les personnels concernés. Mais un docu-

ment servant de base aux oégocia-tions leur a été communiqué.

lement à 700 francs.

tel Schumann découvrant Chopin : ici de simples mais ravissants justau-« Chapeau bas, messieurs, un génie. » corps aux couleurs meloa. Des corps aux couleurs melon. Des textes extraits de Quartet, de Heiner Müller (d'après les Liaisons dange-reuses de Laclos) traversent la pièce. Il est donc question du désir, cette puissance inconscieote qui nous tourmente jusque dans nos rêves : cela inspire à Bourigault une très belle séquence, au début, où les qua tre corps endormis bougent douce ment ou violemment pendant leur sommeil, se recroquevillant en fœtus, s'étirent, roulent d'un côté ou

> Un grand paravent miroir se déploie en diagonala sur la scèce, réfléchit le publie, se feit par moments transparent pour dévoiler les danseurs passés derrière, autant de jolis effets. Le chorégraphe sait parfois exprimer le solitude des corps désirants et aussi la permanence du désir de survivre qui les fait se relever obstinément après chaque chute. Malheureusement. cela peut être également perçu, à la longue, comme une incapacité de mettre fin à cette pièce encore mal maîtrisée : le matériau et le désir sont là, encore faut-il construire.

SYLVIE DE NUSSAC

Théstre de la Bastille, jusqu'au 25 février. Bonus et Trio à cordes à 19 h 30 (petite salle); Matériau-Déair à 21 heurau (grande saile). Tél.: 43-57-42-14. 100 francs.

EN BREF

O Mort du cinéaste auglais Léslie Norman. - Le metteur eo scène britanoique Leslie Norman est mort le 18 février. Il était âgé de quatre-vingt-deux ens. Avant la La convention collective des pertre. La convention comporte égaleseconde guerre mondiale, il evait réaliser Too Dangerous in Live, en temps de travail établi en fonction 1939. Il tourna ensuite des films de scienco-fiction, tels que The Night My Number Came Up (1955) ou X The Unknown (1956), mais son film le plus connu reste un récit de guerre, la Patroullle égarée (1961). Leste Norman avait également été productions au comment de Mer. Le cahier des charges de l'Opéra de Paris fixe à 120 représentations les représentations lyriques à Bastille pour la saison 1994-1995, et à 150 celles du ballet à Garnier (130 dounées par le ballet de l'Opéra de Paris), M. Cluzel a précisé que la colonnées par le USE a précisé que la colonnées par le USE at précisé que la colonnées par le USE at précisé que la colonnées par le l'USE at précisé que la colonnées par le l'USE at précisé que la colonnées par le l'USE at producteur, notamment de Mer cruelle (1953), de Charles Frend.

Bacches à Drosot. – Une vente aux enchères de livres uniquement consocrés au vin s'est tenue samedi 20 février à Drouot. Plus de 600 «lots» ont été dispersés par M' Guy Loudmer, pour on total de 3 millions de francs. Parmi les œuvres de cette «bibliothèque bachique », rassemblée par M. Kilian Fristch, un recueil (Libri M. Killan Fristch, un recueil (Libri de re rustica) datant de 1533 contenant des textes des a écrivains agricoles» romains, Columelle, Calon, a été adjugé 260 000 F. Un incunable, Tractatus de vino et ejus proprietate, premier livre imprimé sur le vin (Rome 1495), est parti à 140 000 F. Le catalogue de la veote aveit pris la forme d'un iluxueux ouvrage, édité chez

luxueux ouvrage, édité chez Maeght (780 F).

O Grève an Centre Pempidon pour le vernissage de l'exposition Matisse. – Les syndicats autonomes, FO, CGT, CFDT appellent à la grève les membres du persoonel du Centre Pompidon mercredi 24 février, jour du vernissage de l'exposition Matisse (qui ouvre au public le lendemaio). Les syndicats a dénoncent la précarisation généralisée de l'emploi au Centre et la dégradation des conditions de travail ». Ils a refusent les licenciements des gerannels vacataires et exigent des garanties de réemploi et un plan de contractualisation ».

SAMEDI 20 FEVRIER 1995 LOTO, 520277 11 8 000000 0 RESULTATS OFFICIELS G @ @ @ @

La nouvelle convention collective

de l'Opéra de Paris

techniques et

edministratifs da l'Opéra de Paris,

signée la semaine dernière par la CFDT, FO et la CGC, « revolorise

les fonctions artistiques et modernise les conditions de travail des person-

nels techniquess, a estimé vendredi, 19 février, M. Jean-Paul Chuzel,

directeur général de l'Opéra de

Paris, au cours d'une rencontre evec

la presse. Il e précisé, par ailleurs, que le refus opposé par la CGT à la

signature de cette convention collec-

tive ne pouvait la remettre en ques-

tion dans la mesure où aucune des centrales syndicales représentées à l'Opéra n'atteignait la quota da

représentativité nécessaire pour

La revalorisation des fonctions

artistiques se traduit par une amé-

lioration de 10 % en moyence du traitement des artistes du ballet, dn

chœur et des musiciens de l'orches-

empêcher son application.

REPRODUCTION INTERDITE Le Monde *L'IMMOBILIER*

8• andt Rue de Washington chambre avec coin cuisine wc. douche perteit érat 5- étage 340 000 F band MARCADET 42-51-51-51 11 arrdt

Rech. UPGENT 100 à 120 m² PARIS, Préfère 5*, 6*, 7*, 14*, 15*, 16*, 4*, 9*, Pala comptant chez notaire 48-73-48-07 AUSAGME. Vills, 2 app. 1 T 3, 1 T 4, 230 m², 2 200 m², jard. 70 m² s/sol. Piscine 8/4 m. (16) 42-03-40-13

Le Monde

AGENTS IMMOBILIERS pour passer votre annonce

46-62-75-13

maisons individuelles 92 NANTERRE, près Ruell. 4 poss 82 m2, terrein 347 m2, 630 000 F. 45-31-51-10.

bureaux Locations

VOTRE SEGE SOCIAL DOMICILIATION et tops services 43-55-17-50

locaux

7- VANEAU. Entrepēt, prox. rus de Savres, 40 m2, env. Loyer 4 500 F C.C. Gail neuf, 3-8-9. CASSIL RIVE GAUCHE.

CARNET DU Monde

Caroline BRIZARD

Xavier MATHARAN

Juliette le 7 février 1993.

59, rue du Moslin-Vert, 75014 Paris.

Nathalie et Bruno CRENON et Elodie

le 20 fevrier 1993.

5, rue de Fontenay. 92340 Bourg-la-Reine

<u>Décès</u> M= Flora Baudinet-Damade,

Françoise Renversez,
Pierre, François et Jacques Baudinet.
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Ses parents,
Et ses amis,

ont la très grande tristesse d'annoncer le décès de

M. Pierre BAUDINET,

Les obsèques ont en lieu le 20 février 1993, à Marrq-en Barreul.

802, avenue de la République,

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde sur sont prés de bien vouloir nous con-muniquer leur miméro de référence.

PROBLÈME Nº 5982

IA | -- |-

A11

IX

x

HORIZONTALEMENT

etra épouséa. - il. Bien reffiné. Symbole. - ill. Peut passer aous une porte. Vit sur les arbres en Amérique du Sud. - IV. Un spécia-

liste de la recherche. - V. Un vague sujet. - VI. Comme des questions auxquelles il est difficile

de répondre. - VII. Peut être un élément de batterie. - VIII. Bonne,

ce n'est pas une femme du monde.

— IX. Chef d'équipe. Sa tête n'inspire pas confiance. — X. Se mouille.

En mer, c'ast une vrale salede. - XL Qu'on a commencé à mangar.

Des femmes spécialistes de la recherche. – 2. Ville. Vit dans les bois. – 3. Un don qui permet d'être au four et au moulin. Est

divisible per douze. - 4. Dans le cirage. Peut être utilisé par celui qui

veut faire ses preuves. - 5. Un mauvels pil. Rendit une voix trèe rude. - 6. Pronom. Les uns et les aurres. Sur le Darube. - 7. N'est pas dure de la feuille. - 8. N'est

pes un rapide. Quartier de Montéli-mar. Apparue. – 9. Peut être égaré

quand on déménege. Nourriture

Solution du problème nº 5981

Horizontalement

Nord-Est. - III. Rélégations. Sec. -

IV. Inapercue. Se. - V. Sen. LER. Us. Ci: - VI. Prenez I II. Ronde. -

VII. Ors. Remmener, Es. - VIII. Ne. Apreté. S.A. - IX. Mentir. Prénom.

- X. Ale I Galliée. Ire. - XI. Brut. Ulm. Tchad. - XII. Lob. Urée. Ais. Oc. - XIII. Enlève. Re. Ruine. -

XIV. Iéna. Airs. Rond. - XV. Ré.

Verticalement

1. Irresponsable. — 2. Mie. Erre. Ironia. — 3. Malines. Meuble. — 4. En. Dé. E.N.A. — 5. Régaler. NG.

Uval. - 6. Trapèze. Teure. -7. Aster. Maille. AP. - 8. tr. Impri-

merie. – 9. Inoculer. Arc. – 10. Torsus. Népéte. St. – 11. Erse. Rétrécir. – 12. Corée. Heur. –

13. Dessin. Nie. Ion. - 14. Isée.

Désordonné. - 15. Etc. Sésame.

Alopécie. Née.

1. Immortalité. Die. - II. Rie, Ers.

des « gourmands ». .

L Una robe pour celle qui veut

123456789

M= Hubert Bonnier,
 Ses frères, sœur, belle-sœur,
 Neveux, petits-neveux,
 Parents et alliés,
 out la douleur de faire part du décès de

M. Hubert BONNIER,

survenu le 16 février 1993, dans sa soixante-dixième appèr.

La cérémonie religiouse et l'inhuma tion ont cu lieu dans l'intimite à Mont de-Marsan [Landes], le 19 février.

Une messe sera célébrée ultérieure-ment à Paris.

Michelle et Hanach Gourarier,
 Daniel et Tina Jacoby,
 Zeev, Manuella, Laurent, Anne-Carine et Jean-David,
 ont la tristesse de faire port du décès de leur mêre et grand-mère,

Dinah JACOBY,

surveou à Saiot-Mandé, le 20 février 1993.

Ses obsèques auront lieu le mardi 23 février, à 17 heures, au cimetière du

Avec elle disparait la dernière des demoiselles Schilmann, et la seizième enfant de Mardochée et Malka Schil-

Béni soit le Juge de vérité. Szint-Mandé: 48-08-54-87.

M= André Lachant

M. et M- Jean-Luc Lachaut. Thibaut et Juliane, ont la douleur de faire part du décès de

M. André LACHAUT,

La cérémonie religieuse aura lieu mardi 23 février 1993, à 10 h 30, en l'église de Blismes (Nièvre).

58120 Blismes. Jovellagos, 5. 28014 Madrid.

M= Loon Mistral, M. et M= Jacques Mistral et leurs enfants, M. et M= Jean Ollivier

M. et M. Joan Ollivier
et leurs enfants,
M. Georges Mistral
et ses enfants,
out la douleur de faire part du décès de

M. Léon MISTRAL ingénieur civil des mines, ingénieur général honoraire à la SNCF.

Les obsèques ont cu lieu dans l'ioti-mité familiale, le 19 février 1993, au cimetière du Montparnasse.

20, avenue de Lowendal, 75015 Paris.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde Comité de direction : Jacques Lescume, gérant directeur de la publication Brune Frappat directeur de la rédection Jacques Guiu directeur de la gestion Manuel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jean-Marie Colombani Robert Solé (adjoints au directeur de la niclaction)

Daniel Vernet

Anciens directeurs : kibert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Laurens (1982-1985) André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL:

15, RUE FALGUIÈRE

75501 PARIS CEDEX 15

Tdl: [1] 40-65-25-25

TMECODINI AO-65-25-99

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÈRY

9-8852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

TML: [1] 40-65-25-25

YMECODEM: 49-80-20-10

M. et M[∞] Jean Pnech,
 M. et M[∞] Jacques Puech,
 M. et M[∞] Georges Louis Puech,
 M. et M[∞] Mare Puech,
 ses enfants,
 Ses petits-enfants,
 Et ses arrière-petits-enfants,
 ont la douleur de laire part du décès de

M. Louis PUECH,

conseiller honoraire à la Cour de cassation

survenu le 9 février 1993

L'inhumation a en lieu dans l'intimité de la famille, au cimetière marin de Sète, le 15 février 1993.

- M™ Y vonne Slama, Raphaël et Annie Slama et leurs enfants, Myriam et Jean Winghart et leurs enfants, Helyette et Donald Geman

er leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès ile leur mes cher et regretté

Simon SIAMA, professeur retrailé,

leur époux, père et grand-père.

41, rue Anatole-France, 92290 Châtenay-Malabry,

Remerciements

- Simone et Georges Gibbal-Calvat, Le docteur Mireille Sanreil-Gibbal, Et tous leurs parents

Alliés et amis, profondément émus par les témoi-gnages d'affection et de sympathie qu'ils ont reçus à l'occasion du décès de leur cher

Jean-Merie GIBBAL

remercient bico vivement lous ceux qui leur ont écrit ou qui se sont asso-ciés à leur peine, le 16 février 1993.

> M~ Gibbal 9, rue des Lilas, 38240 Meylan.

Avis de messe - Le 22 janvier 1993,

Albert FLON,

était rappelé à Dieu.

Tous ceux qui l'ont conqu, estimé el nimé, sont invités à venir prier à la messe qui sera célébrée le vendredi 26 fevrier, à 11 heures, en l'église Saint-Pierre de Neuilly, 90, avenue du Roule, à Neuilly sur Sciac, où à s'unir

Anniversaires

- Le 23 février 1992, disparaissaient Muriel et Denis.

tis sont présents dans le cœur de leurs amis lidèles.

CARNET DU MONDE

40-65-29-94 ou 40-65-29-96 Les avis pouvent être insérés LE JOUR MEME s'ils nous parviennent event 9 h

au siège du journal, 15, rue Falgulère, 75015 Paris Télex : 208 806 F Télécopleur : 45-88-77-13 Tarif de la ligne H.T.

Les ignes en capitales grieses aont facturées sur la base de déco ignes. Les ignes en blanc sont obligatores et facturées. Minimum 10 ignes.

Le Monde 1961-1990 Du mur de Berlin h l'unification allemande : reconstituez les fils de l'histoire. L'HISTOIRE **AU JOUR LE JOUR**

Un pack lors de Wac Vi 4/40

Pachat d'un
Pa disquettes + un topis souris) 44 MO: 2389F ht 38 MO: 3198F ht THL.(1) 49 58 11 00 COMPUTER BENCH 12. R. AMEROISE CROEFAT DEXPOSITION (P) 24800 ANTENDE

Près av. de la République 4 pièces 99 m² tonueux 1 980 000 F 42-51-51-51

appartements ventes 18 andt MARCADET Studio Récent 580 000 F CHAMPIONNET 3 pilico Récent 795 000 F MANO MARCADET 42-51-51-51 M- Marx-Darmoy, STUDIO 20 m³, Bel Imm., rénové 92. 275 000 F. 33-55-06-24.

appartements achats

commerciaux

Locations

Prie Nation, Beau local neuf, 200 m², rout wage, 21 612 P TTC per mois, 43-73-33-31.

GUY BROUTY FAX: (1) 46 78 19 17

11111

Le temps du pain noir

Les comptes de l'exercice 1992 que vient de publier le ministère des affaires sociales le eonfirmant evec éclat : moins le gouvernemant da M. Pierre Bérégovoy évoquere le dossier de la Sécurité sociele et mieux cela vaudra pour lui. L'enelyse du miniatère qui consiste à attribuer au ralentissement da le eroiesance économiqua et à l'augmentation du chômaga la creusement du défieit à 12.5 milliards de francs, est largement biaisée En effat, alle conaiste à comparer les prévisions établies an juillat damier avec las réalisations constatées à la fin de l'année 1992, soit un écart da 9 5 milliards da francs. Or, las prévisions da l'été éteient pour le moins volontaristes, pour ne pas dire totalamant irréalistes. Il n'y a quère qua la gouvamemant qui, en juillet, nsait sériausemant tabler sur une croissanca da 0,3 % des effectifs salariéa pour 1992 I Dans ees conditions, la ministère a beau iau de se lamenter sur la recul de 0,9 % effectivement constaté...

Tnutefois, la faiblesse da l'économia at la dégradation de l'emploi ont réellemant pesé sur les comptes de la « Sécu ». Mais alors, pourquol aucune mesure de financement - hormia la subvention exceptionnelle de 5 milliards de francs prélevée sur le budget de l'Etat n'est-elle intarvenue lorsqu'il en était encore temps? Quant à l'argument selon lequel la protection sociale e joué eun rôle de stabilisateur conjoncturel», il ne peut faire nublier que le gouvernement e mangé son pain blane et refuse de menger son pain noir : il faudra bien solder une partie des 40 millierds de déficit cumulé par la Sécurité sociale, dont le trésorerle e été dans le rouge pendant deux cent quatre-vingts jours an 1992. L'opposition se chargera da le rappeler. Mais ses représentents - dont le plupart conbinuent pourtant de "prétendre qu'il n'est pas question d'envisager une hausse de la fiscalité ou des cotisations - risquent d'evoir eux aussi à mengar sous peu du pain noir.

Sur le forme, la présentation du bilan da la «Sécu» est ancore plus critiquebla. La Commission des camptes, prévua en décambre, na a'est toujours pas réunia, ee qui parmat au ministère da ne pas souffler le moindre mot des prévisions 1993 (on paut s'attendra à un trou da 10 à 15 milliards). Là n'ast sans daute pas la plus grave. Depuis quelqua tempa déjà, nn sait que cette Commission ne sert plus à grand-chnaa.

JEAN-MICHEL NORMAND

Le président de la enmpagnie

d'assurance publique UAP,

M. Jean Pcyrelcvade, a répliqué, samedi 20 février sur Radio Classi-

que, aux accusations de l'opposi-

tion, sur les conditinns de la vente

d'Adidas par M. Bernard Tapic,

ministre de la ville, à un groupe de

reprencurs nu des sociétés fran-

çaises publiques jouent un rôle

Rejetant les «amaigames» et les

a accusations complètement infon-

Selon M. Jean Peyrelevade

La banque Worms se retirera d'Adidas

« dans les meilleurs délais »

En 1992, le déficit a atteint 12,5 milliards de francs

Le déficit de la Sécurité sociale s'est chiffre à 12,5 milliards de francs en 1992, selon les données muniquées lundi 22 février par le ministère des affaires socieles. Ce besoin de financement est sunérieur aux prévisions établies en juillet - qui tablaient sur un solde négatif de 7,2 milliards - malgré le versement par l'Etat d'une subven-tion exceptionnelle de 5 milliards de francs au profit de la Caissc

Selon le ministère, cette différence « résulte pour l'essentiel d'une mpins-value des cotisations encaissées » imputable au relentissement économique alors que «l'évolutinn des dépenses n'n traduit nucune dégradation muable». Cc manque à gagner par rapport aux prévisions de l'été est évalué par le ministère à 9,5 milliards de francs en raison de la dégradation de la situation de

Du côté des dépenses, la branche retraite de la Sécurité sociale, dont les prestations progressent de 7 % en un an, caregistre comme prévu un défieit de 17 milliards malgré l'attribution de 5 milliards de subvention. Bien que glubablement déficitaire de 800 millions de francs, l'assurance-maladie voit ses remboursements progresser un peu

moins vite (2,3 milliards) que ne l'imaginaient initialement les experts. Les accords da modération des dépenses passés avec les clini-ques privées, les infirmières libé-rales et les biologistes ont visible-ment permis de limiter une partie de la consommation médicale alors que certains budgets bospitaliers ont pu être reportés sur 1993. Tou-tefois, les dépenses de santé prises en charge en 1992 par la «Sécu» auront augmenté un peu plus rapi-dement que l'année précédente (6,7 % contre 6,5 %).

L'excédent de l milliard de francs dégagé par la branche des accidents du travail comble une partie du déficit des autres dépenses d'assurance-maladie, éva-lué à 1,9 milliard. Enfin, les allocatinns familiales voient leur excédent traditionnel fondre de mnitié par rapport aux prévisinns pour atteindre 5,3 milliards de francs.

Au total, le déficit cumulé de la Sécurité sociale s'élevait, fin 1992, à 39,1 milliards de francs. Aux besoins de financement de l'année des années 1989 (395 millions), 1990 (9,6 milliards) et 1991 (16,6 milliards).

Forte poussée de la monnaie japonaise

Le dollar au plus bas vis-à-vis du yen

En l'espace d'une semaine, le yen a franchi un nnuveau record bistorique vis-à-vis du dollar. Lundi 22 février, la monnaie américaine a clotnre à Tokyo à 116,85 yens, son plus bas cours jamais enregistré. Elle enfince ainsi son record du vendredi 19 février (119,23) et surtout ceux de la fin de septembre 1992. En l'espace de deux semaines, le yen a progressé de 6 % vis-à-vis du dol-lar. La hausse de la monnaie japonaise est également vive à Paris, puisque lundi 100 yens s'échangeaient à 4,73 francs, contre 4,66 francs vendredi et 4,36 francs au début du mois.

Officiellement, cette poussée du yen est souhaitée par les responsa-bles des principaux pays industrialisés; l'excédent commercial du Japon continue à augmenter, après une année 1992 record, et l'appréciation du yen est supposée freiner les ventes du Japon à l'étranger. En fait, les responsables nippons n'ont pas caché, ces derniers jours, leur inquiétude devant la poussée soudaine dn yen. «Le yen varie trop rapidement. Ce n'est pas bon », a déclaré lundi à la presse japonaise M. Kiichi Miyazawa. Le premier ministre a ainsi repris des critiques déjà formulées par le ministre des finances, tandis que, pour sa part. la Banque du Japon n'a pas caché son intention d'intervenir afin de contenir unc hausse trop brutale.

Cours du dollar 1992 1991

Ces événements sur les marchés des changes se produisent alors que les ministres des finances du groupe des sept principaux pays industricls doivent se rencontrer à Londres samedi 27 février, et pourraient se prononcer en faveur de l'appréciation du yen. La nouvelle administratina américaine a fait savnir qu'elle y était favnrable. Vendredi, le secrétaire au Trésor. M. Linyd Bentsen, a déclaré à Washington qu'il « aimerait voir un

yen plus fort ». D'ailleurs, la tenue d'une réunion, samedi 20 février à Takyo, des principaux conseillers des gouvernements du G7, a contribué à la flambéc de lundi; selon la presse japonaise, un accord aurait été passé en vue d'encourager la poursuite de l'appréciation de la monnaie nippone. Au cours des dernières années, il est déjà arrivé que le yen s'apprécie en anticipation d'une décision des . Same

ा इत्युक्ति । स्थानक

Samuel St. 🛎

وموضوعة

والمراسية

ŧ-

1 .. .

يه يد ا

2.5

144

2000

1000

270 000

10 to 10 mg

· · A. 1016.30

7" #

Alors que les marins bretons manifestent leur colère

M. Clinton accuse à nouveau Airbus de concurrence déloyale

La crise de l'industrie aéronautique

Le préaldent Bill Clinton devait recevoir les responsables de l'industrie aéronautique américaine, lundi 22 février à Seattle, siège de Boeing, dans l'Etat de Weshington, pour leur parler d'éventuelles mesures de « représeilles » à l'encontre d'Airbus qu'il e encore accusé ce week-end de concurrence déloyale. Toujours à Seattle, M. Clinton devait s'adresser aux employés de Boeing, qui vient d'ennoncer une vague de licen-

WASHINGTON

de notre correspondant Dans les batailles commerciales en cours, et à venir, entre les Etats-Unis et l'Europe, Airbus est en se d'étre a nouve ligne. Depuis l'arrivée au pouvnir de la nouvelle administration démocrate, il ne s'est pratiquement pas passé de semaine sans que les plus hauts dirigeants américains, à commencer par le président, ne s'en prennent aux sabventions déloyales » dont bénéficierait le

consortium aéronautique européen.

M. Clinton a, une fois de plus, moné la charge, dimanobo 21 février, contre sa bête noire. En tournée en Californie, le président a répété ses accusations de concurrence « délnyale » à l'encontre d'Airbus, qu'il a rendu partiellement responsable des déboires de l'industric aéronautique améri-caine. M. Clinton parlait à Los Angeles. Le thême du discours n'était pas dû au hasard. La Californie héberge une partic de l'in-dustrie aéronautique du pays, notamment celle qui est la plus touchée par les coupes drastiques dans le budget de la défense que prévoit le projet de loi de finances du nouveau président. L'Etat le plus riche et le plus peuplé de l'Uninn, qui a voté Clinton le

3 novembre dernier, est aussi celmi qui a été le plus touché par la baisse de l'activité au cours des deux dernières années. Il connaît un taux de chômage de près de 10 %, alors que la moyenne natio-nale est de 7,2 %.

En outre, le président prenait la parole au lendemain de l'annonce de 28 000 liceneiements chez Boeing. « Ces dernières années, nous sommes restés sans rien faire, nous sommes restés sans rien faire, a dit M. Clinton, alors que l'Europe investissait 26 milliards de dollars pour construire l'Airbus et chasser les Américains de leur empini. » Implieitement, M. Clinton impu-tait ainsi à Airbus une part de res-ponsabilité dans les 28 000 liceneiements chez Boeing. Rarement un dirigant américain aura été ussi direct dans ses accusations à l'encontre du consortium.

Tnut au lnng de la semaine, le président avait préparé le terrain. télévisée à Detroit, il eveit déjà stigmatisé le consortium euronéen assurant qu'il n'allait « pas faire le bus. Mercredi, prononcant son discours sur l'état de l'Uninn devant Congrès, il avait renouvelé ses attaques contre les fameuses sub-

Ce discours anti-Airbus coıncide avec les graves difficultés que connaît l'industrie aéronautique américaine. Toujours sous le coup d'une déréglementation qui a bouleversé le marché du transport aérien, celle-ci aurait, selon l'édito-rialiste économique du Washington Post, perdu l'an passé g milliards de dollars.

> Et l'accord sigué en 1992?

Le chef de l'équipe des conseil-lers éconnmiques du président, la Californicane Laura d'Andrea Tyson, a bâti sa philosophie indus-trielle autour du cas d'Airbus. Elle avance que le cansortium est avance que le ennsortium est l'exemple type du secteur de pointe protégé (en l'espèce par les gouvernements européens) dont les Etats-Unis doivent s'inspirer ponr, eux aussi, protéger certaines de leurs industries de pointe. S'il le faut, en répliquant subventinn pour subvention. Le représentant du présivention. Le representant au presi-dent pour les négociations com-merciales, l'avocat Mickey Kantor, met aussi l'exemple d'Airbus en avant quand il s'nffusque des énormes subventions » que les Etats européens alloueraient à certaines de leurs industries.

M. Clintnn a laissé entendre qu'il voulait snivre les conseils de M= Tyson. Au finnd, plus qu'il n'attaque l'Europe, il semble van-ter les pratiques curopéennes en matière da partenariat entre l'Etat et le secteur privé. M. Clinton cite toujnurs les «mndèles» allemand et japonais de politique indus-trielle. Si Airbus gagne des points, a-t-il affirmé à Los Angeles, ce n'est pas « parce que les Européens ont gagné la bataille de la concur-rence, mais parce que l'Europe a

une théorie sur la manière de créer des emplois de haut niveau dans le damaine aéronautique à l'orée du vingt et unième siècle. Et nous, nous étions prisonniers d'une théorie qui disait : ça, c'est de la politique industrielle, on ne fait pas ça ».

Autrement dit, les Etats-Unis vnnt se mettre « à faire ça ». Le scul petit problème, quand il s'agit d'Airbus, est que l'affaire avait, en principe, été réglée entre Américains et Européens - ce que la nouvelle administration paraissait totalement ignorer en ouvrant ses dossiers. Après de longues polémiques, un accord avait été conclu en 1992 entre les deux parties, réglementant et limitant à 25 % des coûts de production et de développement l'aide à l'industrie aéronau tique (les avionneurs et motoristes reçoivent commandes et budgets part et d'autre de l'Atlantique. Si l'on en croit le Wall Street Journal, la nnuvelle administration scraft sur le point de remettre cet accord en cause, ou, à tout le mnins, aurait entrepris de le réexaminer.

ALAIN FRACHON

La Commission européenne va proposer des mesures pour la pêche

La Commission européenne va proposer dans les prochains jnurs aux Etats membres des mesures pour faire face à la erise de la pêche, selon des informations de source communautaire recueillies dimanche 21 février à Bruxelles à l'issue d'une réunion d'urgence avec des représentants du secrétariat d'Etat français à la mer, :

Cette rencontre s'est déroulée à la demando du président de la Commission, M. Jacques Delors, et du commissaire européen à la ecbe, M. Yannis Paleokrassas. M. Delors devait d'allleurs se rendre, lundi 22 février, à Lorient (Morbihan) sontenir le maire (PS), M. Jean-Yves Le Drian, dans sa

Parmi les mesures que préconiserait la Commission européenne, il y aurait l'instauration d'un prix minimum sux frontières sur certaines catégories de produits importés de pays tiers comme l'Is-lande, la Norvège et la Russie. Ces mesures devraient être présentées jeudi 25 février aux directeurs sénéraux de la pêche des Douze réunis en comité de gestina à

Auparavant, l'avis des organisations professionnelles aura été pris en compte lnrs d'une réuninn du

Romeo, Lancia, Mercedes dont

il affecte de n'être jamaia satis-

fait, c'ast, dit-on, à la suita

d'una dispute avec Enzo Ferrar

qu'il fabriquara son pramiar

moteur «4 litres». Plus puissant

que ceux du « sorcier de Mara-

comité consultatif de la CEE, lundi 22 février Sur le terrain, malgré l'annonce d'un plan d'urgence français de 272 millions de francs qu'ils ont immédiatement qualifié d' «insuffisant» (le Monde daté 21-22 février), les pècheurs bretons ont continué de manifester leur colère : dimanche, un petit groupe du pays bigouden (Finistère-Sud) a déversé devant la préfecture de Quimper des caisses de chincbards, réclamé l'exonération de leurs charges socieles, et l'errêt des importations des pays tiers et de la

Dans le soirée, 500 marinspêcheurs du Sud-Finistère ont occupé la gare maritime de Roscoff pour empêcher le débarquement de poisson britannique embarqué à Plymouth sur un ferry de le Brittany Ferries, obligeant la compagnic à dérouter son navire vers Cherbourg (Manche). Auparavant, le magasin d'un mareyeur importateur evait été saccagé, des produits toxiques déversés dans les viviers et des équipements frigorifiques vidés. Lundi, le comité de survie des pêches bretonnes e appelé à une opération « ville morte » à

Concarneau (Finistère).

Un des derniers

La banque Martin-Maurel

La banque italienne Banca Sella va prendre une participation de 10 % dans la Compagnie finaneière Martin-Maurel, bulding qui contrôle la banque Martin-Maurel. Cette arrivée va se faire par un reclassement d'aetinnnaires. les familles Martin et Maurel conservant la majorité du capital aux côtés de le Caisse de dépôts

La banque Martin-Maurel reste ainsi un des derniers établissements bancaires français détenu

L'npératinn répond avant tout à une Ingique commerciale puisqu'elle donnera accès pour les clients de Martin-Maurel aux soixante agences du Piémont, de Lombardie et de la vallée d'Aoste de la Banca Sella, elle-même à structure familiale.

ger pourrait prochainement entrer dans le capital de la banque.

Constructeur de voitures légendaires

Ferruccio Lamborghini est mort neur da Ferrari, Maaarati, Alfa-

Ferrucio Lamborghini, le créateur italien da légendairas voi-tures da luxa, a'eat éteint à l'âga da snixante-aaiza ans, samadi 20 févriar, dans un hôpital da Pérouaa, des suitea de complications cardiaques at respiratoires

Ce fils de paysans de Cento, dans la provinca da Farrara, a'était formé sur le tas, dans un atelier contrôlant les camions de l'armée à... Rhodes. Démobilise en 1946, il investit son pécule au pays, où il se lance, d'abord, dans la production da... trac-teurs. En 1950, il en sort un per mois : quarante en 1968, ce qui en fait alors la troisième produc-taur italien. Grâce, natamment, à ces tracteurs pour les vignerons, pour les maraîchers ou les cultivateurs des terres ingrates de Sicila dant sa société s'est fait une spécialité.

L'usine sera vendue en 1972, et son fondateur ne serait, sans doute, jamais pessé à la possé-nté, a il ne a était lancé, entre-temps, dans une activité beaucoup plus lucrative : la fabrication da brûleurs à mazout dont il sera, un temps, le deuxiàma fabricant de la péninsule. C'est, en affet, avec l'argent gagné dans cette activité qu'il finance aon troisième métier at sa seula véritable passion, la fabrication de voitures de luxe. Collection-

On est an 1963. Et c'est la début d'une légende dont l'emblème est un taureau furieux et qui répond aux noms de 350 GTV; 350 GT, Islern. Espada et Countach, son dar-niar modèla fabriqué jusqu'à la fin des années 80. Mais e'est la Muira, ses 12 cylindres at ses 290 km/heura, qui fara sa ranommée auprès des stars et daa roia. Frank Sinatra an achète une, tapissée de léo-pard; Grace Kelly la veut mut en vitres ; le chah d'Iran réclame

cehromes an argent; la

roi Faycal an commande una paur chacun de ses quatre

enfants, étudiants à Londres. La dolce vite sera pourtant rattrapéa par la crise économi-qua. Et la ranchérissement du prix du pétrole le conduira à céder sa société, la Lamborghini Auto, à Laimer-Rossetti. Décla-rée en faillite an 1980, la firme mythique sere reprise par une familla aulasa avant d'être rachetée par l'eménicain Chrysler (le Monde du 25 avril 1987).

dees». M. Peyrelevade a affirmé n'avoir «subi nucune pression d'aucune sorte » pour que sa filiale, la banque Worms, monte de 2 à 5 % dans le capital de la société d'articles de sports. Soulignant que l'UAP n'était pas «un pilier de la finance socialiste», son président a rappelé qu'il avait refusé, naguère, d'engager son groupe dans le raid svnrté sur la Société générale, e position qui comportait plus de risques personnels que l'affaire Adi-

Enfin, M. Peyrelevade a indiqué avoir demandé à ses collaborateurs « de sortir de cette affaire dans les meilleurs délais possibles et [...) sans pertes financières».

établissements familiaux

ouvre son capital à la Banca Sella

et placements du Québec. par les familles fondatrices.

Implantée pour l'essentiel dans les réginns Rhonc-Alpes et Provence-Alpes-Côte d'Azur, le banque Martin-Maurel avait besoin d'une ouverture sur l'Italie. Un autre partenaire français ou étran-

has vis-a-vis du yeu

Les cadres décus par l'entreprise

Cette hantise n'habite pas seulement chez les habituelles victimes des «restructurations», les nuvriers et les employés, les jeunes, les sala-riés âgés ou les femmes, qui se sont accoutumes à quinze années de

Depuis, il semblerait bien que les évalutions récentes aient aggravé la sévérité du jugement collectif. Surtaut, elles ont abouti à collectif. Surtnut, elles ont abouti à une série de prises de conscience qui annoncent certainement des ruptures. Car le paysage économique, comme les logiques sociales, ont fondamentalement changé, à partir de 1990, ainsi que le révèle l'implacable succession des annonces de réduction d'effectifs.

Des lors que la eroissance s'étinle, et que la baisse de l'inflation interdit d'avoir recours aux dangereuses souplesses d'antan, l'équation de l'emploi devient insol'équation de l'emploi devient inso-luble. Rien ne permet plus de com-penser la progression de la produc-tivité, de l'ordre de 3 % l'an, qui pourrait être globalement de 2,4 % en 1993, selnn la Banque de France, et que M. Jacques Calvet, pour le groupe automobile PSA, s'est fixé à 8 %. Si l'on y ajoute la nécessité, pour toute entreprise, même en bonne santé, d'avoir à améliorer continuellement sa com-pétitivité, une macbine infernale

Comme la disent crimant cer-tains directeurs des ressources humaines, cela condnit à program-mer des « plans permanents » de licenciements. A chaque étape, pour faire face à la concurrence ou gagner des parts d'un marché au maigre développement, il leur faut diminuer la masse salariale, quand bien même celle-ci ne représente-rait plus que 20 % des coûts. Par rait plus que 20 % des coûts. Par suite, sans être forcement compris, ils récusent l'idée, majoritairement répandue, qui voudrait que les suppressinns d'emploi soiant dues à des difficultés structurelles ou

Avec de tels raisonnements, un décalage par lui-même inquiétant. apparaît entre les gestionnaires et les Français moyens. Mais, pan à peu, ces derniers découvrent aussi que la mécanique dans laquelle nous sommes engagés ne peut que brnyer des emplois, inexorablement, que le chômage fait partie des conséquences d'une saine gestion, at que le redressement économique se fera fatalement sur leur dos. A leurs dépens, ils apprennent que l'application de la rationalité extrême est source de contradic-tion : il peut y avoir de moins en mnins de postes de travail - et donc davantage de chômeurs - et, en même temps, la puissance éco-nomique de la France se rentarce. Leur sort, s'aperçoivent-ils progressivement, ne signifie pas que les entreprises na s'entichissent pas. Ils peuvent être laissés pour compte, eux, leurs proches ou leurs enfants, et l'économie globale prospérer.

Cette terrible déconvenue, qui commence à poindre, est malheu-reusement étnyée par le point de vue des experts. Commentant son rapport pour la préparation du rapport pour la préparation du XIs Plan, dant il a présidé l'une des commissions, M. Jean Gandois, PDG du groupe Pechiney, en est arrivé à une conclusion redoutable. Il faut maintenant admettre que les intérêts des entreprises et ceux de la société peuvent diverger, a-t-il expliqué en substance. Autrement dit, et mains encore quand celleciest couronnée de succès, la celle-ci est couronnée de succès, la poursuite des objectifs de compétiivité ne coîncide pas toujours avec la nécessité, pour un pays, d'assu-rer sa cohésion sociale.

Or, les Français avaient fini par reconciliation avec l'entreprise venait en partie de là, que ce qui était bon pour les entreprises l'était aussi pour l'écanomie, danc pour la France et la population dans son ensemble. Savnir que cela n'est pas nécessairement vrai nblige à rom-pre, à peine avait-il été ancré, avec un dogme, lui-même constitutif de l'imprégnation de la société par l'idéologie libérale, selon lequel les profits des uns assurent le bien-être de trus. Sa remise en canse peut créer bien des dégâts.

Parce qu'ils percoivent un tel danger, une poignée de dirigeants unt, récemment, sonné le tocsin. C'est du moins l'un des sens qu'il faut donner au « manifeste pour l'emploi » publié le 2 juillet dernier par le Nouvel Observateur, au a manifeste des entreprises contre l'exclusion » (le Monde daté 27-28 décembre 1992) et, dernier signe en date, à l'intervention de M. Michel Albert dans le magazine l'Expansion du 18 février. A chaque fois, ces patrons s'inquiétent des désastres que provoqueraient, pour l'équilibre d'une société, des logiques économiques poussées jusqu'à leur terme. Alors qu'ils se demandent si nn ne va pas trop lnin, faut-il nbserver, a contrario, que le CNPF, dont ce devrait être l'une des préoccupations, se trouve inexplicablement absent de ce

Quelle que soit la bonne volonté

affichée par certains, an peut tou-tefnis se demander si les événe-ments ne risquent pas de s'enclen-cher de manière irréversible, accélérant ainsi un processus de mésentente. Par exemple, quand M. Gandois propose d'inverser la M. Gandois propose d'inverser la tendance, en avançant le concept de la « performance ginbale » qui permettrait de réintroduire le social dans l'appréciation da la réussite écnnomique, il pourrait être trop tard. Obligées de se moderniser, les entreprises ont dû opter pour une évolution managériale, par ailleurs justifiée, mais qui présente l'inconvénient d'aller dans l'autre sens, privilégiant les responsabilités intermédiaires, déléguant les pouvoirs et amenant à la les pouvoirs et amenant à la conduite des groupes par objectifs déconcentrés. Ainsi, un directeur d'usine ou de magasin est jugé sur ses résultats (parmi lesquels la productivité) et pe le ser per que ductivité), et ne le sera pas sur sa «performance globale», faute de critères sociaux individualisés. Au mieux, lui demande-t-on que sa gestion na provoque pas de grèves ou que l'absentéisme diminue.

Sentiment d'injustice

A l'égard des eadres, qui devraiant jouer un rôle, mais qui sont charges d'appliquer cette politique, le mal est fait d'une certaina façon et la désunion en passe d'être prononcée. De partout, y compris des sphères dirigeantes les plus élevées, les mêmes échos reviennent. Namère protésés voire reviennent. Namère protésés voire reviennent. Naguère protégés, voire chouchoutes, voils q ie les cadres craignent pour eux el se laissant ankylosar par la peur. Maints exemples à l'appui, ils redoutent de n'être plus épargnés. Et, le seraientis, ils s'interrogent sur les finalités des opérations qu'ils mènent selon les credos d'anjourd'bui. Non seulement leur mntivation se trouve ébranlée, leur dévouement fléchit, mais ils perdent de leur superbe et mas is percent de teur superce et sont gagnés par le doute. A détruire ainsi, la machine économi-que scrait-elle saisie d'un vertige suicidaire? Jusqu'où irons-nnus? s'alarment un nombre grandissant

La aussi, la montée du chômage des cadres gangrene leurs rapports avec l'entreprise. Avec 25 % de progression l'an, depnis près de douze mois, contre 5 % en moyenne pour l'ensemble de la populatinn active, le phénomène est en soi suffisamment important pour modifier les comportements, dont l'attachement à l'entreprise. Mais il y a pis. A la différence de ce qui s'était produit au plus fort des restructurations, en 1984 et 1985, la catégorie des cadres comprend que la vague de fond de la «qualité-zéro défaut» l'atteint à son Innr, de façon irrémédiable. son tour, de façon irrémédiable. Indistinctement, les bons et les manvais sont touchés, parfois de façon tout à fait avengle, quand ce n'est pas arbitraire. Parce qu'ils n'y sont pas habitués, les cadres ne supportent pas d'être soumis, comme les autres, cà la faute à pas de chance». Ils en nourrissent d'autant plus un sentiment d'injustice qu'ils se sentaient privilégiés et se voient frappés dans leur statut.

Le diplôme discriminant

Dès Inrs, par contamination, dans un milieu nu l'identification est forte, cette pressinn aléatoire est jugée intulérable. Avec antant de chômage, tout le monde connaît ou vit à proximité d'un demandeur d'emploi. Que ce soit la famille, les amis, ou les voisins de même origine sociale, dans les meilleurs quartiers de Paris ou dans les rési-dences de tuxe, personne ne peut se considérer à l'abri. Cela va jusqu'aux camarades de promotion, dont l'effondrement professionnel démontre que le malheur n'arrive

Exagération? Selon l'UNEDIC, les demandes d'indemnisation en provenance de cadres unt aug-menté de 20 % en région parisienne, le plus fort taux national. A l'ANPE, sur des chiffres encore modestes, on enregistre una croissance de 40 % du chômage des jeunes diplômés. Plus grave, l'opération «chômeurs da longua durée » a permis de révéler de 65 000 à 86 000 cadres, tous âgés de plus de quarante-cinq ans, ins-crits depuis plus d'un an, et à qui aucune proposition ne pouvait être faite. Trop vieux, trop diplômés, avançant souvent des cursus trop brillants, et, par voie de ennséquence, affiehant des prétentinns trop élevées, les employeurs n'en voulaient pas...

pour en arriver là, va provoquer des réactions de plus en plus vives.

Au-delà du gáchis humain et financier, les plus menrtris en vien-nent déjà à dauter d'un système qui, de la sortie d'une grande école au licenciement, est capable d'ac-corder une petite vingtaine d'an-nées de durée utile à un diplôme.

de tels décombres?

ALAIN LEBAUBE | à supprimer quelque deux mille **EN BREF**

emplois menecés an Europe. - Ce ne sont pas 50 000 emplois qui sont menacés dans la sidérurgie européenne, chiffre avancé par la Commission de Bruxelles, mais plus de 100 000, selon la Fédéra-tion de la sidérurale allemande. Son président, M. Ruprecht Vondran a précisé que, dans ces conditions, le projet de la Commission européenne de consacrer 240 millions d'écus (1,6 milliard de francs environ) au financement des réducempinis etait insulfisant M. Vondran a par ailleurs demandé à Bruxelles d'obtenir des pouvoirs publics italiens at espa-gnols qu'ils limitent les subventions accordées à leurs sidérurgistes nationaux. Le président de la Fédé-ratinn sidérurgique allemande a egalement plaide en faveur d'une

restriction des importations d'acier

ca provenance des anciens pays de

condemnation du maître d'œuvre dn ebantier da trasuway de Stras-bourg. - Le directeur général du Groupement d'études pour le tramway de Strasbnurg (GETAS), maître d'œuvre du chantier, ainsi que plusieurs chefs d'entreprise ont condamnés, vendredi 19 (évrier, par le tribunal currec-tinnnel de Strasbourg pour diverses infractions au code du travail. Sur les sept dossiers examinés, les juges unt ainsi prononcé quatre condam-nations, un cinquième entrepreneur ayant été déclaré coupable mais dispensé de peine.

Ce bouleversement-là, car il ne s'agit pas d'autre chose, ponrrait

entraîner une perte de cantiance durable vis-à-vis de l'entreprise. En même temps qu'il casse un des principes de la table de la lni en France. Ponr tout le mande, le diplôme a tnujours été regardé comme la meilleure garantie contre le chômage, comme l'assurance d'une vie meilleure. Vnilà que cela ne se vérifie plus, et au contraire parfnis, puisqu'il pourrait être diseriminant! Former, avec un coût exarbitant pour la collectivité, et

L'enebaînement pourrait être fatai. Avec l'éventualité d'un divorce consommé entre les Français et l'entreprise, des cadres désanchantés et sans illusions, et maintenant le diplôme démythifié, il sera difficile de mobiliser. Comment pourra-t-on reconstruire sur

a Sidérargie : plus de 100 000

Sir Bernard Tamlinson et rendu public en octobre 1992 - la nécessité de fermer ou fusionner quinze bôpitaux londoniens, ce qui revient

D Les terifs de l'électricité. - Les tarifs de l'électricité ont augmenté en moyenne de 1,1 % le vendredi 19 février. Cette hausse, qui s'inscrit dans le cadre du contrat de plan conclu récemment entre l'entreprise publique et l'Etat, est modulée selon les clients. Elle atteint 1,3 % en moyenne pour les consommateurs domestiques, 0,7 % pour les artisans commerçants (tarifs bleu), 0,9 % pour les PME-PMI (tarif jaune et vert A) et, enfin, 1,3 % pour la grande industrie (tarif vert B et C). D Hydrocarbures : désaccord entre

la Russie et l'Ukraine. - La Russie ne sera en mesure de livrer en 1993 à l'Ukraine que 104 millions de barils de pétrnle brut, soit le tiers des quantités demandées par Kiev, a indiqué le premier ministre russe, M. Viktor Chernomyrdin, au cours d'une visite en Sibérie en mitieu de semaine dernière. Conséquence de cette réductinn des fournitures, l'Ukraine snuffre d'une pénurie de produits rassinés qui perturbe l'acheminement de certaines denrées alimentaires vers les grandes villes. Quant aux avions de ta compagnie natinnale ukrajnienne, ils snnt pour la plupart cloués au sol depuis novembre dernier. Les choses ne se passent guére mieux dans le secteur gazier. La Russic a menacé de suspendre à partir de jeudi 25 février ses livraisons de gaz à l'Ukraine si Kiev ne règle pas ses arrièrés de paiement (300 millinns de dallars, soit environ 1,6 milliard de francs).

Les mutations du système de santé britannique

Le gouvernement Major retarde la fermeture des hôpitaux londoniens les plus déficitaires

Pour remédier à la grave crise financière qui affacte les hôpitaux de Londrea, le rapport Tomlinson recommande la fermeture ou la fusion de quinza d'entre eux. Tout en approuvant l'essentiel da ces conclusions, le gouvernemant de M. Major a accordé un sursis aux établissements les plus menacés.

LONDRES

de notre correspondant

Le plan de restructuration des hôpitaux de Londres, annancé mardi to février par M= Virginia Bottnmley, reflète des préoccupations tactiques : le ministre de la santé partage le constat et les conclusions du rapport effectué par

va reprendre de plus belle.

Le gouvernement souhaite que, précédentes (qui conclusient toutes sur la nécessité de réorganiser profondément la carte hospitalière de Londres), cette réforme entre rapidement dans les faits.

Les dépenses par malade des hôpitaux de la capitale sont, en mnyenne, supérieures de 20 % à celles des établissements des principales villes de Grande-Bretagne. Souvent anciens et vétustes, les bôpitaux londoniens sont trop nombreux, le nombre des lits étant supérieur aux besoins. Les services spécialisés se sont multipliés, alors que les services de médecine générale connaissent de moltiples

Inefficacité et gaspillage

a connu une forte réduction du

cinq cent bits en cinq ans, - mais elle estime opportun d'en retarder

Ce sursis dnit beaucoup au «syn-drome des mineurs» : le gouverne-ment garde à l'esprit l'ampleur des protestations qui avaient suivi l'an-nonce de la fermeture de trente et nn puits de mines et le licenciement de trente mille mineurs. An

mnment nà la conjuncture écono-mique est duminée par un chômage croissant, M= Bottomley souhaite multiplier les précautions avant d'annoncer des décisions impopulaires.

Vingt mille emplois menacés

L'opposition et les syndicats soutiennent que l'application intégrale des conclusions du rapport Tom-linson aurait pour effet de supprimer près de vingt mille emplais. Les décisions ultimes seront donc prises après une nonvelle étude, cas par cas, des établissements menacés, avec le souci de rationaliser leur fonctionnement. Ce bilan devrait être achevé en mai. D'iei là, la campagne d'opinion lancée ces derniers mais, qui associe à la fois le public, les syndicats et les parlementaires pour tenter de sauver les hôpitaux les plus anciens,

Les propos du ministre de la santé ne laissent cependant guère d'espoir pour les établissements les plus menacés, y compris Saint Bar-tholomew's, hôpital prestigieux fondé il y a près de buit cents ans.

La mise en place des réformes introduisant un véritable « marché intérieur » des services de santé s'est effectuée alors que la capitale nambre de ses babitants depuis plus d'un demi-siècle : les autorités régionales dirigent aujourd'hui leurs malades vers les bôpitaux tocaux, moins chers que ceux de ta

C'est cette Ingique éconnmique et politique qui est à la base du rapport Tomtinson, lequel souligne l'inefficacité et le gaspillage des services hospitaliers de Landres. Une subvention de 50 millions de livres (1) est actuellement nécessaire pour maintenir les « teaching hospitals » (l'équivalent da nos CHU nu centres hospitaliers universitaires) en activité. Faute de procéder à des suppressions de lits, eette somme devra être doublée

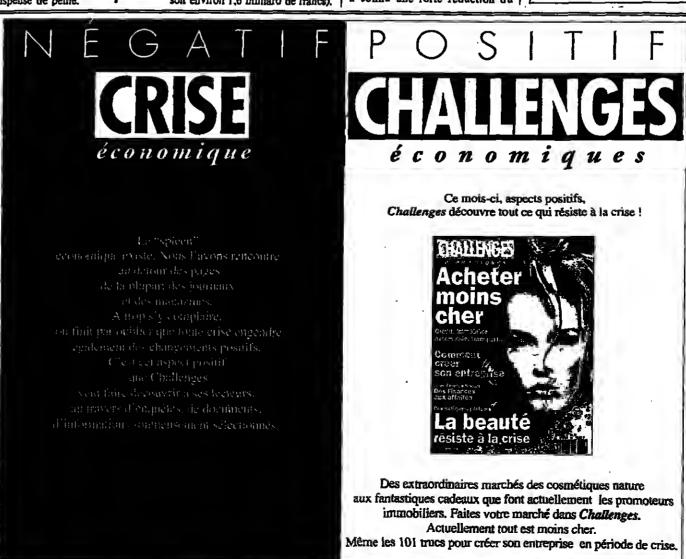
l'année prochaine. Selon le rapport Tomlinson, une partie des éconnmies réalisées devrait être consaerée à renfinuer les budgets des médecins généralistes et les services municipaux dispensant des soins de santé primaires, victimes d'une crise financière chronique. Mª Bottomley a annoncé à ce sujet une enveloppe de 170 millions de livres destinée à amélinrer la situation sanitaire de la capitale an cours des six prochaines années.

LAURENT ZECCHINI

(t) t livre sterling - environ 8,20

D MGM : les décisions concernant le CL-Bank Nederland validées par le tribanal de grande instance de tance de Paris a reconnu la validité des décisions prises contre le finaneier italien Giancarlo Parretti en faveur de la filiale néerlandaise du Crédit lyonnais (CLBN) par la justice de l'Etat du Delaware (Etats-Unis), a indiqué vendredi 19 février la banque française. « Ces décisions, qui sont devenues définitives, confirment les droits du Crédit lyonnais Bank Nederland sur MGM (Metrn Goldwyn Mayer) ». Le tribunal de Paris indique que les jugements rendus aux Etats-Unis contre Giancarla Parretti comportaient a tous les élèments de régularité et de respect des droits de la défense nécessaires à leur reconnaissance en France. »

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements: 46-62-72-67



VIE DES ENTREPRISES

Le constructeur de poids lourds sauvé « in extremis »

DAF a évité le naufrage

AMSTERDAM

de notre correspondant

Grâce à 110 millions de florins (330 millions de francs) apportés par des banques et des investisseurs insti-tutionnels, les administrateurs judi-ciaires ont bouclé, samedi 20 février. le volet financier du plan de renflouage de DAF. Le constructeur de camions a évité le naufrage : les crédits accordés par le gouvernement néerlandais auraient été épuisés ven-

DAF n'en vit pas moies sa der nière semaine : le groupe va être dis-sous et la totalité de ses 12 600 sala-riés seront licenciés. Mais, d'ici au 1º mars, une nouvelle société va être constituée. Baptisée DAF Trucks, elle ne poursuivra qu'une partie des activités de l'ancienne – la production des carnions de 12 tonnes et plus – et ne reprendra que la moitié des employés : 2 750 aux Pays-Bas, où sont fabriqués les moteurs et assem-blés les véhicules, et 750 en Belgique, où sera concentrée la production des

essieux et cabines. La société de cré-dit-bail DAF Finance et la division de matériels militaires Special Products vont disparaître.

Principale victime de cette restructuration : la branche britannique de DAF, qui va être abandonnée à son sort. Le chômage menace les 5 500 employés de DAF Leyland. A Eindhoven, on explique cette situa-tion par le désinteret des pouvoirs publics britannique bal de sauvetage. es britanniques pour le plan glo-

Etrange ironie du sort : c'est l'as-Etrange ironie du sort : c'est l'assouplissement de la position des trois
banques... anglaises de DAF (Nat
West, Barclays et Lloyds) qui a finalement permis le bouclage du tour de
table salvateur. Elles ont accepté
d'apporter une partie de lears
créanees (600 millions de francs)
dans le capital de DAF Trucks, rejoignant les banques néerlandaises ABN
Amro, Rabo et ING, de même que
les assureurs Aegon et Nationale
Nederlanden. La filiale néerlandaise
du Crédit lyonnais fait partie d'un du Crédit lyonnais fait partie d'un pool bancaire qui va prêter à DAF

Trucks son premier milliard de francs. Mais les principaux actionnaires scront l'Etat néerlandais (pour 595 millions de francs) et la Région flamande belge (75 millions de francs). Ce qui fait du sauvetage partiel de DAF un geste politique.

DAF Trucks table sur la production annuelle de 10 000 camions. Mais certains se demandent si la crise que vient de traverser la marque ne va pes décourager les clients potentiels. D'autres relèvent que DAF Trucks doit, pour survivre à DAF, se faire encore plus petite que cette dernière sur un marché où la taille est pourtant gage de survie. Mais avant de faire ses preuves, la nouvelle société doit affronter son premier conflit social: les syndicats néerlandais et beiges rechignent à accepter les diminutions de salaires envisagées pour alimenter un fonds de solidarité au profit des salariés

CHRISTIAN CHARTIER

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CONJONCTURE

Delta Airlines économise 500 millions de dollars de commandes d'avioas. - Toujours aux prises avec des difficultés fieancières et avec la mollesse de la reprise du trafic, la compagnie américaine Delta Airlines a décidé de réduire de 500 millions de doilars (2,7 milliards de francs) ses achats d'avions après avoir annoncé il y a deux mois 1,7 mil-liard de dollars (9,4 milliards de de francs) d'annulations et de reports de commandes, Delta, qui exploite 551 appareils limitera à 35 la réception de nouveaux avions d'ici à 1995. Ces coupes claires dans les carnets de commandes concerneraient essentiellement les constructeurs américains Boeing et McDonnell-Douglas.

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :

15, RUE FALGUIÈRE

75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Edité par la SARL le Monde

Durée de la société :

10 décembre 1944

Capital social: 620 000 F

Principaux associés de la société:

Société civile « Les rédacteurs du Monde »,

Association Hubert-Beuve-Méry

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises,

M. Jacques Lesourne, gérant,

0

ABONNEMENTS

1, place Hobert-Beave-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél.: (1) 49-60-32-90 - (de 8 heures à 17 h 30)

ÉTRANGER: par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, reaveyez ce bulletie accompagné de voire réglement l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

LE MONDE « (USPS – product) is published daily for \$ 9/2 per year by « LE MONDE » I, place Haber-Berne-Mery – 4832 I sy-am-Sene – Fasce: Second datas pectage pand as Champton N.Y. U.S. and additionant resulting offices. POSTPAS-TER: Send address changes to DAS of NY BC. 1913, Champton N.Y. 1299 – 1918.

POST in a shotmanness sources are USA

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avyone Sonte 404 Vergrain Beach, VA 23451 – 2943 USA

Changements d'adresse définitifs on provisoires : eos abonees sont invités à formuler leur démande deux sentaines avant leur départ, en indiquant leur

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuille: avoir l'obligeance d'éerire tous les noms propres en espitales d'imprimerie

Prénom:

Code postal:

Pays:

SUISSE-BELGIQUE LUXEMB-PAYS-BAS

1 123 F

94852 IVRY Cedex

TARIF

Adresse :_

Localité :

Commission paritaire des journe et publications, nº 57 437 ISSN: 0395-2037

PRINTED IN FRANCE Renseignements sur les microfilms t index du Monde au (1] 40-65-29-33

> FRANCE 536 F

1 890 F

Durée choisie : 3 mois 🗆

copieur : (1) 40-65-25-99 Télex : 206.806F

DÉPÔTS DE BILAN

D Air Guadeloupe dépose son bilan. - Avec un endettement de 90 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 210 millions, la compagnie Air Guadeloupe a été contrainte de déposer son bilan, le 12 février. Elle a été placée es redressement judi-ciaire et limite désormais ses vols aux Antilles. C'est Air France, pro-priétaire de 45 % du capital d'Air Guadeloupe, qui a demandé l'audit faisant apparaître l'impossibilité de perpétuer les déficits. La compagnie nationale tout comme le voyagiste Nouvelles Frontières étudient un rapprochement avec d'autres transportenrs régionaux, dont la compagnie Air Martinique elle aussi proche de la cessation de paiement.

O Redressement judiciaire pour Jet Alsace. - La compagnie de charters Jet Alsace, basée sur l'aéroport de

ADMINISTRATION:

1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tel. : (1) 40-65-25-25

Le Monde

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guiu. Philippe Dupuis.
Isabelle Tsaldi.
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia
75992 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Téler MONDPUB 634 128 F
Tötéra: 46-43-94-71. Société filale
de la SARL le Verde et de Médica et Régie Europe SA

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composez 36-15 - Tepez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

790 F

1 an 🗆

1 560 F

Telecopieur : (1) 49-60-30-10 Telex : 261,311F

Le Monde

Mulhouse, a été placée en redressemeat judiciaire, le 17 février. Elle emploie 38 salariés et a transporté 200 000 passagers en 1992. Rache-tée au début de l'année dernière par le groupe Héli-Inter, Jet Alsace aurait accumulé us passif de 20 millions de francs. Le dépôt de bilan a été readu sécessaire par l'arrêt des négociations avec la compagnie suisse Balair pour une reprise éventuelle. Une autre com-pagnie de Mulhouse, Alsavia, avait été placée ca redressement judi-ciaire le 3 février.

FERMETURE

Yookait va fermer son usine d'Ivry La direction de Yoplait a annoncé la fermeture de son usine d'Ivry-sur-Seine (Val-de-Marne) pour juin 1993. Sur les 130 personnes travaillant sur le site, 48 seront reclassées dans les autres usines du groupe. Yoplait est une filiale de la SODIAAL qui regroupe sept coopératives laitières régionales. La maison mère a décidé de concentrer sa production sur trois pôles : Ressons-sur-Matz (Oise), Vienne (Isère) et Monéteao (Yonne), dans le cadre d'un pian de spécialisa tion de ses usines. Installée depuis 1965 à Ivry, l'usine produit 31 000 tonnes de yaourt par an. Elle ne correspond plus aux nouveaux cri-tères établis par la direction de l'entreprise qui ne veut conserver que les sites industriels dotés d'une capacité d'au moins 100 000 tonnes par an, situés au centre de réseaux de voies de communication et sur les lieux de production du lait. La coejoncture n'est pas étrangère à cette décision. Le secteur des produits lainiers frais, après une embellie qui, dans les années 80, l'a vu progresser de 5 à 8 % par an connaît un tassement de sa progression (entre 0 et 2 %), que la profession s'accorde à estimer

RECENTRAGE

les logiciels. — Next Computer, la société informatique créée par M. Steve Jobs après son départ d'Apple en 1985, va vendre sa division autre de la financia de la companya matériel informatique pour se consa-crer aux logiciels, selos un article publié mardi 9 février par le San Francisco Chronicle. Next Computer négocie la vente avec la firme japo-naise Canos, qui a déjà isvesti 165 millions de dollars (905 millions de francs) dans Next, deet elle détient 17,9 % du capital. Les autres actionnaires de la firme, qui n'est pas cotée en Bourse, sont notamment M. Ross Perot, ancien candidat à la présidence des Etats-Unis, qui en détient 11 %, et M. Jobs (46 %). Selon le journal, la vente entraînersit le licenciement de 300 des le licenciement de 300 des 540 employés de Next.

□ Thomson Consumer Electronics recentre la gestion de ses ventes euro-péenses. – Thomson Consumer Electronics (TCE), la branche électroni-que graad public du groupe public. Thomsos SA, a indiqué, lundi 15 fèvrier, qu'elle allait recentrer ses activités européennes de vente et après-vente sur Hanovre, pour l'Europe du nord et de l'est, et sur Paris, pour la France, l'Angieterre, l'Europe du sud et l'Afrique du Nord. En Allemagne, ces activités étaient assurées jusqu'ici par trois sites différents: Hanovre pour la marque Televische Rance pour la marque Televische Paris paris pour la marque Televische Paris pour la marque Paris funken. Brême pour la marque Nordmende et Villingen pour Saba. L'impact de cette concentration sur les effectifs allemands n'a pas été précisé. Quant à la centralisation à Paris des activités quest et sudeuropéennes, elle était déjà quasi-ment appliquée et ne modifie pas la répartition des effectifs. La gestion des marques européennes est désor-mais assurée depuis Paris.

MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANÇE

Principeux postes sujets à variation en malions de francs

623 704 Total actif 144 992 Disponibilités à vue à l'étranger... 82 142 50 219 Avences su Fonds de stabilisation des 14 641 Or et autres actifs de réserve à recevair du Fands européen de coopéra-51 275 Concours so Trisor public. 36 030 Titres d'East (bans et obligations) 108 992 Autres titres des marchés mo 79 329 Effets privés. Effets au cours de recouvrem 623 704 dont Billets en circulation . 251 268 Comptes courants des étables astraints à la constitution de réserves... Compte courant du Trésor public 33 049 8 202

tion des chances - Contragartie des affocations de droits de tirage apé-Ecus à livrer au Fonds auropéen de 60 352 Réserve de réévaluation des avoirs 161 346 publics on or

TAUX DES OPÉRATIONS Taux de la dernière opération sur

9 176

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

ET DES ETUDES ECONOMIQUES

Indices généraux de base 100 : 31 décembre 1992

a i decembrie	326	
us frant. à rav. variable	12-2-03 104,1 101,6 106,8 100,2 88 109,3	19-2-63 106 102,7 106,8 99,7 98,8 112,3
n'aire, decrenique de couers, nos aire, de rouseleux, nos aire, de rouseleux, nos aire, de rouseleux, nos aire, porte, leave, garvious mencus tal	97,5 110,4 108,5 97,1 102,8 105 111,3 108,4 102,7	98,8 102,3 107,8 98,5 106,8 107,8 112,7 111,3
biller et forcier	104,7 111	105,3 114,7

Base 100 en 1972

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE Base 100 : 31 décembre 1981

Person 100 101 000011	10110 100	••
	12-2-63	19-2-53
	-	-
dice général	500.3	509,7
odults de base	433	433.2
reprietion	435,5	447.5
ens d'équipersent	282.9	271.5
ene de consom, durativo	514.4	525.8
eres de consom, non durables .	880,4	887
ens de consocn, alim.	806.3	819.1
TYLES	454,9	507.2
ociéés financières	500.5	512
ociácia de la zona franç exploi-		
ters principalement 1 Féranger	350,8	387,4
Seura Industrialies	507,9	515,8

TOKYO, 22 février

Recul

La Bourse de Tokyo e perdu à nou-veau du terrain lundi 22 février dans un marché peu actif. L'indica Nikkei a un marche peu actri. L'indice Nakkei a fluctué en dents de scie pour finir par eéder en clôiure 189,42 points (1,11 % à 18 820,61 points, dans un feible voluma d'échenges de 200 millions d'actions. Et encore, les achats effectués par les fonds publics d'investissements ont limité la baisse de le cote. de la cote.

Le marché a notamment souffert de la poursuite de la hausse du yen qui pénalise les sociétés exportatices. Selon un analyste, les compagnies d'assurance-vie qui criantent le marché, attendent que le Nilder descende à 16 500 points pour intervenir.

	VALEURS	Coars du 19 Mv.	Cours du 22 Mv.
	Ağracıcıcıcıcıcıcıcıcıcıcıcıcıcıcıcıcıcıcı	1 230 1 150 1 350 1 770 1 280 1 070 506 4 000 1 370	1 210 1 180 1 1320 1 750 1 270 1 080 507 3 900 1 340
f			



PARIS

Second marché (effection)								
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Demier cours			
Alestal Cibias	451 10	454	legame Computer	130 60				
BAC	23 70		IPRM	35				
	500	R05	Moles	160				
Boiron (Ly)	245		N.S.C. Schlanberger	750	750			
Boloset (Lyan)	740	730	Publificacchi	702	710			
CA1-de-Fr. (CC1)	255			317				
Calberson		950	Shore-Alp.Ecu (Ly.)	96				
Carda	963		Select invest (Ly)					
CEGEP	183		Seribo	158				
CFPL	204		Sopra	330	••••			
CNTH	1176	1162	TFI	470	462 10			
Codecour	283		Thermador H. (Ly)	318				
Creds	110	'	Uniog	195	. 1			
Desphin	225		Viol at Cie	130				
Democky Worms Cle	439		Y. S-Laurent Groupe	767	770			
Devertey	1115	1125						
Dalact	129							
Editions Balland	190	•			i			
Europ: Propulsion	209 50	210						
Picacor	144 50		LA BOURSE	SUR M	INITEL			
G.F.F. (group fon L)	49				I			
GUM	404				[[
Gravograph	119		36-1	TAP	EZ [[
6drinos	567	582			-			
ice 1	100			— LE N	ONDE			

MATIF

Notionnel 10 %. - Cotation en pourcentage du 19 février 1993 Nombre de contrats estimés : 157 128

COURS	ÉCHÉANCES						
COOLS.	Mars 93	Jai	n 93	Sept. 93			
Dernier	113,80 113,36	11	5,80 5,40	115,56 115,64			
	Options	sur notionn	el .				
PRIX D'EXERCICE	OPTIONS	D'ACHAT	OPTIONS DE VENTE				
I ROX O EXCERCICE	Mars 93	Juin 93	Mars 93	Juin 93			
114	0,15	2,06	0,37	0,41			
	CAC 40	A TER	ME	-			

(MATIF)

Volume: 29 327			
COURS	Février 93	Mais 93	Avril 93
Dernier Précédent	1 965 1 954	1 988 1 973	1 990 1 976

CHANGES

Dollar: 5,52 F

Le dollar s'inscrivail en baisse lundi 22 février, tombant même à Tokyo à un niveau historique-ment bas. A Paris, la monnaie américaise cotait 5,52 francs cootre 5,55 francs vendredi au cours indicatif de la Banque de

FRANCFORT 19 fev. 22 fev. Dollar (cn DM) ... 1,6360 1.025 TOKYO Dollar (m.yess)... 119,23 116,85

MARCHÉ MONÈTAIRE Now-York (19 fev.) _ 2 L3/16 %

BOURSES

18 fev. 19 fev. (SBF, base 100 : 31-12-81) Indice gratial CAC 585,71 509,60 (SBF, base 1000 : 31-12-87) Indice CAC 40 1 926,52 1 937,17

NEW-YORK (Indice Dow Jones) 18 fev. 19 fev. 3 302 19 3 322 18 LONDRES (Indice « Financial Times ») 2 837,70 2 840 2 197,29 2 200,80 93,50 93,50 96,13 96,32 FRANCFORT 18 Rev. 19 Rev. 1 672,26 1 677,39

40.144

· · · · · <u>- 44.</u>

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS CO	MPTANT	COURS TERM	E TROIS MOIS
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U Yes (100) Eca Deatschemark Franc sniese Lire literlinese (1000) Live sterling Pescia (100)	\$,\$275 4,7361 6,5807 3,3871 3,6880 3,5450 8,8604 4,7129	5,5295 4,7400 6,5860 3,3876 3,69720 3,5500 8,9662 4,7187	5,6395 4,8317 6,6110 3,4120 3,7407 3,5455 8,1649 4,6830	5,6455 4,8396 6,6228 3,4154 3,7485 3,5539 8,1778 4,6960

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

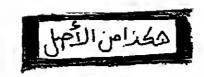
•	UN		TROIS	MOIS	SIX MOIS		
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert	
S E-U Yen (100) Eca Destschesserk Franc selsse Lire indicense (1000) Live starling Paneta (100) Even francei	2 15/16 3 1/16 9 5/16 0 1/2 5 1/2 11 5/16 6 3/16 15	3 1/16 3 3/16 9 9/16 8 5/8 5 5/8 11 9/16 6 5/16 15 1/2	3 1/16 3 1/8 9 5/16 8 5/16 5 7/16 11 5/16 6 1/16	3 3/16 3 1/4 9 7/16 9 7/16 5 9/16 5 9/16 6 3/16	3 1/8 3 1/8 9 7 13/16 5 3/46 11 1/16 5 3/4	3 1/4 3 1/4 9 1/8 7 15/16 5 5/16 11 3/16 5 7/8 13 1/4	

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fia de matinée par la saille des marchés de la BNP.

La Banque nationale de Pologne assouplit le crédit

La Banque nationale de Pologne été rendue possible par « une directeurs, à partir du londi 22 février. Le taux de refinancemeet auquel l'institut d'émission finance des projets de développeexpliqué qu'une telle décision avait est de 32 %.

a annoncé samedi 20 février la reprise de l'économie polonaise, à diminution de ses principaux taux un taux d'inflation inférieur par rapport aux prévisions ». Selon Mª Gronkiewicz-Waltz, «les banques commerciales polonaises ment a été ramené de 38 % à devraient maintenant suivre l'exem-35 %. Lors d'une interview accor- ple de la Banque nationale ». Leurs dée samedi soir à la télévision, le taux sont actoellement compris président de la banque centrale, entre 40 % et 60 %, alors que le M= Henna Groekiewicz-Waltz, a taux d'inflation prévu pour 1993



MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE	BOURSE DU 22 FÉVRIER Cours relevés à 11 h 15										
Company VALEURS Communication Cours	Daniar S cours +-		Rè	gleme	nt men	suel			Compile		remier Demier K
S240 C.I.E. 3% S240 S2	## Comparation ## Com	VALEURS Cones priorid. Cridet Lor Franca. 382 60 383 Cr Lyou (CL. 540 Cr. 1904) C. 530 530 Cr Lyou (CL. 540 Cr. 1904) C. 540 Cr. 1904 (CL. 1904) C. 540 Cr.	Darreier % Correge % Sala Sala % Sala	Lagrand DP. 222 Lagrand Lagrand Lorindan. 7. LVALIL. 333 Lorindan. 7. LVALIL. 333 Liven Ensur/Darmers Administration of the company of th	Premise Consts Consts	## Campus ## Cam	Soderolisis Sodero	227 224 40 221 6 227	# 350 Gér Ger Ger Ger Ger Ger Ger Ger Ger Ger Ge	Selegous 352 10 3 344 37 60 36 60 7 60 37	Tremier Demier cours
1220 Compt Mod	281 + 1 91 280 L 1110 + 1 89 4360 L	ирийни Groop. 88 80 81 20 259 259 ирийн 4450 4440	94 +586 940 282 +116 440 4500 +076 636	St. Possigna) 94 Signs 43 Social Sint 53	8 950 950 7 460 445 4 632 634	+ 199 455 215		11 80 12 20 12 21 60 457 30 480 111 216 40 218	1 14 3011	wouthi	19/2
VALEURS du room conson	Cour	Derrier MALSTON	Cours Demier	VALEURS	Cours Dernier pric. cours	VALEURS	Emission Re	chet VALEURS	Emission Rad	WALES IN	Emission Racher Frais Incl. pet
Obligations	CIM	903 o Publicia	prile. cours - 625 625 - 135		gères	Action	.: 206 29 3	12 72 Foreign	15517 65 15517 10561 73 10251	58 Pervalor	597 64 585 92 1503 82 1474 33
Emp.Ent 9.8% 78	Cin inclustration	Poserio	140 153 155 155 10 155 10 155 10 155 10 155 10 150 10 120 70 150	AEG Alas Ne Sco	550 450 100 316 100 316 100 318 318 321 330 331 330 331 330 331 330 348 1700 57 191 184 20 191 194 20 48 50 25 302 50 435 305 50 436 307 309 436 308 50 437 309 438 309 438 309	Activorosire II. Antifigat. Assistate Assistat	7630 99 733 665 96 66 686300 00 68834 3 1065 72 3100 1051 72 100 449 71 100 1776 18 110 189 24 11 8651 07 855 128 53 12 100 77 10 122 42 11 153 74 11 155 42 12 152 99 14 155 96 130 1055 96 133	France Grantie France Grantie France Constitue France Firms France Firms France Firms France Firms France Regions France Firms France Granties France Firms France Granties France Granties France Firms France Firms France Granties France Firms France Firms France Firms France Regions France Firms France Firms France Firms France Firms France Regions France Firms France Regions France Firms France Regions France Firms France Firms France Regions France Firms France Regions France Firms Fr	105 27 103 1139 47 1108 37 70 37 45 78 45 241 14 237 1139 49 341	Piscensent M. Piscensent M. Piscensent Mond. Poster Gestion. Poster Gest	7751 70 7736 23 72051 74 71907 92 843 60 925 39 145 70 140 87 23299 05 23275 78 70690 03 70690 03 11279 90 11268 63 120 07 118 8 8 31586 13 31586 13 1009 10 964 48 137 88 134 53 163 45 161 03 5377 65 5324 41 1173 62 1144 80 993 44 948 39 12016 03 11965 25 792 37 756 44 68778 56 16016 58 18078 56 16016 58 18078 57 1868 21 12623 02 12375 51 1489 83 1489 63 722 45 711 77 1976 03 1976 03 689 57 829 49 1226 12275 03 1489 63
VALEURS Cours Demier cours	izrachal 335 irrachanqua 648 irr.Maraellaina 4300	336		Poleco	299 298 60 3 86	Congenerator	3770 30 376	4 65 Livret Bourse Inv 7 75 Livret Portuleuil	589 33 572 707 6 729 22 707 6	SI Est	456 92 444 99 1324 27 1285 70 712 14 893 08
Actions Applications Hydr	Invests Ste Cla. 3000 330	200 594 	BLICITÉ ANCIÈRE	Sura Scope Str Administration Tenses In: Totaly Ind. Watt Rand Const. HOTS Boyes Hydro Energia. Calcipton. C6 H Dogenbor.	58 50 240 520	Cred. Mat. Ep. Cror. T. Cred. Mat. Ep. Ledus. Cred. Mat. Ep. Leg. Cred. Mat. Ep. J. Cred. Mat. Ep. J. Cred. Mat. Ep. J. Cred. Mat. Ep. Grance. Disco.	713 91 71 99 40 9 74608 79 7480 204 01 19 1200 07 116 1122 64 199 1423 06 138 895 15 36 241 21 23 1113 108 129 96 12 277 14 279 515388 85 51488 240 48 233 158 32 15 72061 53 7206	3 01 Marssall CIC	10243 18 101417 73229 69 73229 6 38859 99 38859 6 44009 16 44009 1 14421 71 1332 9 102024 80 707719 305043 80 306043 19053 99 18865 3 129 56 125 6 5366 01 5352 3 1030 43 1022 2 1130 43 1651 9 27051 78 27051 7	Sivera. Siverace. Siverace. Siverace. Siverace. Siverace. Soperace. Soperace	411 03 400 03 226 41 221 97 449 69 437 656 1069 96 1207 25 1183 85 1186 28 1143 39 316 12 309 52 578 48 2229 09 2223 53 9574 48 9560 71 10631 75 10614 47 10448 73 12281 402 11279 20 11058 044 852 39 848 45
CE GF Frigor	Paris Orlines	9	ignements : 62-72-67	Coparez. Europ. Access. Europ Soutres Ind.	582 60	Ecur. Monétaire. Ecur. Trésoreile. Ecur. Thinestrial Banciel.	2600 85 260 2047 38 202	0 18+ Naco-Perspectives	1083 1083 7 63438 10 63438 1 1060 42 1040 0 11871 70 11871 7	Suntigie Rundemans Technoce	1501 01 1463 76 987 22 958 47 5758 34 5538 37
Marché des Marché des Marché des Marché des Marché des COURS COU	Changes Changes Changes COURS COURS DES BIL 19/2 achat ve 5 560 5 2 6 599 336 520 328 33 6 434 15 8 800 690 30 3 559 8 4 80 290 83 8 8 257 7 8 8 257 7 8 8 251 7 6 2 1 368 280 75 8 75 040 70 79 510 75	Marché li	58800 59100 59000 59150 337 344 419 336 339 428 431 2150 1102 50 1102 50 2195 2195 346 351	Gry Dograde Lactain de Monde Monie. Monie. Office Care. Premis. Particip. Procies. Rometo N.V. S. Gobain-Embalage Schamburger Inf. SEP.R. S.M.T. Gospil. S.P.R. act. R. Westermen	261 240 190 10 190 10 1720 486 30 1385 0 81 1100	Energie Eparcie Eparcost Sicev Sparger Associat Eparger Optigal Eparger Obliger Eparger Obliger Eparger Vision	281 79 29:3873 53 3877 4909 20 4599 20 4599 20 11786 96 1158 1764 32 1717 213 06 207 1355 80 1322 459 33 444 521 76 607 1109 95 1086 1043 77 1013 1189 21 1166 6290 99 5048	9 01 Hartis-Values	910 04 885 6 5033 48 4839 9 1706 85 1702 4 166 30 164 6 278 87 1053 70 1077 5 3097 85 1594 42 1439 4 13883 63 1124 63 1097 11 164 73 1817 4 127 51 122 1 552 28 568 2 239 06 234 3	8 Trifor Plus. 5 Trifor Plus. 6 Trifor Trivestrial. 7 Trisor Trivestrial. 7 Trisor Trivestrial. 7 Trisor Trivestrial. 8 Uni-Associations. Uni-Associations. Uni-Associations. Uni-Associations. Uni-Associations. Uni-Associations. Uni-Associations. Uni-Associations. Univers.	714 81 707 734 1384 20 1380 40 1040 23 139861 57 138881 20 120 58 120 58 120 58 120 58 1212 01 1182 45 251 08 1306 71 1826 75 2192 92 2190 73 57180 52 215 95

STINANCIERS

[## # To To 2

CONCERTS

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-74-42-19). Ensemble InterContemporain: 20 h jeu., ven. Charlotte Riedjik. Annick Maesis (sopranos), Itzaro Mentzake (contrallo), Paul Riveaux (basson), Qavid Robertson (direction). Giraud. Torstensson. Reich.

LE CERCLE (43-22-50-46). Vienne Express Trio: jusqu'au 28 février 1993. 13 h dim. Anna Thomas (piano), Michel Ripoche (violon), Eric Fonteny (violon-celle). Brahms, J. Strauss.

CHATELET. THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). Philharmonia Orchestra: 20 h 30 van. Thomas Zehet-mair (violon), Ivan Fischer (direction). Haydn, Bartok Solistes de l'Ensemble IntarContamporain : 18 h dim. Bartok, Ligeti Akiko Ebi, Xavier Phillips : 12 h 45 lun. Piano, violoncelle. Beethoven, Chos-

EGLISE SAINT-EPHREM-LE-SYRIA-OUE. Ensemble Almeele : 21 h sam. J.-F. Vinciguerra (basse), lakovoe Pap-pas (direction). Mondonville, Rebel. EGLISE SAINT-EUSTACHE, Ensemble Drganum : 21 h mer. Marcel Pérès (direction). Plain chant de le cathédrale

EGUSE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS. Ensemble orchestral d'ile-de-France : 21 h mar. Vincent Friberg (hautbois). François Payet (violon), Chœurs de Ville-roy, Bruno de Saint-Maurice (direction). Cherubini, Mozart, Havdo

FIAP (45-55-85-93). Danielle Ripert. Marie-Thérèse Delarue : 20 h 15 sam. Sopreno, mezzo-soprano. Richerd Maugé (beryton), Reiko Hashimoto

MAISON DE RADID-FRANCE MAISON DE RADID-FRANCE (42-30-15-16), Drchestre philhermonique de Radio-France : 20 h 30 ven. Denièle Borst (soprano), Martyn Hill, Ferdinand Seiler (ténors), Hélène Delaveuit (mezzo-soprano), Micolas Christou (baryton), Gérsrd Hulka (baesal, Michael Boder (direction), Hindemith, Weill Dechestre, philhermonicus de Rafforder (direction). Orchestre philharmonique de Radio-France : 20 h 30 sam, Maurice Bougue (hauthois), Gérard Caussé (alto), Arturo

MUSÉE NATIONAL DU MOYEN AGE-CLUNY, Ensemble Alegrie : 20 h 30 sam. ; 17 h 30 dim, Chansons mariales du XIIIe siècle,

DPÉRA-8ASTILLE (44-73-13-00). Didier Frédéric, Thérèse Cochet ; 20 h au. 8aryton, pieno. 8eethoven, R. Strauss, Duparc, Montselvatge, PÉNICHE DPERA (42-45-18-20).

Oélices et tourmente eur le mode mineur : jusqu'au 28 février 1993, 21 h jeu., ven., sam., ; 17 h dim. Spectacle de Sophie Boulin. Sophie Boulin (soprano), Freddy Eichalberger (clave-cin), Musique de Couperin, Lambert. SALLE CORTOT (47-63-80-16), Shigenori Kudo, Richard Slegel: 20 h 30 tun.

SALLE GAVEAU (49-53-05-07). Anatol Ugorsky: 20 h 30 mer. Piano, Beethoven, Chopin Chœur de Radio-France: 20 h 30 ven. Jobile Lacocq (harpe), Paul Minck, Jean-Claude Barro, Jean-Paul Gantiez, Alain Courtole (cors), Romano Gandolfi (direction). Schubert, Brahms Schumann The Nash Ensemble, François Le Roux: 14 h 30 sam. Baryton, Saint-Seens, Ravel, Milhaud, Poulenc, Stra-vinsky, 8liss Roger Muraro: 11 h dim. Piano. Moussorgski, Albeniz Yourl Bou-koff: 20 h 30 mar. Piano. Beethoven,

Brahms, Moussorgski. SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Orches-SALLE PLEYEL (45-63-88-73). Orchestre de Parie: 20 h 30 mer., jeu. Michel Béroff (piano), Emmanuel Krivine (direction). Mozart, Rachmaninov, Rimski-Koreakov Ensemble orchestral de Parie: 20 h 30 ven. Brigitte Fournier, Bernarda Fink (eoprenos), Jacqueline Mayeur (alto), Jorg Hering (ténor), Jean-François Gardell (basse), Philippe Corboz (orgue), Ensemble vocal de Lausanna, Michel Corboz (direction). Honegger, Martin, Mozart.

THEATRE DES CHAMPS-ELYSÉES (48-52-50-50). Maurice Bourgue, Sergio Azzolini, Alain Planèe: 11 h dim. Haut-

LE MONDE

Catherine Samary

dépossédés, par Philippe Baque.

d'abondance, par Jean-Paul Jean.

lisme, par André Corten.

diplomatique

• FRANCE: Des princes Inin des citnyens, par Christian de Brie.

• GOLFE: Regain d'activisme, par Alain Gresh. – Illusoire sécurité collective, par Olivier Da Lage. – Deux ans après, le Koweit, par Gilles Kraemer.

BOSNIE : Puur un Etat multi-ethnique, par

• KAZAKHSTAN : La vuie étroite de l'indépendance, par Jean Radvanyi.

• AFRIQUE: Deux pulitiques d'interventinn en Somalie, par Gèrard Prunier. – Désarroi et révolte eu Casamance, par Marie-Christine Cornier-Salem. – Le Mozambique dans la tourmente de l'après-guerre, par Carmen Bader. – Des Tunaregs duublement déparcaille en Philippa Paris.

• VATICAN: Le combat du pape contre le plura-

• SIDA: Ce que la maladie apprend aux sociétés

CINÉMA : Maicolm X nu miroir de la réalité américaine, par Achille Mbembe et Robert Dannin.

En vente chez votre marchand de journaux - 20 F

bois, basson, piano. Haydn, Poulenc, CPE Bach, Schumenn Ouetuor Alben Berg: 20 h 30 km. Haydn, Lutoslewski, Ravel Orchestre national de Frence: 20 h 30 jau. Gidon Kremer (violon), Vedim Sakharov (piano), Neeme Jarv (direction). Denisov, Part, Schnittke, Pro-

THÉATRE GRÉVIN (43-58-75-10). Véronique Dietschy, Philippe Cassard : 20 h 30 lun. Soprano, piano. Delius,

THÉATRE SILVIA-MONFORT (45-33-66-70). Rié Azayama, Shindji Urakabe : 20 h 30 km. Soprano, piano. Fauré, Duperc, Ravel, Roussel.

DRANCY, ESPACE CULTUREL DU PARC (48-96-50-00). Orchestre natio-nal d'Ils-da-Frence : 20 h 30 aam. Gérsrd Jarry (violoni, Teodor Comen (alto), Jacquee Mercier (direction). Ros-VERSAILLES. CHAPELLE ROYALE DU CHATEAU. Pascal Montailhet, Philippe Beaussant : 17 h 30 sam. Théorbe, réci-tant. Visée. Concert-lecture.

CHATELET, THÉATRE MUSICAL DE CHATELET. THÉATRE MUSICAL DE PARIS (40-28-28-40). La Treviata: 19 h 30 mer., jeu., aem., lun., mar.; 15 h dim. Opéra de Verdi. Giusy Devinu, Veronica Villaroi Isopranos). Vincent Dmbuena, Jean-Luc Viala (ténors). Victor Torree, Alexendru Agache (barytons), Philharmonia Orchestra, Choaur du Théiltra du Chátelet, Antonio Pappano (direction), Klaus Michel Grüber (mise en scàno).

cciang).

CIRDUE MOREND. L'Histoire du soldat : jusqu'au 11 mars 1993. 20 h mar. De Stravinsky. Compegnie Foraine, Ensemble Ars Nova, Philippe Nahon (direction), Jacques Livchine (mise en DPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Les

DPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Les Contes d'Hoffmann: 18 h 30 jeu., sam. Dpéra d'Offenbach. Georges Gautier, Robert Ourné, Andraes Jaggi (ténors). Jean-Philippe Lafont, Jean-Marie Fremeau (baryton), Hedwig Fassbender, Françoise Marinaud, Bernadette Antoine (mezzo-sopranos), Sumi Jo, Mare Zampieri, Maria Bayo (sopranos), Piera Thirlon-Vellat, Antoine Garcin (besses), Orchestra et chosurs de l'Opéra de Paris, John Nelson (direction), Romen Polanski (mise en scène), Redha (chorégraphie). THÉATRE OFS CHAMPS-FLYSES THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (49-52-50-50). Fidelio : 18 h 30 mer. Opéra da Beethoven. Zeolt 8enda, Gabor Kenesy (besses), Istvan Berczelly (baryton), Andras Molnar, Ferenc Ger-destis (ténors), Marta Szilfai, Cisila Otvos (sopranos), choaurs et orchestre de l'Opéra national de Hongrie, Madmianno Cobre (direction), Olivier de Lavernay

THEATRE OU TAMBOUR-ROYAL (48-06-72-34). Une éducation manquée, Rite : jusqu'au 13 mere 1993. 16 h sam. ; 20 h dim., lun, Opérette de Cha-brier et opére de Donizetti, Catherine brier et opére de Donizetti. Catherine Hircce, Leurence Orlowski (sopranoe), Armelle Orleux (mezzo-soprano), Jean-Philippe Corre, Simon Edwarde, Dominique Fresnay, Jean-Françole Novelli (ténore), Jean-Pierre Belfort, Jérôme Josserand, Igor Lewiss-Borg, Jean-Peul Zucca (barytons), Etienne Lemoine (plano), Elisabeth Navratil (mise en scène).

JAZZ, POP, ROCK

AU OUC DES LOMBARDS (42-33-22-88). Rose King: 22 h 30 mer., jeu., ven., sam.; Michel Saulnier Quartet: 22 h 30 dim.: Doctor Jazz Band : jusqu'au 15 mars 1993. 22 h 30 lun. ; Jam Session : 22 h 30 mar. 8AISER SALÉ (42-33-37-71). F. Constantin, C. Obini, I. Diop : 22 h 30 mar. ; Idrissa Diop : 22 h 30 jeu., ven.

BATACLAN (47-00-30-12), Skarface, iee Vierges, Molodof, PKRK, Gondkok : 20 h sam. LE 81LBDQUET (45-48-61-64). Sylvain

Sourdeix Quartet: 22 h 45 mer., jeu., ven., sem.: Polya Jorden Quintet: 22 h 45 linn., mer.: Turk Mauro Duertat: Jusqu'eu 14 mars 1883. 22 h 45 dim.

Février 1993

Nons publions le lundi (daté mardi) la liste des concerts de la semaine, dont une sélection commentée figure dans le supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

ROUFFONS THÉATRE (42-38-35-53). Elan : 16 h sem. CAFÉ BALTARD (42-33-74-03). Siméon Lenoir : 23 h ven. CAFÉ DE LA DANSE. Terra Nova :

20 h mer., jeu., ven., sam. CAFÉ RIVE-DROITE (42-33-81-62). Michel Herblin Quintet : 22 h 30 mer., jeu. ; Baby Blues : jusqu'eu 28 février 1993. 22 h ven., sam., dim. CASINO DE PARIS (49-95-99-99). Art

Mengo: 20 h 30 mar. CAVEAU DE LA HUCHETTE (43-28-65-05). Maxim Saury Jazz Music: 21 h 30 mer., jeu., ven., sam., dim. ; Frit Kaatee, Jeannette Cordea : 21 h 30 lun., mer. LE CERCLE (43-22-50-46). Tangonéon

Cuertet: 20 h 30 mer., jeu., ven.; Tempo di Tengo Sextet: 20 h 30 sem.; Benjamin Legrand, Olivier Husman Trio: 20 h 30 lun., mar. LA CHAPELLE DES LOMSARDS (43-57-24-24). Les Poubelles Boys : lus-qu'eu 3 mers 1993. 20 h 30 mer. ; Azu-quite : jusqu'au 25 février 1893. 20 h Jou, Salsa. CINQUIÈME AVENUE (45-00-00-13).

Ze Soom: 0 h mer.; Dode Stompers: 0 h jeu. ELYSÉE-MONTMARTRE, Bolthrower, Grave, Vader : 18 h 30 mer. ; Mercury Rev : 19 h 30 mer. ; Hells Angels Sup-

port Party: 18 h sam. LA FOLIE EN TÊTE (45-80-65-99). Blues Power: 21 h ven., sam.; Alain Pinsole Trio: 21 h jeu. FOLIES BERGERE (42-48-77-11). Eivis Costello & the Brodsky Quartet: 20 h

FRONT PAGE (42-38-89-69) Za FRONT PAGE (42-38-88-69). Ze Boom: jusqu'eu 24 février 1883. 22 h 30 mer.; Bitres Acoustic Night: 22 h 30 jeu.; Mike Lester: 22 h 30 ven.; Blues Heritage: 22 h 30 sam.; House Band: jusqu'eu 28 février 1993. 22 h 30 dim.; Brooklyn: 22 h 30 mer. Mauro Serri & Frignds: 22 h 30 mer. GIBUS (47-00-78-88). Glen Madock & the Marvericks : 21 h jeu.; Street Corwer, Green Homets, Doud and the Rooster ; 20 h 30 ven. HIPPOCAMPUS (45-48-10-03). Trio

Mew Orleans: 21 h sam.; Trio Jazz Middle: 21 h ven. JAZZ CLUB LIONEL-HAMPTON (40-68-30-42). Luther Guitar Junior Johnson & the Magic Rockers : jusqu'au 8 mera 1993, 22 h 30 mer., jeu., ven., sam., lun., mer. ; Christian Morin, Elling-tonmania de François Biensa : jusqu'au 28 février 1993. 12 h dim. Jazz sur

LATITUDES SAINT-GERMAIN LATITUDES SAINT-GERMAIN (42-61-53-53), Velery Ponomarev Quartet: 22 h 30 mer,; Megaswing Quartet: 22 h 30 jeu.; Carol Cass Quartet: 22 h 30 ven.; sam.; Nine et les Funny Boys: 22 h 30 mar.
-LATLOUISIANE (42-36-58-98); Boos

zoo's Jazz Combo : 21 h mer. ; Jean-Pierre Gélineau Trio : 21 h jeu. ; Michel Mardignan Clarinette Connection : 21 h ven. ; Philippe de Preissac Group : 21 h sem., mer. ; Febrice Eulry : 21 h km. LE MONTANA (45-48-93-08). Jean-Pierre Bertrand Trio : 22 h 30 mer., jeu., ven., sem. ; Chris Henderson Band : Jus-qu'au 28 mars 1993. 22 h 30 dm. ; René Urtreger Trio : 22 h 30 dm. ; mer. MDNTGOLFER (40-60-30-30). Pierre

MDNTGOLFIER (40-60-30-30). Pierre Caligaris: 22 h mer., jeu., ven., sam. NEW MDON (49-95-92-33). Ooc Lebrun: 20 h 30 mer.; Krifyz: 20 h 30 jeu.; Burning Head: 23 h ven.; Zoran & Friends: 23 h sam. NEW MORNING (45-23-51-41). Robben Ford, Roscoe Seck, Tom Srechtelein: 21 h mer., jeu. Guitare, batterie; Moustique: 21 h van.; Dea Dee Bridgeweter, Riccardo Del FreDeniël Humair: 19 h 30 dim. Sangoma Everett, Johnny Griffin, Alain Jean-Marie, Stève Lacy, Eric Le Lann, Steve Potss.
LE NOUVEAU CAFÉ (43-21-65-29). Christiane Canavese, Olivier Caillard:

LE NDUVEAU CAFÉ (43-21-65-29). Christiana Canavese, Olivier Caillard: 21 h van., sam.; Chéri: 21 h mar. OPÉRA-BASTILLE (44-73-13-00). Daniel Humeir, Merc Ducret: 18 h 30 van. Batterie, gultare, Jean-Françole Jenny-Clark (contrebasse). PASSAGE DU NDRD-DUEST (47-70-81-47). Pierre Beneusan: 18 h mer.

PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70). Chance Orchestra : 21 h jeu.; Dixie Brothers 8 : 21 h ven.; Five D'Clock Jazz Group : 21 h sam.; Michel

jeu.; Dixie Brothers 8: 21 h ven.; Five D'Clock Jazz Group: 21 h sam.; Michel Legrand Trio: 21 h mar.
PETIT JOURNAL SAINT-MICHEL 143-26-28-59). Gabrielle Schneider et Coconotes: 21 h mer.; Just Swing: 21 h jeu.; High Society Jazz Bard: 21 h ven.; Clarinett Connection: 21 h sem.; Alligators Jazz Bard: 21 h wn.; Claude Luter Cusintet: 21 h mar.
PETIT OPPDRTUN (42-36-01-36). Barney Wilan, Alsin Jeen-Marie: 22 h 45 mer. Sexophona, plano; Barney Wilen, Trio: 22 h 45 jeu., ven., sam.; Jocelyne Beroard, Bibi Louison, Erle Vinceno: 22 h 45 mer. Chant, piano, besse, Lucien Dobet (betteriel.
PIGALL'S. Raw Stylus: 20 h sam.
REX CLUB (45-08-93-89). Seven Ysar Bitch: 23 h 30 mer. Soirée Metaffic Jungle; Las Quatre: 23 h ven. Soiréa Planète Rock.
SLOW CLUB (42-33-84-30). Betty and the Boops: 21 h 30 jeu., ven.; Jacques Ooudelle: 21 h 30 sam.; Jean-Marc Fernandez et les Experts: 21 h 30 mer. SUNSET 140-28-45-60). Tricis Lae Duintet: 22 h 30 jeu.; win Bauf & Dilvier Louvel Quintet: 22 h 30 jeu.; sinchel Gradifier, Xävier Richardeau, Michel Gradifier, Xävier Richardeau, Michel Gradifier, Xävier Richardeau, Michel Gradifier, Xävier Richardeau, Michel Gradifier.

ven., sam.; Emmanuel Sourdalx Trio: 22 h 30 km.
THÉATRE DES DÉCHARGEURS (42-36-00-02), Richard Witczak et ses Tziganes: 22 h 30 jeu., ven., sem.
TROTTOIRS DE BUENOS AIRES (40-26-28-58), Gérard di Giusto Trio: jusqu'au 6 mare 1983, 0 h 30 ven.,

UTOPIA JAZZ CLU8 (43-22-78-66). Baby Blues: 22 h mer.; Long Distance: 22 h)eu.; 400 Ducke: 22 h vsn.;

Fuma, c'ast du blues : 22 h sam. Ducky Smokton & Friends: 22 h lun. Badger: 22 h mer.; RMB: 1 h sam. LA VILLA (43-26-60-00). Antonio Hart 22 h 30 mer., jeu., ven., sam., dim., lun., mar. Saxophone, Laurent De Wilde (piano), Thomae Bramerie (basse), George Brown (batterie).

Périphérie

MONTREUIL INSTANTS CHAVIRÉS (42-67-25-91). Jam Session : jusqu'et 24 février 1883. 21 h mer. ; Melting Potes: 21 h sem.

CHANSON

AKTÉDN-THÉATRE (43-38-74-62). Marie Illianeck : 20 h 30 dim., lun. BATEAU-THEATRE (40-51-64-53). Lacouture: 20 h 30 lun. CAFÉ BALTARD (42-33-74-03). Paul et Houria . 23 h sam. CAFÉ OE LA DANSE. Nuits Silex : jusqu'au 20 mars 1883. 22 h 30 mar. ; Karim Kacel : jusqu'au 20 mars 1993.

20 h 30 mar. CAVEAU DES DUBLIETTES [43-54-94-97]. Cabaret de la chanson française ; 21 h mer., jeu., ven., sam., lun., mar. Chansons à la carte tous les

DLYMPIA (47-42-25-48). Stava

Waring: jusqu'eu 28 février 1893. 14 h 30 mer., jau., ven., sam., dim.; Michel Regin: jusqu'eu 21 mars 1993. 20 h 30 mar

PALAIS DES CONGRÈS. Serge Reg-giani : jusqu'au 7 mers 1883. 20 h 30 mer., ven., sam., mar. ; 18 h dim. PALAIS DES SPORTS (44-68-69-70). Holiday on ice: jusqu'au 18 avril 1993. 20 h 30 mar. PETIT JOURNAL MONTPARNASSE (43-21-56-70). Philippe Léotard: 21 h

PLATEAU 26 (48-87-10-75). Les Timoléon's : jusqu'eu 28 févriar 1983. 19 h 45 mer., jeu., ven., sam., mer. ; Jean-Louis Olivier : 19 h dim., tun.

SENTIER OES HALLES (42-38-37-27). Pascal Joubert : jusqu'au 6 mars 1993. 22 h mer., ieu., ven., sam. STUDID 28 (46-05-36-07). Duettis ZigʻZinzin : Juequ'au 14 mars 1883. 21 h jeu., ven., sam. ; 14 h 30 21 h

THEATRE OF LA MAINATE 142-08-83-33). Christian Lemoine : 18 h jeu., ven., sam. ; 15 h dim. THÉATRE OE LA VILLE (42-74-22-77).

Ute Lemper : 20 h 30 mer., jeu., ven., THÉATRE MAUSEL-MICHEL GALA-8RU (40-44-64-78). Françoise Le Gol-van : jusqu'au 14 mare 1993. 17 h dim. TOURTOUR (48-67-62-48). Georges Chelon: jusqu'au 27 février 1993. 22 h 15 mer.. jeu.. van.. mer., jeu., van.,

sam.f9Périphérief0 TRIANDN PALACE (30-84-38-45).

BALLETS

AMANDIERS PARIS OE (43-88-42-17). Compagnie Motus Anima : 20 h 30 mer., jou., ven., sam. Pathétique, Alba, Paolo Campos (chor.). CENTRE MANDAPA (45-88-01-60). Gulabi Sapere : 20 h 30 mer. Oanses kalbelia du Rajasthan Edith Albaladejo : 20 h 30 ven. Théâtre densé kathakeb. OPÉRA DE PARIS, PALAIS GARNIER (47-42-53-71). Orphée et Eurydice : 19 h 30 mer., jeu., ven., sam. Opdra de Glock, Pina Bausch Tanztheater Wuppertal, Dominique Mercy, Malou Alroudo, Bemd Marazan, Ruth Amarante (dan-

Orchestre symphonique de Wuppertal, Peter Galke (direction). THÉATRE DE LA BASTILLE (43-57-42-14). Chrisden Bourigault 21 h mer., jeu. Matériau-désir, Christian Bourigault (chor.) Herman Diephuis Eric Boungautt (chor.) Herman Diephuis Eric Marin: 19 h 30 mer., jau. Trio à cordes, Herman Olephuis (chor.); Bonue. Eric Marin (chor.) Meg Stuart: 21 h sem.; 17 h dim. Disfigure Study, Meg Stuart (chor.) Compagnie Tai Gu Tales Dance Theeter: 21 h mar. L'Envere de l'au-delà, Hsiu-Wei Lin (chor.).

seurs), Pina Bausch (chor.), Chœurs et

MUSIQUES DU MONDE

CAFÉ DE LA DANSE (46-05-57-22). A

CENTRE MANDAPA (45-88-01-60). Encembla Alevi : 20 h 30 jeu. Mueique

PARIS EN VISITES

«Les passages marchands du div-neuviàme siècle, leur origine et leur développement. Une promenade hors du tampa » (premier parcoure), 10 h 30, 1, rue du Louvre (Parie

«Montmartre : cités d'artistes, ruelles, jardins et village», 11 heures, métro Abbesses (M.-C. Lasnier).

«L'Opére Gamler : de le rotonde des abonnés au plafond da Chagall at au musée», 11 heures, hall d'entrée (P.-Y. Jasiet). «La cathédrale orthodoxe russe et see icônes» (limité à trente per-sonnes), 14 h 30, 12, rue Daru

(Monuments historiques). « Victor Hugo, des Misérables à Notre-Dame » (limité à trente per-eonnes), 14 h 30, 6, place des Voeges (Vieites Pour les)eunes Monuments historiques).

«L'Opéra Gamier et son musée », 14 h 30, en haut des merches exté-rieures, à gauche (Tourisme culturel). «Les Catacombes, une des plus fantastiques nécropoles du monde », 14 h 30, 1, place Denfert-Rochereau (P.-Y. Jaslet). « A la découverte du tracé et des

MARDI 23 FÉVRIER

«A la découverte du tracé et des vestiges de l'enceinte de Philispe-Auguste rive gauche», 14 h 30, square Gabriel-Pierné, à l'angle de la rue de Seine et de la rue Mazarine (A nous deux, Paris).

« Versailles : lea réservoire du château et de la rue du Peintre-Lebrun» (avec projection), 14 h 30, 7, rue des Réservoirs (Office de tourisme da Versailles).

« Le chinatown du treizième arrondleeement», 14 h 30, porte de Cholsy, devant la BNP (C. Merle).

« Les passages couverts du Sentier

cholsy, devant la Bre* (c. Mene).

«Les passages couverts du Senter
où se réalise la mode féminine. Exotleme et dépayeement essurée »
(deuxième percours), 14 h 40, 3, rue
de Palestro (Paris autrefois),

«Lee nouveaux eménagements du
Musée Bourdelle », 15 heures, 18, rue
Antoine-Bourdelle (D. Bouchard).

«L'hôtel de Lassay, réaldence du
président de l'Assemblée nationale »,
15 haures «33. qual «d'Orsay

15 heuree, .. 33, qual d'Oreay (M.-C. Lasnier).

«Le Sorbonne. Histoire de l'Univer-sité et du quartier Latin», 15 heures, 48, rue Saint-Jecques (Connaissance

CONFÉRENCES

Selle Notre-Deme-dae-Champs, 92 bis, boulevard du Montparnasse, 15 heures : «Oxford et Cambridge» (Paris et son histoire).

wans er son nistore).

Malrie, 3, rue da Lisbonne,
17 h 30 : «L'obélisque de Louxor à la
place de la Concorde» (avec diapositivee), par M.-8, d'Ameville (Société
historique et erchéologique des huttième et dix-esptième artondissemental.

Galerie nationale du Jeu de paume (ee(le eudlovieuelle), place de la Concorde, 18 h 30 ; «Nnuvelles Chines, imagee de la diespora chi-noise», présentées par B. Reynaud (L'Art contemporain en question). 148, rue Reymond-Loeeerand, 20 h 30 : «Valogre la colopathie fonctionnelle par l'auto-hypnose», par

Le Monde des

Le Monde

L'EUROPE FACE A LA GUERRE

Comment s'explique l'impuissance de l'Europe à rétablir la paix dans l'ex-Yougoslavie? Les points de vue et les analyses des généraux Jean Salvan et Claude Le Borgne, des experts militaires Pascal Boniface et Lothar Ruehl, du philosophe Marcel Conche et du psychanalyste Daniel Sibony.

LA RUSSIE DE L'AN II

Hélène Carrère d'Encausse, Youri Roubinski et Michel Tatu croisent leurs analyses sur l'avenir de Tex-URSS.

BAISSER LES TAUX D'INTÉRÊT

Une mesure nécessaire mais insuffisante pour sortir de la crise. Les points de vue de deux économistes: Christian de Boissieu et Maurice Basle.

<u>ART CONTEMPORAIN</u> CRÉATION OU IMPOSTURE

Deux critiques d'art. Jean-Philippe Domeeq Philippe Dagen vident leur querelle.

NUMÉRO DE FÉVRIER 1993 - 30 F



BALLETS

MUSIQUES DURN

3.35.35

mde des

CE A LA GUERRE

enquissance de l'Estére

· Timegendate ! long

a grendraux Jean Salan

caperta miliano pas

hit du phikrophi 1/36

hate Daniel Sibon.

DE L'AN II

is we. Yemmi Rembind.

ere analysis surfacen

II A D'INTERE!

mais mantisant?

Built de lui

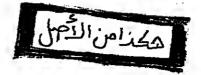
de Benesica et 1124

PAIRIRAIN

HIER 1903 -

DIFUSIUM

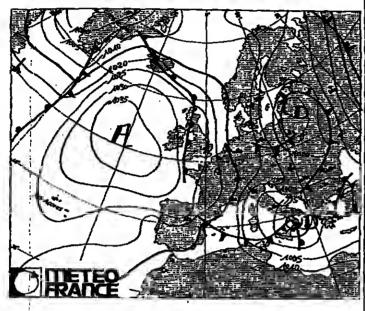
the divising branch



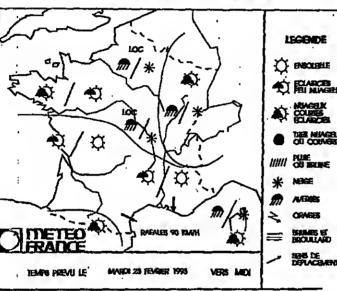
Le Monde • Mardi 23 février 1993 23

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 22 FÉVRIER 1993 A 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 23 FÉVRIER 1993

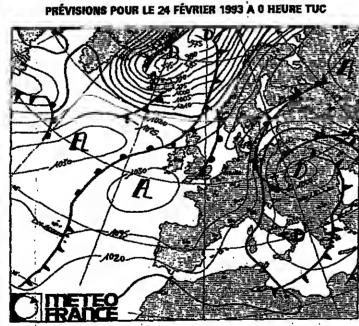


Averses de neige sur l'est, éclelr-cies gagnant par l'ouest. - Sur le nord-eat du pays, les passages nua-geux laisseront peu de place aux éclair-cles en début de journée. Sur la Lor-raine, l'Alsace et jusqu'eu nord de raine, i Alsace et jusqu'su nord de Rindre-Appa, des sverses de reige se produiront dès la instinée. Elles s'éten-dront en milieu de journée, jusqu'su nord, l'ilé-de-Prance et l'est de la région Centre, Par contre dens l'après-mid, le soleil fera de plus belles appartions et ces averses ae limiteront au

Jure et au nord des Alpes. De la Bretagne et de la basse Nor-mandie jusqu'au sud, le soleil se monpourtour méditerranéen, le mistral et la tramontane, jusqu'à 90 km/h, dégageront le ciel. La Corse aura un tempa plus mitigé avec des averses de neige.

Les températures minimales aeront généralement comprises entre – 1 et - 5 degrés dans l'intérieur, légèrement positives près des côtes, jusqu'à 3 degrés près de la Méditerranés.

Les températures maximales atteindront le plus souvent 0 à 3 degrés sur l'est, 3 à 6 degrés sur l'ouest, jusqu'à 7 sur l'extrême sud et localement 9 sur



ei .				_	
TEMPÉRATURES	mexime		minima	et	temps observ
Valous ext	rêmes relevées	199	re 13 à 9 heuras 1	TUC	le 22-2-93

MONTEAPERE 29 18 D HENRIS 10 0 D STATURING 5 -1 C	ALGRE AMSTERDA AMSTERDA ATRIBUS BANGSON BASCHLON BEILERADE BEILEN DAKAR GRIEVE BTANDIL JERUSALEN LE CARE LONDES LOS ANGEL LIXERDOU	ANGER 18 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19 19	60 42 5 2 7 1 9 8 8 1 7 7 8 1 1 0 1 8 2	MILAN MONTREA MOSCOUL TAMBOSI	25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 2	14 NDD C C N P C C N P C C N P C C C N P C C C N P C C C N P C C C C
A B C cief	D desired at	-	0 =	Pluic	tempête	acize

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale

moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver. (Document établi arec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

Trois figures au crépuscule

ROIS figures, dans la fresque rougeoyante du crépuscule du pouvoir. Chez Pivot, Jack Lang subissait les assauts de son ancien directeur de la musique, Michel Schneider. Médaille des Arts et Lettres à Statione, édition par le ministère de livres somptueux à la gloire du ministre, acceparement de l'argent public par Pierre Boulez, equi produit six minutes de musique en deux ans pour un public de six cents personnes»: rien ne lui fut épargné. Refusant de s'abaisser à prononcer le nom de l'assaillant, entouré d'une garde raidie par l'outrage - on croyait revoir Giscard au moment des diaments, - il fit donner ses instituts, ses écoles, ses déguiser en hellebardier du

TF 1

20.45 Veriétés : Stars 90,

22,40 Megazine : Ciné stars. Invité : Roger Hanin.

0.40 Journal et Météo.

FRANCE 2

22.20 Megazine: Savoir plus.

Puberté : l'éveil du désir.

0.45 Série : Intriques.

20.50 Téléfilm : Senso. De Gérard Vergez.

23.50 Documentaire : Vues sur l'Indochine. Tournege du film Indochine, de Régis War-

0.35 Divertissement : Le Bébête Show.

lui. Mais où sont les œuvres? avait-on envis de Li demander gentiment. Où sont les films, les pièces, les tableaux merquants de ces dix ans? Et surtout, où est le public?

La vérité est qu'après dix ans de beauté et d'intelligence le public du samedi soir reste condamné à des productions comme «Salut les Artistes », sur France 2, qui défie toute description. On y annoncait un morceau de choix : Ségolàne Royal. Allait-on lui demander de fabriquer une nouille chinoise? La

lois, comme un général en déroure actionne sur le papier des divisions faire franchir à un chien un parfantomatiques. On souffrait pour cours d'obstacles, «Stelome, Tom, seute! Dessus! Dessus!» s'époumona-t-elle, songeant sans doute pour se soutenir, à ses électeurs des Osux-Sèvres. Le jury récompensa sa vaillance d'un neuf sur dix. Elle glissa un mot sur «les beaux produits du terroira, mojette, cerise, chabichou, que deux candidata disposèrent sur une carte de France, extrarte du demier livre de Madame la ministre. «Pas de blabla!» l'avait avertie d'emblée l'animateur. Elle obtempéra. Il paraît qu' cons avant dissuede Ségolène de perticiper à catte émission, «On a

confié en arrivant. « On » peut es rassurer: cette tentation ne menacait personne. Chez Anne Sinclair. Michel Rocard fit enfin cadeau à la politique d'un bol d'oxygène, en expliquant comment la purger de l'errogance et du rejet de l'eutra. Sentiment curieux : il sembla à cet instant avoir enfin trouvé ses rails, s'être soudain cristatlisé. Pour agréger Fiterman et Kouchner, Lalonde et Mébaionerie, la formation continue - même rebaptisée «égalité continue des chances », - et «l'environnement » eu sens large, Au moins ce défi le projeta-t-il, et nous avec, dans l'aube prochaine. peur que je fasse rire » avait-elle Ce fut déjà, en soi, saluteire.

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimenche-lundi. Signification des symboles

signalé dans « le Monde radio-télévision » ; a Film à éviter ; m On peut voir ; m Ne pas manquer ; m m Chef-d'œuvre ou classique.

Lundi 22 février

Michel Legrand, itinéraire : documentaire de François Reichenbach. 23.30 Continentales. Top-modèles. Avec Estelle Lefébure, Michel Leeb, Guy Montagné, Serge Lama, Michel Fugein, Indra, Marc Lavoine, Louis Chedid, Carole Laure, Claude Barzotti. L'Eurojournal ; l'info en y.o.

CANAL PLUS

20.35 Cinéma : L'Eveil, m Film américain de Penny Maraheli (1990). 22.30 Flash d'informations.

22.35 Le Journal du cinéma. 22.40 Cineme :

Le Juge et l'Assassin. ### Film français de Bertrand Tavernier (1975). 0.45 Cinéma : Chucky, la poupée de sang. D Film américain de John Lafia (1990).

ARTE

20.40 Cinéma : America, America, was

23.40 Journal et Météo. 23.20 Cinéma : La Citadelle. m Film algérien de Mohamed Choulkh (1988). 0.00 Magazine : La Cercle de minuit.
Spécial lengues, invités : Pierre Perret;
Alein Rey; Jean-Paul Collin ; Louis-Jean Celvet (histoires de mots); Jo Privat; Milton Hatourn, auteur brésilien.

FRANCE 3

TF 1

16.30 Club Dorothée.

FRANCE 2

15.25 Variétés :

20.45 Cinéma : Hibernatus.
Film français d'Edouard Molinaro (1969).

22,15 Journal et Météo. 22.40 Hommage à François Reichenbach.

15.20 Série : Hawaii, police d'Etat.

17.25 Série : La Miel et les Abeilles.

16.05 Feuilleton : Santa Barbara.

FRANCE-CULTURE

20.30 Le Grand Débat. Faut-il sauver le cinéma français? Avec

Dominique Wallon, René Bonnell, Daniel Toscan du Plantier, Hubert Astier, Robert Enrico (2). 21.30 Le Théâtre maghrébin.

9. L'Escargot entêté, de Rachid Boudjedra 22.40 La Redio dans les veux.

Hommaga à Juan Benet 0.05 Du jour ou lendernain. Avec Pierre

Notre (la Chanson de Madame Rosenfelt) . 0.50 Musique : Coda. Else Caron,

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 30 janvier au Théâtre du Châteleti : Oeux portraits pour violon et orchestre op. 5. Concerto pour piano et orchestre nº 3, de Bertok; Suite Scythe, L'Amour des trois oranges, de Prokofiev, par l'Orchestre philharmonloue de Radio-France, dir. Marek Janowski; sol. ; Jacques Pret, violen, Zoltan Kocsis, piano.

23.09 Feuilleton : Maldoror, De Pierre Henry. 23.19 Ainsi la nuit. Quatuor pour piano et cordes re 2 en la majeur op. 26, de Brahms; Sonate pour violoncelle et piano en la mineur op. 36, de Grieg.

0.33 L'Heure bieue.

Mardi 23 février

Six minutes première heure.

20.45 ➤ Cinema : Willow.■■ Film américain de Ron Howard (1988).

22:55 Cinema: Tiger Jos. Film Italien d'Anthony M. Dawson.

0.35 Magazine : Culture pub.

0.25 Informations:

22.35 Journal et Météo.

23.00 Téléfilm : Joanne et les clones De Philip Saville (2- partie).

Continentales. L'Eurojournal: l'info en v.o.

- En clair jusqu'à 20.35

Predator 2. D Film américain de Stephen Hopkins (1990).

Mon père, ce héros. ■■ Film français de Gérard Lauzier (1991).

de l'inspecteur Morgen.

Him britannique de Joseph Losey (1969).

17.00 Magazine : Macadam.
Les Transmusicales de Rennes 1992 (radiff.)

Dans l'ombre des conquérants.
Les Taratumares du Mexique (rediff.).

19.00 Magazine : Rencontre.
Stephen Frears/David Ridgway.

21.00 Cinéme des pays de l'Est.
(a Pierre, d'Alexander Sokourov; La Ruelle
des juits, d'Herz Frank; Mieux vaut être

riche at bien portant que pauvre et malade,

CANAL PLUS

20.30 Le Journal du cinéma.

22.15 Flash d'Informatione.

20.35 Cinéma:

22.25 Cinéma:

0.05 Cinéma : L'Enquête

ARTE

18.00 Documentaire:

20.30 8 1/2 Journal

20.40 Soirée thématique : Berlinale 93.

De Jeen Beeudin, avec Marina Orsini, Roy Dupuls (13- épisode). 21.35 Documentaire: Planète chaude. Palestine, histoire d'une terre, de Simone Bitton (2º partie). Des années 50 à 1991 : de la création de l'OLP à la conférence de Madrid.

17.55 Série : Hélène et les garçons. 18.25 Jeu : Une famille en or. 18.55 Magazine : Coucou, c'est nous ! Présenté par Christophe Dechavenne. 19.50 Divertissement : Le Bébête Show.

20.00 Journal, Tiercé et Météo. 20.45 Cinéma : Hold-up. m Film trançais d'Alexandre Arcady (1984). 22.45 Magazine: Durand la nuit.
Présenté par Guillaume Durand, en direct.
0.45 Magazine: Le Club de l'enjeu.
Présenté par Emmanuel de La Talle at Alain
Waller.

Extremíties.

Film américain de Robert M. Young (1986).

15.55 Cinêma:

17.35 Dessin enime : Les Razmoket. 18.00 Canaille peluche. Sandokan. 18.30 Ca cartoon. 18.50 Le Top. 19.20 Flash d'informations. 19.30 Megazine : Nulle part silleurs, Rediffusion des melleures émissions

La Chance aux chansons
Emission présentée per Pascal Sevran.
36 chancors, 36 chandelles : Jean Nohain.
16.10 Jeu : Des chiffres et des lettres.
16.40 Feuilleton : Beaumanoir. 17.05 Magazine : Giga. 18.50 Jeu : Score à battre. 19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus. 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.

20.50 Cinéma : Police Academy 6. D Film américain de Pater Bonerz (1989).

22.20 Magazine : Bas les mesques, Présenté per Mireile Dumas. Ma vie d'en-23.25 Journal des courses, Journal et Météo.

Meteo.

23.45 Magazine:
Le Cercle de minuit.
Invités: Bernard Lavilliers, qui parie de Cube; Agrès Varda, cinéasta; Jamente Habel, écrivain sociologue; Claude Nedjar, producteur; Raul Roa Kouri, ambassadeur de Cube à l'UNESCO: Moises Finale, pen-

FRANCE 3 15.35 Série : La croisière s'amuse. 16.25 Magazine : Zapper n'est pas jouer. 17.55 Magazine : Une peche d'enfer.

18.25 Jeu: Questions pour un champion.

18.58 Un livre, un jour. Les Guides du routard Hôtels et restos de France et Restos et bistrots de Paris. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journei de la région. 20.05 Jeu: Hugodélire (et à 20.40),

20.15 Divertissement : La Classe. 20.45 Feuilleton : Emilie, la passion d'une vie. de Juraj Jakoubisko ; Las Enfants perdus de Roumanie, de Lucian Pintillé.

22.10 Documentaire: 1951-Berlin-1993. De Michael Strauven. 22.50 Débat : Au Café Einstein. 23.25 Cinéma :

Alphaville.
Film franco-italien de Jean-Luc Godard (1965).

14.15 Megazine : Destination musique. Mylane Farmer. 17.00 Veriétés : Multitop. 17.30 Série : L'Etalon noir.

18.00 Série : Booker.

19.00 Série : Les Rues de San-Francisco. 19,54 Six minutes d'informations, Météo. 20,00 Série : Cosby Show.

20.35 Le Mardi, c'est permis. 20.45 Téléfilm :

Sur la piste des voleurs de chiens. De Greg Beeman. 22,25 Série : Amicalement vôtre. 23.25 Série : Soko, brigade des stups.

0.15 Informations : Six minutes première heure. 0.25 Musique : Flashback.

FRANCE-CULTURE

20.30 Archipel science. L'écologie des peuplements. Avec Robert Berbault.
21.30 Débat. Remouver l'Europa : rencontre philosophique à Leipzig, ex-RDA. Avec Alain Badiou, Kerl-Heinz Barck, Petra Kaysa, Jaan-Luc Nancy, Mikhail Ryklin, Ulrich Schnelder.

22_40 Les Nuits magnétiques.

O.05 Du jour au lendemain.
Avec Antoine Compagnon (Char en poche
– Montaigne et l'allégorie). 0.50 Musique : Coda

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 21 octobre 1992 à l'Opéra-Bastille): Trois poèmes de Lucile de Chateaubriand op 10, D'un cahier du Journal d'Eugénie de Guérin op. 27, Deux poèmes de Coventry Parmore op. 30, Alissa op. 9, de Milhaud, par Florence Datzmezzo-soprano, Sege Cyferstein, piano.

19.30 Documentaire: Staline.
On Hermut Kaminski et Dimitri Volkogonov. 1. La révolution. 22.00 Les Voix de la nuit. Par Henri Goraleb. Ceuvres de Lalo, Gounod, Saint-Saëns, Massé. 43º Festivel internetional du cinéma de Ser-in. Soirée proposée par Noéie Audejean et Anne Schafer, présentée per Michael Strau-ven et réalisée par Claude Vajde.

23.09 Fettilleton: Maldoror. 23.19 Ainsi la nuit. Fantaisie pour violon et piano en ut majeur 0 934, de Schubert; Lieder, de Brahms; Sonate pour piano m 14 en le mineur 0 784, de Schubert.

0.33 L'Heure bleue.

Précisant sa conception de la rénovation

M. Rocard souhaite un congrès du PS dès le mois de juin

M. Michel Rocard s'est prononcé, dimanche 21 février, sur TF1, pour l'organisation d'un congrès du Parti socialiste au mois da juln prochain. «II nous faut un congrès rapidement, en juin, ou quelque chose comme cela, a declaré l'ancian premier ministre. Ce n'est pas à moi de le décider, mais c'est à moi, fermement, de le suggé-

Expliquant que le sens du vote socialiste est, désormsis, de e fonder une renoissance», M. Rocard, se référant à son discours du 17 février à Montlouis-sur-Loire, a 17 lèvrier à Montious-sur-Loire, a affirmé, dimanche, lors de l'émissinn « 7 sur 7 », sur TF l : « La transformation à laquelle j'appelle commencera, dans les faits, le lendemain matin du scrutin. » « Cette campagne sombrait dans la lassitude d'un excès d'arrogance, d'un côté, et de désespérance, de l'autre, a-t-il déclaré. Il fout dire juste au hon moment. Requeque de sens bon moment. Beaucoup de gens dans ce pays, n'en pouvaient plus de cette attente et de cet harizon bouché.»

Interrogé sur sa conception de ce que devra être le nnuveau parti qu'il souhaite voir naître, il e dit : « Mettnns-nous d'nbord d'necord sur les objectifs. Le nom de boptème et qui commonde, on verra après. L'essentiel est d'être capables, en venant de diverses ori-gines politiques et, d'abord, du PS, de définir les objectifs à transfor-mer. » Il a indiqué que l'ouverture de la réflexion sur le nouveau mouvement, pour lequel il a en tête, a-t-il dit, « une idée fédérale », doit se faire e très vite, dès owil, sans rien imposer ».

M. Rncard e affirmé, d'autre part, que e le dispositif de la prési-dentielle est acquis » à ganche ~ «Je suis candidat », 2-t-il observé – tandis qu' « à drotte, ils sont deux et ils se battent ». Il a rappelé qu'il est partisan du quinquennat renouveleble et d'une « dose » de représentation proportionnelle aux

Répondant à M. François Mit-terrand, qui avait déclaré, le

18 février, sur France 3, qu'avant de s'élargir le PS doit « se rassem-bler », M. Rocard a affirmé que « rassemblement et rénovation vont de pair et se feront l'un par l'au-tre », étant entendn qu'il ne croit pas « à l'efficacité d'un rassemblement des socialistes entre eux, tout seuis», e M. Mitterrand s'est parseuis », e M. Millerrand s'est par-faitement fait comprendre, a-t-il ajouté. Ses responsabilités sont celles de garantir la continuité des grandes orientations (...) jusqu'à la fin de son mondat. Il n'incombe pas à sa charge de procéder à une refonte ni à la restructuration des forces politiques.»

forces politiques. » Il a expliqué que le président de la République a le droit de s'enga-ger dans la campagne. e La Consti-lution ne fait pas du chef de l'Etat un neutre et moins encore un eunuque, e-t-il dit. Il s'engage, c'est bien normal, et, par conséquent, il fait partie des combatl'évidence même, c'est notre vie

M. Fabius : intéressant

L'ancien premier ministre e déclaré, au sujet du tour de table d'Adidas, ancienne propriété de M. Bernard Tapie, ministre de la ville, qu'il « ne trouve pas choquant » qu'un organisme public ait pris une participetion dans cette aociété. S'agissant du prêt sans intérêt accordé à M. Pierre Béré-govoy par Roger-Patrice Pelat, il a déclaré : e Pierre Bérégovoy, que personne, à mo connaissance, ne prend pour un malhonnête homme, soit oujourd'hui fort blen qu'il o commis une maladresse, qui tlent plus ò la personne qui l'o oidé dans un déconnage." un dépannage.»

M. Rocard e ejouté que « quand un homme politique en est à l'em-prunt en sin de carrière pour ache-ter son logement principal, celo veut dire qu'il ne s'est pas enri-chi», il a souligné qu'il y avait « deux poids et deux mesures dans les commentaires », s'esn compare les commentaires » si l'on compare cette affaire aux « vacances de haut luxe» de M. Jacques Chirac, dont un voyage en jet privé à Mascate a coûté 500 000 F, sans que l'identité du payeur soit connue (le Mnnde du 18 février). « 500 000 F pour des vacances d'ultra-luxe, c'est une autre manière de vivre que celle d'emprunter pour sa résidence principale, même si le prêteur se trouvait peu recomman-

dable», a-t-il dit.

Interrogé lundi 22 février sur RTL, M. Laurent Fsblus a déclaré nécessaire de rénover le Parti socialiste, mais ajouté que le w big bang » proposé par M. Rocard ne doit pas aboutir à une dissolutinn de la gauehe. «L'idée de lo rénovation est une bonne chose. Elle est dans l'air, et c'est à ce titre que je suis arrivé à la tête du Parti socialiste. Sur ce plan-là, il n'y o pas de contestation», e dit le premier secrétaire. Il juge « Intéressante » la proposition d'avancer la date du prochain congrès ordinaire du PS, tout en rappelant que celui-ci est e prévu pour lo fin de l'année ». e Sur lo date exacte», il a précisé qu'il fera ses « propositions des oprès les

Manifestations contre

la politique agricole commune

Le trafic ferroviaire

est perturbé

par des agriculteurs

Le trafie SNCF a été perturbé

lundi matin, 22 février, en France,

sauf eu nord et à l'est, par des mani-festations d'agriculteurs lancées par

Le mouvement est particulière-

ment dur dans les régions de Bor-

deaux, Toulouse, Limoges et Tours.

Mais, des perturbations ont aussi été signalées vers Montargis, Orléans et Chartres ainsi que dans la vallée du

Rhône, en Bretagne et dans le

région de Rouen et du Havre, entraînant des retards dans les

trains. A Paris-Austerlitz, la SNCF a

dû renoncer un moment à faire par-

tir des trains en raison de perturba-

tions à Tours. Par cette action, la

coordination rurale veut obtenir que

le souvernement français fasse jouer

son veto an volet agricole du GATT.

A Paris

Fin de la grève

à La Poste

En net recul des la fin de la semaine deruière, la grève de La Poste à Paris semblait terminée lundi

22 février. La direction générale ne

disposait, en milieu de matinée d'au-

cune indication sur d'éventuels débrayages et évaluait à 2 % le nom-

bre de grévistes (mais de 38 à 40 %

dans la distribution) dans les 9e et 18e arrondissements, d'où était parti le conflit. Sculs la CGT et le Syndi-

cat Unité Démocratie (SUD) conti-

En province demeurent deux mou-

vements locaux, au Havre et à Mar-

scille. Les assemblées générales, convoquées en déhut de service,

n'ont pas été suivies de nouveaux mots d'ordre.

nuaient à appeler à l'action.

la coordination rurale.

Une élection municipale partielle en Nouvelle-Calédonie

Le RPCR s'allie à des indépendantistes à Lifou

Le second tour des élections municipales partielles de Lifou s'est soldé par un coup de théâtre : le liste de M. Macate Wénéwa, qui emporte la majorité des sièges, est une coalition pour le moins hétéro-clite composée de militants coutumiers et de membres du Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR, anti-indépendantiste). Après s'être présentés séparément lors du premier tour, ces deux courants avaient fusionné afin de faire barrage à la liste de M. Cono Hamu, l'ancien maire, qui, en dépit de la fronde des autorités coutumières dirigée contre lui, avait réalisé un bon score (26,03 %) et menaçait de reconquérir la mai-

Le prix à payer ponr cette «nnion sacrée» contre M. Cono Hamu aura été très lourd, puisque le RPCR «officiel» de Lifou, qui a infligé une sévère défaite aux «dis-sidents» dn mouvement, amis locaux de M. Ukeiwé, ve devnir pérer la mairie en compagnie de militants coutumiers dont certains sont issus de la branche dure de la mouvance indépendantiste.

Si le porte-drapeau de cette list d'union, M. Macate Wénéwa, affilié au parti Libération kANAKE socia-liste (LKS), peut difficilement être

'en bref

considéré comme un extrémiste, d'autres de ses colistiers sont des militants notoires du Congrès populaire kanak, mouvement hostile aux en mai 1989 avant de se suborder accords de Metignon et partisan d'une « indépendance immédiate ».

Dirigé par M. Yann Céléné Urégei, le Congrès populaire kanak a réussi à placer ses proches en bonne position dans cette liste d'union (troisième et septième place). Parmi eux figure M. Pierre Xulué, ancien sadeur» en Libye du Front

uni de libération kanak (FULK), parti qui e refusé de condamner l'assassinat de Jean-Marie Tjibaou pour renaître sous le nouveau nom de Congrès populaire kanak. Même s'il était prévisible que le micro-climat de Lifou conduise à de. alliances inédites, cette coalition entres fidèles de M. Lasseur et d'anciens zélateurs du colonel Khadaf ne manque pas de surprendre.

FRÉDÉRIC BOBIN

Les résultats du deuxième tour

Liste conduite par M. Macate Wenewa, 1681 (38,72 %) 20 ELUS; liste conduite par M. Cono Hamu, div. indép... 1403 (32,31 %) 5 ELUS; liste conduite par Xeine Kokothéa, FLNKS, 974 (22,44 %) 3 ELUS; liste conduite par M. Cesar Queneguei, RPCR diss., 283 (6,52 %) 1 ELU.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants. I., 6785; V., 3782; A., 44,25 %; E., 3756. Liste conduite par M. Cono Hamu, div. indép., 978 (26,03 %); liste conduite par

de cinquante-quatre ans, M. Aspin, dont l'état es nméliore rapide-

ment », selon le Pentagone, avait

déjà été hospitalisé en 1991 pour

une défeillance respiratoire liée à des problèmes cardiaques. — (AFP.)

□ IRAK; Bagdad autorise les

familles de trois détenus suédois à

leur rendre visite. - Détenus depuis

plus de einq mois en Irak, trois ingénieurs suédois, condamnés à

sept ans de prison pour avoir fran-ehi e illégalement » la frontière

avec le Koweit, ont reçu la visite

de membres de leurs familles

samedi 10 révrier à la prison d'Abou-Charib, à l'ouest de Bag-dad. L'Irak avait rejeté en décem-hre dernier un appel en faveur de

la lihération des troia détenus. -

M. François Lochon président

de Gamma, - A l'occasion d'une

augmentation de capital dont le

montant n'est pas eocore arrêté définitivement, M. François Lochon, trente-trois ans, photo-

graphe, vient de prendre la prési-

dence de l'agence Gamma, qui a

réalisé en 1992 un chiffre d'affaires

vera son poste de directeur général

de l'Agence générale d'images

(AGI), holding de contrôle de

Gamma

L., 6785; V., 4366; A., 35,65 %; M. Macate Wénéwa, 819 (21,80 %); E., 4341. FLNKS, 710 (18,90 %): liste conduite par M. Goine Wamo.
RPCR, 584 (15.54 %); liste
conduite par M. Cesar Quenegci,
RPCR diss., 403 (10,72 %); liste
conduite par M. Edouard Wapaé,
div. indép., 262 (6,97 %). En
mars 1989, les résultats du second tour evaient été les suivants. I: 6620; V, 4609; E, 4600; A, 30,38 %. Liste UC, indép., (42,65 %) 21 ELUS: liste RPCR. RPR, (39,38 %), 6 ELUS; liste FULK, indép., (13,2 %) 2 ELUS.

A la requête de la COB

L'éditeur Nicolas Miguet a été écroué

M. Nicolas Miguet, autenr de nombreux guides de conseils fis-caux et financiers, éditeur des journeux économiques et financiers Capital Bourse, Argent Plus, la Let-tre de lo Bourse et du Vernolien l'hehdomadaire de Verneuil-sur-Avre, la ville dont il est l'un des conseillers municipaux, élu de l'op-position, a été inculpé, jeudi 18 février, d'« abus de biens sociaux, escroquerie et iravail clan-destin». Il a été écroué.

Après l'annonce de cet emprisonnement par Paris Normandie, on précisait, lundi matin 22 février, au palais de justice d'Evreux, que cette mesure faisait suite « à une réquisition de lo Commission des requisition de lo Commission des opérations de Bourse (COB) ». A NCM Communication, la société fondée en 1986 par M. Miguet, le personnel paraissait découvoir l'affaire, M. Miguet ayant déclaré qu'il partait e en vacquers » partait « en vacances ».

En 1991, dans son rapport annuel, la COB notait que M. Miguet avait conseillé dans ses journaux le rachat d'actions de sa société, au marché hors cote de la Bourse de Paris, entre septembre Bouse de Peris, entre septembre 1989 et février 1990, sa société, alors éditrice du quotidien le Temps de lo finance, ayant déposé son bilan en mars 1990. La COB notait que « les articles foisaient état de faits faux et de perspectives d'évolution très optimistes de la leur vist de NCM Communiquien alors a evolution tres optimistes de l'acti-vité de NCM Communication, alors que le président ne pouvait ignorer la situation critique où elle se trou-vait». A la suite de plaintes d'ac-tionnaires de NCM, la COB avait saisi la justice le 19 février 1991 pour ces motifs, et y avait joint une demande d'information judi-ciaire sur le e délit d'initié » concernant les titres de NCM, imputable à M. Miguet.

Y .- M. L

SOMMAIRE

Un entretien avec Elie Cohen ...

ÉTRANGER

La relance du processue de paix au Sénégal : des violences en Casamance ont marqué la premier tour de l'élection présidentielle 4 Afrique de Sud : deux métis et un Indien vont faire leur entrée su Italie : M. Ameto procède à un

remaniement mizistériel limité 6 Bosnie : le HCR reprend ses opérations humanitaires. Nicaragua: un antretien evec la lieutenent-colonel Frenk Ibarra, chef des cescadrons de la mort »

POLITIQUE

La mort de Jean Lacanuet La préparation des élections légis-lativee : Hsute-Normendie, le retour à l'équilibre droite-gauche 9

M- Ségolène Royal lance un ultimatum aux professionnels de la santé pour l'élimination des déchets hospi-

SPORTS

Rugby : les eiles coupées du jeu français dans le Tournoi des cinq nazione ; temie : Martina Navratilova bat Monica Seles en finale de l'Open féminin de Paris; voile : l'écueil de « quarantièmes rugis-

CULTURE

Théâtre : La trilogie Henry VI de Sha-kespeare présentée à Poitiers..... 16

Danse: Jeunes Chorégraphes au Théâtre de la Bastilla...... 17 ÉCONOMIE

Le déficit de la Sécurité sociale e atteint 12,5 milliarde de francs en Les difficultés de l'industria aéro-

nsutiqua : M. Clinton eccuaa à nouveau Airbus da concurrence déloyale ... Le gouvernement Major reterde la fermeture des bôpitaux londoniens les plus déficitaires.

L'ÉCONOMIE

 Les grands débats électoraux : un contrat pour les campagnes e L'ef-fondrement de l'empire KIO an Espagne e Réalisme syndical à la bri-tannique e Opinions : un entretien avec lord Skidelsky e La chronique

Services

Annonces classées Camet... Loto, Loto sportif ... Marchés financiera 20 et 21 Météorologie. 23 Mots croisés Radio-télévision 23

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier «Le Monde-L'Économis» folioté 25 à 32 Le numéro du « Monde » daté 21-22 février 1993 a été tiré à 507 428 exemplaires

-Demain dans « le Monde »

« Sciences-Médecine » : la science sans prétention Devant l'engouement des parasciences, la science e'interroge sur alle-mêma. Peut-être doit-elle remettre en causa le rôle idéo-logique qu'on lui assigne parfois.

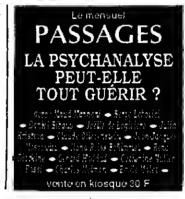
□ M. Delors dénonce le «manque de leadership » économique. – Le président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, a critiqué samedi 20 février, lors d'une conférence de presse donnée à Oxford, le e manque de vision à long terme» des politiques économiques dans le monde. Il a également dénoncé le « manque de leadership » économique dans le monde et a encouragé les responsables européens à tout faire pour endiguer la montée du chômage. e Il n'est pas possible de vivre avec trois millions de chômeurs dans chaque grand pays», a-t-il déclare; ajontant qu'e avec un si fort taux de chomoge il est împossible de démontrer les aspects positifs de la construction européenne». - (AFP.)

G ETATS-UNIS: M. Les Aspio ospitalisé pour une défaillance res-piratoire. - Le secrétaire américain à la défense, M. Les Aspin, a été admis, dans la nnit du dimanche 21 au lundi 22 février, à l'hôpital Georgetown de Washington, à la suite d'une défaillance respiratoire liée à des problèmes cardiaques, a annoncé le département de la défense. Cette défaillance a été provoquée par une série de vaccinations qu'il avait reçues samedi dans la perspective de voyages à l'étranger, a ajouté le communiqué. Agé

On recherche d'argence 1000 fumeurs qui veulent vraiment s'arrêter de FUMER

L'institut national anti-tahac vous offre gratuitement, chez voue, la possibilité d'arrêter définitivement de fumer. Envoyer simplement votre nom et votre adresse à :

Edipost F12 Service MAT 8P 73 91550 Paray-Vieille-Poste. Participation sux frale d'envoi 5 timbres à 2,50 F, si possible.



LES NOUVEAUX MAC CASSENT LES PRIX DE LA COULEUR

SI VOUS NE DONNEZ PAS L'INDISPENSABLE A LIRE A VOTRE SOURIS **VOICI CE QUI RISQUE D'ARRIVER**



- Scoop: les prochains petits monstres d'apple
- Dossier : la compression de données
- Pratique: vos rapports de vente en un clin d'æil



LE PÉRIPHÉRIQUE INDISPENSABLE DE VOTRE MAC

当りの代表を

150

4:

7 f.

42.00

11. 18. 2018



ques, qui n'y voiant pas traca quatre ene de éceccion, ile aa per lee investie-

ne trouble pas les syndicate britannifélicitent plutôt

Keynes retrouvé



Non, Keynes n'avait pas d'indulgance pour t'infla-tion. Oui, son idée laisser l'économie à elle-même reste valable : un entretian evec lord Skidelsky, qui publie da aa biographia

Omniprésentes idéologies



un « prélèvement obligatoire ». écrit idéologie : le epital est détourné au profit de ces compères que sont désormeie le Trésor emen du fric.

MODE D'EMPLOI Finances : Les sicav monétaires dans ACTUALITÉ
PERSPECTIVES
OPINIONS

Livres : La fin des solidarités nationales, une critique de l'Economi Reich.

Les taux d'intérêt : Inquiétudes: L'Amérique du Sud : Victoires sus l'inflation. La Colombie : Optimisme

Premiers de cordée

Rois du piolet ou du crampon les fabricants français de matériel de montagne innovent et savent se battre

> CHAMONIX de notre envoyé spécial

nix s'enorgueillit du titre de « capitale mondiale de l'alpinisme». De la première ascension du mont Blanc, un certain jour d'août 1786, à la récente réussite de Catherine Destivelle dans la fece nord des Grandes Jorasses, en pas-sant par les pronesses du célèbre alpiniste victorien. Edward Whymper, c'est la ville de tous les exploits.

Eté comme hiver, ses rues fourmillent d'une faune hétéroclite unie par une nième passion, une même obsession : le conquête des sommets. Ce petit moode qui compte en France moins d'un million de pratiquants (1) est à l'origine d'uoe micro-industrie performante : le matériel de ruontagne - le « matos » dans le jargon

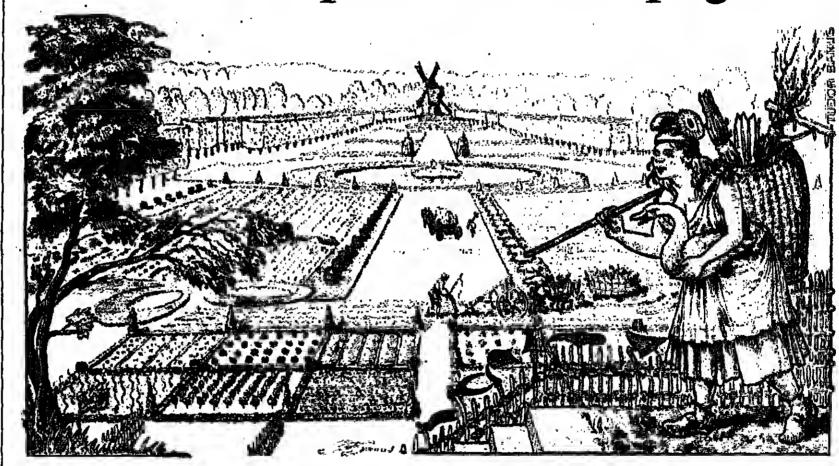
La démocratisation des loisies d'altitude et, partant, l'exigence de sécurité ont permis à quelques eudacieux de se placer à la pointe de la fébrication de mousquetons, crampons, piolets et autres sangles ou harnais. Deux noms du cru, Simond et Charlet, ont dominé l'histoire de cette

Acacio Pereira

Lire la suite page 29

(1) On évalue à 850 000 le nombre de praliquants de l'escalade et à 150 000 celui de l'alLES GRANDS DÉBATS ÉLECTORAUX (V)

Un contrat pour les campagnes



des exploitations, la baisse des revenus et les sité de conserver et d'aménager l'espace rural.

La réforme de la politique agricole européenne et mises en jachère. Pour défendre cette profession, les négociations du GATT ont aggravé le malaise les partis politiques reprennent un argument des paysans français, suscité par la disparition avancé par les agriculteurs eux-mêmes : la néces-

Lire page 28 les articles de François Grosrichard einsi que la point de vue de Michel Godet

L'effondrement de l'empire KIO en Espagne

Le Kuwait Investment Office aurait perdu quelque 20 milliards de francs sur ses investissements espagnols. Mauvaise gestion? Malversations? Le scandale est énorme, et 30 000 emplois sont menacés

EPUIS la fin de l'an dernier, les travaux se sont errêtés dans les deux tours inclinées de la place de Castille à Madrid. Les grues sont immobiles et le revêtement extérieur de ces sœurs jumelles appelées Porte de l'Europe n'est qu'à moitié posé. Quand seront-elles achevées cos deux tours qui ferment le paseo de la Castellana, également conoues sous le nom de tours KIO (Kuwait Ioves-tmeot Office)? La reprise de la construction dépend d'un éventuel acquereur pour ces deux fois vingtsept étages de hureaux. Le moins que l'on puisse dire est que les acheteurs ne se précipitent pas depuis que le groupe Torras, filiale à 100 % du KIO, s'est déclare en cessation de paiements, le 4 décem-

Ces deux tours inachevées sont désormeis l'exemple vivant de l'écroulement de l'empire koweitien en Espagne et le symbole de la crise économíque. C'est aussi l'illustration d'un scandale financier et politique dont les retombées peuvent etre très préjudiciables pour le gouvernement socialiste, Entre malversations - qui restent à prouver et mauvaise gestion; les investissements de l'émirat dans la péninsule, soit 500 milliards de pesetes (25 milliards de francs), se sont pratiquement volatilisés : ce o'est pas une bonne publicité pour des investisseurs potentiels. Beaucoup pensent que te crédit de l'Etat est désormais entaché. S'il n'est pas-encore établi que le gouvernement se soit laissé berner dans cette affaire, de sérieux doutes existent. L'oppositioo, l'eccusant d'evoir été au moins « imprudent », au plus « complice », demande avec insistance l'ouverture d'une enquête parlementaire.

Devant le commission économique du Congrès, Carlos Solchaga, ministre de l'économie et des finances, n'e pas caché, mardi 9 février, que le KIO avait pu tromper le gouvernement et a annoncé qu'une enquête avait été ouverte pour savoir si la loi avait on non été respectée en matière d'investissements étrangers.

ESCROQUERIE . Le ministre a néanmoins écarté toute « responsabilité juridique » ou négligeoce du pouvoir dans cette affaire, indiquant que seule sa « responsabilité politique » pouvait à la limite être retenue. Le président de la commission oationale du marché des valeurs. Luis Carlos Croissier, a fait lui aussi part, mercredi 10 février, de ses soupçons sur de possibles violations de la loi régissant les OPA (offres publiques d'achat). Petit à petit, le scandale financier se déplace sur le terraio politique. Sur le plan pénal, la plainte déposée par la nouvelle équipe dirigeante du KIO contre l'ancienne, et notamment

contre Javier de la Rosa, homme de confisoce des Koweitiens en Espagne, a été rejetée à deux reprises par le magistrat chargé des délits financiers. La plus grande faillite qu'ait jamais connne le pays, et ce qui est supposé être une gigantesque escroquerie, n'a donc pas, pour l'instant, de responsables reconnus.

Dans seur plainte – jugée irrecevable parce que les délits n'étaient pas caractérisés, – les actuels diri-geants du KIO estiment que le financier catalan Javier de la Rosa et six antres personnages, dont deux Koweitiens, Fahad Al Sabah, ex-président du KIO et de Torras, et Fouad Jaffar, ancien vice-président du KIO à Londres, unt détourné au moins 125 millierds de pesetas (6 milliards de fraocs). «Le grand pillage », titre la presse espagnole. Cambio 16 s'interroge, dans un éditorial, si « roler. c'est bien » puisque aucune poursuite n'est engagée eprès « un délit gigontesque de 125 milliards de pesetas ».

Le nouveau président du KIO, Ali Rashid Al Badr, a annoncé, sio janvier, que des poursuites seraient aussi engagées co Grande-Bretagne et eu Koweit, et que toutes les possibilités qu'offrait la justice espagnole seraient exploitées pour récupérer one partie des foods perdus estimés, selon lui, à plus de 400 milliards de pesetas (20 milliards de francs). Le chiffre défioitif dépendra du résultat de la liquidation du holding Torras. Carlos Solchaga, devant le Congrès des députés, e évalué à 471 milliards de

pesetas (23 milliards de francs) te montant total des investissements du KIO co Espagne, sur lequel tes Koweitiens n'ont récupéré que 61 milliards de pese-tas. Ce qui fait une différence de 410 milliards. A cette somme it faut ajouter, toujours selon le ministre, 125 milliards de pesetas d'aides de l'Etat ou d'avantages fiscaux accordés afin de faciliter la

venue de ces capitaux. Ces chiffres illustrent l'ampleur d'uo scandale qui touche de nombreux secteurs de l'industrie ainsi que des sociétés de services dans lesquels le KIO a pris des participations et dont il tente aujourd'hui de se dégager. Ce qui risque de mettre au chômage eoviron trente mille personnes et en touchera indirectement plus de soixante mille. Un séisme national. La menace est sérieuse puisque la presque totalité des entreprises dans lesquelles le KIO détient un ponrcentage significatif d'actioos perdent de l'argent, à l'exception d' Ebro Agricolas, seul joyau de la conroone koweitienne en Espagne. Le premier conflit s'est produit au mois de janvier avec le licenciement prevn de dix-neuf cents employés de Fesa-Enfersa, des usines de produits chimiques et d'engrais contrôlées par Ercros, une filiale du KIO.

> Michel Bole-Richard Lire la suite page 27

FINANCES

Les sicav monétaires dans le collimateur

Les Français ont retiré en décembre demier près de 10 % de leurs placements sur ces produits d'épargne défiscalisés. Tactique ou inquiétude devant les projets de l'opposition de taxation des sicav à court terme?

U mois de janvier dernier, Alain Ernewein, directeur général d'Euro-Performence, organisme spécialisé dans l'évalustion des sieav (sociétés d'investissement à capital variable), estimait qu'il se passait « quelque chose sur les sicav inonétaires » au vu de la décollecte partieu-

lièrement significative que celles-ei avaient connuc en décembre. Au cours de ce seul mois, pas moins de 63 milliards de francs ont été retirés, du « jainais vu » de l'avis même d'Alain Eroeweio. On peut l'expliquer par l'anticipation d'uoe prochaine baisse des taux qui rendrait moins attractifs les plaeements monétaires et aurait conduit les investisseurs vers les obligations. Mais l'on peut avan-eer une autre raison : l'approche du 31 décembre, date à laquelle le seuil d'exonération fiscale sur les plus-values de cession alleit être diminué de moitié, nombre de détenteurs ont vendu leurs parts pour les racheier après le I" janvier. Selon Alaio Ernewein, la moitié seulement des cepiteux seraient revenus courant

Ces produits financiers très rémunérateurs sont depuis quelques semeines dans le collimateur de l'opposition. De Gérard Longuet à Philippe Séguin, qui dans les eolonnes de notre confrère lo Tribune estimait que le taux d'imposition sur le revenu pourrait être abaissé si l'on taxait tous les revenus du capital, « y compris les plus-values, de la même monière que les revenus du travoil». Et d'ajouter que, dans cet esprit, il fallait taxer les placements en sieav monétaires doot les revenus ne doivent plus bénéficier des exonérations fiscales. Il faut réintégrer ccux-ci dans le revenu imposable au premier franc, et taxer ces revenus au taux

Ce point de vue est également partagé par le président de l'UAP, Jean Peyrelevade, qui, dans un entretien accordé à Paris-Match, a dénonce les evantages dont bénéficie l'épargne à court terme, qui n'ep-porte pas « un sou de fonds propres et donc de puissance à l'économie française». Selon lui, il faut « retaxer au droit commun la fausse épargne, notamment les sicav monétaires. Et réserver les avantages fiscaux à la seule vraie épargne, celle que les Français occeptent d'immobiliser pendant plusieurs années ». Une fiscalité moins favorable,

estime le président de l'UAP, devrait foire

prendre conscience aux Fraoçais que l'ar-

gent qu'ils placent sur les sicav monétaires, les dépôts à vue ou à six mois, o'spporte

DÉLOCALISATION . Tout en rejetant

l'idée d'une fiscalité alourdie sur les place-

ments monétaires, Patrice Cabart, délégué

général de l'Association française des bso-ques (AFB), préconise pour sa part la sup-pression de l'exocération fiscale qui s'ap-

plique au nouveau seuil de eession

(162 900 francs depuis le le janvier) et lui

préfère la taxation au premier franc au

taux de 18,1 %. La réintégration des reve-

nus de ces produits dans les revenus sou-

mis à l'impôt sur le revenu en les imposant

au taux marginal accentuerait le risque de

voir une délocalisation de l'épargne vers d'autres pays. Cette délocalisation vers

EN TANT QUEXPERT

QUE VOYEZ-VOUS

POUR L'AVENIE DE

MES SICAU ?

pas un sou.

d'eutres peys est également redoutée par Edouard Balladur, qui estimait, il y a quel-ques jours devant le presse étrangère, qu'il fallait être « très attentif à ce que toute modification n'entraîne pas de fuite de capitoux» et ne nuise pas aux « titulaires de

BEN ... J'ÉTAIS

VENU POUR VOUS

POSER LA MEME

QUESTION !!

Pour Alain Madelin, vice-président de l'UDF, l'idée selon laquelle l'opposition aurait l'intentioo d'alourdir la fiscalité des sicav monétaires n'a aucun fondement, quand bien même celle-ci déplore que l'épargne des Fraoçais soit mobilisée sur des produits de court terme. Le viceprésident de l'UDF estime que « répondre à une situation monétaire d'exception, caractérisée par des taux d'intérêt réels courts records, par une fiscolité d'exception sur les sicav monétaires ne résoudrait rien. Les conséquences ne pourraient être que néfastes dons un espace européen où la règle est devenue celle de lo libre circulation des capitaux ».

Reste que, malgré le discours spaissnt d'Alain Madelin, eette polémique, à un mais d'un probable changement de majorité, a déclenché de vives réactions. Réactions entre autres sur le thème : il est seandaleux de ebanger la

règle en enurs de jeu à des fins démago-Alain Ernewein estime pour sa part

que l'attrait incontestable des sicav monétaires aux yeux des particuliers - qui eo détiennent de 600 à 700 millions de francs - va s'affaiblir. L'une des conséquences pourrait être, mis à part une fuite des capitaux, un transfert de l'épargne vers les obligations. Dans l'immédiat, la oouvelle fiscalité concernant les sicay monétaires reste celle qui est entrée en vigueur au le janvier de cette année, soit une taxation de 18,1 %, si le montant des cessions excède 162 900 francs, ce qui, si l'on prend un rendement moyen de l'ordre de 10 % psr an, représente un portefeuille d'eoviron 1.6 million de francs.

Francois Bostnavaron

HUMEUR • par Josée Doyère

Litotomania

P lue ça ve, plus notre lan-gage e édulcore, s'affadit, s'adoucit, comme si le mot lénifiant evait une vertu curativa, gommait la réalité honteuse, douloureuse ou simplement genanta. Mon emie Sonia parie allégrement d'∉euphémisation » du langaga, mon emi sanon » du langaga, mon emi Pierre, grand amateur de littére-ture classiqua, d'« art da la litote généralisé », et moi, qui adore les néologismes les plus barbares, j'appellerais ça volon-tiars « auphémismomania » ou Autrafois, una antrepriea

faisait faillita, et si cetta faillite a avérait frauduleuee on parlait tout crûment da banquaroute. Pour la malheureux chef d'entreprisa responsabla du désas-tre ou victima da la conjonc-ture, c'était la honte et certains n'y réalataiant pas. Ces mots n'existent plus aujourd'hui. A vrai dire, le langaga s'est affiné at las différentes étapas toutes doulourausea - da la disparition d'una eociété ont trouvé des termee précis, sinon claire, du moins dédrematisants. Una firme ast «en cessation da palamant», puia «déposa son bilan», voire damande la nomination d'un

« administrateur provisoire». Si aux Etats-Unis on demande pudiquement la «bénéfice de l'articla 11», qui permat à l'entreprise de continuer à tourner, ici on damande la « suspension proviacire de poursuite», avant da se retrouvar en «règlement judicieira», an « redressemant judiciaire », avant d'an erriver à le triste « liquidation ». Je me suis laissé dire que ces étapas anelgésiquas et adoucissantes étaient ruineusee (certains audits at gestionnairas de la demiàre heure se payant sur la bête) et plus coûteuses encore pour les créanciers, surtout s'ils ne sont pas «de premier rang».

Dans la monda du travail. la crise et sa traduction la plus angoissante pour les salariés (le

chômage) se parent aussi da ces stop-douleurs que sont les mots. Autrefoie, on licenciait. Meintenant, quand on y aat vrelmant contraint, on parie « licanciaments eecs » eprès avoir - un temps - précisé : « licenciements économiques ». Puis, il n'e plus été quaation qua da « suppressions d'emploia». C'est vrai qua ca n'est pas tout à fait la même chose l Ne pas remplacer les gens qui quittent volontairement, pour das reisona personnalles, laur boulot ou ceux qui prennant leur retraite en est une. Envoyer une rafale da lettres recommandées, la tout constituant una «charrette», en est una autre.

mour

. ____

142

اله يجدد ال

, M

. . .

1000

W-13

7.3

Maia dana ces « suppreseions d'amplois » elles-mêmes, les « départs en préretraite » ont fait placa à das «masures d'âge», puis à des «cessations enticipées d'activité», tout ce parce qua c'est gênant da dire tout cru à das gens de cinquante-cinq ans, qui sa sentent encore dynamiquaa, plaine da vie : «Désolés, on ne veut plus de vous, votre salaire est beaucoup plus élavé que celui d'un petit jeune qui n'a pas votre expérience - ni surtout votre ancienneté. »

La gouvarnement n'échappa pas à ce goût du pansement verbal. Après evoir inventé le « traitement social du chômage», il a exigé des chefs d'antreprises qu'ils mattent au point das « plana sociaux », pour que la douloureuse opération prenne mieux an compte les difficultés des salariés victimas da ces « contractions d'affectifs », souvent neés d'«Indispensables restructurations» et da la nécessité de « réduire la masse salariale ». Les intéressés se sont emparés de ce vocabulaire nouveau, at il n'est plus question désormais que de « plan social d'accompagnamant», mēma si laa « accompagnée » se santent des exclus du monde du

LA COTE DES MOTS

«Stop and go»

Les responsables des ressources humaines de grandes entreprises reconnaissent que faire alterner des recrutements massifs (d'ingénieurs, de cadres...) quand on est en période de « vaches grasses » avec un arret total de l'embauche dans les heures de crise, de récessiun, abuutit à une situation préoccupaute, vuire désastreuse, pour lesdites entreprises.

C'est ce que les gestiunnaires appellent, par une furmule anglo-saxonne qui a l'avantage de la brièveté, le « stop and go ». Expression coup de fauet, elliptique, qu'il est bien difficile de remplacer par une formule française de longueur équivalente... à moins de recuurir là aussi à l'ellipse : la politique do « robinet ourert/ferine ». la pratique du « recrutement/non-recrutement », etc. Mais tout cela n'est pas très satisfaisant. et il n'y a pas grand risque à tolérer ect anglo-americanisme (entre guillemets et/ou en italique), dont-l'utilisation ne dépassera pas le cercle des « ehercheurs de lètes » et des directions de personnel...

Les conséquences fâcheuses que peut entrainer le « stop ond go » concernent principalement les ingénieurs et autres techniciens de haut niveau. Faute de flux régulier d'arrivée de jeunes ingénieurs, par exemple, il se constitue une pyramide d'ages formée de couches de population bien distinctes. La transmission du savoir et le renouvellement des compétences se produisent done par à-coups. Pallier brutalement le départ en retraite d'un grand nombre de cadres et de technieiens supérieurs n'est sans doute pas la meilleure facon d'assurer le suivi économique et technologique au sein de la plupart des groupes et sociétés...

Jean-Pierre Colignon

★ Une correspondante suggère forplace-ment comme substitut d'outplacement. La proposition n'est pas ininteressante, car le mot est logiquement formé, mais le terme peut-il être retenu, alors qu'il est marque du même aspect obsolete qui affecte notamment des mots comme forciore, forfaire, forjeter, forlaucer, etc.?

BLOC-NOTES

D'une semaine... ... à l'autre

133 000 EMPLOIS SALARIÉS PERDUS EN MARDI 23 FÉVRIER. France. L'Observatoire par l'INSEE le 15 février, on comptait 14 737 100 emplois en France eu 31 décembre 1992 contre 14 870 000 au 31 décembre 1991, soit une baisse de 0,9 %

en un an (le Monde du 17 février). LES PAYS-BAS CÉDENT A DASA LEURS PARTS DANS FOKKER. La participation de 31,8 % de l'Etat néerlandsis dans le coostructeur aéronautique Fokker a été cédée le 16 février à Deutsche Aerospace (DASA), filiale du groupe Daimler Benz. Prix de la transaction : 954 millions de francs, est inférieur à ce qui était prévu

(le Monde du 17 février). FORTE BAISSE DE WALL STREET. Après l'allocution télévisée du président Bill Clinton lundi 15 février annonçant des hausses d'impôts, la Bourse de New-York a enregistré le 16 février une baisse de 2,4 %, la plus forte depuis quinze mois (le Monde du

BÉNÉFICE EN HAUSSE DE 31 % POUR EDF. Electricité de France n'a pas encore été touchée par la crise et a pu annoncer un bénéfice de 2,5 milliards de francs en 1992, du ootamment à son effort de désendettement (le Monde du 18 février). DÉFICIT BUDGÉTAIRE DE 230 MILLIARDS DE

FRANCS EN 1992. Le mioistère du budget a annoncé le 17 février que l'exercice 1992 s'était soldé par un déficit de 209 milliards de francs en gestion (du la janvier au 31 décembre) mais qu'en exe-cution (avec la période complémentaire du la janvier au 3 mars 1993), le déficit atteindrait 230 milliards, soit 3,2 % du PIB (le Monde des 17 et 19 février).
L'OPEP RÉDUIT SA PRODUCTION. L'Organiss.

tion des pays exportateurs de pétrole réunie à Vienne, en Autriche, a décidé le 16 février de réduire de 1,4 million de barils par jour la production de ses douze pays membres, sfin de soutenir les cours du pétrole (le Monde du 18 février).

HAUSSE DES IMPOTS ET TAXE SUR L'ÉNERGIE AUX ÉTATS-UNIS. Dans son discours sur l'état de l'Union, le président Bill Clinton a annoncé 245 milliards de dollars de recettes nouvelles sur cinq ans et 245 autres milliards de coupes dans les dépenses, mesures drastiques destinées à maîtriser le déficit budgétaire. Une taxe élargie sur l'énergie sera introduite à partir du le juillet 1994 (le Monde des 19 et 20 février).

des retraites envoie un retraite complémentaire à tous les candi dats aux élections législatives.

Moscou. Manifestatioo de la coalitioo conservatrice Uoité russe contre le référendum sur la coostitutioo prévu le Bruxelles-CEE. Session pléuière du

Cooseil économique et social européen (jusqu'su 25 février).

MERCREDI 24 FÉVRIER. Washington. Rencontre entre John Major et Bill Clinton.

JEUDI 25 FÉVRIER. France. Grève des dockers

Jean-Marc Vernes remet sa démission de président-directeur général au conseil d'administratioo d'Eridania-Beghin Say. Manifestation d'agricultrices retraitées du Sud-Ouest pour protester contre la faiblesse de leor pension (1300 francs par mois), à Villefranche-du-Périgord. Bruxelles-CEE. Conseil des ministres de l'industrie consacré à la restructuration de la sidérurgie européenne.

Maroc. Visite de Jacques Delors, président de la Commission européenne. VENDREDI 26 FÉVRIER. Japon. Visite officielle du chancelier allemand Helmut Kohl. Lille. Marie-Christine Blandin, présidente du conseil régional Nord-Pas-de-Calais

présente en deuxième lecture le budget de la région pour 1993.

SAMEDI 27 FÉVRIER. Londres. Réunion ministérielle des pays membres du G7 Etats-Unis, Japon, Allemagne, France, Italie, Grande-Bretagne, Canada (jusqu'au

28 février).

DIMANCHE 28 FÉVRIER. Paris. Michel Sapin, ministre de l'économie et des finances, et Edmond Alphandéry, son possible succes-seur, iovités du 19/20 sur France 3. Semaine internationale de l'agriculture et du monde rural 1993. Fin du mandat de Jacques Fournier à la présidence de la

LUNDI 1 - MARS. France. Ouverture officielle de la campagne des élections législa-

> Europe centrale. Entrée en vigueur de l'accord centre-européen de libre-échange (CEFTA) entre la Pologne, la République tchèque, la Slovaquie et la Hongrie. Economia internationale. Entrée en vigueur de la réduction temporaire de la production de pétrole par les douze pays membres de l'OPEP (jusqu'au 30 juin).

LOIS ET DÉCRETS

Impôt sur les sociétés

■ La loi de finances 1993 porte l'impôt des sociétés à 33 1/3 % au lieu de 34 % des bénéfices. Pour chaque exercice social, l'impôt sur les sociétés donne lieu oormalement au versemeet de quatre acomptes à date fixe; un décret fixe le montant de chacun des acomptes depuis le 1er ianvier 1993 à 8 1/3 % du bénéfice de référence au lieu de 9 %.

Décret nº 93-178 du 5 février 1993, Journal officiel du 7 février 1993, p. 2112.

Agriculture

■ Un arrêté précise les manifesta-tions de la Semaine internationale

de l'agriculture et du monde rural organisées du 28 février au 7 mars 1993 : durant cette période, le Salon international de l'agriculture se tiendra au Parc des expositions de la porte de Versailles, tendis que le Salon professionnel international de l'agro-fourniture (Sima) aura lieu au Parc des expositions de Paris-Nord-Villepinte du 28 février au 4 mars. Arrêté du 8 février 1993, Journal

officiel du 12 février 1993, p.

☐ Précision. - Dans le graphique qui illustrait l'article de eonioneture sur les transports maritimes (le Monde - L'Economie daté mardi 16 février, page 34), le volume des carnets de commandes de navires était exprimé en milliers de tonneaux de jauge brute.

jusqu'à dimanche inclus Vêtements de luxe

bradés

3.000 F les deux (nu au chnix, un costume et un manteau) Veste cachemire et laine 990 F ou 1.750 F les deux

Remises enormes sur les CACHEMIRES DE LUXE et 50 % au RAYON FEMME

Club des Dix

RUE ROYALE PARIS 8º (hole) particulier dans la cour)

Le nouveau réalisme des syndicats britanniques

L' « affaire Hoover » justifie, pour beaucoup de Britanniques, le refus de leur pays de souscrire au « chapitre social » de l'Europe de Maastricht. Quant aux syndicats, face à la récession, ils font preuve de souplesse

de notre correspondant

par Josée Doyère

Froncois sont livides!»: c'est sur uo too sardonique qu'Alan Doocan, parlementaire conservateur, avait commeoté à la télévision les réactions un peu disproportionnées des responsables français devant l'«affaire Hoover », le fabricant américaio d'aspirareurs ayant décidé le transfert d'emplois de l'usine de Longvic, dans la Côte-d'Or, à celle de Cambuslang, près de Glasgow. Il ajou-tait : « Cela devrait leur servir d'exemple. Notre gouvernement, lui, est réaliste : il sait que la libre entreprise est le seul moyen de crèer des emplois durables et d'ottirer des investissements étrangers.» Hormis cette tirade, le gouvernement de Joho Major o'a guére commenté l'attaque en règle lancée à Paris et à Bruxelles contre le « dumping social » auquel se livrerait la Grande-Bretagne.

Le premier ministre y a fait brièvemeot allusion lors d'un voyage en Ecosse, parce que le cas de Hoover sert ses intérêts politiques ; au moment où le gouvernement fait face à une offensive par-lemeotaire pour le forcer à abandonner l'exemption des dispositioos sociales du traité de Maastricht oblenue par la Grande-Bretagne, il n'est pas sans intérêt de souligner que cette « délocalisation sauvage» est une conséquence de la singularité britannique. Le «chapitre social», dit-on à ietruit ies en le cas de Hoover, la relation entre les deux phéoomènes est loio d'être établie, mais peu importe : la politique, à Londres comme à Paris, à Se exigences

LATITUDE . La campagne électorale française, domioce par le chomage, qui se greffe sur des relatioos biletérales traditioonellement exacerbées, explique lorgement, selon les Britoooiques, ce « procès d'intention ». Car, sur le fond du débat, on o de ce côté-ci de la Manche bien des arguments à faire voloir. S'agissant notamment des négociations entre employeurs et syndicats, le cas de Hoover est exemplaire sans être atypique : bien d'autres accords de ce type soot conclus dans diverses régions de Grande-Bretagne, sans susciter la moindre passion. Les entreprises japonaises, par exemple, qui ont fortement investi dans l'outomobile et l'électronique britanniques, sont coutumières de ce qui opparait, sur le continent, comme la disposition la plus cboquante, l'engagement du con-re-

cours à la grève. C'est oublier que si, en France, la grève est uoe liberté constitutionnelle, en Graode-Bre-

tagne elle ne constitue même pas

LONDRES un droit : les organisateurs d'actions revendicatives ue bénéficient d'uoe immunité en matière de responsabilité civile qu'à condition d'agir « dons le but de faire pro-gresser ou de prévenir un conflit de travail», une défioition qui laisse à l'employeur une grande latitude d'actioo. Le cas de Hoover illustre, d'autre part, la nouvelle donne des relations sociales en Graode-Bretagoe. Celles-ci s'appuient certes sur les restrictions syndicales issues de la législation des années Thatcher et sur la suppressioo de certaines obligatioos iocombant aux employeurs, mais elles sont surtout profondément influencées par la récession écono-

> Ainsi que le souligne David Lea, secrétoire général adjoint du Trades Uoioo Congress (TUC), la confédératioo syndicale britanoique, « les avancées sociales ne peuvent aller de pair qu'avec les avancées économiques ». « Il est extrêmement difficile, ajoute-t-il, d'obtenir les premières dons une période de retraite économique. » Cette positioo témoigne du grand. réalisme doot fait preuve le mouvement syndical, qul a dù accepter un aggiornomento avec le gouvernement et le patronat, «Les syndicats, iodique le Dr Raymond Richardson, spécialiste des rela-

> > La loi ne protège un salarié contre un licenciement non et ne lui accorde des droits statutaires qu'après une durée d'emploi ininterrompue de... deux ans.

tions iodustrielles à le London School of Economics (LSE), ont démontré leur volonté de conclure des accords avec le souci de sauver des emplois et d'accroître la productivité ».

Ils le font d'autant plus librement que ce type de oégociations s'effectue au niveau local et dons le cadre de l'entreprise. La négociatioo collective, traditioonellement faible en Grande-Bretagne, est de moins en moins pratiquée, et la ootioo de partenaires socioux à la française o'existe pas. Chaque syodicat bénéficiant d'une forte autonomie de décision, le TUC comme dans le cas de Hoover n'a pas son mot à dire. Unc entreprise qui veut s'implaoter dans une région négocie simplement au mieux de ses intérêts avec les syn-

dicats locaux et parvient, la plu-

part du temps, à imposer ses conditions. Si Hoover propose des contrat de travail de deux ans, c'est évidemment parce que la loi oe protège un salarié contre un licenciement noo justifié et ne lui accorde des droits statutaires qu'après une durée d'emploi ioioterrompue de... deux ans,

CHANTAGE • Ce chantage social est facilité par la situation de l'emploi, mais, paradoxalemeot, les syndicats y trouvent parfois leur compte : accepter des relations de travail restrictives peot souvent constituer pour un syndicat le seul moyen de s'implaoter dans une cotreprise. « C'est largement le résultat de l'influence ioponaise. parce qu'il y a une sorte de troc entre lo fixation de nouvelles normes de production, les droits des salariés et le fait qu'une grande partie des relations industrielles se déroulent sans arbitrage indépen-dant »; souligne David Lea. Quant à Hoover... « Ce n'est pas la fonction du TUC de donner des notes sur les accords qui sont conclus, même si, en effet, ll ne s'dgit pas d'une grande victoire du mouvement syndical. » « Mais, ajoutet-il, que veut-on? Est-ce que des accords qui sont acceptables pour les travailleurs locaux, que les syn-dicots jugent roisonnablement comparables à d'outres accords passés dons la même région. devraient être repoussés simple-

ment parce qu'ils impliquent des transferts de production?» Les accusations concernant le « dumping sociol » sont-elles des lors fondées? Les Britanniques soulignent que l'exemple de Hoover a été, dans la même semaine, équilibré par celui de Nestlé (cas plus complexe, lo créatioo d'emplois à Dijon résultant, indirectement, de la fermeture de l'usine de Glasgow). Ils estiment surtout que le déplacement d'activités fait iotrinsèquement partie d'une économie de marché ouverte, c'est-à-

dire non protectionniste; e'est cette logique écocomique qui conduit British Aerospace à conclure uoe joint-venture avec Taiwan Aerospace, tout en anoonçant la fermeture de son usine de Hatfield (et 3 000 liceociements). Ford, d'autre part, prend constamment des décisions de ce geore concernoot ses usioes européennes, en fonction de différents

critères, au premier rang desquels les coûts de production. « Bien sûr que le capitaliet l'in-vestissement se dirigent vers les pays où les coûts de production sont le moins élevés, iosiste le Dr Richardson. SI des industries se sont Installées en Espagne il y o bien des années, si des entreprises s'expatrient en Asie, si les Américoins et les Joponais viennent en Europe, ce n'est pas par hasard. C'est un processus permanent, parfoitement compatible ovec l'idée d'intégration européenne. Des... entreprises changent de site en France pour exactement les mêmes raisons qu'elles le font en Europe ou dans le reste du monde. Ce n'est pas un processus qui peut ou doit être stoppé, c'est un signe de

AVANTAGE . Pour le Dr David Morsden, autre expert des rela-tions industrielles de la LSE, il est mainteoant admis, au scin de la CEE, que «chaque pays puisse mettre en avant la foiblesse de coûts de production pour ottirer des investissements ». « Sinon, ajoutet-il, comment l'Espagne, le Portugal et la Grèce pourront-ils attein-dre ces fameux critères de convergence?» Le Dr Marsden estime que le procès en « dumping social » dépend de l' « intentionnalité ». Quel est, sur ce poiot, la responsabilité du gouvernement britanni-que? S'agissant de Hoover, elle est apparemment - oulle, puisque l'accord se déroule entre deux parties iodépendantes de l'action des pouvoirs publics.

Mais la situation économique de la Grande-Bretagne et la politique de son gouvernement favnrisent les investissements étrangers. Ceux-ci représentaient 3 % du PNB britannique eo 1990, soit le taux le plus élevé de la CEE. La Grande-Bretagne est, dans ce domaine, le pays-phare en Europe : le Royaume-Uni reçnit respectivement 29 % et 23 % des iovestissemeots des Etats-Unis et du Japon dans l'industric européenne. Et 59 % et 41 % des investissements européens de ces deux pays dans les services financiers.

Il ne fait pas de doute que la main-d'œuvre britaonique est moins chère que celle d'autres pays de lo Communauté (ootommeot l'Allemagne et la France), plus flexible, plus facile à embaucber et à licencier. Le gouverne-meot de Jobo Major voit dons cette réalité un avantage et, du moins à court terme, il n'a pas tort. Il y a donc de sa part une réelle logique économique - à défaut d'uoe solidarité europécooe

- dans ce refus persistant à accepter les dispositions sociales du traité de Maastricht. Le gouvernement a constomment cherche à démonteler les restrictions et contrôles qui ont longtemps marqué les relations sociales dans l'entreprise, rappelle le Dr Marsdeo,

> La dévaluation continue de la livre sterling constitue une autre puissante incitation pour les compagnies étrangères à investir tout en stimulant les exportations britanniques.

donc l'idée de permettre o Bruxelles d'en imposer de nouveoux via le « chapitre social » est totolement contraire à so politi-

Pour les mêmes raisons, la Grande-Bretagne reste le seul pays européeo où le saloire minimum n'est pas garanti au oiveau national, les pouvoirs publics expliquant que la fixation d'un tel plancber est à la fois cootraire au principe de lo liberté du marché du travail et destructeur d'emploi. Ces atouts de l'économie britannique sont renforcés par une politique économique et monétaire qui tend à accentuer la baisse des taux d'intérêt. La dévaluation continue de la livre sterliog constitue une autre puissante incitation pour les compagnies étrangères à investir en Grande-Bretagne, tout eo stimulant les exportations britanniques. Eofin, la récessinn économique a pour effet d'accroître la productivité des entreprises, point faible chronique de l'industrie bri-

Ces résultats se soldent par une diminutinn de la protection sociale des salariés, et ce d'outont plus lorsque le gouvernement s'effarce d'allèger les charges des eotreprises, pourtant déjà bien plus faibles qu'en France ou eo Allemagne. Une évolution qui ne peut que s'accélérer : face à un déficit budgétaire proliférant. les principaux acquis du Welfare Stote (l'Etat-provideoce) font actuellement l'objet d'une étude serrée pour réduire le poids des dépenses sociales. La Grande-Bretogoe peut-elle pour outant parier sur les investissements étraogers pour fovoriser le redressement de soo économie? Et jusqo'où peu elle exploiter le «filoo» de faibles coûts de production et de la flexibilité de soo morché du travoil? La réponse réside probablement daos le oiveau de productivité de soo industrie et de ses lofra-

HANDICAPS . Or, dans ce domaine, les carences britanniques sont oombreuses. Bien des signes mootrent que les investissements japonais commencent à se diriger de préférence vers l'Allemagoe, au détriment de la Grande-Bretagne, un pays perçu comme faisant mouvement vers les marges de l'Europe. Or les investisseurs étrangers voyaient iusque-là dans la Grande-Bretagne un pays libéral acceptant de promouvoir leurs intérêts daos la CEE. Ce qu'ils visent, ce sont les débouchés du grand marché uni-

que européen. Face à ce défi, la Grande-Bretagne est moins bien armée que ses concurrents, notomment en raisoo de son manque de maind'œuvre qualifiée, du déclin de l'apprentissage et d'un effort très insuffisant en matiére de formotion professionnelle. Le pourcentage de jeunes de seize à dix-neuf aos en cours d'éducation ou de formatioo est de 37,9 % en Graode-Bretagne, contre 69,1 % en France et 81,4 % en Allemagne.

Ces chiffres illustrent les lourds haodicaps britanniques. Au bout du compte, les succès obtenus pour attirer des investissements tout en favnrisant les marges bénéficiaires des entreprises pourraieot bien se transformer en une victoire à la Pyrrhus.

Laurent Zecchini

(1) Chiffres cootenus dans un recent rapport, a Britoin, Europe and the Square Miles, dont M. Evan Davis

L'effondrement de l'empire KIO en Espagne

Ercros, en cessation de paiement depuis le mois de juillet dernier, a été contraint, dans l'immédiat, de faire marche arrière. La liquidation de Torras risque de provoquer encore bien des soubresauts, même si le K10 continue de dire qu'il « ne partira pas d'Es-pagne et continuera à investir si les perpectives sont bonnes», comme l'affirme son nouveau président.

Il est encore trop tôt pour débrouiller complètement cet écheveau compliqué dans lequel la justice s'est plongée et que le pou-voir tente également de démêler. Il paraît évident que certains se sont servis, qu'ils ont abusé de la confiance des Koweitiens, qu'ils ont percu des commissions exorbitantes, se sont octroyé des contrats en or et en ont tiré de larges bénéfices, qu'ils ont jonglé avec les opérations en Bourse... Reste à savoir s'ils l'ont fait suffisamment habilement pour qu'il oe leur soit rico reproché sur le plan pénal.

« DISGRACE » • Les autorités de l'émirat sont décidées à aller jusqu'au bout pour tirer au clair ce que le ministre des fioances, Nasser Al Rodhan, a appelé « une

disgrâce pour l'histoire du Koweit ». Les comptes en banque de trois anciens dirigeants dn KIO ont été bloqués et leurs biens placés sous séquestre. L'opposition s'est emparée de ce scandale, dénooçant la dilapidation de l'argent de l'Etat par la famille royale, dont l'un des membres, Fahad Al Sabah, cousio de l'émir, était le président du KIO à cette époque.

Javier de la Rosa a eu beau jeu de mettre sur le compte de « querelles politiques kowei-tiennes » la plainte déposée à son encontre pour escroquerie, faux en écritures publiques et abus de confiance, pour ne citer qu'une partie du répertoire. Cc Barcelonais de quarante-cinq ans a répliqué en faisant remarquer qu'entre 1986 et 1992 « toutes les opèrations effectuées ont été approuvées et ratifiées par le conseil d'administration du groupe Torras » et que, quand il a donné sa démission, le 26 mai 1992, les responsables de Torras oot encore approuvé sans réserve sa gestion. Qu'il ne s'agit donc que d'uoe mauvaise querelle et que justice lui a été reodue quaod le magistrat des délits financiers a refusé de faire droit à la requête des plai-

gnants. Ceux-ci out estimé que ce

rejet coostituoit «un exemple anthologique d'ignorance juridi-que». Mais Javier de la Rosa per-siste et affirme que « tout s'est fait légalement». Qu'il n'a rien à cacher et que tout o été communiqué au gouvernement ».

FORTUNE . Toujours est-il que ce Catalan, fils d'avocat, a, en quelques aonées, amassé une coquette fortune. Responsable, en 1985, d'uo trou de presque 100 milliards de pesetas à la banque Garriga Nogués pour lequel la Banesto a jugé boo de ne pas porter plainte, Javier de la Rosa a constitué en février 1986 sa propre société d'iovestissement, Quail Espana, au capital de 200 millions de pesetas et qui, aujourd'hui, est évalué à 20 milliards de pesetas (1 milliard de

Lui-même estime que sa participation dans de multiples entreprises est de l'ordre de 50 milliards de pesetas et ne cache oi soo yacbt, oi son Falcon-50, oi son bélicoptère. Il reconnaît volontiers que sa « relation » avec Torras lui a permis de coostituer sa fortune persoonelle mais ajoute, pour nuancer, que e'est aussi le fruit « de son travail indi-

viduel ou avec d'autres associés » Cet homme n'avait pas inspiré confiance au gonvernement. Carlos Solchaga a révélé que, en 1987, il avait déclaré oux Koweitiens que Javier de la Rosa o était « pas un interlocuteur valable » pour la bonne et simple raison que son rôle n'était pas élucidé dans la faillite de la banque Garriga Nogués. Il ue le sera jamais d'ailleurs. Qu'en sera-t-il pour le KIO? S'agit-il d'un « hold-up parfait », comme l'e suggéré El Pais?

Et ce n'était pas du vol, dans les bureaux du ministère de l'éconumie et des finances, le 4 février, de dix-buit disquettes sur les activités du KIO dont pariait le quotidien, mois de la disparition d'au moins 400 milliards de pesetas en quelques années. « Ce pays n'est pas une République banonière», s'était insurge un chroniqueur face à la menace des Koweitiens de plier bagage en coostataot l'ampleur du désastre. Il rappelait, à bon escient, que les B-52 décollaient d'une base espagnole pen-dant la guerre du Golfe et qu'on oe pouvait pas laisser choir soo pays comme cela. A condition de ne pas s'y laisser plumer.

Michel Bole-Richard

La Société Générale vous informe

PERVALOR Sícav diversifiée à dominante actions françaises

Dividende 1991/1992 :

46,09 F, mis en paiement le 4 février 1993 (+ crédit d'impôt de 3,16 F pour les personnes physiques ou de 3,11 F pour les personnes

Reinvestissement du coupon :

En exonération de la commission de souscription jusqu'au 3 mai 1993 inclus.

Performance au 31/12/1992:

+8,39% sur 1 an, coupon net reinvesti, par rapport à + 5,22% pour le CAC 40 et + 1,64% pour l'indice SBF.

Objectifs de placement : Équilibre entre valorisation et revenu a travers un investissement en valeurs françaises (75% minimum) réparti entre actions et obligations.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

COSTUME MANTEAU

THE PERETS

exportations suhventionnées, que les négociations actuelles du GATT

vont irrémédiablement réduire, la

grande familic, qui a encore du res-

sort, s'est lancée dans une croisade pour les valeurs du pays de Giono qui se meurt, pour celles de l'Aubrac

solitaire et contre les villes insensées

qui avalent goulument prés et bois.

ESPACES e En mêmo temps,

l'aménagement du territoire, qui éveille toujours beaucoup d'intérêt

dans les périodes électorales, a ten-

dance à se réduire eu seul aménage-

ment rural, la géographie reprenant des droits que lui avait ravis l'éco-

nomie: en effet, 80 % de la superfi-

cie de la France sont encore cou-

verts de champs, de prairies, de

forêts, de landes ou d'espaces

ques ne s'y sont pas trompés, car si

les voix spécifiquement paysannes tendent à se raréfier, la population

qui vit (en permanence ou épisodi-

quement) ou qui vote dans des com-

munes rurales et des petites villes se

Ce n'est pas innocemment que

maintient, voire augmente (1).

Les partis et dirigeants politi-

vierges en montagne

LES GRANDS DÉBATS ÉLECTORAUX (V)

Un contrat pour les campagnes

Tout le monde compte sur l'« aménagement rural » pour résoudre les problèmes des agriculteurs français : baisse des revenus, disparition des exploitations et contraction programmée des productions

de l'agriculture et du développement culture ou à l'enseignement supé-EPUIS ce mémorable rural... avec les crédits spécifiques qui se rattachent à cette attribution «Dimanehe des Terres de France» le 29 septembre 1991, marqué par l'envahissement (540 millions de francs en 1993). Le pacifique du pavé parisien par pres credo du gouvernement Bérégovoy tient dans le «pacte rural» rendu publie le 18 février par le maire d'Auxerre, après maints atermoiede 300 000 paysans, l'agriculture et la ruralité forment un couple indissociable. Pas de revendication des syndicats d'exploitants, des organisa-tions professionnelles, des chambres ments, et destiné à « réconcilier la nation avec son territoire dans toute consulaires qui n'intègre désormais sa diversité». mêmement la défense du produit et CECUMÉNISME • Quant au procelle du territoire. Pays, paysan, paysage s'enracinent dans une identité gramme de l'Union pour la France gémellaire, et Ségolène Royal, minis-(UPF), présenté le 10 février, il tre de l'environnement, en e même fait le titre de son dernier livre. Défendre l'élevage bovin du Cantal

affirme en priorité, avant d'évoquer une « politique globale pour la ville et les baulieues» : «On ne peut laisser se défaire l'agriculture et le monde rural sans réagir rapidement et vigoureusement... Nous voulons ou la culture des pêches sur les coteaux ardéchois, c'est préserver une histoire, respecter un système, leur offrir un pacte d'avenir. » Au niveau des principes ou des incanta-tions. l'œcuménisme, sur ce chapi-Pour se prémunir contre une marginalisation annoncée, la pay-sannerie s'est mise, depuis peu, à tre-là en tout cas, fleurit.
On se plaît à souligner depuis développer une excellente contre-ofplusieurs années le déclin de l'agrifensive. Au lieu de s'arc-bouter aux seuls prix garantis, aux indemnisations anti-sécheresse ou anti-inondations, aux fonds de calamités, aux

culture, le malaise des paysans, leurs jacqueries, leurs éruptions de colère ou leurs tentatives d'encerclement, comme celle, evortée, de la capitale en juin 1992. Il faudrait d'abord connaître la force de la France agricole et rappeler des évidences : un solde posiul de 45 à 50 milliards de francs, bienvenu dans la balance commerciale; des entreprises, publiques ou coopératives, connues dans le monde entier ; le quart de toute la production agricole de la CEE; Rouen premier port du monde pour les exportations de blé ; un million d'exploitations, soit quatre fois plus d'emplois que l'industrie automo-Quant à l'espace, les Douze

commencent à comprendre qu'il s'agit d'une matière première rare et, par conséquent, négociable. Or la France constitue précisément (avec l'Irlande) un «cas» d'espèce, evec les plus fortes réserves d'espaces naturels, bien placée de surcroît entre le nord et le sud de la Communauté et ouverte sur trois façades

A l'inverse, sans céder forcément au catastrophisme et reprendre le slogan d'une «sidérurgie verte», il faut bien admettre que l'agriculture et ses territoires affrontent de péril-Jean-Pierre Soisson, succédant en leuses épreuves. Qu'il s'agisse du seront mis cette année en jechère octobre 1992 à Louis Mermaz, a niveau des prix ou des revenus, des dans la CEE, la France contribuera exigé de porter le titre de ministre difficultés d'accès des rureux à la pour 1,5 million...

rieur - malgré les rattrapages des demiéres décennies, - du poids politique de la paysannerie, les courbes vont vers le bas. Quatre exemples : - En 1977, 39 % des maires étaient des agriculteurs en 1989 ils n'étaient plus que 28 %.

- Les comptes en banque des

Les cantons les plus agricoles

Les chefs d'exploitations les plus âgés

paysans sont de plus en plus alimen-

tés par des subventions, nationales ou européennes, et de moins en

moins par le produit de leurs.

ventes: les aides représentent 35 %

du revenu d'un arboriculteur et

68 % de celui de l'éleveur de mou-

tons. La réforme de la politique agri-

cole commune (PAC), edoptée eu

printemps dernier, a déjà eu des

conséquences sensibles dans le sec-

teur des oléagineux : les prix garan-

tis ont baissé l'an dernier de 43 %,

alors que les subventions eux pro-

liards de francs.

tistiques.

ducteurs ont augmenté de 3,3 mil-

exploitations ont été rayées des sta-

- En quatre ans, 140 000

- Aux 4 millions d'hectares qui

On pourrait multiplier les signes objectifs de crise économique. Mais - et e est plus grave - les agriculteurs souffrent tout autant de se croire situés «à la marge»: en marge de la modernité, du progrès. des techniques, du profit, de l'inven-tivité, de l'atilité.

Comment d'ailleurs ne pas se

Les cantons ruraux en crise

Les cantons de faible pluriactivité

sentir déboussolé quand, après avoir entendu depuis trente ans qu'il fai-

lait produire davantage, arrivent des

messages de Bercy ou de Bruxelles

exhortant désormais les producteurs

de nourriture à rentrer les tracteurs,

à dénaturer les fruits ou légumes

excédentaires, à vider les étables? Le

quota e remplacé l'encouragement et

le jachère, la productivité. Et l'ali-

ment de base des volailles et des

porcs n'est plus ni le mais ni les

déchets des minoteries, mais les

tourteaux de manjoc thailandais ou

Pas étonnant, dans ces condi-tions, que les agriculteurs, qui regar-

dent comme tout le monde les

images révoltantes de Somalie ou de

Sosnie, s'interrogent sur leur rôle

A ceux qui, pessimistes ou trop

la farine de poisson chilienne.

citer la page du Soulier de satin dans laquelle Claudel fait dire à Don Rodrigue: « Qu'est-ce qu'on appelle mourir, sinon cesser d'être néces-La défense du territoire et les soucis d'environnement fournissent au monde paysan l'occasion d'une

nous encore utiles?», on ne peut que

reconversion partielle, d'un élargissement de leurs fonctions, d'une revalorisation de leur audience. Selon les études réalisées pour la DATAR, environ 430 cantons, des Ardennes aux Pyrénées, peuvent être classés «fragile», car ils cumulent à la fois une démographie déclinante, l'isolement, un poids agricole excessif, une insuffisante diversifica-

SPIRALE • Depuis vingt ans, aucun gouvernement n'a été capable de freiner la spirale, et aujourd'bui la prédominance boulimique de l'Ile-de-France n'est pas moins réelle qu'en 1963, date de création de la DATAR. Le discours ambiant sur les fonctions majeures des villes dans le développement économique, culturel et scientifique, s'il n'est pas nouveau - « la ville est avant tout domination», disait déjà Fernand Braudel, - a toutefois pour conséquence de rejeter dans une sorte de marginalité les zones rurales, catalo-

Les paysans veulent bien assumer désormais cette mission de gardiens du patrimoine terrien (2), meis à une double condition : qu'elle n'élimine pas les eutres fonctions productives (y compris la filière des hiocarburants, où la Picardie et Champagne-Ardenne, notamment, se sont lancées vigoureuse-ment) et qu'elle soit rémunérée. Mais par qui et à quel niveau? Là

(1) Naissance de nouvelles campagnes, ouvrage dirigé par Bernard Kayser, DATAR-éditions de l'Aube,

(2) France rurale : vers un nouveau

tion des activités.

guées « réserves d'espace et d'oxy-gène » pour les citadins stressés.

évidemment est la vraie question.

François Grosrichard

contrat, rapport de la commission de Philippe Mengin, févriet 1993 (le lucides, se demandent : « Sommes - Monde du 18 février).

Un épi sur trois

Selon les Comptes de la nation, l'egriculture contribue pour 3,6 % au produit intérieur brut at les industries agricoles et alimentaires pour 3,2 %. Le poids de l'acroalimentaire dans l'économie nationale est désormais inférieur à 7 % contre

11,4 % il y a vingt ans. Si l'on compte encore 2 900 000 personnes vivant sur les axploitations egricoles, le nombre des exploitants familiaux diminue vita lau rythme de 3,5 % par en sur les vingt der nières annéas). Cent quarante mille personnae environ sont salariés agricoles mais leur nombre diminue encore plus vite : de 4,3 % par an depuis 1970. En trente ans, l'effectif de la populanon ective agricole en France e été divisé par trois. D'eprèe la recensement de 1990, seulemant 1 cactif occupant un emplois sur 17 est agriculteur. On an comptait 1 sur 4 en 1954. Le France se repproche ainsi de ses partenaires d'Europe du Nord, comme la Grande-Bretagne où les paysans sont quasi marginaux.

Majoritairement masculine, la population egricole, souligne l'INSEE, reste âgée. Si les tendances actuelles se prolongent, indépendamment des effets de la réforme de la politique agricole commune (PAC), il n'y aurait plus que 700 000 exploitants à l'horizon 2000. Toutefois, si le nombre de jeunee agriculteurs diminue, laur entréa dans l'agnicultura, souvent plus tardiva qu'avant, est en général quasi

définitive. La France est la premiàra puissance agricole de le CEE, an termes de valeur das productione, suivie par l'Italie at l'Allemegne. Elle fournit notamment le tiers des céréeles produites dans la Communauté.

Le revenu des agriculteurs. en moyenne, ne suit pee celui des autres catégories de Francais. En 1992 il e baissé de 5,9 % après une chute de 2,2 % en 1991. Du coup, la part des subventions dans la revenu des paysens est de plus en plue importante. En francs constants, lee prix agricoles ont baissé de 20 % dapuis 1980. Fierté da l'egniculture, pourtant : alla dégage un solde commercial positif considérable : 48 milliards

de francs l'an damier. La situation des agriculteurs est très contrastéa salon lee régions : pour une movanne françeise de 100, la Marne (grâca eu champagna notam-ment) est à l'indice 332, l'Eureet-Loir à 188 (à ceusa des céréales) mais le Cantal, qui na produit qua du lait et de la viande bovine, tombe à 72, l'Hérault à 47 malgré ou à cause de

ses vignobles, la Creuse à 35. Le budget du ministàra de l'agriculture proprement dit est de 39,7 milliarde de francs, mais si l'on ejoute le budget ennexe des prastetions sociales agn-colee (BAPSA) et les concours à la CEE, la total des concours bénéficiant à l'agriculture atteint 153 milliards de francs.

F, Gr.

POINT DE VUE

Les retraités à la rescousse

par MICHEL GODET (*)

✓E déclin du monde rural est souvent synonyme de vieillissement das populetions. Il faut dès maintanant réviser cette idée reçue car le retour au pays des retraités stimule de plus en plue le développement des bourgs et des petites villes où il fait bon vivre. A cet égard, l'évolution démographique des communes rurales antre 1975-1992 et 1992-1990 est riche d'enseignements. Les communes éloignées des zones urbaines, qualifiées de « rural profond », ont vu leur population cesser de décroître pour augmenter légàrement, da 0,1 %. Certes, cette moyenne recouvre des situations très variables : dynamique de développement dens les Hautes-Alpes, le Vendée, l'Eura ou la Morbihen, et déclin accentué per l'axode rural dans l'Allier et la Lozère (1). Mais il faut cesser de nier la réalité : plus de 97 % des communes ont moins de 10 000 habitants (dont 88 % moina de 2 000 habitants), et la moitié des Français y vivent généralement mieux qua laa 15 % qui résidant dans des grandes villes de plus de 100 000 habitants.

Le qualité de la vie (espace, convivialité, sécurité, etc.) dens las villes petres et moyennes de province incita las retraités à fuir les mégapoles encombrées, enonymes, peu sûres; ils contribuent ainsi par leur pouvoir d'achat à soutenir les activités locales.

Le papy-boom ou plutôt le mamy-boom ne fait que commencer. Conséquence du baby-boom da l'eprès-guerre, il va s'emplifier d'ici à 2020 et conjuguer ses effets avec l'allongement de la formation initiale et la diminution du tempe de travail. Il y e aujourd'hui 21 millions d'ectifs et 3 millions de chômeurs pour 32 millions d'inectife ee répartisaant comma suit : 2 millions d'enfants non scolarisés ; 15 millione d'élèves, étudiants, stagiaires; 9 millions de retraités; 7 millions de femmes au foyer. Au total, il y aurait en 2020 moins de trois Françaie sur dix réellement eu travail (contre 3.7 aujourd'hui).

La tendence eu vieillissement eera d'eutant plus marquée et durabla qua l'espérance da vie continua à augmenter an movenne d'un an toue les trois ou quatre ans (ces dix demières années). En anvisageant des

hypothèses de mortalité faible, on aurait, entre 2000 et 2020, une forte augmentation du nombre de personnes âgées de plus de 80 ens (de 1,9 million à 3,2 millions). Au-delà, vers 2030 et 2040, il y aurait 5 à 6 millions de personnes âgées de plus de 80 ene. Dans l'ensemble, il e'agira de personnes seules, la plus souvent des femmes. D'où l'inévitable augmentation des dépenses de santé et le développement des services à domicile. Une conjecture : les bourgs et les petites villes de province ne vont pas se vider mais se remplir da millions de panthàraa grisee l En 2020, la France comptera 9 millions da 55-65 ens, qui seront retraités ou mie à l'écert du système productif, at autant de 95-80 ans.

En bonne santé, cultivéa, plus aisés que la moyenne de la population (le pouvoir d'achat des inactifs est plue élevé que celui des actifs), ces « vieux » de plue en plus jaunee eont eussi das « jeunes » de plus an plus vieux. Ils n'acceptent plus de finir leurs jours dene des hôpitaux locaux transformés en mouroirs. Ces retraités dynamiques prennent leurs dipositiona pour assurer la confort de laur quatrièma âge, quitte à liquidar, le moment vanu, leur patrimoina pour se faira assister à domicila ou dans un hôtel spécialisé, le plus longtemps possible, at tant pis pour les héritiers.

En attendent, les nouveaux retraités ayant vingt ans d'espérance da vie devant eux aeront déeireux d'antretenir leur cerveau autant qua leur corps. Ils na vont pas rester inactifs dans une société civile où ils représentent souvent plus du tiers de la population locale. Dieponibles et compétents pout s'engager dans la vie associative at politique, ila vont gérer, en bon grand-pèra de famille, la monde rural, c'est-à-dira les quatre cinquièmee du territoire. Le contraste n'en sara que plus grand evec les mégalopoles jeunes at explosives à tous égards.

(1) Cf. l'article de B. Kayser, « L'avenir des espaces ruraux», Futuribles, juillet-août 1992.

(*) Professeur de prospective industrielle au Conservatoire national des arts et métiers.

des partis

Les programmes

Contret, convention, pecte, réconciliation... A droite comme à geuche, les programmes des partie s'appuient quasimant tous sur ces notions qui font devantage appel eux sentiments qu'aux subventione.

Le « pacte rural » da Jean-Piarre Soiseon eouligne que « les villes étouffent quand les cempegnes ne respirent plus ». Il propose de créer un inatitut de développement rurel, veut divereifier le plue possible las ectivités (artisenat, tou-

nsme). Le Parti socialiste, pour sa part, eetime nécessaire de « mieux intégrer l'agricul-ture eux grandes préoccu-petions de notre société». Outre sa fonction da production, eon rôle pour l'environnement ou l'occupation da l'espece doit être reconnu. Il faut encourager lee modee da production plus extensifs, ce qui suppose una réforme de l'impôt sur le foncier non bâti et le valorisation systé-metique des produits de quelité.

REVITALISER . L'opposi-

tion n'accepte pas « de lais-

ser les campagnes se vidar et les banlieues explosera. L'Union pour la France (UPF), dans son programma, entend défendre a beaucoup plus fermement, eu niveau-européen at intar-national, las-intérêts vitaux de notre agriculture. Le pré-accord du GATT n'est pas acceptable en l'étet ». Pour cela, elle vaut egir prioritei-remant sur la fiscalité et les cherges socieles qui pèsent sur l'egriculture et créer des « zones da revitelisation rurale». «Le monde egricole, affirme-t-elle, n'est pes un boulet économique et finencier attaché aux pieda des Français. Il assure troia fonctions assantiellas pour la survie même de la Nation : autosuffisance elimentaira, équilibre da l'environnament, anracinament du peuple. »

Le Front netional s'engage à ravaloriser les retraitas, instituar un moratolre des dattas, réduira la buraeucratia, valorisar les forêts, freiner la pretiqua des remambrements. Pour la Parti commu-

niste, «la France doit défendre son etout egricola at agroalimentaire en refusant da cédar aux Etets-Unis qui prétendent dominar le marché mondial pour disposar de l'arme alimentaire». Pour le PC, if faudra aupprimer les quotaa, réduira las charges dea petitas axploitations, feire de l'inatellation das jeunas una priorité, reconquérir las industrias das angrais et du machiniame agricole, accroîtra les moyene de la racharcha at démocretiser la gestion du Crédit agricole:

Les Verts, enfin, dénoncant « la croiseance désastreuse da l'Ile-de-France, qui nuit non seulement au resta da la France mais également aux Franciliena aux-mêmas. Le soutien aux initiatives de développement, de services at da production da bians immatériala an milieu rural at dans las patitea villes, la décantralisation dea services publics sur l'ensemble du territoire est une œuvre da longue halaina qui n'a que trop tardé à être entreprise » (1).

F. Gr.

(I) Interview de Dominique Voynet et d'Alain Rist à Inter Regions, nº 159, février 1993.

«Avant 1983, Ludger Simond et Germoin Chorlet changeoient de trottoir lorsqu'ils se eroisoient pour ne pas avoir à se salver. » L'enecdote, rapportée per Denis Lozachmeur. l'actuel PDG des établissements Charlet-Moser, o'a plus eujourd'hui de raison d'être. Germein Cherlet e revendu son entreprise et a quitté le vallée, Ludger Simond a développé la sienne jusqu'à eo faire le leader fraoçais du mousqueton. La saga des Simond remonte

mes

à la sin du dix-neuvième siècle. D'abord fabrique de elerines (eloches à vache), l'entreprise foodee par François, graod-père de Ludger, se spécialise très vite dans la production de piolets. Elle vivote sans vraie coocurrence jusqu'à l'explosion de la pratique de l'escalede, dans les années 80 où le progression du marché atteiot des pointes à 20 %.

VIRAGE . Entre-temps, Germain Charlet, ancien ouvrier des éteblissements Simond, a eréé sa propre société. Son amour de le montagne et sa créativité ne suffisent pourtant pas à contrer l'énergie et le eulot de Ludger Simond. L'un privilégie le travail artisanel et gère son affaire de façon quelque peu «folklorique», elors que l'autre prend le virage de l'industrialisation en faisant appel à la sous-traitance pour éviter des iovestissements en machioes très

lourds. En 1983, eu bord de l'as-phyxie finaocière, Charlet-Moser est racheté per Leborgne, PME savoyerde d'outillages à maios, Forte d'une ancestrale tradition de forge, Leborgne va offrir à sa nouvelle acquisition les capacités de production qui lui faisaient defaut. Charlet-Moser quitte «Cham'» pour se retrouver à Anvillardi en Savoie. Une embition : vattraper, voire dépasser le concurrent de roujours. Si Ludger Simond domine le marché frauçais du mousqueton, on peut,

814 "47.5K1

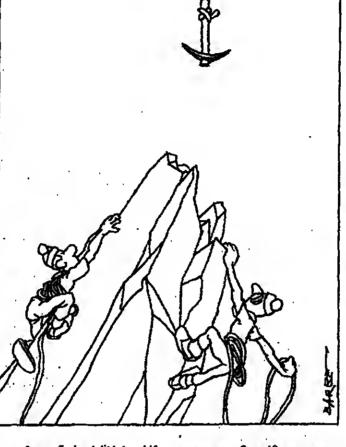
pense-t-on co substance chez Leborgne, lui tailler des croupières sur celui du crampon et du piolet

L'étroitesse du marché n'offre que des perspectives de eroissance limitées. Aussi, la guerre commerciale intense entre fabricants se réduit à prendre des parts de marché au enneurrent. Bien sûr, dans ce petit univers où tout le monde se conceît et se tutoie, on ne pratique pas les

Dans ce petit univers où tout le monde se connaît... on a le cuite du secret.

méthodes saoveges des grands groupes industriels; Meis on e le culte do secret. Par peur des réactions de la concurrence, par erainte de se faire dépasser technologiquement, par souci de préserver une image de marque et une notoriété souveot sans rapport evec leur poids économique réel, les cotreprises du secteur preoneot uo malio plaisir à cacher leurs résultets ou, pis, à semer la zizanie en lançant des chiffres invérifiebles. Rien o'empêcbe, alors, de se proclamer numéro un, qui du crampoo, qui du piolet...

PARANOÏA e La paranoïa et l'esbrouse sont telles dans ce microcosme que, lorsqu'un produit se vend moins bien, il devient impossible de savoir si c'est la part de marché qui baisse ou si c'est le merché lui-même qui se réduit. « Je défie quiconque de donner, par exemple, l'étot réel du marché du crampoo en



connaître enfio la réalilé des chiffres, il est obligé de suivre le mouvement. «Je ne peux pas être le seul à jouer franc jeu, sinon je condomne mon entreprise », avoue-t-il.

Reconoue uoenimement comme l'une des plus belles réussites du secteur de ces dernières Fronce », lance Denis Loza- . années, Petzl pratique, elle aussi, chmetur. Les évaluations varient " la loi du sileoce. Les résultats " de 10 000 à 20 0001 Le PDG de sont bons (voir tableau ci-dessus), Charlet Moser a beau pleider poortant, on n'aime pas chez pour le création d'une instance Petzl le faire savoir. « On ne veut syndicale qui permettreit de pas éveiller l'ottention de lo

concurrence. On préfère se concentrer sur... lo qualité et l'industrialisation de la production », assure Christophe Raylet, responsable de la communication.

D'abord spécielisée dans le metériel de spéléologie, l'eotreprise greoobloise, créée en 1975, a profité du boom de l'escalede pour poursuivre son développement. Ce etechnicien de lo verticaliten, qui s'est revele un as du marketing, se propulse à la pre-mière place mondiele du marché du hernais et peaufine sa réputation en liant son nom à celui de Patrick Edlinger, le grimpeur le plus médiatique des années 80. Les stars de la grimpe rebaptisées « conseillers techniques » font partie d'une politique d'image. Si Petzl avance Jeen-Christophe Lafaille, Jeff Lowe ou Lynn Hill, Simpnd réturque avec Christophe Profit, Chantal Mauduit ou Alain Gershen. Chaque febricant e son joker, censé stimuler l'innova-

BREVETS . «lonovetion»... Le mot est daos toutes les bonehes. Chacup en fait le moteur de son ectivité, presque sa raison d'être, Alors, on se bet à coups de brevets (Petz) en e déposé 125 depuis sa création); on investit en recherche et développement. C'est à qui découvrira enfin le mousqueton le plus sûr, le piolet le plus ancrant, le harnais le plus conforteble. Et, à ce jeu, les petits ne sont pas les moins entreprenants. Ainsi, New Alp. Jean-Paul Fréchin, son PDG, à le fois guide à Chamonix et jogénieur Arts et

Chiffres-clés

Fabricants	Numbre de salariés	Chiffre d'affaires hors taxes (en millers de francs)		Rėsultats nets
		Total	dunt exportation	nets
Petzl	40	57 252	27 053	8 732
Simond	36	21 987	6 463	1 103
Charlet-Moser	15	10 977	5 383	236
New Alp	6	t 324	169	18

Métiers, a toujours travaillé dans l'industrie du Joisir de montagne : d'ebord etez des fabricents de skis et de fixations, puis pour une filiale de Simond. En 1984, il erée sa propre effaire lorsqu'il invente l'enti-bottes (2).

EXPORTATION . Dans son bureau, installé à quelques mètres de l'ENSA (Ecole nationale de ski et d'alpinisme), le patron de New Alp se pleit à faire la liste des produits qu'il a mis au point. Sa société, qui sous-traite la febrication, n'emploie que six salariés pour le contrôle des produits

Les fabricants français vont devoir jouer serré avec l'arrivée des pays de l'Est.

fiois. Son vrei problème : faire accepter l'inoovation comme un gage de sécurité. « Les grimpeurs restent des gens assez traditionolistes, ils ne sont pas toujours prêts à prendre le risque de la nouveauté», regrette-t-il. Alors, Jean-Peul Fréchin regarde au-delà des frontières, où son entreprise est encore peu présente, suivent en cela ses «aînes», pour lesquels

l'exportation peut représenter

plus de 50 % du chiffre d'affaires. Les Etats-Unis, notamment, sont un marché prometteur. Hier mar-ginele, l'escalade est en train d'y acquérir le même image positive qu'en France : un sport « oature », à la fois eccessible et dépaysant. Ce n'est pas un hasard si Petzl a décidé de lencer se fabrication de mousquetons à Salt-Lake-City. Autres pistes de developpement: Petzl se diversi-fie en créant uoe filiele travaillant pour l'iodustrie et Cherlet-Moser envisage de se lancer dans une politique d'acquisitions. Simond préfère, pour sa part, renforcer ses points forts et ne pas se disperser. « Nous sommes surs de nos produits et lo concurrence ne nous foit pas peur », affirme sa directrice commerciale, Nathalie Simond.

Mais, evec l'arrivée des pays de l'Est sur le marché, les fabricants français, qui bénéficient aujourd'hui d'uoe aura certaine. vont devoir jouer serré : o'a-t-on pes vu, l'été deraier, des grimpeurs bulgares arpenter les rues de Chamonix pour vendre à des prix défiant toute concurrence des broches à place en titane ?

Acacio Pereira

(2) Semelle en caoutchouc que l'on fixe sous les crampons et qui évite l'accumulation de neige et donc les risques de elissade.

Normaliser la sécurité

Parce que l'erreur est fatale, elle est interdite aux fabricants de matériel de montagne. Pendu dans le vide avec pour seul lien evec le rocher un mousqueton d'une quarantaine de grammes reliant le corde eu piton, le grimpeur - varappeur occasionnel ou alpiniste confirmé - doit pouvoir faire une confiance ebsolue à l'équipement qu'il utilise. Sa sécu-

rité et donc sa vie en dépendent. Qu'un mousqueton casse et c'est la réputation du fabricant qui sécurité est depuis toujours l'argument marketing le mieux utilisé. C'est pour satisfaire à cette

exigence de sécurité que l'Union internetionale des essocietions d'alpinistes (UIAA) e, depuis long-tempe, édicté une série de normes non obligatoires mais qui

constituent une garantie pour le consommateur. Etablie en décambre 1989, une directive eurobre 1989, une directive europrotection individuelle (EPI, dans le jargen bruxellois) va progressivernent remplacer les normes UIAA. Cette directive obligatoira ne contient pas de spécifications techniques et ranvoie à de nouvelles normes qu'un Comité européen de normalisation (CEN) est chargé d'établir en liaison avec les fabricants. Si les Français ont mis est brisée. En conséquence, le longtemps à s'intéresser sérieusement à la question, les Allemands, eux, se sont très vite impliqués et ont réussi bien des fois à imposer leur manière de voir. Peter Popall, directeur technique chez Petzl. regrette j'attentisme français qui en'a pas permis aux fabricants

hexagonaux de faire front com-

péenne sur les équipements de normes, elles s'imposeront à tous. Les fabricants français ont depuis peu pris conscience du danger et profitent d'un reterd dans la mise en œuvre des nouvelles spécifications pour mener enfin une vraie politique de lobbying en direction du CEN. « Nous nous devons de mettre la barre très haut en matière de sécurité, la norme doit être la plus draconienne possible», affirme Denis Lozachmeur. Une stratégie d'autant plus facile à suivre que, pour la plupart, les fabricants hexaconeux s'imposent déjà dee contraintes qui devraient satisfaire

La panoplie du grimpeur

■ La corde : d'une longueur variant de 40 à 100 mètres, conçue pour amortir la chute du grimpeur, elle est fabriquée dens un matérieu élestique du type nylon.

■ Le mousqueton : élément escentiel de le chaîne d'essurage, cette boucle en alliege léger assure le tiaison entre la corde qui retient le grimpeur et le piton encré dans

le rocher. ■ Le piolet : pioche d'alpinisme qui permet, grâce à son encrage, d'évoluer sur neige ou

■ Les crampons : pièce de métal munie de pointes qui s'adapte à la chaussure de l'elpiniste et lui permet de marcher eur la neige dure ou le glace en limitant les risques de

plue couramment les termes «baudrier» ou «cuissard». Il s'egit d'un système de sangles qui relie le grimpeur à la corde et améliore son confort.

■ Le piton : gros elou dont la tête est en forme d'enneau et que l'on encre dens le rocher pour servir de point d'appui.

■ le broche : elle a le même usege que les pitone, meis est utilisée sur glace.

Le huit : pièce mételli que eyant la forme d'un huit et qui, en faisent office de frein, permet les descentes en rappel ou les manœuvres d'essurage.

■ Le chausson : compoéé d'une semelle en gomme trèe edhérente, il enserre le pied du gampeur pour lui permettre de pien ressentir le rocher.

21 - 28 avril

Ne courez plus tous les salons. Allez droit au but : à Hanovre.

Rassembler un maximum d'informations en un minimum de temps, est-ce possible ? Oui, si vous allez à la HANNOVER MESSE 93. Vous y découvrirez la gamme la plus large du monde des techniques industrielles. Vous y rencontrerez 6 000 exposants originaires de 50 pays qui vous alderont à faire le point sur le marché actuel. Un seul voyage à Hanovre vous évitera bien des déplacements inutiles au cours de l'année !

Automatisation	Technique d'entrainement	Energétique électrique	Energie et environnement	Systèmes d'installation pour les bâtiments
Eclairage	Réalisation d'ensembles indus- triels et matériaux	Outiliage et équipements d'ateliers	Sous-traitance	Recherche et technologie

Le plus grand salon industriel du monde



MESSE '93 21 - 28 AVRIL

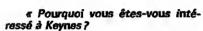
Keynes retrouvé

Les ennéas 80 ont vu la triomphe du monétarisme, symbolisé par la reagenisme aux Etats-Unis et le thatchénisme en Grande-Bretagne. La victoire da Bill Clinton, la politique de rslence de John Major, sont souvent interprétées comma allant dans le sens d'un retour eu keynésienisme, la pensée économique développée lors de l'entre-deux-guerres par John Maynard Keynee. Nul économiste n'e sans doute davantaga influencé la pensée économique contemporaine que cet économiste englais, né en 1883, mort en 1946, auteur da le Théorie générale de l'intérêt, de l'emploi et de la monnaie (1936). Pour lutter contre la chômege, ce fonctionnaire du Trésor, professeur au King's College de Cambridge, avait préconisé una intervention des pouvoirs publics pour assurer le plein-amploi par une politique fiscala et monétaire favorisant le consommation. Depuis le triompha, en 1983, du premier voluma da

sa biogrephia da lord Keynes, les décideurs angoissés ont recours à lord Skidelsky, historien formé è Oxford, recours a tord Skudeisky, historiel forme e Catod, professeur d'économia politique à l'université de Warwick. Robert Skidelsky vient de publier le deuxième volume de cet ouvrage. The Economist aa Saviour, 1920-1937, chez l'éditeur Mecmillan. Spéciellste de l'entre-deux-guerres en Granda-Bretagna, auteur d'une biogrephie réputée du fasciste Oswald Mosley, ce pair du Royeuma n'a pas fait qu'offrir à la curiosité publiqua les idées da Keynes. Il a ouvert le rideau aur sa via privée, ce qui lui vaut des controverses, pas toujours amicales, avec les défenseurs du maître.

Lui-même vit avec sa familla dans le maison du Sussex habitée par Keynes da 1925 à 1946. Il a choisi la nom du villaga da Tilton, où sa niche la damaure comma titre nobiliaire. Lord Skidelsky présida également un centre de rechercha, la Social Merket Foundation, grend foumisseur de metière grise da Whiteheli et cheval da bataille du néo-keynésianisme, aujourd'hul à la « une » de l'actualité.

PHOTOS : DAVID TOWNEND



 Keynes m'obsède depuis mes études d'histoire à Oxford. J'ai écrit une thèse sur les effets de ln grande dépression des années 30 sur la politique britannique. C'est à ce moment-là que ses théories se sont imposées. Keynes est l'un des personnnges les plus fascinants du XX siècle. Anglais peu commun, il avait des centres d'intérêt très variés, comme la litlérature, la philosophie, les arts, la politique, une intelligence hors du commun, un engoue-ment pour les débats d'idees, une vie privée complexe... Bref, tous les ingrédients étaient réunis pour une grande saga de l'avant-guerre.

Quel est pour vous l'apport princi-

- Deux contributions me semblent et de l'instabilité propres aux économies non supervisées par l'État. Ensuite, le fait qu'une récession peut se poursuivre pen-dant une ou deux décennies si l'on ne fait rien pour l'endiguer.

On a connu cela lors des années 80. En revanebe, de 1948 à 1970, la grande période du keynésianisme, le cycle conjoncturel avait virtuellement disparu, si ce n'est quelques variations épisodiques. Deux principes gouvernaient ce régime foncièrement stable : la stratégie de plein-emploi suivie par les pouvoirs publics et la discipline des taux de change fixes du système monétaire international créé à Bretton-Woods en 1944.

économique passait d'abord par l'inbsence de fluctuation des prix. A ses yeux, le régime de l'étalon-or, en vigueur à l'époque, était instable par miture car rien n'était fait pour contrôler la quantité de monnaie en circulation. N'est-il pas pas ironique que Milton Friedmann (1) considere que le livre de Keynes The Track on Monetary Reform, écrit en 1923, marque le vrai début de la réflexion monétariste?

Il faut aussi se rappeler que Keynes s'est intéressé à ces sujets dans la foulée de la révolution d'octobre 1917, de la venue au pouvoir de Mussolini en Italie, et de la montée en puissance du nazisme en Allemagne. Le système politique libéral était gravement menacé. Pour Keynes, la survie du capitalisme dépendait beaucoup de la stabilité de l'étalon monétaire. Si ce dernier est soumis à trop de fluctuations, il en découle des bouleversements économiques et sociaux qui se répercutent sur les institutions politiques.

de réintégrer l'étalon-or à une parité que Keynes jugeait trop élevée par rapport au dollar. La surévaluation d'une devise crée automatiquement du chômage si l'on veut maintenir prix et salaires à un niveau com-pétitif. Enfin, ses idées sur les grands travaux comme instruments de relance sont venus plus tard, en 1929, dans un article intitulé « Lloyd George peut-il réussir?».

- L'intuition a-t-alla joué un rôle

- Fondamental! Keynes savait «sentir» l'atmosphère du moment. Il n'aimait pas l'économétrie consistant à prévoir

théorie économique est le résultat de la personnalité de son auteur. Cela dit, il y n un lien indirect; celui qui défie les règles sexuelles victoriennes n tendance à faire preuve de scepticisme à l'égard de toutes les règles et les diktats.

succès de ses théories?

- Quel rôle a joué l'application des recettes de Keynes dans le formidable boom économique qu'a connu l'Occident entre 1950 et 1970? Certains affirment qu'il s'agit d'un cycle naturel de trente ans et que l'influence de Keynes a été minime. Je leur réponds qu'on n'avait jamais connu auparavant une période de prospérité aussi longue. Le milieu du XIX siècle, autre moment faste comparable, a été secoué par de courtes mais graves récessions et le taux de eroissance était très inférieur à celui de

– L'échec le plus retentissant?

- L'inflation apparue à la fin des années 60. Les anti-keynésiens affirment que la politique économique inspirée de ses idées a gonfié la demande, alimentant la hausse des prix et des salaires, créant la fameuse spirale inflationniste. Ils ont en partie raison, mais, à mon avis, les gouvernements n'ont pas attendu Keynes pour créer l'inflation, surtout quand il s'agissait de financer une guerre. Je pense que ce sont les Etats-Unis qui sont responsables. Ils n'ont pas voulu augmenter les impôts pour payer la guerre du Vietnam. Le fait que l'inflation se soit accélérée parallèle-ment à l'effondrement du système monétaire international des changes fixes n'est pas une coïncidence.

- Comment expliquez-vous le peu d'influence de Keynes en France?

- Son bostilité aux réparations allemandes, en 1918-1919 l'avait rendu très impopulaire. En France, l'économie n'a jamais été considérée comme une discipline intellectuelle, ce qui a toujours été le cas dans les pays anglo-saxons. L'économiste était généralement un inspecteur des finances ou un haut fonctionnaire, rarement un penseur.

Après la guerre, une poignée de grands économistes se sont distingués, mais leurs contributions étaient surtout philosophiques et bistoriques. La France n'a jamais eonnu, à mon sens, de période «keynésienne» au seus où on l'entend en Grande-Bretagne, peut-être en raison de l'importance de la planification. Pierre Mendes France et son entourage sont les seuls disciples qui me viennent à l'esprit.

- Quals étaient à l'époque ses

- Les partisans de l'école classique : pour eux, les désordres économiques se corrigent d'eux-mêmes et le plein-emploi se rétablit automatiquement. Pour d'autres, une récession est le prix à payer pour une période de prospérité; il faut laisser le temos à la confiance de revenir, grâce notamment à l'augmentation de l'épargne et à la baisse de la consommation : e'est la

Comment expliquer le déclin du « Keynesianisme » et l'engouement pour

l'école « monétariste » ?

thèse défendue par ses opposants, Hayek,

Schumpeter et Rueff.

ment faire des largesses pour stimuler l'économie. Aujourd'hui ce n'est plus plau-- Quel est pour vous le plus grand - Les keynésiens ou set incapables sible. Le public est persitade qu'un acrois-ceès de ses théories? d'expliquer la «staglation» des années 70, sement des impôts est inévitable pour cest à dire la conjonction de l'inflation d

> "Rééquiper la Russie peut contribuer à la reprise de l'Occident. Cette idée aurait

> > plu à Keynes



tement du refus d'intervention des auton-

tés. La stabilité de l'économie réelle est

essentielle. Je suis favorable à une politique

de croissance raisonnable et surtout au syk-

n'e-t-elle pas radicalement changé les données à partir desquelles il a jadis

actuels. Les limitations imposées aux mou-

vements privés de capitaux a été l'un des facteurs de succès du système keynésien de

Bretton-Woods. Il est vrai que l'on ne dis-posait pas d'une technologie permettant de

prétant au tiers-monde sans discernement, puis changent brutalement de cap en cou-

pant les vivres à ces mêmes pays. Pour compenser les excès des prêts bancaires, il

faut re-réglementer les circuits financiers

· La programme de Bill Clinton aux Etats-Unis et le retour possible d'un certein interventionnisme de l'Etat vous semblent-ils s'inspirer des thèses keyné-

- Le programme Clinton est très incobérent. Il s'inspire vaguement de Keynes, par exemple en promettant des dépenses

d'infrastructure. Pour Clinton, le point de départ est problématique : comment engager ces programmes d'investissements publics avec un énorme déficit budgétaire?

Il y a 20 ou 30 ans, un président américain

pouvait dire : on est en récession, mais le-

budget est équilibré. Je vais momentané-

en serrant les boulons.

Le mouvement perpétuel des monnaies et des taux d'intérêt est un grand facteur d'instabilité, d'autant plus dangereux qu'il est autonome. Les banquiers sont comme des moutons : ils vont tous dans la même direction, par exemple en

transférer des milliards en temps réel.

- La mondialisation de l'économie

 La déréglementation financière quasi totale est l'un des grands problèmes

tème de changes fixes.

développe ses théones?

de la stagnation de l'activité. Les fils spiri-tuels de Keynes, comme Paul Samuelson, n'ont pas su tirer le meilleur parti des mises en garde de Keynes à l'égard de l'inflation. Ils n'ont pas pris en compte l'importance du lien entre quantité de monnaie et prix. Les monétaristes ont saisi la balle au bond. Le vent nyait tourné. L'échec des remèdes keynésiens contre l'inflation - une politique des revenus et un contrôle des salaires - s'explique notamment par le pouvoir des syndicats et l'absence de consensus politique permettant de maîtriser les couts.

Un retour aux idées keynésienne de relance est-il concevable aujourd'hui?

- Peut-être, mais sous une forme différente des années 70. Le concept de « plein-emploi » a changé : la révolution monétariste a eu nu moins un effet positif, celui de faire accepter le principe du taux de chômage «naturel». Il s'agit d'un pourcentage que l'on ne peut réduire sans faire monter les prix – disons 5 % à 6 % – en recourant à la politique monétaire. Pour le réduire davantage, des modifications fondamentales sont nécessaires au niveau micro-économique, que ce soit sur le mar-ché du travail ou dans l'appareil de production. Les néo-keynésiens doivent reconnaître les limites de l'intervention publique. On sait désormais que l'Etat n'est pas seulement constitué d'agents éclairés, nyant à cœur le bien des gouver-

- Quelles leçons peut-on tirer de l'œuvre de Keynes?

L'idée qu'un gouvernement ne peut laisser l'économie à elle-même. On en voit l'effet dans la récession actuelle, entraînée notamment par la domination de l'économie réeile par le monde de la finance. L'effondrement qui s'est ensuivi resulte direc-

lors par anticipation ses dépenses de consommation. Avec un tel trou des finances publiques, il faut réduire les taux d'intérêt et non pas accroître le déficit budgétaire.

- Paut-on quelifier de néo-kevnésienne l'initiative de relance européenne décidée au conseil d'Edimbourg?

Ce n'est pas la première fois qu'on essaie de mieux coordonner les politiques économiques... 8énéralement, ça ne débouebe pas sur grand-chose. Nous sommes dans une situation intermédiaire : on a perdu confiance dans le monétarisme mais le néo-keynésianisme ne s'est pas encore imposé. Le monde d'aujourd'hui est totalement différent de celui de Keynes. Il faut attacher une plus grande importance au contrôle de la finance publique.

Les principes keynésiens sont-ils applicables aux pays de l'Est?

Ces nations ont des préoccupations bien plus primordiales en ce moment. Keynes était un ardent défenseur des investissements en biens d'équipement. Il existe une pénurie de biens de production à l'Est et une capacité excédentaire à l'Ouest. Rééquiper la Russie peut contribuer à la reprise en Occident. Cette idée aurait plu à Keynes, en espérant que ce transfert provoquerait l'écroulement du communisme. Cette combinnison entre l'altruisme et l'intérêt bien compris a été à l'origine du plan Marshall. »

Propos recueillis par Marc Roche

(1) Economiste américain, théoricien de l'Ecole de Chicago, it affirme que les fluctuations de l'activité économique dépendent non pas des variations de l'investissement, ainsi que l'affirme Keynes, mais de celles de l'offre mondiale.



"Pour Keynes la survie du capitalisme dépendait beaucoup de la stabilité de l'étalon monétaire^{??}

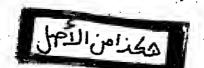
- Dans quel contexte a-t-il déve-loppé ses thèses?

- La Théorie générale est née des retombées de la première guerre mondiale. Keynes était un opposant déclare aux énormes réparations exigées de l'Allemagne, qui, selon lui, plongeraient l'Europe inéluetablement dans le chaos. Cela l'a mené à s'interroger sur les conséquences des crises monétaires. Plus tard, ses adversaires dénonceront le caractère inflationniste de ses théories alors que, paradoxalement, la lutte contre in vie chère était au

cœur de ses réflexions. Dans les années 20. Keynes a été l'un des premiers à nffirmer qu'une stabilisation l'avenir en analysant les données du passé C'étail un grand matheux mais qui n'a jamais commis l'erreur de tant d'économistes de penser que les statistiques pouvaient donner des prévisions. Pour Keynes, l'économie reliait la tour d'ivoire et le monde réel, l'imagination et les chiffres. Il nvait une grande expérience pratique, fré-quentait la City, spéculait...

- Peut-on dire que sa vie privée eit influencé sur son œuvre?

- Il faisait partie d'un monde d'artistes et d'écrivains, le «groupe de Bloomsbury». Il avait épousé une danseuse. Il était bisexuel. On ne peut affirmer qu'une



CHRONIG

7. 2. 4. 4. 4.

- No. 614.3 n 1

1460 ~ ~

100 البرجية والسباء

to the Care B ----

1 4 🐠

....

1.00 9 19 3. ----

10-12-14

4.0

医二性 拉拉

¥.

30. 4

CHRONIQUE e par Paul Fabra

Omniprésentes idéologies

L est à la mode de na s'intéresser qu'eux le tableau n'est brillant ni d'un côté ni de l'autre idées des artistes, peintres et sculpteurs, et non plus è leurs œuvres, s'ils daignent en produira. Dans le débat politico-économique actuel, on assiste à une même stérilisation. De vaines constructions de l'esprit tiannent lieu de résultats concrets, L'idéologie, qu'on dit morte, a simplement cessé d'êtra militante pour devenir la référence commune de l'établissement.

of satisface !

1772

A CONTRACTOR

The second of the second

1111 (7 17 5

The state of the s

A CONTRACTOR OF THE PARTY OF TH

La question des prélèvements obligatoires revient sur le tapis avec la campagne électorale. Lors de la discussion de la loi de finances, à la fin de l'année dernière, Edouard Balladur et ses amis s'en sont pris à la prétention des socialistes d'an avoir bloqué la progression. L'opposition soutenait que, pour se faire une idée juste du montant total du prélèvement public sur le produit national, il convenait d'ajouter au montant global des impôts et cotisations de Sécurité sociale celui du déficit. C'est elle qui avait raison contre le secrétaire d'Etat au budget. Martin Malvy qualifia à cette occasion d'« original» mais infondé le mode de calcul de ses adversaires politiques. La question qui se pose est de savoir si la droite revenue au pouvoir s'appliquera à elle-même sa conception

On s'étonnera qu'on doive compter la déficit, c'est-à-dire la partie des dépenses publiques financée par l'emprunt, parmi les prélèvements dits obligatoires. Cependant, le paradoxe n'est qu'apparent. A partir du moment où l'Etat dépense, il ponctionne (en gros pour le bon.

national. Que la dépense soit réglée par l'impôt (obligatoire) ou par l'emprunt (volontaire, du point de vue du souscripteur) ne change rien à son caractère définitif.

Ignorer cet aspect des choses, c'est transformer la notion de prélèvement obligatoire en un slogan vide de sens. Au départ, l'objectif proposé était da stabiliser la part du « public » dans l'économié. Omettre, le déficit, ca serait se comporter comma le mauvais marl sulvant un régime. Assis à la teble conjugala, il prend le parti d'oublier qu'il a déià dîné chez sa maîtresse. Un autre glissement de sens propre è fausser gravament toute politique économique résulte de

la confusion entretenue autour de la fonction du capital. Tout ventions sur las marchés das changes pour auteur à succès se doit d'embrouiller un peu plus la question. Robert Reich, l'ami de Clinton promu secrétaire au travail, n'y manque pas. Pour lui (voir ci-contre l'article consecré à son dernier livre), le passage da la production de masse, sous-traitée dans les pays en voie de développement, aux industries modernes à haute valaur ajoutée implique un changement. radical du capitalisme : le « vraia » valaur des. nouvelles entreprises dépand du cerveau da ses

Le fond de la thèse, pas nouveau, da Reich repose en réalité sur la métaphore détestabla, à forte connotation idéologique, du « capital humain». D'où la faussa bonna idée qua le capital » d'un pays c'est aujourd'hui la formation de ses hommes. La vénté économique est que toute production résulte du travail, mais les notions de valeur et de capital ne s'appliquent qu'aux produita da ca travail, si qualifié et «créatif» soit-il. En élevant le niveau intellectuel, on accroît non pas le « capital », mais la capacité de tirer parti du capital disponibla (épargna accumuléa). Distinction purament sémantique, dira-t-on, sane portée pratiqua ou politiqua. Voire. Risquons cette affirmation : la cause la plus importante du chômage est qu'il n'y a pas assez de capital disposé è créer des postes de travail, Les déficits expliquent en partie cette insuffisance. La prolifération du capital amployé

à la spéculation y est aussi pour qualque chose. Prenons l'axemple d'une théorie apparemment nautre mais propre à découragar les réformes à mettre d'urgence en chantier si l'on veut brider les pratiques spéculatives les plus troublantes. Selon les théoriciens modernes de la monneie, il est impossible de faire fonctionner un système monétaire de changes fixes si les États cancamés antandent simultanément conserver l'autonomie de leurs politiques monétaires respectives (taux d'intérêt, etc.) et laisser entiàrement libres les mouvements de capitaux. En conséquence de quoi la France et la Grande-

Bretagne ont fait des choix inverses. A première vue, chacun a obtenu ce qu'il voulait. En Grande-Bretagne, les taux d'intérêt à court terme ont été abaissés, après le flottement de la livre, jusqu'à 6 %. Si, en France, leur niveau e dû être porté au double, ou peu s'en faut, le franc est resté accroché au mark. Mais public et les gentlemen du fric.

de la Manche.

La livre sterling va à la dérive. Cela risque de déclencher toute une séne de phénomànes pervers. A terme plus au maina rapproché, l'«autonomie» retrouvée se révélera sans doute illusoire. La théorie moderna ne s'est paa interrogée sur le contenu réel de ce concept. Ella s'est contentée de supposer, selon l'idéologie ambiante, qu'un abandon de discipline (ici, celle du change) devait blen se traduire par une liberté accrua. Mais la Franca n'ast guère en meilleure posture avec ses taux prohibitifs dans une conjoncture dépressive.

C'est ici qua la théorie vient au secours des gouvernements político-économiques du monde entier. Son dogmatisme en fait une idéologia les exonérant de leur responsabilité.

Que dit la théorie? Que les soubresauts des marchés des changes ont pour origina la liberté quasi complète des mouvements de capitaux. Ce serait le prix à payer pour la levée de contrôles que personne, à justa titre du reste, ne souhaite rétablir. Mais l'excuse que fournit la théorie na vaut rien. Dans l'histoire, des régimes de taux de change fixes n'ont pu être maintenus pendent de longues périodes que parce que, normalement, les mouvements spéculatifs ont un effet stabilisant, L'étalon-or d'avant 1914 en est le meilleur exemple.

La liberté des mouvements de capitaux devient facteur de perturbation à partir du moment où l'appareil du crédit est déréglé par motif, mais cela est une autre affaire) le produit une cause générale faisant universellement sentir ses effets. C'est la

création anarchique de capitaux qui est à l'origine du mal. Pour expliquer le formidable «boom» spéculatif des années 1988 à 1990, dont nous n'avons pas fini de supporter les séquelles, il faut d'abord savoir comment les établissements de crédit ont été à même de fournir les liquidités_correspondantes. En l'absence de ces facilités ni la brutale hausse de l'immobilier à Paris, à New-York, à Tokyo, etc., ni l'ascension vertigineuse de la Bourse japonaise, sans parler de celles de Stockholm, de Mexico, de Milan et, bien sûr, da Wall Street, n'auraient été possibles. Or, de la fin de 1988 au début de 1989, on a assisté

à de colossales inter-

soutenir le dollar. En vertu de ces opérations, les banques centrales du monde entier ont augmanté leurs réserves de change an devises d'un bon tiers (15D milliarda de dollars). Les dollars ainsi acquis ont été placés en bons du Trésor américain ; cela a foumi aux Etats-Unis les moyens de financer un déficit budgétaire accru sans rien demandar è l'épargne nationale. Quant aux ban-ques centrales d'Europe at d'Asie, alles ont pareillement augmenté dans d'énormes proportions la capacité de création de crédit par les banques commerciales. Contre remise da dol-lars, elles ont fourni è ces dernières des liquidités en monnaie nationale.

E cette fantastique création monétaira, on ne parle Jamais. Cala reviendrait è ramettre en queation la sagesse du « saint des saints », le groupe des Sept, où ces décisions sont prises. La fantomatique « manna pétrolière» a réponse à tout.

Autre source d'incroyables désordres : la déréglementation » financièra, présentée comme una libéralisation des mouvements de capitaux. A l'ongine da toutes les techniques financières (swapa de taux d'intérêt, etc.) permettant d'accroître considérablement les facultés d'emprunts des «agents économiques», il y eut le besoin des Trésors publics de lever tous les obstacles è la satisfaction de leurs propres besoins de financement. Le zèle des socialistae français n'eut d'égel que celui de l'administra-

Un financier de haut vol, Georges Sōros, se vanta d'avoir gagné plus da 2 milliards de livres sterling en jouant la chute de cette monneie. Cele suppose que les banques ont pu lui ouvrir un crédit peut-être quatre ou cinq fois supérieur à celui des fonda propres de sa société. Georges Soros assure qu'une conversation téléphonique avec un membre du cabinet du ministre françeis des finences l'a convaincu de ne pas spéculer contre le franc. Le contraire, en

quelque sorte, d'un délit d'initié. Les prélàvements obligatoires eont l'alibi du déficit. Le capital humain masque les dévoiements du capital tout court détourné au profit de ces compères que sont désormais le Trésor

La fin des solidarités nationales

Pour Robert Reich, l'internationalisation des productions et des entreprises entraîne un accroissement des inégalités sociales dans chaque pays

L'ÉCONOMIE MONDIALISÉE de Robert Reich Dunod, 336 pages, 148 F.

il faut lire l'Economie mondialisée, ce n'est pas seulc-ment parce que son auteur est, selon l'éditeur, « le plus proche conseiller du président Bill Clintan », mais aussi et surtaut parce qu'il pose une question essentielle : «L'idée d'une nation-Etat comme ensemble d'individus partageant la même responsabilité quant à leur bien-être mutuel oppartient-elle au passė?»

A cette question, Robert Reich, hier professeur à Harvard, aujourd'bui secrétaire d'Etat au travail, répond sans ambiguîté : oui. Contrairement à ce que beaucoap croient encore, tous ceux qui vivent dans un même pays ne sont plus « dans le même bateau ». Au contraire, plus la mondialisation de l'économie progresse et plus les inégalités au sein d'une même nation vont s'aviver. La conclusion mérite débat, car elle prend a contre-pied non seulement les intuitions les plus communes, mais aussi beaucoup des politi-ques mises en œuvre ici et là pour soutenir « l'Intérét économique national».

L'analyse part d'un constat : la mobilité des marchandises, des capitaux, des entreprises, des savoir-faire, des informations est aujourd'hui telle que le destin économique d'une nation est de moins en moins lié à celui de « ses » firmes, à la compétitivité ambigue et la fabrication des pro-duits toujours plus internationali-nationale : « L'ingénieur en logi-

sée : « Le succès économique d'une nation ne doit pas être juge en fanctian de la capacité de ses firmes à faire des profits et à accroître leurs parts de marché; il doit être apprècié en dernier ressort sur le niveau de vie que ses citayens peuvent atteindre et sur la possibilité de le conserver et de

l'améliorer dans le futur. » Les Etats n'ont danc plus aucune raison de s'effacer. Au contraire, « il existe une relatian croissante entre le montant et la nature des investissements que le secteur public entreprend et la capacité d'une nation à attirer le capital mondial... Des individus bien formés et des infrastructures modernes attirent les réseaux mondiaux qui investissent et apportent des emplois relativement satisfai-

Ce point établi, Reich avance la partie plus originale de sa thèse : de cette concurrence avivée entre espaces économiques au sein de l'économie mondialisée résulte une inégalité croissante des revenus au sein de chacun de ces espaces, « Chaque heure, la population mondiale s'accroît de plu-sieurs dizalnes de milliers d'habitants dont la plupart seront plus tard heureux de travailler pour une petite fraction des salaires que les travailleurs routinlers recoivent

aux Etats-Unis. » D'où une dissociation croissante entre le sort de ces travailleurs directement en compétition avec ccux du reste du monde et celui des « manipulateurs de symtrès simple que la nationalité des tions sophistiquées. D'où aussi entreprises est de plus en plus cette rupture des solidarités au

ciel américain, lie à san réseau mondial par des ardinoteurs, des modems, des fax, est plus dépendant d'ingénieurs de Kuala-Lumpur, de fabricants de Taïwan, de banquiers de Tokyo et de Bonn, et de spécialistes des ventes et du marketing de Paris et de Milan que de travailleurs continiers exerçant leur activité dans une usine située de l'autre côté de la ville.

La scule critique que l'on peut faire à Robert Reich est que sa vision de l'evolution de nos sociétés est un peu trop lisse, un peu trop baignée par le soleil de la Silicon Valley. Les risques politiques nés de cette tendance à des inégalités taujaurs croissantes dans la société américaine sont sérieusement minorés : « La docilité des quatre cinquièmes de lu populatian les mains avantages s'explique par le sentiment que l'action politique n'aurait de toute façon aucun effet. Ils sont résignès à ce qui arrive, parce qu'ils admettent que les manipulateurs de symboles détiennent toutes les cartes. »

Les émeutes de Los Angeles sont la pourtant pour rappeler que, lorsqu'un jeu est trop truque, certains finissent toujours par en rejeter les règles. Dès lors, réduire le dualisme grandissant et les exclusions qu'il génère va devenir une priorité, même pour la minorité de privilégiés. Sauf à accepter de devoir demain quitter les Etats-Unis, ceux-ci sont moins indépendants du reste de la société américaine qu'il n'y paraît. Sauront-ils découvrir qu'ils sont bel et bien avant qu'une partie trop importante de l'équipage ne se mutine?

Anton Brender

Des revenus trimestriels nets d'impôt -

9,80 % pour vous, 0% pour votre percepteur*.

La juste répartition des revenus de votre épargne, vue par le GROUPE ROBECO

Ce que vous recherchez dans un placement, c'est: une performance élevée et régulière

la fiscalité la plus avantageuse une totale sécurité

C'est pour répondre à ces trois exigences que nous avons créé le Compte à Revenus Périodiques.

Des revenus nets d'impôt*. Le fonctiannement de ce campte

est simple: votre capital est investi dans des produits de capitalisation. Il progresse régulièrement et les plus-values qu'il génère vous sont versees nettes d'impôt jusqu'à environ 166 000 F*.

2 Des revenus chaque trimestre.

Les plus-values produites tout au long des 3 mais sont créditées automatiquement sur votre compte bancaire ou postal.

Vous n'avez absolument rien à faire. Selon l'utilisatioa que vous voulez faire de cet argent, vous pouvez également opter pour des revenus mensuels ou semestriels.

B Des revenus élevés sans toucher à votre capital.

Votre capital n'est pas entamé, quelle que soit la coojoncture du moment, et progresse donc en toute

De plus, le Campte à Revenus Périodiques, est investi ea produits de trésorerie et bénéficie ainsi de l'excellente performance du mar-

Estemple Avec comme loppothess de centablité 0.80 % pionten investuse ment bern de 200 000 K vois resevrez serf de frais chaque n'ambitie 4.585 f.

4 Votre argent reste toujours disponible.

A tout moment, vous pouvez récupérer taut au partie de votre capital sans paver aucun droit de sortie. Vous pouvez également effectuer des versements complémentaires pour augmenter vos revenus.

5 Vous vous appuyez sur la compétence du Groupe Robeco.

Le. Groupe Robeco est aujourd'hui le premier investisseur indépendant européen. Le savoir-faire reconnu de nos experts et la solidité financière du Groupe garantissent performance et securité à votre capital.

9.80% : Performance du 31/12/91 au 31/12/92. 0% : les revenos de voire èpurgne ne sont pas impossibles jusqu'au monrant total des cessions fixé par la Loi de Finances (scufi 1993 encore non fixé : caviron 166 000 F)

Pour obtenir votre Dossier d'Information sur le Compte à Revenus Périodiques, complétez le coupon ci-dessous et renvoyez-le à l'adresse indiquée. Vous pouvez également nous contacter au (1) 49 00 33 00 et sur Minitel au 3615 ou 3616 code ROBECO

GROU	er koreco%
4	7. VO
	I II FAUT OUAND II FAIT

Q OUI, le souhaite recevoir sans aucun engagement de ma part

un Dossier d'Information sur le Compte à Revenus Périodiques. Nom Adresse Code postal Profession

A retourner sans affranchir à Groupe Robeco (France) - Libre-reponse n°8 - 92089 Paris La Defense 2.

CONJONCTURE

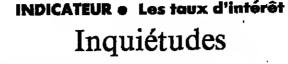
UEL ecocomiste, financier ou politique n'a misé sur la détente des taux d'intérêt en Allemagne pour redonner à la conjoncture écono-

mique européeone quelques chances de redémetrage en 1993?

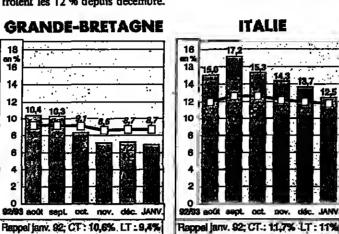
Abaissés pour la première fois à l'automne, les taux allemends ont été à nouveau réduits début février, perdant einsi plus d'un poiot durant les six derniers mois, pour les taux à court terme. La situation ne s'est guère apaisée pour autant dans les autres pays d'Europe occidentale.

A l'exception de la Grande-Bretagne qui, co sortant du système monétaire européen le 16 septembre, a clairement opté pour une politique isolée (ou prix d'une dépréciation de 20 % de la livre), rares sont les pays qui nnt pu tirer bénéfice de ce changement. L'Italie et l'Es-

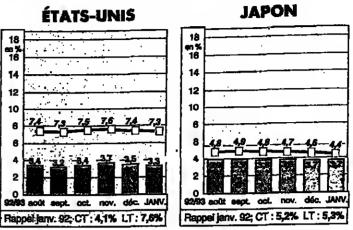
1a



pagne, maigré les dévaluations de leurs monnaies, ont à peine retrouvé des oiveaux de taux comparables à ceux de l'été, encore très pénalisants pour leurs écocomies eo récession. En France la baisse de novembre dura le temps d'un seu de paille. Les taux d'intérêt d'uo à six mois frôlent les 12 % depuis décembre.



Une nouvelle détente, probable, des taux allemands serait-elle plus efficace? Rien o'est moins sûr. L'Espagne et l'Italie, contraintes par les difficultés structurelles et les risques d'inflation, ne peuvent guère escompter revenir à des niveaux de taux compatibles avec une reprise de leur activité avant plusieurs mois. La France, parce qu'elle traverse une période préélectorale qui multiplie les anticipations contradictoires sur l'avenir du franc, pourrait aussi être contrainte de maintenir des taux relativement élevés, afio de convaincre les marchés de la détermination des futures autorités à préserver la parité du franc face au mark. Combien de temps une telle situation peut-elle durer sans produire des effets dévastateurs sur les économies concernées?



En colonnes : les taux à court terme, à trois mois sur le marché des eurodevises (CT). En courbes, les taux des emprunts d'État à long terme (LT). Sources nationales,

RÉGION • L'Amérique du Sud Victoires sur l'inflation

E rapport annuel de la Com-mission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes des Nations Unies (CEPAL) souligne les bonnes performances de la zone en 1992 : le produit inté-rieur brut a augmenté de 2,4 % et le revenu par habitant de 0,5 %. Presque tous les pays ont fait des progrès, mais l'économie du Brésil, en pleine récession, a tiré la moyenne continentale vers le bas. Si l'on excepte ce pays, la croissance latino-américaine passe en effet à 4,3 %.

ALLEMAGNE

33 août sept. oct. nov. déc. JANV.

Rappel janv. 92; CT: 9,5% LT: 8,2%

en %

Les pays exportateurs de pétrole (Bolivie, Colombie, Equa-teur, Mcxique, Pérou, Trinité-et-Tobago et Vénézuela) se sont mieux comportés que les autres avec une mnyenne de 3,4 %, les non producteurs (y compris le Brésil dont le PIB a baissé de 1,5 %) n'obtenaot que 1,6 %.

La CEPAL se félicite de la poursuite de la résorption d'inflation qui concerne la totalité des pays, toujours à la notable excep-tion du Brésil, dont la hausse des prix à la consommation a atteint 1 131,5 % en 1992, contre 475,8 % l'année précédente.

Pour la deuxième aonée consécutive, la région a bénéficié d'un solde positif des flux de capitaux : 57 milliards de dollars, contre 39,2 milliards en 1991. Ce résultat favorable s'explique certes par les taux d'intérêt particuliérement élevés servis sur les marchés financiers d'Amérique du Sud, mais aussi par la poursuite des opérations de privatisation dans plusieurs pays.

Ces entrées massives de capitaux extérieurs ont permis de developper le crédit non inflationniste au secteur privé, aussi bien pour financer les investissements que pour relancer le consommation. Elles ont aussi contribué à compenser les effets négatifs de la détérioration continue des termes de l'échange pour les produits sud-américains. L'indicc des prix à l'exportation de ces produits, sur une base 100 en 1980, s'est situé à 72 en 1992 contre 74 en 1991, soit une nouvelle dégradation de 2,7 %.

Jouant de la diversification, de plus en plus nécessaire, des exportations et des différents muyens d'attirer les capitaux etrangers (ou latino-américains réfugiés à l'étranger), la plupart des pays unt améliaré les résultats de leurs balances des paiements, l'exception étant fei le Venezuela, dont le solde a été negatif (- 1.6 milliard de dollars) alors qu'il était encore largement positif en 1991 (+ 2,3

Pour l'ensemble des pays de la zone, l'excédent des paiements a atteint 24,3 milliards de dollars, contre 19,8 milliards l'année précédente. Ces résultats ont généralement permis une meilleure gestinn de la dette extérieure (451 milliards au total) bien que certains pays, au premier rang desquels le Brésil, n'aient tnujours pas réussi à satisfaire aux conditions nécessaires pour pouvnir bénéficier des financements

du Fonds monétaire internatio-

L'Amérique du Sud a poursuivi en 1992 l'application de politiques économiques ortbo-doxes, feisant porter les priocipaux efforts sur la limitation des déficits budgétaires, voirc la constitution d'excédeots comme au Chili, au Mexique et en Uru-

FRANCE

noût sept. oct. nov. déc. JANV

Rappel janv. 92; CT : 9,9% LT : 8,5%

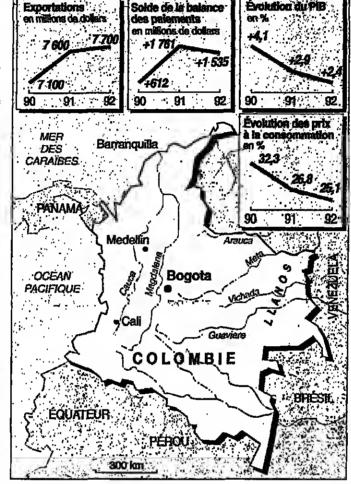
Le Brésil lui-même, dont les finances publiques felsaieot apparaître un solde négatif équivalant à 6,9 % du PIB en 1989. est parveou à un excédent co 1991 (0,3 %) et à uo déficit rai-soonable en 1992 (- 1,5 %). S'il est vrai que cette médication a été sans effet sur l'inflation de ce pays, il n'eo a pas été de même ailleurs : on peut même dire que c'est sur le froot des prix que les pays d'Amérique du Sud ont remporté leurs plus remarquables victoires en 1992,

En Argeotine, la bausse des prix de 17,5 % constitue une per-formance spectaculaire, comparée aux résultats de 1991 (172 %) et de 1990 (2 341 %). Un seuil psy-chologique très important semble avoir été franchi dans ce pays, un sondage organisé en fin d'année anticipe désormais la poursuite de la désinflation. Au Pérou, l'inflation est passée de 139 % en 1991 à 56,7 % en 1992, grâce à uoe politique monétaire très restrictive qui a malheureusement aussi contribué à la baisse de la production nationale (- 2,5 %). L'Uruguay et le Chili ont pu,

quant à eux, concilier uoe forte croissance économique (respectivement 7 % et 9,5 %) et la diminutinn de l'infintion (58,9 % et 12,7 %, contre 81,5 % ct 18,7 % l'année précédente). En revancbe, la hausse des prix s'est maintenue au Venezuela (31,9 % au lieu de 31 %), ce qui a justifié la poursuite d'une politique monétaire assortie de taux d'intérêt exceptionnellement élevés qui ont pesé sur la Bourse de Caracas, l'une des seules en Amérique du Sud à n'avnir pas enregistré de progression en 1992.

Presque tnutes les expériences réussies de lutte contre l'inflation se sont accompagnées de la surévaluation des monnaies nationales, contrepartie nécessaire des politiques d'ouverture des frontières. Cette surévaluatioo apparait dangereuse à terme, car elle menace les équilibres commerciaux. L'Argentine en fait déjà la difficile expérience (elle a subi un déficit commercial de 365 millinns de dollars en 1992, au lieu d'un excédent de 4,5 milliards l'année précédeote), et il paraît impossible dans ces conditinns que la parité dollar-peso puisse être eocore maintenue langtemps, notamment en raison du dynamisme des exportateurs brésiliens, qui ont canquis d'importantes parts de marché en

Argentine l'année dernière. Jean-Luc Chalumeau Economiste de la Banque Sudamens



PAYS • La Calambie Optimisme justifié

divers meux qui se sont abattus sur elle : crise du marché international du café, recrudescence de la guérilla et du trafic de la drogue, ce qui e conduit au rétablissement de l'état d'urgence le 8 novembre, enfin, rationnement énergétique, dû à la fois à la sécheresse et aux sabotages des oléoducs.

La croissance a en effet atteint 2,4 % (avec unc progression de la construction de 9 %, mais un fléchissement de la production agricole de 0,9 %), l'excédent commercial a atteint 2 milliards de dollars et l'inflation a été stabilisée à 25,1 %.

Officiellement placée sous le régime de l'économie mixte depuis l'adoption d'une nouvelle Coostitution eo juillet 1991, la Colombic a continué à mettre en place un cadre juridique favorable au redressement économique : réforme fiscale imposant une augmentation générale et temporaire des impôts en particulier, et libéralisation quasi complète du régime des investissements étrangers comme des Bourses de valeurs. La découverte du très important gisement de pétrole de Cusiana a été de nature à renforcer la confiance des Cnlombiens ct l'intérêt de leurs parteneires étrangers. Avec un minimum de 2 milliards de barils de réserves (à comperer avec la productioo annuelle actuelle de 160 millions de barils), les champs de Cusiana, exploités é parité par les sociétés Triton, BP et Total d'une part et

A Colombie semble o'avoir le groupe public Ecopetrol d'autre pas trop souffert en 1992 des part, permettront de développer part, permettront de développer les exportations de pétrole, qui représentent actuellement environ 1.5 milliard de dollars par an (20 % du total, devant le café), et d'améliorer sinsi des comptes extérieurs déjà bons.

> Les importations ont certes augmenté de 26,6 % en 1992 alors que les exportations sont restées stables, mais la balance des paiements a été largement excédentaire (1,5 milliard de dollars) grâce à un reoversement du solde des mouvements de capitaux. Ces derniers, traditionnellement déficitaires, sont devenus positifs en 1992 (435 millions).

Les entrées de capitaux s'expliquent par le haut niveau des taux d'iotéret offerts sur le marché financier colombien. Il est donc d'autant plus remarquable que les autorités aient réussi à éviter l'aggravation de l'ioflation dans ces conditions.

Elles y sont parvenu en pratiquant une politique économique ortbodoxe appuyée sur le contrôle de la monnaie en circulation et sur la limitation du déficit budgétaire à 1 % du PIB. Il reste encore à obtenir une amélinration substanticle du taux d'investissement, tnmbé à 17 % de la production nationale, sans doute par suite du climat d'iosécurité. Cependant, l'optimisme officiel concernant la situation économique de la Colombie paraît amplement justifié.

J.-L. C.

SECTEUR • L'ameublement Craquements

avec un début de récession dans le menble de cuisine. Les difficultés s'étaient géoéralisées l'anoée suivante, avec une baisse de 4 % d'un marché français du meuble tombant à 72,9 milliards de francs.

La crise s'est prolongée en 1992, evec une oouvelle chute de le consommation de 4,9 % en volume (- 2,3 % eo valeur), seloo la Banque de France. Et encore, on o'y parveoait que grâce à uo quatrième trimestre un peu meilleur, les achats de meubles ayant oscillé pendant les huit premiers mois de l'année cotre - 5 % et - 8 % (en volume), après une petite ruée en

A l'heure où les Français se détnument des boutiques, le meu-ble s'avère l'uo des achats les plus aisés à différer. Et il oe peut plus, comme l'habillement, jouer des soldes: les fausses promotions - ces fameuses remises de 30 à 50 % affichées en vitrine toute l'année oot tué le poule eux œufs d'or. «Les commerçants en ont pris conscience, les pouvoirs publics ont sévi», souligne pourtant un professionoel. Un «consumérisme» un peu tardif, si l'oo en juge par les difficultés spécifiques des fabricants vaise image a pesé lourd dans l'effoodremeot de leur segment du marché (- 21 % depuis 1990) (« le Monde de l'écocomie » du 5 jan-

Cette bouderie, les distributenrs l'ont subie de pleio fouet. Mobilier de France et Lévitan ont changé de maios. Darnal et Pier Import ont fusionné. Habitat est tombé dans le giron du géant sué-dois Ikea. Mobis a été cédé par Conforama. Les magasins Vogica se sont restructurés à tout va.

Les fabricants de meubles n'ont pas été mieux lotis. Pinault a vendu ses meubles de cuisine à IFI et ses menbles de bureau Ordo à l'américaio Hayworth.' Dumeste a. repris les canapés Valoor France (ex-Veldeman) puis les matelas Simmons. Duvivier a racheté les sièges Ranguen Duchesne et Parisot pourrait reprendre les chaises Founchot-Ressa. Un inventaire que

LES premiers craquemcots les mois à venir devraient enrichir.

« Cette crise, l'industrie du « Cette crise, l'industrie du meuble l'a pourtant abordée dans de bien meilleures conditions que les précédentes, explique Jean-François Stordeur, secrétaire général du Comité de développement des industries françaises de l'ameublement (CODIFA). La qualite du management a progresse; les effectifs ont èté ajustés à temps.»

. • ••

47 2

473. 1

1.7

The state of the state of

Mary 1999

Temporary and

(Par Disk in

Mary Straight on

Mary Commercial

100 Km 200 20

See.

34 1

A L REAL

Sections .

Jan 1990 -

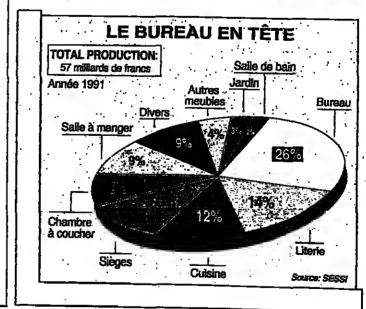
:- , <u>-</u>-

A 30 10

Ce redressement a permis d'éviter le pire puisque, avec une production en baisse de 6,2 % cn volume sur les neuf premiers mois de 1992 (- 3,1 % eo chiffre d'af-faires), les industriels français ne se sont pas trop mal défeodus. Les importations ont été mleux que contenues (sur neuf mois, elles ont baissé de 8,8 %) et les exportations plus soutenues (+ 4 %). Du coup, la balance commerciale du meuble, traditionnellement déficiteire, devrait se redresser. Et revenir de - 9 milliards de francs en 1991 à - 6,6 milliards de francs, enviroo, en 1992. Cette performance sera toutefois difficile à renouveler. Bien que modestes (elles ne repré-sentent que 9,7 % du total de celles de la CEE), les exportations francaises ont progressé ces dernières années plus vite que celles de nos voisios. Mais elles l'ont fait, chaque us concentrée vers la Commuoauté européenne, la Suisse et l'Amérique de Nord : 75,4 % du total en 1988, 77,3 % en 1991. Des marchés qui, à l'exception de ceux d'outre-Atlantique, devraient tous être affectés par la récession qui s'amplifie en Europe.

Les importations, en revanche, se diversifient. Gros fournisseurs traditionnels, l'Allemagne et l'Italic perdent des parts de marché au profit de nouveaux venus. Le Portugal avec des pieds de table Louis-Philippe, la Roumanie evec des portes de cuisine en pin, la Pologne avec des canapés en cuir et même l'Iodonésie avec des chaises et meubles de rangement grignotent des parts de marché, relève l'Union nationale des iodustries françaises de l'ameublement (UNIFA). Des nouveaux venus qui oe seront pas faciles à déloger, on peut le parier.

Pierre-Angel Gav



Les graphiques et cartes de ce supplément sont réalisés par le service infographique du Monde et l'agence de presse Idé.

